

PANAÏT ISTRATI
BORIS SOUVARINE

La Russie nue

**Vers l'autre flamme,
tome III**



L'Izoard

Panaït Istrati

Boris Souvarine

La Russie nue

Éditions de L'Izoard

Avant-propos

L'auteur s'engage à dire la vérité, rien que la vérité, et toute la vérité possible en trois cents pages.

Personne n'est tenu de le croire sur parole. Mais chacun devra bien se rendre au témoignage des faits.

À cette fin, on en citera un grand nombre, avec références à l'appui. Les sources seront exclusivement soviétiques, comme échappant à toute suspicion de parti pris contre le régime issu de la grande Révolution russe.

De tels faits, pour être valables, doivent à notre avis être prélevés sur l'ensemble pour leur intérêt caractéristique, à l'exclusion des incidents ou événements occasionnels, épisodes passagers ou exceptionnels, accidents fortuits.

Ils peuvent avoir de deux façons leur portée générale : soit comme aspect de la vie quotidienne d'une masse nombreuse si le fait est fréquent, soit comme expression particulièrement frappante d'une situation, d'une ambiance, si le fait est rare mais inconcevable hors d'un certain milieu propice.

Pour les noter avec discernement, il importe d'avoir vécu suffisamment en terre des Soviets non comme persona grata – et ceci est loin d'être inutile – mais sur le pied du commun des mortels, de savoir reconnaître les réalités sous le voile rouge des apparences, d'étudier longuement la Russie ancienne et nouvelle, ses réactions et ses révolutions, d'aimer le peuple russe et de prendre place d'emblée dans son mouvement d'émancipation.

*Ces conditions, à tout le moins, se sont trouvées remplies
par l'auteur.*

Introduction à la vie soviétique

« [...] Nous aperçûmes de loin une île de sucre candi et de caramel, et des rivières de sirop qui coulaient dans la campagne.

« Les habitants, qui étaient fort friands, léchaient tous les chemins, et suçaient leurs doigts après les avoir trempés dans les fleuves. Il y avait aussi des forêts de réglisse, et de grands arbres d'où tombaient des gaufres que le vent emportait dans la bouche des voyageurs si peu qu'elle fût ouverte.

« Comme tant de douceurs nous parurent fades, nous voulûmes passer en quelque autre pays où l'on pût trouver des mets d'un goût plus relevé. On nous assura qu'il y avait, à dix lieues de là, une autre île où il y avait des mines de jambons, de saucisses et de ragoûts poivrés. On les creusait comme on creuse les mines d'or dans le Pérou.

« On y trouvait aussi des ruisseaux de sauce à l'oignon. Les murailles des maisons sont de croûtes de pâté. Il y pleut du vin couvert quand le temps est chargé ; et, dans les plus beaux jours, la rosée du matin est toujours du vin blanc.

« [...] À peine fus-je dans mon lit, que j'entendis un grand bruit ; j'eus peur, et je demandai du secours. On me dit que c'était la terre qui s'entr'ouvrait. Je crus être perdu mais on me rassura en me disant qu'elle s'entr'ouvrait ainsi, toutes les nuits, à une certaine heure, pour vomir, avec grand effort, des ruisseaux bouillants de chocolat moussé et des liqueurs

glacées de toutes les façons. Je me levai à la hâte pour en prendre, et elles étaient délicieuses.

« Ensuite, je me recouchai et, dans mon sommeil, je crus voir que tout le monde était de cristal, que les hommes se nourrissaient de parfums quand il leur plaisait, qu'ils ne pouvaient marcher qu'en dansant, ni parler qu'en chantant, qu'ils avaient des ailes pour fendre les airs et des nageoires pour passer les mers. »

À première vue, dans les circonstances actuelles, on croirait lire le récit de voyage d'un de ces apologistes, salariés ou bénévoles, qui célèbrent à travers le monde le régime instauré en Russie soviétique depuis la mort de Lénine.

Un léger effort de mémoire identifie assez vite, pourtant, parmi des souvenirs d'école, le *Voyage dans l'île des plaisirs*. Mais combien l'imagination de Fénelon semble pauvre à côté des facultés d'invention, ou d'illusion, des actuels fabricants de descriptions paradisiaques du pays soviétique à l'usage d'un public particulièrement crédule.

La Révolution russe, comme toutes les révolutions antérieures, a été harcelée des dénigrement de ceux dont elle piétinait nécessairement les intérêts. Elle a fort bien résisté aux fureurs de la calomnie. Après la mort de Lénine, ses nouveaux dirigeants l'ont exposée, par une aberration inconcevable, à un plus grand danger : l'éloge systématique, l'approbation fanatique, sorte de diffamation à rebours dont les effets sont plus profondément nocifs et plus durables.

La République des Soviets a besoin, pour vivre, de la solidarité consciente des travailleurs de tous les pays. Cette solidarité ne sera pas consciente sans la connaissance des difficultés qui entravent la marche au socialisme en Russie. La légende soviétiste, créée, répandue et entretenue par la volonté du gouvernement de Moscou, ne suscite que la solidarité superficielle et toute verbale des éléments les plus arriérés de la classe ouvrière et ménage des déceptions qui aboutiront à une désaffection irrémédiable.

Du vivant de Lénine, les partisans non-russes de la première heure du bolchevisme ne trompaient pas les travailleurs d'Occident. Ils les appelaient à l'aide de la Révolution en leur parlant des misères, des souffrances qui accablaient le peuple russe en lutte pour son émancipation. Loin de taire la désorganisation du pays, le délabrement de sa production, la famine dévastatrice d'immenses contrées, ils y puisaient des raisons pour stimuler l'effort de soutien.

Certes, cette période ne fut pas exempte d'illusions. La guerre s'achevait dans une horreur sans nom. Des mouvements révolutionnaires secouaient toute l'Europe. La frénésie des passions ne favorisait pas l'objectivité scientifique. L'heure n'était pas aux dissertations impartiales. Il fallait défendre avec parti pris les vaillants qui osaient s'attaquer à la vieille société dans son principe. Ceux qui l'ont fait ont raison de ne pas le regretter.

Alors, chaque succès partiel contre le désordre, toute tentative heureuse de création originale, chaque improvisation réussie étaient salués comme autant de promesses d'un avenir meilleur. Mais il ne venait à l'idée d'aucun communiste conscient de prétendre que tout était pour le mieux dans la meilleure des révolutions. Personne ne niait le froid et la faim, nul ne dissimulait l'immensité de la tâche en perspective ni la faiblesse des moyens à mettre en œuvre.

Il s'est trouvé des « pèlerins » pour visiter la Russie d'alors en touristes et en rapporter de littéraires naïvetés. Mais ces manifestations tout individuelles et assez rares ne répondaient à aucun système d'ensemble et n'engageaient que leurs auteurs. Le pouvoir soviétiste et les représentants qualifiés du mouvement communiste international ne fondaient pas leur politique là-dessus. Les documents de l'époque restent pour témoigner de leur souci aigu de connaître et de révéler la réalité jusque dans son tréfonds pour travailler à la maîtriser.

C'était du temps de Lénine.

Après la disparition du chef incontesté, tout a bien changé. L'expression de la vérité, la simple constatation des faits,

même dans l'esprit le plus strictement conforme à la tendance communiste, sont devenus crimes de lèse-révolution. Quant à la critique, même la plus scrupuleusement loyaliste et réformatrice, elle a été considérée comme attentat à main armée.

C'est pourquoi l'on a pu voir les principaux compagnons d'armes de Lénine dans l'époque héroïque prendre les uns après les autres le chemin de la prison, de la déportation et de l'exil.

Avant 1924, Lénine montait à la tribune des congrès communistes ou soviétiques et, devant le monde entier, n'hésitait pas à dire quand il le jugeait nécessaire : à tel propos, dans tel cas, *nous nous sommes trompés*. Et cette franchise lucide, loin de favoriser l'ennemi, éclairait et fortifiait la conscience révolutionnaire.

Depuis 1924, le successeur de Lénine prétend ne s'être jamais trompé. En six fois trois cent soixante-cinq jours, il n'a commis aucune erreur. On peut compulsier attentivement la presse soviétique et communiste de tous les pays, on n'y trouvera pas trace de la moindre allusion à une faute, même bénigne, du pouvoir soviétiste incarné dans la personne unique et suffisante du secrétaire du Parti communiste de l'URSS.

La population des deux continents, dans sa majeure partie, ne sait pas encore qu'il existe, parmi les mortels, un homme infallible, résidant à Moscou, au Kremlin. Sans doute est-ce la raison pour laquelle cet individu omniscient, dans sa prévoyance infinie, a cru bon de constituer sous des appellations diverses une équipe de thuriféraires qui s'évertuent à chanter partout ses mérites.

Est-il vrai, comme ceux-ci l'affirment, que tout soit au mieux dans la meilleure des révolutions ?

Pour le savoir, il y a au moins deux moyens : y aller voir sur place ou étudier, fût-ce à distance, la documentation soviétique non destinée à la propagande extérieure. L'un et l'autre exigent, pour être efficaces, au moins deux qualités indispensables : un esprit *a priori* amical envers la Révolution

russe et la connaissance préalable du sujet. Sans sympathie instinctive ou raisonnée pour un fait historique aussi ample et complexe, il n'est pas de compréhension possible ; et sans rien savoir de la Russie ni de la Révolution, il est inutile de prétendre apprécier : l'ignorant n'a qu'à s'instruire avant de parler.

Un voyage en pays soviétique n'est pas forcément révélateur : tout dépend des conditions où il s'effectue et de la valeur intellectuelle et morale du voyageur. Celui qui se promène en touriste, mené et encadré par des guides spécialement dressés à cet effet, selon un itinéraire tracé à son intention, dans des lieux choisis et souvent préparés à sa visite, et par des moyens de déplacement aristocratiques dont le confort ne correspond à rien d'actuellement russe, qui, de plus, ne fréquente que des personnages officiels, des fonctionnaires, des privilégiés, celui-là n'a, au retour de sa partie de plaisir, que le droit de se taire. Les sleeping-cars, les automobiles, les hôtels bourgeoisement aménagés, n'ont rien de commun avec la vie présente des 150 millions d'habitants de l'URSS ; quant au reste, il y a deux façons de le juger : du dehors et du dedans.

La différence entre l'aspect extérieur des choses et leur teneur intime n'est pas spécialement russe. Les admirateurs de ruines, en quelque pays que ce soit, s'émerveillent devant le pittoresque sans songer au sort des malheureux condamnés à y demeurer. Les amis du vieux Paris pestent contre la démolition des taudis sordides de l'île Saint-Louis, au nom de leurs goûts archéologiques, mais habitent les maisons neuves et propres d'Auteuil. La splendeur des teintes d'un paysage qui fait l'extase des promeneurs n'empêche des humains d'y vivre dans l'ordure. Les passants qui font cercle, dans la rue, autour d'ouvriers occupés à un tour de force professionnel y trouvent un intérêt dont les acteurs involontaires préféreraient les priver.

En URSS, c'est comme partout ailleurs mais avec quelques complications spécifiques en plus. Il est très rare qu'un étranger y arrive en sachant la langue russe ; ses relations sont

donc limitées à un petit nombre d'officiels ou d'officieux qui peuvent le tromper aisément ; s'il veut entrer en rapport direct avec une personne digne de confiance, soit à l'aide d'un interprète, soit que cette personne parle la langue du voyageur, il faut encore que l'interprète soit sûr quant à la véracité de sa traduction et à la discrétion de son office, et qu'aucun tiers susceptible de dénoncer le parleur ne soit présent. L'étranger en question doit encore, pour mener à bien son enquête, se garder d'accepter des institutions d'État des faveurs qui lui imposeraient, par politesse ou esprit de réciprocité, une discrétion contraire au principe même de son voyage. Enfin, il importe de savoir distinguer, dans la Russie des Soviets, ce qui est soviétique de ce qui est russe, de ne pas attribuer au nouveau régime les caractéristiques de l'ancien et *vice versa*.

Quelques exemples, ici, s'imposent.

Un soi-disant « délégué » d'organisation ouvrière occidentale, en réalité fonctionnaire nommé par d'autres fonctionnaires lesquels dépendent de fonctionnaires supérieurs résidant à Moscou, entend parler d'une grève survenue peu auparavant dans une usine moscovite, affirme vouloir en avoir le cœur net et, pour cela, se rend à l'usine, accompagné d'un interprète et de divers autres « délégués » de son espèce et là, en présence du « directeur rouge », du secrétaire de la cellule, du comité d'usine, etc., interroge un ouvrier. Celui-ci répond, évidemment, qu'il n'a entendu parler de rien, trouvant ainsi le moyen de ne pas démentir l'histoire de la grève tout en évitant de se compromettre. Et l'enquêteur de se déclarer satisfait. Or, si l'ouvrier avait dit la vérité, il aurait été mis à pied après le départ du visiteur, privé de son gagne-pain, condamné avec sa femme et ses enfants à une misère atroce ; cela sera prouvé plus loin par des références indiscutables ; s'il s'était permis d'exprimer une opinion défavorable aux puissants du jour, il l'aurait payée d'un séjour en prison ou en Sibérie, sur une condamnation prononcée en secret sans jugement ni défense. L'enquête ainsi conduite était donc sans valeur. Il aurait fallu pouvoir questionner l'ouvrier dans des conditions lui assurant l'impunité.

Un autre « délégué », dans la même usine (une de celles qui sont réservées aux visites de cette sorte...), apprend que les moteurs de tramways fabriqués là reviennent à un prix approximativement voisin de celui d'avant-guerre. Il prend note de ce résultat relativement satisfaisant, et en informe l'auteur de ce livre. Celui-ci, ayant des amis dans ladite entreprise, s'enquiert et reçoit cette... précision : l'usine se borne à l'assemblage de pièces détachées importées d'Allemagne avant la Révolution ; pour un moteur entièrement fabriqué en Russie, le prix de revient eût été triple ou quadruple. Il suffisait d'ailleurs de savoir lire les rapports des organes économiques et des trusts de la métallurgie pour connaître les coûts de production.

D'autres « délégués », lors du X^e anniversaire de la Révolution, voient du haut de leur autocar une longue file de gens en attente. Ils apprennent de leur guide que tout ce monde fait queue pour souscrire à l'emprunt. Or, les malheureux stationnaient de longues heures pour acheter des produits de première nécessité.

Dans leur zèle apologétique, combien d'enquêteurs sans compétences ni scrupules attribuent à la création soviétique des éléments de l'héritage du tsarisme ou de la vie d'avant la Révolution ? L'un, qui unit les qualités du dessinateur à celles du faux témoin, met son crayon au service de la « Russie vivante » et de ses œuvres pour commencer par offrir au lecteur un croquis du Kremlin, commettant ainsi un anachronisme de plusieurs siècles. Un autre vante le corps du ballet ou les chœurs du Grand-théâtre, où le bolchevisme n'est absolument pour rien. Un troisième se pâme à l'évocation des chants révolutionnaires, dont aucun n'est né de la Révolution d'octobre, ou soviétistes, dont pas un n'est contemporain des soviets (tous sont faits du plaquage de nouvelles paroles sur de vieilles chansons). Celui-ci vante les Matisse et les Cézanne des galeries d'art occidental comme si ce n'était pas à deux capitalistes qu'on en doit le choix et l'acquisition, et certains s'oublent jusqu'à faire à Lénine l'injure d'un hommage pour ne pas s'être fait tailler une paire de bottes dans un Van Gogh.

Celui-là célèbre la beauté des sites de Géorgie comme un résultat du pouvoir soviétique et c'est tout juste si tel autre n'impute pas au « léninisme » la hauteur des cimes de l'Elbrouz et du Kasbek, et les neiges éternelles de la chaîne du Caucase.

Et les mêmes thuriféraires qui inscrivent à l'actif du régime dit « des soviets » des valeurs indues s'empressent d'imputer à l'ancien régime tout ce qui est de nature à les gêner dans l'exercice de leur allégresse professionnelle. Avec « l'héritage du passé », on a réponse à tout. Or, si le passé a laissé en effet des vestiges difficiles à extirper, il en est qui pourraient peut-être ne plus exister dans la douzième année de la Révolution. Et si bien des maux subsistent que le nouveau régime ne pouvait humainement effacer en un demi-quart de siècle, ce n'est pas une raison pour les nier ou les dissimuler sous des descriptions idylliques, ni pour les confondre avec les plaies et les tares appartenant en propre au régime nouveau.

Il suffira de rappeler, à ce propos, le sort tragique des enfants abandonnés, voués à une indicible déchéance physique et morale, à la mendicité, aux rapines, au crime. Les mercenaires de la légende soviétiste ont d'abord nié leur existence. Mais le fléau était si évident, si alarmant que les dirigeants de l'URSS ont dû le dénoncer ouvertement dans leur presse.

Le Commissaire du Peuple à l'Hygiène, Semachko, écrivait dans les *Isvestia* du 4 septembre 1925 : « Les enfants sales, demi-nus, couverts de vermine que l'on voit dans les villes, dans les gares, sont *un reproche vivant* à notre conscience. » Un des plus hauts magistrats du tribunal soviétique, Vinokourov, évaluait à *quatre cent mille au moins* le nombre de ces petits vagabonds (*Isvestia* du 2 mars 1926). Chiffre évidemment au-dessous de la vérité, vu les difficultés d'un tel recensement. Alexandra Rakovsky, femme de l'ambassadeur soviétique à Paris, donnait le chiffre de 600 000 (*l'Œuvre*, 25 juin 1926). « L'héritage du passé » était tout indiqué pour tirer d'affaire ceux qui avaient voyagé et séjourné en Russie aux frais des ouvriers et des paysans sans remarquer les centaines

de milliers d'enfants abandonnés. Mais il s'est trouvé quelqu'un pour dire la vérité, certes en termes fort prudents, et qu'on ne pourra facilement récuser : il s'agit de N. Kroupskaïa, la veuve de Lénine, qui écrivit dans la *Pravda* du 2 décembre 1925 :

« La majorité des camarades, même dans le Parti, croient que les enfants abandonnés sont l'héritage de la grande guerre et du chaos économique... En réalité, ces enfants abandonnés qui pullulent cette année dans les rues de Moscou sont pour les trois quarts le produit non de calamités et d'incuries d'autrefois, mais des conditions d'aujourd'hui, du chômage et principalement de la misère paysanne. Il y a évidemment un lien avec la guerre, mais c'est le lien habituel qui rattache le présent au passé... Moi aussi j'ai écrit naguère que l'abandon des enfants était une conséquence de la guerre et du délabrement économique, mais maintenant, après avoir examiné de près la question, je vois qu'il faut cesser de parler ainsi, qu'il faut dire que les racines du fléau sont non seulement dans le passé mais dans le présent. »

Ainsi, une voix autorisée, mais malheureusement *privilegiée*, s'élevait pour dénoncer le mensonge de la sempiternelle allusion à « l'héritage du passé ». Si un simple communiste n'ayant pas eu l'heur d'épouser Lénine s'était permis une timide remarque dans le même sens, il l'eût payée d'un séjour en prison ou en Sibérie. Toujours est-il que la calamité des orphelins sans abri a été sensiblement réduite au cours des trois dernières années, précisément grâce à la critique publique dont nous citons ici quelques expressions. Cela n'eût pas été possible si le pouvoir soviétiste n'avait dû compter qu'avec des courtisans.

Nous nous référons à cet exemple comme à l'un des plus frappants, et dont la portée générale est indéniable. Mais il y en aurait facilement cent autres. Certes, il ne peut être question de s'emparer de phénomènes isolés pour en caractériser toute une situation. Les adversaires systématiques de la révolution se sont servis de cette méthode pour forger la légende antibolchevique, à laquelle les héritiers plus ou moins

légitimes de Lénine ont cru expédient de riposter par la légende soviétiste. Mais le contre-pied d'une contre-vérité n'est pas nécessairement la vérité. Les deux légendes se valent. Loin de se compléter, elles s'excluent mutuellement et laissent le problème entier. Inspirées d'intentions contraires, elles procèdent d'un système identique consistant à généraliser des faits exceptionnels : seulement, les rivaux ne choisissent pas les mêmes exemples.

La vérité n'est pas dans un juste milieu, ni composée partie de l'une, partie de l'autre thèse. Elle est distincte, et peut impliquer des réalités incluses dans les légendes opposées, mais en les ramenant à leurs vraies proportions, en leur restituant leur sens véritable. Jaurès, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, disait que M. Taine, historien de la Révolution, n'avait guère « songé à fouiller les archives que pour compter le nombre de carreaux cassés, sous la Révolution, par les émeutes populaires ». Pendant plusieurs années, l'opinion publique dans les deux inondes a été impressionnée par les comptes de carreaux cassés au cours de la Révolution russe. Des zéloteurs maladroits essaient maintenant de les réfuter par le bilan des carreaux remplacés. Les bolcheviks n'ont pourtant pas annoncé la lutte finale et la transformation sociale pour se flatter de réussir à mastiquer des vitres.

Les détracteurs à tout prix de la Révolution soviétiste sont depuis longtemps discrédités. On ne les croit plus, même quand ils disent la vérité. Ils ont beau, maintenant, citer des extraits réels de publications communistes russes à l'appui de leurs assertions, on ne leur accorde plus créance. Ainsi, leurs campagnes de dénigrement des premières années de la Révolution disqualifient la critique sérieusement motivée des années récentes et assurent même aux dirigeants bolcheviks actuels une sorte de protection : à force d'entendre et de lire des anathèmes, le public ne prête plus attention aux vérités nécessaires.

La besogne inverse des apologistes à tous crins contribue de la même façon à créer une mentalité d'indifférence ou de

scepticisme envers les choses de Russie soviétique. En dehors du cercle des suiveurs fanatisés qu'une presse spéciale, publiée dans les principales capitales européennes sous la direction du Secrétariat du Parti communiste russe, gorge d'informations trompeuses et de témoignages dérisoires, personne ne peut ajouter foi aux tableaux enchanteurs de la vie en URSS. Les lecteurs consciencieux renoncent, au moins pour un temps, à savoir et à comprendre.

Une parenthèse est nécessaire pour expliquer comment la presse dite « communiste » internationale peut faire des informations trompeuses, même avec des renseignements exacts en soi.

Le principal procédé en vigueur au cours de ces dernières années, que nous faisons remonter approximativement à la disparition de Lénine, consiste à faire état de données statistiques ayant trait à la croissance de la production exprimée en pourcentage par rapport à l'année précédente. Le public, ignorant la valeur du point de comparaison, est mis ainsi en présence de chiffres mirifiques.

Or, la production russe était tombée, pendant la guerre civile et la défense de la Révolution contre les invasions réactionnaires, à un niveau très bas relativement à celui d'avant-guerre : des statistiques disent 18 % mais elles ne sont fondées sur aucune donnée valable ; dans certains domaines, elle était tombée à zéro, et notamment sur les territoires occupés par les *Blancs*. Avec la paix intérieure et extérieure, le travail a repris partout, les chiffres de production ont accusé d'année en année les progrès de la *remise en état* de l'économie industrielle. Mais il est évident qu'avec un point de départ misérable servant de point de comparaison, les pourcentages les plus impressionnants en apparence peuvent être dépourvus de signification.

Un pays qui fabriquerait une automobile par an, puis cinq l'année suivante, puis dix l'année d'après porterait sa production à 500 %, puis à 1 000 %, sans que de tels « succès » soient avouables. C'est pourtant des faits de ce genre que la presse en question fait valoir.

Il a fallu tout de même, pour certaines catégories de personnes plus exigeantes que les lecteurs de ces journaux inspirés, trouver un étalon moins contestable et l'on a comparé aux chiffres de 1913. Le repère présente, cette fois, un véritable intérêt car l'année précédant immédiatement celle de la guerre indique le plus haut degré de développement capitaliste avant la grande crise mondiale. Mais non pas l'intérêt que d'aucuns lui attribuent dans le cas envisagé car la Russie était notoirement un des pays les plus arriérés d'Europe ; sa grande industrie est née dans ce siècle ; le capitalisme a montré ailleurs, notamment aux États-Unis et au Japon, à quelle vitesse il est capable de faire progresser un pays attardé mais riche en matières premières et en main-d'œuvre ; dépasser la production de 1913 ne suffit donc pas à consacrer la supériorité du régime actuel sur le précédent.

Il faudrait pouvoir comparer au niveau qui serait atteint par le capitalisme débarrassé des entraves du tsarisme ; à défaut de chiffres réels, et pour cause, il serait facile de faire une évaluation minimum d'après le rythme de croissance antérieur à la guerre, et en tenant compte de l'essor que toute révolution bourgeoise imprime à l'industrie. Cette comparaison reste à faire...

Un autre élément de tromperie consiste à ne pas tenir compte de l'accroissement de population. Les chiffres n'ont pas de signification *absolue* dans la statistique sociale ; ils doivent être considérés en la relativité de leurs rapports entre eux. Ainsi, une production grandissant moins vite que la population du pays intéressé est en état de décroissance relative. Cela se révèle concrètement si l'on établit la moyenne par habitant. Or, la population de de l'URSS augmente de trois millions et demi d'âmes par an. Si l'on tient compte de ce petit détail, les assertions basées sur des données démographiques périmées apparaissent fallacieuses.

Le véritable signe de progrès, en réalité, est la moyenne *de consommation* par tête. En 1927, lors du X^e anniversaire de la Révolution d'octobre, les centres de propagande de Moscou à l'usage du monde extérieur annonçaient le dépassement,

réalisé ou imminent, de la production de 1913, mais les institutions qualifiées de l'économie nationale prévoyaient pour 1932 seulement le moment où la moyenne de la consommation d'avant-guerre par habitant serait atteinte, différence due à l'augmentation de la population et à la diminution des importations. Cette simple constatation suffit à annuler les affirmations d'optimisme officiel répétées servilement sur tous les tons par des milliers de fonctionnaires préposés dans tous les pays à cette besogne et les prétendus « témoignages » d'ignorants ou de complaisants qui eussent pu savoir la vérité sans aller en Russie, en se donnant seulement la peine de lire un document officiel du Conseil supérieur économique de l'URSS.

Ce n'est pas tout. On doit encore tenir compte de la *qualité* de la production : il n'y a pas à s'enorgueillir de fabriquer une certaine quantité de produits si le quart, le tiers, parfois la moitié est à mettre au rebut. Or, c'est ce qui a lieu en Russie soviétique, dans les principaux domaines du travail, comme l'établissent des rapports officiels. On doit aussi se demander si les résultats obtenus ne sont pas acquis au détriment des *conditions de vie* des travailleurs. On doit encore ne pas perdre de vue les *prix de revient* de la fabrication. On doit enfin faire entrer en ligne de compte la montée incessante des *besoins*, particulièrement accentuée après les grands cataclysmes sociaux, guerres et révolutions.

En faisant fi de ces divers facteurs d'appréciation, les propagandistes de la légende soviétiste agitent des nombres sans valeur et se livrent, selon les cas, à une tromperie triple, quadruple ou quintuple.

Une autre façon d'abuser « l'homme dans la rue » consiste à lui administrer des semblants de preuves qui, pour un individu averti, établissent au contraire le manque de véracité des assertions de ceux qui en font usage. Dans cet ordre d'idées, il faut notamment signaler l'emploi de photographies qui n'ont rien de commun avec le fait invoqué. Pour ne citer qu'un exemple de cette nature, et choisi volontairement parmi de nombreux autres cas en raison de son peu de signification

politique, notons dans l'*Humanité* du 23 septembre 1928, sous le titre : « *La vérité sur la Russie* », un cliché suivi de la mention : « *Le Palais du Travail, à Moscou, ancienne institution des jeunes filles de la noblesse* » et représentant une énorme bâtisse, unique en Russie et bien connue. Or, l'ancien Institut des jeunes filles de la noblesse n'était pas à Moscou mais à Pétrograd et l'actuel Palais du Travail est en réalité l'ancien hospice des vieillards. C'est comme si un journal russe reproduisait une vue de la Tour Eiffel en la faisant passer pour la Bourse du travail de Marseille. Le singe de La Fontaine prenait Le Pirée pour un homme ; l'*Humanité* prend Moscou pour Pétrograd, les vieillards pour des jeunes filles nobles et l'Institut Smolny pour un hospice. Et le tout sous ce gros titre imprimé sans ironie : « *La vérité sur la Russie* ». Cela permet de penser jusqu'à quelles licences peuvent aller de tels journaux quand ils croient avoir un intérêt politique à défendre à tout prix.

Dans un autre numéro du même journal, un enquêteur particulièrement typique, retour de Russie, étalait sa science toute récente en se référant à l'empereur Alexandre I^{er} qu'il confondait avec Alexandre le Grand, se permettant, pour ne parler que de la chronologie, une légère erreur de quelque 22 siècles. Les rapports des voyageurs de cette sorte fourmillent d'affirmations semblables, prononcées sur un ton catégorique ne laissant place à aucune objection.

Nous ne parlons ici que de la constatation objective des faits. Quant à leur interprétation du point de vue du programme de la Révolution, la question se pose de savoir si le système économique de la Russie se développe dans le sens du socialisme ou dans celui du capitalisme, en d'autres termes si la Révolution bolchevique progresse vers ses buts ou s'en écarte. Car le Parti communiste russe n'a pas entrepris une révolution sociale pour établir un type de production et un genre de vie analogues à ceux des pays bourgeois, même les plus avancés. Il s'agit de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme, d'abolir tous les privilèges, de *tendre* vers l'égalité réelle par la mise en commun des moyens de

production et d'échange, la disparition du profit individuel et la répartition des produits selon les besoins des membres de la société.

Pour se développer *dans cette direction*, car on ne saurait attendre d'un pays aussi arriéré la réalisation du socialisme par ses seuls moyens et l'essentiel est que son effort soit justement *orienté*, l'URSS doit dépasser les États capitalistes par l'organisation, la technique, le rythme de sa production et en même temps créer un ordre social nouveau, une société sans classes. Faute de quoi le bolchevisme n'accomplirait à son insu qu'une révolution bourgeoise, frayant les voies à la civilisation capitaliste.

À cette question primant toutes les autres, la légende soviétiste ne répond pas et n'apporte aucun élément de réponse. L'objet de ce livre n'est pas de donner au lecteur une solution toute faite ni de soutenir une thèse. L'auteur entend seulement esquisser dans leur vérité les principaux traits de la condition des masses en Russie soviétique et formuler, en conclusion, des idées susceptibles *d'aider* à se faire une opinion valable. Il se gardera d'entrer dans une controverse doctrinale. Aux poisons des légendes contradictoires, il opposera simplement l'antidote du témoignage irrécusable d'un observateur invisible muni de références probantes à l'appui de ses propres constatations.

Les récits horribles sur la Russie ne comptent plus. Quant aux descriptions enchanteresses, elles ne mériteraient pas plus d'attention spéciale que les procédés habituels de la réclame charlatanesque si leur abus n'impliquait un grave danger immédiat pour l'Union soviétique : l'étouffement de toute contradiction, de toute critique, de toute liberté dans le monde de la Révolution, russe et international, au nom d'une raison d'État justifiée par des sophismes. Il faut en faire justice une fois pour toutes car elles favorisent la nouvelle religion du « léninisme », avec ses rites orthodoxes, son intolérance mystique, ses persécutions de l'incrédulité prolétarienne, son dogme de l'infailibilité du Secrétariat du Parti bolchevik – phénomène réactionnaire reflétant les intérêts conservateurs de

nouvelles classes privilégiées en formation, idéologie d'une autocratie bureaucratique naissante dont la consolidation rendrait inévitable une restauration du capitalisme.

La légende soviétiste ne désarme pas les ennemis de la Révolution russe. Au contraire, elle les favorise en leur permettant de tourner en ridicule tout témoignage sincère et utile en faveur du régime soviétiste. Elle est néfaste en couvrant des fautes, des déviations, une dégénérescence qu'une saine critique pourrait enrayer ou réparer. Elle est contre-révolutionnaire en paralysant l'étude scientifique de la Révolution et en dupant les travailleurs de tous les pays. La diffamation classique des profiteurs de l'imposture accusant tout contradicteur de faire le jeu de l'adversaire ne mérite pas même réfutation. Ce jeu est soutenu, non par celui qui dénonce le mal, mais par ceux qui le créent et l'entretiennent.

Nous dirons la vérité. Pour cela, nous nous abstiendrons de sélectionner des exemples exceptionnels et de puiser dans les rubriques de faits-divers, quelque intérêt que cela présenterait parfois comme symptôme. Nous exposerons les phénomènes généraux intéressant la vie des classes laborieuses, tantôt en rassemblant assez de faits pour établir une règle, tantôt en citant des cas assez importants pour la caractériser. Pas d'épisodes occasionnels mais des états de choses permanents ou durables.

Nous ne nous référerons jamais à la période dite du « communisme de guerre » ni aux années immédiatement consécutives. Les renseignements dateront d'après la mort de Lénine, beaucoup d'après le X^e anniversaire de la Révolution. Les sources seront exclusivement soviétiques quand l'auteur, qui a vécu comme communiste assez longtemps en Russie et pénétré tous les milieux, ne fera pas appel à son expérience personnelle. Le lecteur ne devra pas oublier que les publications russes d'aujourd'hui dépendent toutes, sans exception, du Secrétariat du Parti communiste, incarnation exclusive du pouvoir politique ; elles ont une tendance bien naturelle à atténuer les « phénomènes négatifs » pour ne pas alimenter la presse hostile de l'extérieur, sauf dans certains cas

où la note peut même être forcée afin d'alerter l'opinion ou si les exagérations doivent servir dans des luttes intestines.

Les actuels dirigeants de l'Union soviétique, monopoleurs de la dictature, ont récemment innové en matière de démocratie communiste par l'introduction d'une liberté spéciale appelée « autocritique ». Chacun peut et doit se critiquer soi-même.

L'autocritique est non seulement autorisée mais prescrite. Elle est gratuite et obligatoire, mais non laïque car elle rappelle singulièrement une pratique religieuse, la confession, mais exercée en public. Le chômeur sans secours, vivant de mendicité et d'on ne sait quelles miettes, a le droit de se critiquer. Le paysan pauvre, sans charrue ni bétail, chargé de famille et nanti d'une maigre récolte, a le droit de s'accuser. Le petit garçon abandonné, pouilleux et famélique, a le droit de se frapper la poitrine. Les malheureux, les déshérités, les martyrs de l'inégalité sociale ont le droit de se critiquer entre eux. Mais le secrétaire général du Parti bolchevik ne peut être critiqué que par lui-même et, jusqu'à présent, il se juge irréprochable. Mais les secrétaires du secrétaire, et les secrétaires des secrétaires du secrétaire, et les secrétaires des secrétaires des secrétaires du secrétaire, ne peuvent être critiqués que par eux-mêmes ou par leurs supérieurs. Cette curieuse trouvaille, due évidemment à ceux qui personnellement en profitent, et conforme aux intérêts des catégories sociales bénéficiaires, réalise à merveille la démocratie soviétique *à rebours*. C'est exactement le contraire du programme politique de la Révolution d'octobre.

Il est temps de poser avec clarté la question des responsabilités de cette pyramide de secrétaires dont le sommet se croit intangible et dont la base repose sur une multitude accablée par le fardeau de l'héritage du passé, certes, mais aussi sous le poids des erreurs de sa prétendue « élite ».

La vie tragique des travailleurs

La situation des masses travailleuses d'un pays peut être caractérisée par divers signes. Les services de statistique établissent pour cela des tableaux de chiffres, avec coefficients, pourcentages, états comparatifs. Loin de nous la pensée d'en contester l'intérêt. Mais cet intérêt n'est vraiment appréciable que par ceux qui sont à même d'en connaître la relativité. Ainsi, la connaissance des salaires ne vaut que par rapport à celle du prix de la vie et de l'effort exigé.

C'est pourquoi il nous paraît que la meilleure façon de donner une idée de la vie quotidienne des travailleurs de l'URSS est de décrire d'abord leurs conditions d'habitation et de travail. Les chiffres, alors, prendront leur plein sens.

Relevons dans la presse soviétique diverses constatations bien caractéristiques et ayant la valeur d'illustrations d'une situation générale. Nous pourrions puiser dans nos propres observations personnelles mais, pour épargner au lecteur toute espèce de doute, il est préférable de recourir à la documentation certifiée conforme : on sait que toutes les publications de l'URSS, sans aucune exception, sont soumises directement ou indirectement aux ordres et au contrôle du Secrétariat du Parti bolchevik.

À la fabrique *Karl Marx* (Viazniki, province de Vladimir) : « Sur 150 familles, pas une ne dispose de la place fixée par la norme légale ; parfois, deux et trois familles, 8 ou 9 personnes, vivent dans une seule pièce. Les enfants traînent un peu

partout ; empilage humain, saleté, cloportes... L'odeur empoisonne l'atmosphère » (*Pravda*, 26 mars 1925). Le même journal signale le 29 mars la crise aiguë du logement dans l'Oural : « Le nombre d'ouvriers non pourvus de logements atteint 5 000 à l'usine de N., 1 000 dans le rayon de P., 2 500 à Z., etc. ». À Sormovo, 32 000 habitants : « Plus de 50 % des habitations ne satisfont pas aux conditions sanitaires les plus élémentaires » (*Pravda*, 3 avril). À la manufacture L., prov. de Moscou : « Il y a des chambres dans les casernes ouvrières où logent 9 ou 10 individus ; on dort par terre ; l'air est opaque, étouffant ; pas de ventilation » (*Pravda*, 17 avril). À K., prov. d'Ivanovo-Vosnessensk, dans les casernes ouvrières : « Presque dans chaque petite chambrette habitent deux familles... Punaises et blattes » ; à côté, autres bâtiments : « La situation y est encore plus lamentable ; pas d'hygiène..., etc. » (*Pravda*, 6 mai). Même journal, même date, à Kostroma : « La famine de logements est forte, plus d'un millier de familles ouvrières vivent dans des conditions horribles... » ; dans le textile de Moscou : « Plus de 75 000 ouvriers et employés ont besoin de logements ». Aux mines d'or de la Léna : « Les ouvriers vivent tristement, dans de grandes et sombres baraques, familles et célibataires ensemble. Les plus heureux nichent dans des taudis par deux et trois familles... Beaucoup n'ont pas de matelas et dorment dans leurs vêtements. Pas de ventilation. Punaises, saleté » (*Pravda*, 27 mai). À l'usine E., prov. de Moscou : « À propos de logement, il est douteux qu'il y ait pire, surtout les dortoirs. Bâtiment bas, étouffant ; pas de vasistas, puanteur du poêle..., lits de camp en bois, punaises..., éclairage primitif..., etc. » (*Pravda*, 5 juin). À l'usine *Révolution d'Octobre*, Lougansk : « La crise du logement atteint des proportions invraisemblables. Certaines familles ouvrières gîtent dans des hangars ou par deux familles dans une chambre. Une masse d'ouvriers célibataires n'ont même pas cela. Beaucoup passent la nuit à la gare » (*Pravda*, 6 juin). À Kadievka (Donetz), il y a 2 400 logis pour 4 200 ouvriers et leurs familles : « Beaucoup de nos logements n'ont qu'une chambre. Empilement terrible. Dans certaines chambres habitent deux familles de 5 ou 6

bouches... 400 logements sont absolument impropres à l'habitation..., etc. ». À la fabrique *Rose rouge*, Moscou : « On vit avec des enfants au sein dans des caves humides, à deux familles par pièce, et encore pis. Le mari couche au dortoir et la femme va l'y rejoindre » (*Pravda*, 20 juin). Description abrégée du logement des travailleurs municipaux de Moscou : trois hommes couchent sur deux lits de camp juxtaposés ; certains sur le plancher sale, dans les couloirs, sous les lits ; on dort aussi dans la cour quand le temps le permet ; il y a des femmes avec leur enfant au sein qui vivent dans cette saleté, dans la fumée et l'atmosphère lourde ; pas d'éclairage la nuit ; la cour est transformée en fosse « d'aisances... » (*Pravda*, 24 juin). Les ouvriers de l'usine *Profintern*, prov. de Briansk, qui vivent dans les baraques, « occupent souvent un logement de 5 archines carrés (1 archine : 71 centimètres) avec une famille de 8 personnes, et même jusqu'à 12 ou 16 personnes... Il en résulte la propagation des maladies, surtout de la tuberculose qui atteint près de 80 % des ouvriers » (*Pravda*, 11 juillet). À la verrerie *Stenka Razine*, prov. de Nijni-Novgorod : « La situation est très mauvaise en matière d'habitation. Dans le dortoir des ouvriers, saleté, poussière, punaises, etc. Beaucoup d'ouvriers vont coucher dans les bois, dans le séchoir, dans le grenier » (*Pravda*, 26 juillet). À G.-K., prov. de Vladimir : « Les ouvriers vivent dans des casernes étroites, humides, en ruines... Certaines familles sont dans des baraques avec des malades vénériens et typhiques. Les conditions de vie dans les casernes sont inimaginables : l'hiver, on gèle ; l'été, l'eau tombe du plafond ; tout pourrit, s'écroule... Ce ne sont pas des chambres pour ouvriers, mais des chenils » (*Pravda*, 26 août). À la fabrique Z., Ivanovo-Vosnessensk : « La commission a établi l'affreux besoin de logements, constaté la violation des règles les plus élémentaires de l'hygiène. Dans les maisonnettes vivent parfois deux ou trois familles, 12 à 15 personnes, alors que la surface est de 7 à 9 archines carrés dont la moitié est occupée par le poêle et autres ustensiles. Une ouvrière avec trois enfants occupe un cabinet d'aisances puant de 3 archines carrés. Beaucoup d'ouvriers gîtent dans des

hangars, dans des caves... Une ouvrière avec trois enfants a été expulsée littéralement dans la rue » (*Pravda*, 13 septembre).

Voilà ce qu'on pouvait lire dans la seule *Pravda* de Moscou, en quelques mois de l'année 1925. Nous avons noté rapidement ces divers cas, sans « éplucher » méthodiquement le journal, en le parcourant à la hâte. Un examen suivi des cinq principales feuilles de la capitale et d'une centaine des provinces ou des républiques fédérées révélerait dans l'année dix mille exemples constituant un tableau saisissant de la misère ouvrière.

Comment cet état de choses a-t-il évolué depuis ? Pour la masse, de mal en pis et de pis en pis, vu l'accroissement rapide de la population des villes et des centres industriels et l'insignifiance des constructions nouvelles. Feuilletons quelques journaux de 1926, en résumant très brièvement les caractéristiques pour écourter un exposé où les répétitions sont nécessairement nombreuses.

Le *Troud*, organe central communiste des syndicats, est un procès-verbal permanent de cette misère. Dans le Caucase septentrional, aux plantations de tabac, à B. : les ouvrières couchent à même le sol, sur de minces paillasses, là où elles travaillent ; la poussière du tabac envahit les voies respiratoires, favorise les maladies ; pas de lavabos (numéro du 25 mars). Dans la métallurgie en général, la surface moyenne habitée est de 7 archines carrés, parfois de 4 et demi dans certaines régions ; à K., dans les casernes ouvrières, chaque lit sert à trois ouvriers d'équipes différentes, qui s'y succèdent ; les nouveaux ouvriers, dont le nombre est considérable avec le développement de l'industrie, couchent dans les gares, près des hauts-fourneaux... (14 avril). À Moscou, les ouvriers saisonniers s'entassent à 10 ou 15 individus dans des coins où deux tiendraient tout juste ; dans un sous-sol, 26 ouvriers couchent sur le plancher étroitement serrés ; mais la plupart passent les nuits dans les gares, dans la rue (20 avril). Dans l'Oural, les mineurs couchent sur la planche, en casernes ; ils n'ont ni lavabos, ni séchoirs ;

beaucoup doivent vivre à 3 ou 4 kilomètres de distance qu'il faut parcourir deux fois par jour à pied (29 avril). Le même journal (2 juin), dans un article général, constate que dans la métallurgie, la surface habitée est de 3,5 mètres carrés par personne ; à Moscou, la moyenne est de 2,2 mètres carrés seulement ; dans le textile, 282 000 individus vivent dans des conditions intolérables ; nombre de cheminots dorment dans des wagons-citernes et autres...

La *Rabotchaïa Gazeta* signale la situation dans les tourbières de T. : les ouvriers couchent en plein vent, sur le lieu de travail, et sont harcelés par les moustiques (15 juin). À la briqueterie du Mont des Moineaux (Moscou), les ouvriers couchent sur une planche nue ou par terre, sans matelas (23 juin). À la fabrique *Avant-garde communiste*, les ouvriers vivent dans des chambrettes de casernes, parfois à raison de 14 personnes dans l'une ; presque chaque chambrette est divisée en deux étages comme une cabine de navire : une famille par planche tenant lieu d'étage ; des femmes enceintes, des enfants tombent sur le sol dur (23 juin). À la manufacture L., prov. de Moscou, « l'entassement est bouleversant ; ainsi, à la caserne *France*, 40 chambres sont occupées par 80 familles comptant plus de 250 personnes » ; et ce sont les heureux car 600 ouvriers, contraints de gîter dans les isbas des environs, vivent « parmi les punaises, les blattes, les puces, dans l'humidité, le moisi, la fumée, la suie, dans le voisinage immédiat des bestiaux » ; « on dort sur des planches et sous les planches, sur des tables et dessous ; la nuit, on ne peut sortir, le plancher est entièrement couvert de corps humains » (24 juin). Mariette Ghaginian, dans la *Zaria Vostoka* de Tiflis, dépeint le logement ouvrier aux mines de manganèse de Tchiatoura : ils sont 2 000 travailleurs environ, dans des tentes sombres, enfumées, par groupes d'une vingtaine ; la moitié couche sur des planches, l'autre moitié par terre ; ni eau potable, ni lavabos, ni bains, ni ambulance, et la peau des ouvriers est rongée par le manganèse... (n° 1 136 et suiv., mars). À la verrerie *Rayon rouge*, prov. de Pskov, les 500 ouvriers vivent dans une cité vermoulue où la pluie et la neige entrent librement et ils disposent de 10 mètres carrés pour 10 ou 12

personnes (*Troud*, 30 octobre). À l'usine de T., Oural, les nouveaux ouvriers n'ont aucun logement, couchent à la gare ; les élèves de l'école professionnelle aussi ; les enfants dorment à l'usine sous des générateurs (*Pravda*, 20 novembre).

Nous citons véritablement au hasard ces faits relevés en 1926 dans des liasses de journaux où l'on ne peut pas tout lire, à titre d'exemples vivants permettant de mieux comprendre le phénomène général et concrétisant la sécheresse des chiffres d'ensemble, comme ceux que donne le *Veslnik Trouda* (n° 10, 1926) pour les mineurs. L'auteur constate que la situation va s'aggravant, vu la croissance de la main-d'œuvre : 30 000 ouvriers seront sans toit dans le Donetz en 1927 ; dans les entreprises pétrolifères, 40 % resteront sans abri à Bakou, 25 % à Grosny ; partout, les habitations sont exigües, délabrées, malsaines, dans le Kouznetz (Sibérie) comme dans le bassin de Moscou.

Dans la *Pravda*, le Commissaire à l'Hygiène Semachko écrivait à propos de la jeunesse ouvrière (25 mars 1926) d'après une enquête antérieure de deux années : 33 % n'ont pas de lit, et 30 à 40 % vivent à six et plus dans la même chambre. (Nous verrons que la situation ne cesse d'empirer.) La santé des jeunes ouvriers, dans ces conditions, est déplorable. Une inspection de 79 entreprises d'un seul arrondissement de Moscou établit que sur 1 585 adolescents, 1 120 sont malades ; ces chiffres n'ont rien d'exceptionnel, « ils sont incontestablement typiques », dit le journal qui les cite (*Troud*, 2 juillet 1926). À Iaroslav, plus de la moitié des jeunes ouvriers sont tuberculeux ou anémiés ; dans la seule fabrique *Krasny Perekop*, 600 apprentis sont malades (*Pravda des Jeunesses*, 28 octobre 1927). Mais il faut renoncer à relever dans la presse les informations y ayant trait. Quant à la démoralisation engendrée par de telles conditions matérielles, on peut aisément la concevoir. Un haut fonctionnaire du régime, Iaroslavsky, faisant allusion à un aspect de la question, disait dans une conférence (*Krasnaïa Gazeta*, 15 avril 1926) : « Peut-on appeler communiste la situation où l'étroitesse des logements oblige les parents à satisfaire leurs besoins sexuels

devant leurs enfants ? » Les besoins sexuels ne sont pas les seuls qui permettent de juger cet état de choses. Il est facile d'imaginer la somme de tourments qui accable les malheureux contraints de « vivre » dans ces dortoirs, casernes, caves, greniers, masures et taudis où des paysans n'oseraient parquer du bétail.

Le *Troud*, assailli de plaintes à ce sujet, consacre une page entière (20 avril 1927) à la crise du logement : partout, dit-il, c'est la même détresse, la même exigüité, la saleté, les maladies ; il cite des exemples, des chiffres montrant que les nouvelles constructions restent toujours inférieures aux besoins d'une population accrue ; à Tver, usine *La Prolétaire*, les travailleurs ont des baraquements avec des sortes de cages et chacune contient cinq lits de camp, cinq malles, cinq icônes ; un de ces baraquements abrite 5 000 personnes ; on loge dans des sous-sols humides où les enfants tombent malades ; des ouvriers doivent marcher chaque jour 12 à 18 kilomètres pour venir au travail ; etc. À l'usine textile de B., près de Moscou, les cités ouvrières sont surpeuplées, les enfants sont malades et la promiscuité avec les adultes, au point de vue sexuel, en fait des vicieux (*Troud*, 22 mai). Dans le quartier Moscou-Narva, à Leningrad, la superficie habitée est d'environ 2 mètres carrés par personne ; 15 maisons menacent ruine, il faut évacuer d'urgence 650 personnes et il n'y a pas moyen de les abriter (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 28 novembre). Une enquête ordonnée à l'Inspection ouvrière et paysanne par le Conseil des Commissaires du peuple portant sur tous les grands centres industriels (Moscou, Leningrad, Sverdlovsk, Stalingrad, Tver, Iaroslav, Ivanovo-Vosnessensk, Orel, Viatka, Vologda, Rostov, Vladivostok, Saratov, etc.) établit que partout « la surface habitable augmente moins vite que la population » (*Troud*, 7 juillet).

Quelques cas de l'année suivante (1928). À Stalino, Donetz, sur 2 500 manœuvres, 125 seulement sont logés ; entassement dans les dortoirs ; trois dormeurs se succèdent sur chaque paille ; saleté repoussante, bruit des fours Martin, etc. (*Pravda* des Jeunesses, 5 janvier). À la fabrique *Les*

Tisserands rouges, une puanteur indicible, intolérable saisit à la gorge celui qui pénètre dans une maison ouvrière ; choux pourris, poubelles de détritrus, d'eaux sales, fumée des poêles, lieux d'aisances infects ; murs vermoulus, plancher souillé, saleté repoussante ; dortoirs aux lits serrés les uns contre les autres, pas de place pour un tabouret ; on y dort, on y joue aux cartes, on y fume, on y crie, on s'y dispute... (*Pravda*, 1^{er} avril). Dans la caserne ouvrière d'une briqueterie de la province de Moscou : étroitesse, crasse, obscurité, air irrespirable, etc. Même tableau à la fabrique *Victoire prolétarienne*, près de Moscou, où le repos est impossible. À la manufacture *Bykov*, 9 casernes de 4 étages abritent 5 000 personnes, jusque dans les caves, dans un fourmillement de vermine (*Pravda*, 3 avril). Une enquête dont rend compte la *Pravda* des Jeunesses révèle qu'à Leningrad, 45 % de la jeunesse ouvrière logent dans des locaux ignobles ; dans l'Oural, 61 % sont entassés dans des locaux surpeuplés et 58 % couchent par terre ; même situation dans le Donetz, etc. (3 avril). Dans le bassin de Krivoï-Rog, les cités ouvrières sont indignes de loger des hommes ; la plupart manquent d'eau, de lumière, de lits, de propreté (*Isvestia*, 18 avril). Au Congrès des mineurs, les délégués décrivent la vie de leurs frères de misère : les vieux immeubles tombent en ruines, les nouveaux ont déjà besoin de réparations capitales, les ouvriers sont entassés « comme des harengs » ; un étage devient trois étages parce qu'on couche non seulement sur les lits mais dessous et au-dessus ; partout la vermine, les parasites ; « nous avons honte de raconter », dit un orateur ; ici, le sol est cimenté et les enfants tombent malades ; là, les rues sont des cloaques ; l'eau manque, pour boire et pour se laver, etc. (*Isvestia*, 27 avril). Sur 200 000 jeunes ouvriers du Donetz, la moitié couche sur des planches nues, dans des baraques sordides (*Pravda* des Jeunesses, 11 mai). Soltz et Peters, deux hauts fonctionnaires-contrôleurs, dénoncent l'incurie des administrations qui pourraient atténuer le mal ; près de la fabrique *L'Écho rouge*, les ouvriers sont empilés dans de vieilles et sales casernes ; à K., il y a 70 personnes par pièce, etc. (*Troud*, 2 août). Les ouvriers du canal de Dargom couchent dans d'immondes

baraquements, pleins de vermine, où la pluie pénètre ; il y a un lavabo pour 200 hommes (*Troud*, 10 août), À M., baraquements aux vitres cassées, aux toitures trouées, aux murs crevassés ; ni lavabos, ni tabourets ; même état de choses en maints autres lieux, et notamment à Ivanovo-Vosnessensk (*Pravda*, 23 septembre). Aux mines de platine de l'Oural : murs crevassés, froid, saleté, vermine ; les ouvriers se relaient sur de répugnantes couchettes (*Troud*, 31 octobre). À l'usine *Tomsky*, de Makéievka, les baraquements sont pestilentiels, les ordures séjournent de longs mois ; ni lavabos, ni vestiaires ; vitres cassées presque partout ; souvent, pas de lumière électrique (*Troud*, 1^{er} novembre). Aux pêcheries d'Astrakhan, la cité ouvrière est dans la poussière, les baraquements sont sombres, vermoulus, et abritent pêle-mêle familles, célibataires, ivrognes ; une mesure, appelée couramment « la tombe », réputée inhabitable, contenait en 1926 sept familles mais, après maintes décisions de la faire évacuer, on a supprimé encore des cloisons et empilé dedans quelques habitants supplémentaires (*Pravda*, 4 novembre). Au VIII^e Congrès des syndicats, bien des délégués dénoncèrent les conditions de logement ; quand 80 à 100 personnes sont tassées dans des dortoirs, il ne peut être question de révolution culturelle, dit l'un ; chez nous, on couche dans une cave, dans un vieux wagon ou même dans un trou, constate un cheminot ; et les représentants de toutes les régions ouvrières, sans exception, exhâlèrent leurs plaintes et doléances, décrivant les particularités de leurs bagnes respectifs (*Troud*, et autres journaux des 14, 15, 16, 18 décembre).

Glanons enfin quelques exemples de l'année 1929. Dans le Donbass, on entend partout le même cri : « Nous étouffons, tant nous sommes entassés les uns sur les autres » ; des maisons en ruines sont surpeuplées ; les maisons neuves sont rapidement mises dans l'état des autres ; les maçons couchent sous les lits des mineurs, et vice-versa ; par suite, les ouvriers se démoralisent, s'enivrent (*Pravda*, 22 janvier). À Leningrad, sur 45 200 ouvriers du bâtiment, on ne peut en loger que 1 245 ; on construit des logements pour 4 000 environ ; 40 000 resteront donc sans abri (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 22 mars).

Dans la région de Moscou, 120 000 ouvriers saisonniers étaient venus l'an passé et l'on en attendait 180 000 cette année ; or, les asiles de nuit ne peuvent en admettre que 2 000 ; les autres coucheront on ne sait où (*Pravda* des Jeunesses, 2 avril). Le Soviet de Leningrad a enquêté sur la vie de ces ouvriers saisonniers : dans une pièce de 16 à 20 mètres carrés s'entassent 10 à 12 hommes ; le plus souvent, ils dorment tout habillés, parfois à même le sol ; beaucoup vont dans les asiles de nuit, au contact des bas-fonds (*Troud*, 6 juin). Un mineur écrit : chez nous, impossible de se reposer, ni de se laver ; dans notre baraquement, pas un matelas ; il faut faire 500 mètres pour trouver un puits ; on couche sur la planche ; s'il pleut, on peut nager ; en se levant, on est plus fatigué qu'en se couchant (*Pravda* des Jeunesses, 14 avril). Le même numéro de ce journal dépeint un baraquement du Donetz : les couchettes sont des planches, parfois recouvertes de chiffons sales où grouille la vermine ; chacune est occupée par deux mineurs à la fois et les équipes s'y succèdent ; certaines baraques sont restées tout l'hiver sans vitres ; pas d'eau pour boire ni pour se laver. Le *Troud* signale, d'après une séance du bureau du Conseil central des syndicats, que les domestiques, au nombre de 300 000 environ, couchent dans des couloirs ou dans des niches malsaines (6 juillet 1929).

Tel est le sort, non pas de quelques catégories de travailleurs défavorisés, mais de l'immense majorité, dans la première République du monde qui se réclame du socialisme. C'est par millions que des êtres humains, ceux qui précisément créent tout de leur labeur, sont parqués dans d'infâmes taudis dignes du Moyen Âge ou abandonnés aux hasards de la belle étoile ou des intempéries. Les colporteurs de la légende soviétiste n'ont pas vu cela. Ils se sont laissé agréablement promener dans quelques palais et villas où habitent quelques dizaines, quelques centaines d'ouvriers de choix. Mais les écuries où se vautrent des multitudes, et où un paysan européen évolué ne mettrait pas ses cochons, ils ne les ont pas remarquées.

Encore une fois, la question se pose de savoir si la situation tend à s'améliorer ou à empirer. La Commission du Plan

d'État (*Gosplan*) reconnaissait, dans son premier plan quinquennal, établi pour 1926-27 à 1931-32, que la situation ne pouvait aller qu'en s'aggravant. On a créé des coopératives de construction, mais qui en bénéficie ? Un des meilleurs écrivains politiques communistes de l'URSS, L. Sosnovsky, actuellement déporté en Sibérie et enfermé dans l'isolateur de Tchéliabinsk, écrivant le 22 août 1928 à Léon Trotsky, également déporté, lui signalait dans le *Prolétaire* de Kharkov les informations suivantes : dans la capitale de l'Ukraine, sur 40 310 ouvriers et membres de leurs familles adhérents à 800 de ces coopératives, 38 % vivent dans les caves ; 62 % de la surface habitable ne sont pas pour les ouvriers. Ce journal annonçait en sous-titre : « Aucune loi ne défend à l'ouvrier de vivre dans un bon logement », découverte remarquable après dix ans de « révolution prolétarienne ». À une réunion de hauts fonctionnaires communistes de Moscou, le 5 août 1929, un rapporteur déclara : « Les conditions d'habitation des ouvriers de Moscou restent comme auparavant non satisfaisantes (*sic*). Il est intéressant d'indiquer que Moscou a construit, dans les dernières années, de quoi loger 270 000 personnes, mais qu'il est arrivé dans la province moscovite plus de 800 000 individus » (*Troud*, 6 août 1929). Ainsi, d'après des données officielles toutes récentes, la situation s'est aggravée dans la capitale de l'URSS et dans sa région d'un nouvel excédent de 530 000 âmes, sans compter l'accroissement normal de la population par les naissances. Et comment a-t-on trouvé le chiffre de 270 000 ? Est-ce en calculant à raison de 3 mètres carrés par personne ? Le rapporteur ne le dit pas. Mais quand on sait les procédés de la statistique soviétique, dont Staline lui-même, le secrétaire du parti bolchevik et supérieur hiérarchique de tous les secrétaires de toutes les Russies, a pu dire à la tribune du XIII^e Congrès communiste qu'elle ne méritait aucune confiance, on ne peut que faire là-dessus toutes réserves et... diviser mentalement le nombre par deux ou par trois. À noter que dans la superficie habitable, on fait entrer les dégagements, couloirs, antichambres, etc., et qu'il faudrait encore en défalquer la place tenue par les volumineux poêles en terre réfractaire ou en briques, de tradition en

Russie. Mais que sont ces constructions nouvelles apparues dans les statistiques récentes ?

Près de l'usine de T. (Oural), on a construit des maisons ouvrières : la même année, elles étaient déjà vermoulues, la pluie traversait les toits, et il y fallait des réparations capitales (*Pravda*, 20 novembre 1926). À Zlatooust, les fonds destinés aux constructions nouvelles furent en grande partie dilapidés, les fonctionnaires coupables traduits en justice et les maisons sont dépourvues des dispositions les plus nécessaires (*Pravda*, 15 décembre 1926). Des maisons deviennent inhabitables au bout de quelques mois ; à E., Donetz, on en signale qui ont eu besoin de réparations capitales après deux années ; à G., au bout d'un an (*Troude*, 20 avril 1927). L'enquête de l'Inspection ouvrière et paysanne, signalée plus haut, révèle : 90 % des nouvelles maisons sont des bâtisses en bois à un seul étage : 1 % seulement a plus de deux étages ; les ouvriers en ont construit eux-mêmes, la majeure partie sans plan, sans conseils techniques, sans contrôle (*Troude*, 7 juillet 1927). À Kharkov, on a construit des maisons par dizaines : mais un quartier neuf est en train de s'écrouler ; les murailles et les toitures sont crevassées, les planchers branlent, les portes et les fenêtres gondolent, l'eau s'infiltré ; le sol est mouvant, les matériaux pourris (*Isvestia*, 21 août 1927). L'usine de Nadejdine (Oural) a construit une vingtaine de maisonnettes : planchers pourris, poêles qui ne chauffent pas, murs lézardés (*Pravda*, avril 1928). L'usine *Commune de Paris* ayant construit une maison en 1927, on a constaté son délabrement en 1928 : murs, plafonds, planchers avaient besoin de réparations capitales (*Pravda*, 21 juillet 1928). La coopérative des ouvriers et employés de l'Electrobank construit sur pilotis une maison de trois étages qui s'effondre (*Pravda*, 20 juillet 1928). À Kiev, les nouvelles maisons sont bâties, par les coopératives d'habitation, contrairement à toutes les règles sanitaires ; on y oublie des choses essentielles ; à Vassilkov, elles sont sans eau, humides, inhabitables ; les poêles ne chauffent pas, tout est à refaire (*Troude*, 18 octobre 1928). Au VIII^e Congrès des syndicats, en décembre 1928, les délégués ont dénoncé le gâchis qui règne dans le bâtiment : on construit sans plans, ni

esquisses ; souvent, le quatrième étage est fait avant la ratification des devis (*Troud*, déjà cité). Non seulement les plans ne sont jamais prêts à la date fixée, mais les matériaux manquent, sont de mauvaise qualité, mal répartis, et tous les projets réservent des mécomptes (*Pravda*, 29 mars 1929). De Lougansk, le correspondant du *Troud* télégraphie le 25 juillet 1929 : on construit sans plans, sans devis ; les matériaux manquent, ils sont de mauvaise qualité ; des maisons à peine achevées ont déjà besoin de réparations capitales ; des constructions s'écroulent ; huit organisations à la fois se mêlent de la même affaire ; toutes les fautes de l'an dernier se répètent (*Troud*, 26 juillet 1929). Un dessin paru dans la *Pravda* du 16 mai 1928 représentait une maison due aux soins du Textilstroï : le toit est soulevé et les murs écartés de plusieurs mètres par un grand arbre qu'on a laissé pousser dans le milieu.

La population de l'URSS augmente de trois millions et demi d'âmes par an, et sensiblement plus vite à la ville qu'à la campagne ; le développement de l'industrie et la misère paysanne accroissent rapidement la population citadine ; quantité de vieilles bâtisses deviennent hors d'usage : tout cela donne une idée des besoins immenses de l'URSS pour se mettre, en matière de logement, au niveau d'un pays civilisé. On peut, et l'on doit, parler ici du sinistre héritage du passé ; mais on ne peut, et l'on ne doit pas nier l'état de choses réel si l'on veut faire un effort dans le sens du progrès. D'après Larine, personnage officiel, la population moscovite dans son ensemble, y compris les hautes sphères de fonctionnaires, le personnel gouvernemental, la bourgeoisie, les artisans, et autres privilégiés, dispose de 6 mètres carrés par habitant en moyenne, celle-ci réduite à 3 mètres carrés pour les étudiants (*Pravda*, 24 juillet 1929). Cela signifie que le prolétariat n'a pas plus de ces trois mètres carrés de moyenne, plutôt moins, et l'on verra plus loin si les étudiants les ont réellement. La très grande majorité n'accède pas même à cette moyenne. C'est pourquoi, dans le langage courant, on dit en Russie que chacun dispose à peu près des « dimensions d'un cercueil ».

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas en Russie d'ouvriers décentement logés, de maisons pourvues des commodités élémentaires, voire même quelques immeubles modernes, sinon modèles ? Certainement, il y en a, bien que fort peu, et c'est précisément ceux que l'on montre aux touristes faisant figure de « délégués » ou d'amis de l'URSS. Mais cela prouve simplement qu'il se constitue au pays soviétique une catégorie de travailleurs privilégiés, comme dans les pays capitalistes. En Allemagne, en Autriche, dans les États scandinaves, en Hollande, en Suisse, voire même en Grande-Bretagne et dans les pays latins plus arriérés, pour ne parler que de l'Europe, il existe des maisons ouvrières saines et confortables : mais cela n'empêche pas les communistes de dénoncer, avec raison, les taudis et de prendre la défense des classes laborieuses les plus déshéritées. L'important n'est pas de savoir comment des ouvriers favorisés profitent d'une maison rare, mais de connaître la vie quotidienne des masses : le lecteur commence maintenant à se faire une idée de la condition d'un prolétaire en Russie et comprendra mieux à quoi correspond le salaire auquel nous allons en venir.

Mais après le tableau du logement, il faut voir les conditions du travail. Nous avons dû retrancher des descriptions citées ou résumées bien des détails répugnants, répétés inévitablement partout, pour abrégé : on devine sans difficulté ce qui peut se passer dans ces bouges où l'on mange, boit, s'enivre, fume, crache, crie, dort, ronfle, se gêne les uns les autres, se dispute, parfois se bat, où l'enfant pleure, où les hommes jouent aux cartes avec bruit, où divague l'ivrogne, où délire le malade. (Des ravages de l'alcoolisme, de la corruption des mœurs, il sera question plus loin.) Nous évoquerons de même aussi brièvement que possible les faits caractérisant les problèmes d'assistance, la protection du travail, le secours médical, les assurances sociales et divers autres aspects de la vie ouvrière.

Et d'abord, il importe qu'on sache la différence entre les lois, les décrets, destinés à fixer sur le papier d'excellents principes, et leur traduction dans la réalité. Il y a en URSS des millions de bonnes résolutions et décisions non-appliquées et

dont on ne tiendra peut-être jamais compte. Il faut se référer aux faits, non à des textes vains. Certes, les difficultés à vaincre sont grandes pour passer de la théorie à la pratique, et la critique est facile. Mais c'est autant de raisons de plus pour ne pas décrire l'existence des travailleurs russes d'après des grimoires bureaucratiques, n'ayant rien de commun avec la vie. Prenons un petit fait entre cent mille, à titre d'illustration : l'ouvrier a droit, en principe, à une réduction de tarif dans les services sanitaires, notamment en matière de prothèse dentaire où les prix sont prohibitifs ; un ouvrier auquel manquent 11 dents se présente au *Moszdravotdiel* (service sanitaire de Moscou) pour obtenir un appareil à tarif réduit ; on lui oppose un refus parce qu'il faut être privé de 12 dents au moins pour bénéficier de la réduction ; dois-je sacrifier une dent saine pour pouvoir remplacer les 12 ? se demande l'ouvrier (*Pravda*,. 30 juillet 1925). Nous citons un incident d'apparence anecdotique, mais assez frappant, pour montrer à quels obstacles se heurte journellement le prolétaire qui a des velléités d'invoquer ses droits.

« La situation dans les centres ouvriers du Donetz, pour l'assistance médicale, est extrêmement pénible. À G., pour 18 000 ouvriers, il n'y a pas de polyclinique. Dans certaines mines, à une dizaine de kilomètres d'une ville, un médecin de passage vient deux fois par semaine. À G. même, le médecin examine jusqu'à 100 malades dans une journée. Il a toutes les spécialités à la fois : de la gynécologie et de la chirurgie aux maladies vénériennes et aux affections des yeux. Dans la chambre aux consultations, il n'y a même pas un lavabo et le médecin, après avoir manipulé un vénérien fourre sa main non lavée dans les yeux ou la bouche d'un autre malade (*Pravda*, 4 février 1926). De tels faits sont courants et il suffit d'en apprendre un pour les connaître tous. Une enquête sur les mines de ce bassin révèle ce qui suit, extrêmement résumé : 11 % seulement des mines occupant plus de 1 000 ouvriers ont des paquets de pansement ; il y a un lit là où le règlement en prescrit 38 pour les malades ; en maints endroits, pas même de civières ; pas une mine n'a les bouteilles d'eau potable obligatoires ; souvent, pas même de gobelets ; 20 % n'ont pas

de bains, celles qui en ont les laissent dans un état lamentable ; ni chauffage, ni serviettes, ni savon ; on travaille dans des flaques d'eau, où l'on puise parfois pour boire ; pas de cabinets d'aisances, excréments partout, aucune hygiène, maladies multiples (*Troud*, 2 avril 1926). Les accidents de travail se multiplient. Leur coefficient pour 100 000 journées s'est élevé en un an de 21 à 33 % dans l'ensemble de l'industrie, de 39 à 47 % dans la métallurgie, de 10 à 14 dans le textile, par suite de la mauvaise organisation (*Troud*, 8 avril 1926). Le nombre des accidents a augmenté de 50 % sur l'année précédente, écrit-on de Kharkov (*Troud*, 13 avril 1926). Dans le Donetz, d'octobre à février, 10 763 accidents dont 61 mortels ; l'année d'avant, 17 000 accidents dans les mines, 23 546 dans tout le bassin (*Le Communiste*, de Kharkov, 14 avril 1926). À Stalino, 4 500 Tatares et 350 Chinois doivent faire les travaux les plus dangereux et sont moins payés, plus mal traités que les Russes à tous égards (*Troud*, 28 avril 1926). En Géorgie, les ouvriers du bois travaillent douze heures par jour dans des marécages et n'ont aucun service sanitaire ; ceux qui construisent le pont sur l'Ingour « sont complètement privés de droits », humiliés par l'ingénieur, ignorent même leurs conditions de travail (*Zaria Vostoka* de Tiflis, n° 1 133 et 1 162, mars et avril 1926). À l'usine de chrome de l'Oural, les ouvriers travaillent dans la poussière de minerai, de chaux et de soude ; les muqueuses des yeux, des voies respiratoires sont attaquées ; hémorragies nasales, bronchites et tuberculose déciment le personnel ; les masques sont insuffisants (*Troud*, 10 octobre 1926). « Le nombre des accidents augmente dans les entreprises. Sur 1 000 ouvriers, 102 accidents par an, la plupart du temps chez les bûcherons, les métallurgistes, les mineurs » (*Rabotchaïa Gazeta*, 3 octobre 1926). Dans une scierie du Caucase septentrional : les ouvriers peinent parfois douze heures par jour, ignorent leur salaire exact, reçoivent pour les heures supplémentaires et le travail des dimanches et fêtes le même gain qu'au tarif ordinaire, doivent prendre sur leur temps de repos pour nettoyer les machines, balayer les ateliers, sans rétribution ; les chauffeurs doivent venir une heure et demie à

l'avance pour allumer les chaudières, sans être payés pour cela ; pas de lavabos ; pas de secours médicaux, ni de pharmacie (*Troud*, 16 novembre 1926). 150 ouvriers embauchés dans la province de Tambov, par l'Ouralstroï, sur la promesse d'une avance, d'un bon salaire et d'un bon logement, sont abandonnés à eux-mêmes et meurent de faim (*Troud*, 24 novembre 1926). Un ouvrier blessé à la main, inapte au travail, chargé d'une famille de 5 bouches, sans moyens d'existence, s'épuise en vaines démarches depuis six mois pour obtenir ses malheureux 10 roubles d'allocation mensuelle (*Rabotchaïa Gazeta*, 10 juin 1926). Dans le rayon de Krivoï-Rog, un ouvrier attend son tour depuis deux mois pour qu'on lui ampute un membre écrasé (*Pravda*, 9 juin 1926).

Le compte rendu de la séance plénière du Conseil central des syndicats relate : « Les ouvriers malades attendent 10 jours le médecin ; les médecins manquent, et il n'y a pas d'hôpitaux ». « Nous estimons, dit Tomsy, que les organes de protection de la santé n'assument pas leur tâche, qu'ils se bornent à de belles phrases générales, à des déclarations, et ne soignent pas les ouvriers ». « Le camarade K. communique une série de faits et de chiffres témoignant de la croissance colossale des accidents. Cela est confirmé par les délégués locaux qui ont pris la parole... Le régime des économies s'est répercuté dans les mesures prises pour améliorer la protection du travail ». « Les administrateurs des usines du trust métallurgique ont obligé les ouvriers à signer l'engagement de ne rien réclamer en cas d'accident ». « Le Commissariat du Travail ne fait rien » (phrase plusieurs fois répétée). « La situation sanitaire-technique des entreprises continue d'être pénible, et parfois dangereuse pour la santé et pour la vie des ouvriers ». « La situation actuelle de l'assurance sociale est très difficile. Cela provoque dans certaines régions la suspension des secours et pensions », etc., (*Rabotchaïa Gazeta*, 9, 10, 13 juin 1926). « Étant donné les dettes colossales des organes économiques de l'Ukraine envers les caisses d'assurances, des interruptions dans la délivrance des

secours ont commencé dans certains districts d'Ukraine » (*Pravda*, 23 septembre 1926).

Passons à l'année du X^e anniversaire de la Révolution. Le *Troud* (27 mars 1927) signale une fois de plus le nombre croissant des accidents, notamment au Donetz et dans le Kouznetz. La *Pravda* (13 avril 1927) établit que ce nombre a augmenté de 60 % en un an dans la région de Moscou. La *Vetchernaïa Moscvva* évalue à 45 000 la quantité d'accidents dans la province de Moscou pour 1926 ; un ouvrier sur dix a été blessé, 3 500 sont frappés d'invalidité (29 avril 1927). Dans les forêts de l'Oural, les ouvriers sont aussi maltraités que sous l'ancien régime, sous tous les rapports ; de même, les bûcherons de la région de la mer Blanche (*Troud*, 31 mai et 2 juin). Dans le textile, les accidents ont doublé en nombre comparativement à l'avant-guerre ; la moitié ne sont pas signalés à l'Inspection du travail (*Troud*, 2 juin). Dans la province de Vladimir : sept fabriques occupant 36 000 ouvriers n'ont ni lavabos, ni savon ; partout une saleté repoussante ; le nombre des accidents augmente dans toutes les entreprises ; telle usine n'a pas de ventilation ; les ouvriers boivent une eau non-filtrée et la typhoïde sévit (*Troud*, 16 juin). Le comité central des ouvriers métallurgistes signale l'augmentation considérable des accidents et des maladies professionnelles due à l'usure du matériel et aux heures supplémentaires (*Troud*, 7 juillet). Dans les mines d'Arménie et de Géorgie, les secours médicaux sont dérisoires ; on trouve un hôpital de 20 lits pour 8 000 ouvriers (*Troud*, 8 juillet). Dans telle verrerie, les ouvriers subissent à la fois de hautes températures et les courants d'air, boivent de l'eau contaminée ; les ambulances regorgent de malades. Et dans telles tourbières, où l'on travaille dans l'eau jusqu'au genou, où les baraques d'habitation sont insalubres, il n'y a ni secours médical, ni bains, ni assez d'eau potable (*Troud*, 18 août). Une fois de plus, le même journal signale la multiplication des accidents dans le centre moscovite : 35 000 dans le premier semestre de l'année (*Troud*, 26 août).

L'année suivante, la situation continue d'empirer et les milieux dirigeants finissent par s'en émouvoir, réunissent des conférences et ordonnent des campagnes actives. La *Pravda* du 29 janvier 1928 dénonce le laisser-aller des directions économiques, la faiblesse de l'Inspection du Travail et invite le Parti communiste et les syndicats à intervenir avec vigueur. Une conférence spéciale, en février, met en lumière les multiples causes des accidents et les effets de la rationalisation soviétique : outillage usé, règlements non observés, manque d'air et de lumière, saleté, encombrement, désordre, inutilisation des crédits votés, inexpérience du personnel, instabilité de la main-d'œuvre, excès de travail, etc. (*Troud*, 7 février et suiv.). La surexploitation intensive épuise certains ouvriers : à Stalino, des adolescents déchargent jusqu'à 6 000 pouds par jour (un poud : 16 kilos) au lieu de 500, exemple à peine croyable (*Pravda* des Jeunesses, 5 janvier 1928). L'Inspection falsifie souvent les statistiques pour faire croire à une amélioration : ainsi à Lougansk, une révision a permis de constater que les accidents étaient cinq ou six fois plus nombreux que d'après les chiffres officiels (*Troud*, 4 août). Dans une usine d'électricité, 28 ouvriers sur 125 de l'atelier d'estampage ont été mutilés aux mains en cinq mois ; il n'y a pas d'appareils de protection ; le service compétent reste indifférent (*Pravda* de Leningrad, 1^{er} août). À Artemovsk, les absences pour cause de maladie ont augmenté de 18 % d'une année à l'autre ; elles atteignent 21 % du personnel de l'usine métallurgique de Constantinov ; dans certaines entreprises, elles ont dépassé de plus de 50 % les chiffres de l'année précédente ; les services d'hygiène manquent de médicaments, de ressources (*Troud*, 3 août). Le Commissariat du Travail est dans un état scandaleux d'incurie, l'Inspection surtout est incompétente et pour une grande part responsable des désordres, des abus (*Pravda* et *Troud*, 5 août). Le percement du canal de Dargom s'effectue au mépris des plus élémentaires mesures de sécurité ; les accidents par la dynamite, les wagonnets, etc., sont multiples (*Troud*, 10 août). À Ivanovo-Vosnessensk, 26 accidents sur 1 000 ouvriers au lieu de 18 l'an précédent, dans le deuxième trimestre (*Troud*, 29 août). Dans

l'Oural, des milliers d'ouvriers sont mutilés du travail ; les entreprises et trusts n'exécutent pas les travaux de protection prévus ; les accidents ont suivi la progression suivante en trois exercices : 14 430, 26 958, 37 947 ; la technique de la sécurité est partout négligée ; les fonds et les crédits assignés ne sont que partiellement utilisés (*Troud*, 30 octobre). À Kiev, doublement des accidents d'un semestre à l'autre, de 849 à 1 645 ; le matériel est trop vieux ; les règlements de sécurité ne sont pas respectés (*Troud*, 3 novembre). À Astrakhan, fabriques de poisson, les travailleurs sont malmenés par le personnel médical (*Pravda*, 4 novembre). « Les accidents augmentent au lieu de diminuer », dit Tomsy au 8^e Congrès syndical (décembre 1928).

Voilà ce que les faux « amis de l'URSS » n'ont pas voulu voir, ou dire. Et les journaux soviétiques sont pleins de données de cette sorte. Et il s'agit de faits toujours actuels. Dans la presse de 1929, il ne manque pas d'informations sur la façon dont le prolétariat est traité au pays de la « dictature, du prolétariat ». Aux mines d'or de Sibérie, on recrute des ouvriers sans leur assurer la fourniture de pain, de vivres, de logements, d'instruments de travail ; les travailleurs en détresse s'enfuient, mais la milice leur enlève leurs bottes, par un froid de 40°, pour les empêcher de s'en aller (*Troud*, 26 février 1929). Il est difficile à des prolétaires des pays capitalistes de croire que de telles choses soient possibles, sans même parler de l'enseigne socialiste de l'État qui connaît de telles horreurs. À Kiev, des ouvriers qualifiés recrutés à Nijni pour la construction de bateaux sur la promesse fallacieuse de hauts salaires sont rebutés par les conditions réelles de l'embauche ou purement et simplement refusés, et doivent vendre leurs effets pour ne pas mourir de faim ; ils campent misérablement à la gare et n'obtiennent aucun secours (*Troud*, 21 mars 1929). « On assiste à une certaine stabilisation du traumatisme », dit sans ironie la *Pravda*, qui souligne en même temps le grand nombre des accidents : jusqu'à 30 % des ouvriers et par an dans l'industrie lourde, 17,5 % dans l'ensemble ; et le journal reproche au Commissariat du Travail et aux syndicats de n'avoir pas su éveiller l'initiative des

masses (24 mars 1929). Il en sera question plus loin, de l'initiative des masses. Voici les résultats d'une enquête toute récente dans le Donetz : « La technique de sécurité reste insatisfaisante... ; beaucoup de mines ont des soutiens insuffisants, beaucoup n'en ont pas du tout... ; la lampisterie est lamentable, ce qui se fait sentir avec acuité (*sic*) dans les mines dangereuses, à grisou... La surveillance technique et sanitaire est extraordinairement faible » (*Isvestia*, 12 juillet 1929). Le correspondant de ce journal accompagnant la commission d'enquête signale des tentatives de montrer des « villages à la Potemkine », c'est-à-dire de camoufler la réalité (*Isvestia*, même numéro).

Telles sont les conditions de vie de la masse laborieuse, au logis et au travail. Il faut les connaître pour comprendre tout le reste. « Notre législation du travail est actuellement si compliquée, si vaste et si incompréhensible qu'un ouvrier ou un employé du rang ne peut s'y reconnaître » ; une disposition légale peut figurer dans six catégories de décisions sans qu'on sache à laquelle se référer (*Troud*, 30 août 1929). Dans le labyrinthe de ces procédures bureaucratiques, le prolétaire est perdu d'avance. Il a, sur le papier, tellement de droits qu'il lui est pratiquement impossible d'en faire valoir aucun.

La vie tragique des travailleurs (2)

Le salaire et la durée de la journée de travail sont des éléments d'appréciation du niveau de vie ouvrier peu faciles à tirer au clair en Russie soviétique. Il suffit évidemment de savoir comment le prolétaire est logé, vêtu et nourri pour avoir une idée approximative de la valeur de son salaire. Celui qui « dispose » pour tout logis, dans une baraque ou une caserne, d'un emplacement « de la dimension d'un cercueil » et dans l'ambiance plus haut décrite – rappelant de terribles pages de Dostoïevsky – est vêtu et nourri à la même enseigne. Il n'a, le plus souvent, que les hardes qu'il porte, parfois un petit baluchon, rarement un coffre ou une malle. Si l'on s'avisait de lui dire que, dans les pays capitalistes, la majorité des ouvriers ont un petit logement pour eux et leur famille, avec quelques meubles, un lit et des draps, une table et des chaises, parfois une armoire, souvent une bicyclette, sans même parler des intérieurs d'une partie favorisée de la classe ouvrière en divers pays, il ne le croirait pas. Les journaux et les orateurs officiels, (il n'y en a point d'autres) lui assurent que ses frères de l'étranger sont dans une situation pire que la sienne et, à la longue, cette opinion ayant seule droit de cité finit par s'imposer. Le prolétaire russe est un prolétaire dans l'acception la plus implacable du terme. Il n'a vraiment que ses bras – quand l'organisation soviétique actuelle du travail n'en a pas fait un mutilé.

Il est notoire que le salaire de l'ouvrier, dans la Russie d'avant-guerre, était un salaire de misère. L'affirmation selon laquelle le salaire moyen présent atteint ou même dépasse un peu celui d'avant-guerre n'est donc pas à elle seule une bonne note pour le nouveau régime. Mais cette affirmation même est souvent trompeuse. Elle peut impliquer aussi diverses tromperies.

Pendant un certain temps, l'optimisme de commande s'est exercé – sur le dos des travailleurs – à la faveur d'une équivoque sur la valeur du rouble. Le rouble d'avant-guerre correspond à plus de deux fois le rouble-papier d'aujourd'hui ; le rouble-or vaut moins que le rouble d'avant-guerre car la valeur de l'or a baissé partout ; quant au rouble-marchandises, c'est une unité conventionnelle établie d'après l'index des prix de détail, lequel index varie selon le marché et peut être fort arbitrairement calculé. On devine aisément quel parti des menteurs professionnels ont pu tirer de cette complication, pour leur propagande. Mais il a bien fallu, pour les besoins des plans économiques de l'État, avoir un point de comparaison stable. C'est le rouble-marchandises qui, depuis quelques années, en tient lieu, dans les documents sérieux.

Passons sur les pourcentages d'augmentation fantastiques par rapport aux années de guerre civile et de communisme de guerre où le salaire n'existait pour ainsi dire pas, remplacé par une aléatoire ration en nature. Le niveau d'avant-guerre offre un point de comparaison plus valable, mais comme critère de pauvreté. Encore faut-il savoir ce qu'implique l'expression courante « salaire moyen » et, pour peu qu'on se donne la peine de l'élucider, on découvre assez vite l'imposture qu'elle recèle.

À la « Conférence économique internationale » de Genève (mai 1927) le délégué soviétique Ossinsky, directeur par surcroît du Service de statistique de l'URSS, interrogé sur la durée moyenne de la journée de travail en Russie, répondit avec aplomb : « 7 heures 57 » ; mais on ne le tint pas quitte sur cette assertion en l'air. Comment ce chiffre était-il obtenu ? Le statisticien en chef se montra incapable de répondre. Il lui

fallut télégraphier à Moscou pour s'enquérir et l'on apprit ainsi au bout de quelques jours – car personne n'en savait davantage à Moscou même et des recherches s'imposaient – que la moyenne était trouvée en englobant les chômeurs partiels dans le total général. Autrement dit, en faisant entrer en compte les journées de travail *trop longues* et les *trop courtes*, les heures supplémentaires et les heures en moins, en additionnant deux maux, et en divisant par le nombre de travailleurs, on obtenait une « moyenne » normale... Mais une moyenne ne correspondant à aucune réalité. Travail excessif des uns, travail insuffisant des autres, ces deux expressions intolérables de l'inégalité sociale concouraient à une soi-disant « moyenne » harmonieuse. Deux cruelles vérités disparaissaient dans un mensonge moyen. C'est comme si, dans une statistique sanitaire, on obtenait des individus normaux en additionnant des apoplectiques et des anémiques et en calculant la « moyenne ». Voilà un remarquable exemple de statistique soviétique, bien propre à inspirer confiance dans la science économique du néo-bolchevisme. Or, il en est du fameux « salaire moyen » comme de cette journée de travail moyenne : on l'obtient en divisant la totalité des salaires payés par le nombre des salariés, c'est-à-dire en créant sur le papier une fiction de salaire à la fois loin du salaire relativement *excessif* des uns et du salaire *insuffisant* des autres, donc ne donnant pas une idée exacte du salaire de la masse. (Du moins, c'est ce que nous avons reçu à Moscou comme renseignements des meilleures sources, en nous enquérant du « salaire moyen »). Ici encore, deux expressions inadmissibles – du point de vue socialiste ou communiste – d'inégalité sociale deviennent les éléments d'une « moyenne » qui n'a même pas l'excuse d'être présentable, puisque correspondant à peu près au niveau misérable de l'époque tsariste. L'excès d'inégalité en matière de salaires est en effet une des anomalies les plus frappantes de la vie ouvrière en URSS : dans la même usine, on peut constater des salaires de travailleurs qualifiés cinq ou six fois plus élevés que ceux des manœuvres. Cette criante injustice se résorbe dans l'astucieux calcul du « salaire moyen ». Nous n'avons pas pu savoir, malgré de patientes

recherches et simplement parce que les dirigeants communistes et autres personnages des « sommets » consultés n'en savaient rien eux-mêmes, si les honoraires et appointements élevés des directeurs, administrateurs, ingénieurs, techniciens de haute spécialisation entraient dans la masse des salaires servant à établir la moyenne, par conséquent contribuaient à enfler l'abstraction du salaire moyen, à atténuer sur le papier une disproportion abusive entre les privilèges de certaines catégories sociales et la condition misérable de la grande majorité. Mais en serait-il ainsi qu'on ne devrait pas s'étonner.

Quoi qu'il en soit, il faut se garder de confondre le salaire moyen couramment évoqué avec le salaire d'un ouvrier moyen ou avec le salaire de la masse. Et ici se présente une autre complication : la moyenne de divers salaires moyens, ceux-ci établis avec la désinvolture que l'on sait, obtenue à son tour par l'addition de pourcentages distincts et la division du total par leur nombre. Véritable superposition de tromperies où les trompeurs eux-mêmes finissent par ne plus s'y retrouver. On en pourra juger : en 1926 déjà, la prétendue moyenne d'avant-guerre était « en général » atteinte ou dépassée mais, d'après les déclarations de représentants officiels des syndicats, le salaire moyen représentait seulement, par rapport au niveau d'avant-guerre, 89 % dans l'ensemble de l'industrie, 75 % dans la métallurgie, 65 % dans l'ensemble des mines, 61 % dans les mines de houille, 63 % dans les mines de sel, 64 % dans les mines métalliques, 76 % dans celles du naphte, 67 % dans les chemins de fer ; dans le textile, 80 % du salaire industriel moyen, c'est-à-dire du 89 % ; dans les transports par eau et les Postes, encore moins mais l'indication est donnée en roubles au lieu de pourcentages (*Troud*, 21 juillet 1926). Comment toutes ces moyennes concernant l'ensemble de l'industrie et la masse du prolétariat, métallurgie, mines, transports, textile (et l'on y pouvait ajouter le bâtiment, au niveau encore moindre), si sensiblement inférieures au salaire d'autrefois, l'atteignaient et le dépassaient-elles dans la statistique d'ensemble ? Simplement par l'incorporation aux totaux des chiffres ayant trait à quelques catégories peu

nombreuses de privilégiés. Mais la condition matérielle de la grande majorité n'en restait pas moins fort au-dessous du salaire de misère d'avant-guerre.

Il serait impossible d'utiliser les données dites générales sans avoir de tels renseignements partiels. On y trouve encore des signes remarquables de l'inégalité excessive déjà notée : les 65 % du salaire d'avant-guerre constatés pour les mines se traduisaient par des salaires de 49 à 31 roubles selon les régions ; or, certaines catégories de postiers touchaient alors de 14 à 18 roubles mensuels cependant que le salaire moyen dans les Postes aurait été de 55 roubles ; et dans les chemins de fer, un serrurier de la traction recevait 73 roubles et un serrurier de la voie 43 roubles. Tous ces chiffres sont relevés dans le même article du *Troud*. Dans leur absence de méthode, ils sont plus expressifs que les tableaux statistiques complets dont on ne peut tirer aucune donnée réelle. Ils percent le sophisme du salaire moyen tout en éclairant la comparaison courante avec l'avant-guerre. Bien que relatifs à l'année précédant le X^e anniversaire de la République soviétique, ils aident à s'y reconnaître dans les chiffres les plus récents.

« Non, camarades, le niveau d'avant-guerre n'est pas pour nous un but. Nos ouvriers n'ont pas fait la révolution pour recevoir autant qu'avant la guerre : leurs besoins sont plus grands et ils ont fait la révolution pour élargir leurs moyens d'existence, élever leurs enfants, satisfaire leurs désirs culturels. » Ainsi s'exprimait en 1924 un des trois principaux dirigeants, L.B. Kamenev (*Pravda*, 8 décembre). Dans la douzième année de la révolution, neuvième année de paix intérieure et extérieure, il est intéressant d'étudier la situation à la lumière de telles paroles. Même les indices officiels sont démonstratifs, pourvu qu'on sache les lire. Mais avant d'y venir, quelques précautions supplémentaires sont encore nécessaires.

Le salaire moyen, avec tout ce qu'il implique d'inexact déjà signalé, est calculé d'après des signes mobiles et compte tenu de divers éléments considérés comme salaire en nature : index des prix, taux des loyers, services collectifs, assurances

sociales. Il faut donc discerner le salaire réel dans le salaire nominal. Celui-là peut baisser alors que celui-ci monte : or, c'est le salaire réel qui importe. Et il diminue, en fait, quand l'index des prix ne correspond pas aux prix véritables ; l'index est basé sur les prix théoriques auxquels les marchandises *devraient* être vendues dans les coopératives, mais celles-ci vendent tantôt plus cher, tantôt une qualité inférieure, et souvent manquent de certains produits que le consommateur doit acheter au commerce privé en payant deux, trois ou quatre fois le tarif officiel ; autant de baisses, et très sensibles, du salaire réel. Et il diminue encore quand les loyers subissent une hausse générale, ce qui s'est produit quatre fois en trois ans et doit se répéter inévitablement plusieurs fois encore, vu le délabrement des immeubles par suite de l'insuffisance du fonds d'entretien. Nous avons dit quelques mots du secours médical, forme de salaire en nature, et en dirons quelques autres des maisons de repos.

Le travail aux pièces est en vigueur dans une très grande partie de l'industrie. En 1926 déjà, on comptait, payés aux pièces : 68 % des ouvriers dans la métallurgie. 64 % dans les produits chimiques, 63 % dans les mines, etc. (*Economitcheskoié Obozrenié*, juillet 1926), et cette proportion n'a cessé de croître depuis. Cette immense quantité de travailleurs ne peut espérer approcher du salaire moyen qu'au prix d'une intensité de travail allant jusqu'à l'épuisement des forces. Dans les cas où le salaire est calculé sur un salaire de base multiplié par un coefficient variant selon les catégories, et celles-ci sont au nombre de 17 représentant les divers degrés de qualification, le salaire moyen nominal peut rester immuable ou s'élever alors que le salaire réel baisse du fait que le coefficient change. Dans les cas où les ouvriers sont astreints à des normes de production, l'augmentation des normes diminue le salaire effectif et rien ne se reflète dans le salaire moyen théorique. Les contrats collectifs, imposés aux ouvriers sans qu'ils puissent avoir effectivement voix au chapitre, réduisent souvent le salaire réel en dépit de toutes les moyennes de façade, et les violations de leurs clauses ne se comptent plus. D'autres réductions s'opèrent sous forme de

suppression des billets de tramways, retenues pour divers services collectifs ou fonds communs dévorés ou dilapidés dans des bureaux, etc., toujours sans que le salaire moyen paraisse en souffrir. N'oublions pas les abonnements obligatoires aux journaux dont l'abonné malgré lui ne veut pas ; « malgré la résolution du III^e Congrès des Soviets, le comité exécutif de la province de Kharkov oblige à s'abonner aux *Visti* sous peine d'amende » ; celle-ci de 300 roubles ; et c'est un journal en ukrainien, que les Russes ne peuvent même pas lire (*Pravda*, 19 juin 1925). Cela montre quel cas est fait des prétendues résolutions des soi-disant Congrès. Une décision du Comité exécutif de Kiev sur la « limitation (sic) de l'abonnement obligatoire aux journaux » libère les « personnes privées » de l'obligation et lève les amendes (*Pravda*, 11 août 1925). Mais il y a loin de la décision à l'application. L'abus dure, disparaît pour renaître, subsiste là où manque le contrôle, surgit sous de nouvelles formes. Dans bien des villes, c'est l'achat de « portraits des chefs » (sic) qui est imposé, parfois d'un drapeau rouge même si l'on en est déjà pourvu. Les soustractions hypocrites opérées sur le salaire sont multiples et prennent les aspects les plus inattendus.

Ce n'est pas tout. Il faut encore défalquer du vrai salaire, ainsi réduit à sa triste réalité, les cotisations, souscriptions, sacrifices matériels périodiques ou occasionnels imposés aux travailleurs contre leur gré, et représentant une part sensible du maigre gain. En principe, et par définition même, l'adhésion aux organisations et associations dites volontaires est libre. En fait, les salariés sont enregistrés en masse sans être consultés ou à la suite de simulacres de consultation où ils ne participent pas, dans des conditions exposées plus loin au chapitre de la *dictature du prolétariat* ne permettant à personne d'aller contre une décision prise « en haut ». Ce système d'enrôlement volontaire obligatoire équivaut à des impositions ou taxes déguisées, dont le montant est assez élevé par rapport au misérable salaire réel. L'auteur de ce livre, travaillant dans une institution soviétique, à Moscou, s'est trouvé membre de huit organisations ou sociétés sans avoir jamais donné son adhésion à aucune, et pour cause car le « citoyen » soviétique

n'a aucune possibilité de faire entendre un avis ; il était malgré lui dans le pseudo-syndicat professionnel, le *Mopr* (Société internationale d'aide aux révolutionnaires, dite en Occident « Secours rouge »), les associations « d'amis » des enfants, de l'aviation, de la chimie, la société « À bas l'analphabétisme », et deux autres oubliées, sans doute disparues ; les cotisations étaient subtilisées à la caisse lors de la paie, sans qu'il soit possible de résister, en même temps que diverses retenues occasionnelles (aide aux enfants abandonnés, aux inondés de Leningrad, etc.) comme il s'en trouve constamment, ou permanentes (fonds culturel, entraides diverses). À quel point d'arbitraire ce système peut atteindre, on en aura une idée en constatant que le nombre de syndiqués révélé par la statistique est maintenant supérieur au nombre de syndiquables... Les abus dans ce domaine ont été si criants et intolérables que le pouvoir central a dû intervenir plusieurs fois pour réfréner les excès de zèle, et l'on a pu lire dans la presse officielle des instructions fixant une limite aux souscriptions volontaires, singulière confirmation de la liberté des souscripteurs. La *Pravda* du 2 août 1925 publiait une délibération du Conseil des Commissaires du Peuple interdisant de faire pression sur les salariés par les instances administratives supérieures, les assemblées dites générales, les coopératives de logement. Dans la *Pravda* du 31 juillet 1926, on apprend que « la directive (*sic*) de cesser (*sic*) les adhésions en masse (*sic*) et mécaniques (*sic*) aux associations volontaires (*sic*), de réduire le personnel appointé, etc., *n'est pas exécutée.* » De telles directives, en faveur des travailleurs dépouillés, ne sont jamais exécutées volontiers car elles vont contre les intérêts de ceux qui profitent des dépouilles et les victimes n'ont que le droit de se taire. Quand l'abus des spoliations s'atténue, et il y faut des années, les spoliations principales subsistent néanmoins et, on doit y insister, l'abus renaît sous une autre forme, avec plus d'ampleur et de force, de par la responsabilité des fabricants de « directives ».

En effet, les instructions en question n'ont pour but que de calmer un peu l'exaspération des travailleurs en évitant de les exciter à propos de kopeks pour mieux leur soutirer d'un seul

coup un nombre respectable de roubles. On a d'abord mis en honneur la pratique des défis publics, d'une entreprise à l'autre, à qui souscrirait le plus vite tantôt pour l'escadrille destinée à « répondre à Chamberlain », tantôt pour les tanks chargés de converser avec Tchang-Kaï-Chek ; bien entendu, les prolétaires de l'une ni de l'autre entreprises ne sont pour rien dans l'histoire, tout étant décidé par les secrétaires ou bureaux des cellules communistes sur un ordre « d'en haut », mais ce sont eux qui paient. Cela n'est encore rien, pourtant, à côté du coup des emprunts, soi-disant volontaires eux aussi, mais en réalité *emprunts forcés* auxquels les ouvriers ne peuvent éviter de contribuer pour le montant d'un mois de salaire environ, parfois plus. Le troisième de ces emprunts vient d'être ainsi réalisé (1929). Voit-on le prolétaire russe moyen, avec son salaire très au-dessous de la piètre moyenne et sa niche « de la dimension d'un cercueil » souscrire de son initiative ou de plein gré le gain d'un mois de travail à l'emprunt ? Quant au procédé employé pour lui extorquer cette somme, il relève du chapitre sur la *dictature du prolétariat* (voir plus loin). Ici, nous avons à constater, une fois de plus, une nouvelle entaille au salaire réel.

À toutes ces observations, il faut ajouter les retards dans le paiement des salaires, phénomène présentement de fréquence et d'importance très réduites après avoir longtemps sévi sur la grande majorité des travailleurs. Jusqu'à ces dernières années, on a pu voir des retards de plusieurs semaines, de plusieurs mois dans la paie, pendant lesquels le pouvoir d'achat du salaire baissait, les travailleurs s'endettaient chez des commerçants qui doubtaient ou triplaient leurs prix, etc. Le mal subsiste encore pour certaines catégories de salariés. Et même quand un mal est en voie d'atténuation, ses conséquences pèsent longuement sur les victimes s'il a été profond et durable, comme dans ce cas. Dans le rayon de N., les retards sont de deux à quatre mois ; on vient de payer les ouvriers pour octobre, les employés pour septembre (*Pravda*, 7 février 1925). Les instituteurs de la province d'Ekatérinoslav ont à récupérer un dû remontant à 1923 et 1924 (*Pravda*, 20 mai 1925). Le Comité central du syndicat de l'enseignement

se plaint de la croissance des retards en question (*Pravda*, 17 février 1926). « Dans presque toutes les provinces de l'Union, il y a des dettes en salaires dans les institutions dépendant des budgets locaux » (*Pravda*, 25 mars 1926). « Les salaires ne sont jamais payés à date normale » dans la plupart des entreprises ; il y a des retards de trois à cinq mois ; parfois, des ouvriers n'ont pas reçu leurs salaires de 1924 (*Troud*, 23 mars 1926). Dans une verrerie de la province de Vladimir, retards de une à deux semaines ; retards de quelques jours dans telle usine de Toula, dans telle fabrique de Moscou (*Rabotchaïa Gazeta*, 9 juin 1926). Dans une verrerie, province de Tcherepovetz, retards de deux à trois mois ; d'une autre, du Donetz, on se plaint que les ouvriers, de ce fait, doivent acheter à crédit et payer le double (*Rabotchaïa Gazeta*, 12 juin 1926). Le même numéro de ce journal cite encore trois autres cas. Dans la région de Viatka, on a payé fin mai incomplètement les salaires de mars ; à la sucrerie de T. (province de Toula), on paye en retard, et en bons sur des coopératives où les marchandises manquent (*Rabotchaïa Gazeta*, 17 juin 1926). Encore cinq à sept jours de retard, dans toute la métallurgie (*Rab. Gaz.*, 20 juin 1926). Des ouvriers, à Moscou, pour ne pas mourir de faim dans l'attente des salaires en retard, achètent à crédit en payant le triple (*Rab. Gaz.*, 23 juin 1926). Plusieurs cas du même ordre sont notés dans le même journal (24, 25 juin 1926). Le Conseil économique supérieur signale « le non-versement des salaires en temps voulu dans toute une série de trusts ; la dette accumulée commence à être reportée de mois en mois » (journaux du 21 juillet 1926). Les représentants syndicaux constatent « de nombreux cas » de retards, « engendrant un mécontentement profond des larges masses ouvrières » (*Pravda*, 29 juillet 1926). Malgré la rigueur des instructions, dit le Conseil central des syndicats, les retards ne diminuent pas, ils se multiplient (*Pravda*, 18 août 1926). Dans l'Oural, les principales usines ont des retards de douze jours, mais les petites entreprises en connaissent de deux mois, et l'on en constate de six mois dans la province de Perm (*Troud*, 1^{er} août 1926). L'industrie seule doit 4 millions de roubles aux ouvriers (*Troud*, 1^{er} septembre

1926). Dans seize provinces seulement, la dette aux instituteurs dépasse 500 000 roubles (*Troud*, 24 septembre 1926). Les ouvriers d'une verrerie de la province de Pskov attendent leurs salaires deux, trois mois et plus (*Troud*, 30 octobre 1926). Des procès sont engagés par des ouvriers pour se faire payer ; ils durent plusieurs mois et n'aboutissent pas ; dans la province d'Orel, des maçons ne sont pas rétribués depuis neuf mois (*Troud*, 9 octobre 1926). Les ouvriers des forêts de l'Oural ne sont pas payés depuis cent jours ; s'ils réclament, on les expulse de leur baraquement, sans les régler (*Troud*, 2 juin 1927). La vitrerie *Lénine* paye souvent ses ouvriers... en vitres, qu'il leur faut vendre n'importe comment (*Troud*, 18 août 1927). Les fonds destinés aux salaires sont souvent dépensés à d'autres usages ; les coopératives refusent de faire crédit aux ouvriers ; ceux-ci, à V. (province de Nijni-Novgorod), n'ont rien touché depuis trois mois ; à R. et à G. (Donetz), nouveaux retards (*Troud*, 27 août 1927). À Briansk, on paye tous les cinq mois, certains ouvriers ont 400 roubles à toucher et il leur arrive de recevoir le salaire en fers à repasser, produits de l'usine (*Pravda* des Jeunesses, 24 novembre 1927). Les ouvriers du canal de Dargom sont payés avec deux et trois mois de retard (*Troud*, 10 août 1928). Les instituteurs de la région de la moyenne Volga n'ont pas encore touché en août leurs salaires d'avril (*Troud*, 10 août 1929).

Nous citons quelques exemples échelonnés principalement sur trois années mais on en pourrait rapporter mille. Ils permettent d'apprécier la valeur des « contrats collectifs », chiffons de papier tant par la façon dont ils sont établis que par la manière dont on les respecte. Le président du Conseil économique du Caucase septentrional demande au Commissariat du Travail l'annulation de tous les contrats collectifs désavantageux pour l'industrie, à la grande indignation des fonctionnaires syndicaux (*Troud*, 23 mars 1926). Une enquête officielle établit qu'il n'y a pour ainsi dire pas de contrat collectif qui ne soit violé par l'administration, à propos soit de l'embauche ou du renvoi, des heures supplémentaires ou des salaires, des vêtements de travail ou de la propreté, de la sécurité ou du logement, de la ponctualité du

paiement ou des indemnités ; on fait « des économies sur le dos des ouvriers » ; les syndicats ni les comités d'usines ne font pas leur devoir (*Troud*, 2 novembre 1928). À Moscou, on viole couramment les contrats collectifs en substituant aux ouvriers permanents des travailleurs temporaires, auxquels ne s'appliquent pas les contrats ; cela s'observe dans le textile, la métallurgie, les typographies, les entreprises commerciales, etc. ; à Leningrad, même procédé, sans parler des infractions multiples aux clauses concernant la protection du travail (*Troud*, 2 décembre 1928). Les contrats collectifs existent depuis sept ans et l'on ne parvient pas à assurer leur exécution ; une partie de leurs dispositions restent sur le papier (*Troud*, 14 mars 1929).

Des charlatans de la légende soviétiste et les faux « amis de l'URSS » ont beaucoup parlé du salaire en nature sous forme de séjour dans les maisons de repos, sanatoria, etc. Parlons-en. L'auteur de ce livre, envoyé dans une telle maison de Kislovodsk (Caucase), est tombé le soir même de son arrivée dans une réunion de malades qui décidaient une *grève de la faim* pour protester contre la nourriture immangeable ; les Russes ne sont pourtant pas difficiles sur ce chapitre, mais peut-on se nourrir constamment d'œufs pourris, de viande avariée ? Dans les autres sanatoria de la région, à Piatigorsk comme à Essentouki, même état de choses. Cela était constaté au lendemain d'une tournée d'inspection de Semachko, Commissaire du Peuple à l'Hygiène ; à l'occasion de son passage, l'ordinaire était amélioré, mais les saletés revenaient sur les tables ensuite. Dans les dortoirs, les lits se touchaient ; chaque malade ou convalescent devait supporter les conversations, le bruit, la fumée, les crachats et le reste, de ses voisins ; pendant des heures et des heures, il fallait faire la queue à propos de tout et de rien (enregistrement, répartition, visites médicales, contre-visites, réception d'un médicament, d'un verre de lait tourné, etc.). On appelait cela du « repos » : mais un homme sain même n'aurait pu sortir de là sans une maladie de nerfs. L'année suivante, en Crimée, même tableau ; au centre de répartition de Yalta, à l'hôtel Marino dont le nom semblait une cruelle ironie à l'égard des malheureux destinés à

y mariner, l'incurie était indescriptible ; des malades, déjà contraints de voyager dix jours sur leur mois de repos, attendaient une semaine et plus le plaisir de se faire empiler dans un dortoir malsain et de se détraquer le système digestif en absorbant des nourritures inqualifiables, pour jurer ensuite qu'on ne les y reprendrait plus ; les renseignements recueillis là, de toutes les stations de la côte, d'Aloupka et de Siméïs, d'Evporatoria et d'Alouchta, concordaient pour caractériser cette dérision. L'auteur de ce livre, après une expérience personnelle à Goursof, s'empressa de prendre la fuite ; dans la maison de repos où il passa quelques jours, il se trouva des « fortes têtes » pour protester, réclamer une enquête, et l'on apprit ainsi que les trois quarts du budget étaient dévorés par le personnel.

A-t-on assez ressassé que les palais princiers et les riches villas ont été socialisés au profit du prolétariat ? Mais que représente cette socialisation ? Les maisons en question peuvent contenir quelques milliers, quelques dizaines de milliers d'occupants par roulement ; elles n'ont pas été conçues, ni construites, ni aménagées pour l'usage qu'on en fait aujourd'hui ; l'architecture mise au service du confort d'une famille ne répond pas aux besoins d'un sanatorium ; tout ce qu'il y avait de « princier » ou de « riche » a disparu et il ne reste que des demeures incommodes. Et qui profite des parties utilisables ? En fait de prolétariat, ce sont une fois de plus les catégories sociales privilégiées, et d'abord les fonctionnaires du Parti communiste, des soviets, des syndicats, des coopératives, des Jeunesses communistes, déjà favorisés en général pour le salaire et le logement. Tout ce qu'il y a de bon est accaparé par les « sommets », les « couches supérieures » ; les quelques milliers de prolétaires authentiques envoyés là pour figurer dans des statistiques falsifiées ne sauraient faire croire que la masse en bénéficie. On a trouvé utile, pour la propagande, de loger des paysans dans le palais impérial de Livadia ; cela fait pendant trois ou quatre semaines quelques centaines d'heureux (s'ils le sont) sur 120 millions de paysans. Et après ? Tant qu'on n'aura pas construit de maisons spéciales, avec de petites chambres individuelles, de l'eau, de la lumière, de la propreté, du silence, des livres et une

nourriture saine, sans tracasseries bureaucratiques ni vexations administratives, il sera mensonger de parler de maisons de repos pour les travailleurs. Et l'on n'est pas près de voir cela.

Chaque année, la presse est obligée de publier des protestations, des plaintes de ceux qui osent élever la voix après un séjour dans les sanatoria ou maisons de repos. Au sanatorium *Prolétaire* (Yalta), les malades ne peuvent se faire écouter ; le personnel médical les néglige ; la nourriture « révolte les malades » ; pas de livres (*Pravda*, 8 mai 1925). Au sanatorium *Vorovsky* (Gagri), négligence médicale ; poux et punaises en masse, rats en quantité ; les chats, les chiens, les ânes, le bétail des employés hurlent jour et nuit ; ni linge, ni vêtements ; un *rabcor* (correspondant ouvrier de journal) hospitalisé, ayant composé des couplets satiriques contre la direction, fut expulsé de Gagri, bâillonné et ligoté par la milice (*Pravda*, 10 mai 1926). La maison de repos d'O., près de Moscou, est « une maison de fatigue » ; l'eau rend malades les convalescents ; 30 à 40 hospitalisés couchent dans un corridor étroit où les lits se touchent (*Isvestia*, 13 août 1927). Une commission d'enquête dénonce la gabegie, les prévarications, les dilapidations en croissance d'année en année dans les services de santé ! le personnel engloutit les fonds destinés aux malades ; les administrateurs, les hauts fonctionnaires invitent et entretiennent leurs amis, au détriment de l'hygiène et des soins (*Pravda*, 30 juin 1928). Un correspondant de Leningrad rapporte qu'il a dû faire plusieurs heures de queue pour montrer ses papiers, puis un autre jour encore plusieurs heures de queue pour obtenir un livret, puis de nouveau la queue à un guichet, puis à la visite ; et il lui faudra chaque jour faire la queue pour prendre un bain (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 19 juillet 1929). Nous nous limitons à citer une référence par an, jalonnant les dernières cinq années, pour montrer qu'il est question non de faits exceptionnels, mais d'une règle générale, dont l'amélioration est insignifiante et profite d'ailleurs aux privilégiés. Il serait facile d'accumuler les exemples mais est-il besoin de dépouiller minutieusement des milliers de journaux pour confirmer une vérité aussi banale en Russie, où les « Kurorte » (lieux de cures, villes d'eaux, stations balnéaires)

servent couramment de thème à d'amères plaisanteries ? Un journal publiait tout récemment un dessin où un individu hâve, décharné, retour d'une maison de repos et rentrant à son service, y retrouve ses camarades ronds et réjouis qui lui disent : « Enfin, tu vas pouvoir te reposer. » On entend des aphorismes dans le goût de ceux-ci : « Il est dur de travailler, mais encore plus pénible de se reposer » ; « Défense aux nerveux et aux malades d'entrer dans les sanas », etc. Dans un récent article : « *Les clartés et les ombres de la question des Kurorte* », Semachko reconnaît la triste situation matérielle des *Kurorte*, chargés de dettes, inconfortables, mal dirigés ; c'était ainsi déjà dans « l'ancien temps », dit-il, et c'est pourquoi notre bourgeoisie allait se soigner et se reposer à l'étranger ; (mais alors, observerons-nous, cessez de soudoyer des mercenaires et de tromper des nigauds qui, à leur tour, répandent des fables sur vos maisons de repos) ; il convient que « la composition sociale des malades hospitalisés laisse encore beaucoup à désirer » ; dans les dernières années, elle s'est « stabilisée » ainsi : ouvriers un tiers, fonctionnaires 40 %, paysans 10 %, et divers (mais ceci après scandales sur scandales, soulevés par l'invasion des bureaucrates parasites accaparant tout) ; sur ce tiers d'ouvriers, combien y a-t-il de vrais ouvriers et combien d'ex-ouvriers parvenus au bas étage du fonctionariat, Semachko ne le dit pas mais il n'a certainement pas d'illusions (*Isvestia*, 8 septembre 1929). Sur les 222 787 hospitalisés de 1928 (chiffre de Semachko), il y aurait eu 75 000 ouvriers véritables ou supposés dont une bonne moitié, à notre avis, d'embusqués dans les comités inférieurs du Parti et des syndicats ; le reste, après douze ans de dictature du prolétariat, s'entasse dans des corridors, avale du moisi et fait la queue pour obtenir des soins minuscules. On comprend maintenant pourquoi les *chichki* (manitous) de l'aristocratie bolchevique préfèrent séjourner à Vittel, Carlsbad, Baden Baden, Biarritz ou Sorrente.

Tel est le grain de la réalité du salaire sous la paille des chiffres. Les statistiques soviétiques sont d'ailleurs si embrouillées, si contradictoires qu'il faut de véritables spécialistes pour s'y reconnaître. Nous utiliserons les données

de personnalités éminentes de la révolution dont la compétence ne sera pas discutée : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Radek, Préobrajensky, Smilga et autres, et prélevées dans le document connu sous le titre : « Contre-thèses de l'opposition sur le plan économique quinquennal » (*Correspondance Internationale*, n° 124, 11 décembre 1927). D'après ces données, établies sur la documentation la plus strictement officielle, le salaire ouvrier moyen était en 1927, année du X^e anniversaire d'Octobre, de 31 roubles-marchandises et demi environ, soit 60 roubles-papier à quelques kopeks près. « Il est évident que le salaire et le niveau matériel général de *certaines* catégories d'ouvriers, et dans *certaines* districts, en premier lieu dans les capitales Moscou et Leningrad, est incontestablement plus élevé que le niveau moyen cité. Mais, d'autre part, le niveau matériel de *très larges couches* ouvrières est *considérablement plus bas* que même ces chiffres moyens. » (C'est ce que nous avons expliqué plus haut.) Le lecteur se pose inévitablement la question de la valeur du rouble mais la réponse n'est pas simple : le rouble n'est coté sur aucun marché financier ; le gouvernement soviétique lui attribue une valeur arbitraire en monnaie étrangère et monopolise le change, ce qui lui permet de refuser l'échange du tchervonetz (rouble-papier) contre les devises internationales ; sa valeur réelle s'exprime en Russie sur le marché libre clandestin ou « Bourse noire » ; si le taux conventionnel, et pratiquement fictif, est de un demi-dollar le rouble, soit 12 fr. 50 actuels, le taux des tractations courantes était en 1927 d'un cinquième de dollar, soit 5 francs, et est présentement au-dessous, à peu près entre 3 et 4 francs. Le salaire moyen nominal, de 60 roubles-papier à 5 francs en 1927, est passé à 74 roubles 73 kopeks en juillet 1929 (*Troud*, 6 septembre 1929) valant cette fois entre 3 et 4 francs. En comptant même le rouble-papier actuel à 4 francs, taux excessif, tout cela revient à dire que le salaire moyen mensuel de l'ouvrier soviétique équivalait à 300 francs en 1927 et à 297 francs en 1929. Et ces chiffres sont encore au-dessus de la réalité. Et la grande majorité des salaires sont encore très au-

dessous de ces chiffres. Et il faut en défalquer tout ce qui a été indiqué plus haut.

À la lumière de tels indices, irrécusables, on se rend mieux compte du sinistre tableau de la misère ouvrière présenté par les témoignages cités plus haut. Mais il reste encore bien des vérités à dire.

Le salaire réel a baissé au cours de la dernière année, malgré l'élévation du salaire nominal. Ce n'est pas seulement l'ancien président du Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, Christian Rakovsky, actuellement déporté sans jugement, qui le constate dans une lettre d'avril 1929 (*Bulletin de l'opposition*, n° 3-4, p. 12), mais les journaux officiels. Il a baissé du fait de l'augmentation sensible des prix de détail. « Les coopératives élèvent presque partout le coût des produits de première nécessité. Il en résulte une montée sensible de l'index et une réduction du salaire réel » (*Troud*, 30 mars 1929). Et la hausse des prix dans les coopératives n'est rien à côté de la hausse sur le marché libre, auquel tout consommateur est obligé de recourir, vu la pénurie et même la disette de la plupart des marchandises. Autres aspects du problème : le salaire retarde toujours sur l'intensification du travail et l'accroissement de la productivité. « L'intensité du travail s'accroît, le fardeau qui pèse sur la force musculaire des ouvriers augmente, le chômeur pèse directement ou indirectement sur le budget de l'ouvrier. La rationalisation réalisée actuellement aggrave inévitablement la situation de la classe ouvrière dans la mesure où elle est accompagnée d'un développement de l'industrie et des transports d'une ampleur telle que les ouvriers congédiés ne peuvent être réabsorbés. La situation matérielle des manœuvres, des ouvriers saisonniers, des femmes et des jeunes gens est particulièrement difficile. » Ainsi parlaient Trotsky et ses co-signataires dans le document déjà cité. Toutes ces observations ont gardé leur force.

Si l'on veut comparer l'actuel niveau de la misère des masses au niveau de la misère d'avant-guerre, c'est dans les chiffres de la consommation par tête d'habitant qu'il faut chercher. Or, d'après le « plan quinquennal » de l'État établi

en 1927, et critiqué comme trop modeste par les hommes politiques et économistes bolcheviks nommés plus haut, dans leurs « contre-thèses » auxquelles nous nous sommes référé, la consommation individuelle est actuellement encore *inférieure au niveau d'avant guerre* et devait l'être jusqu'à l'exercice 1931-1932. C'est le *Gosplan* (commission du Plan d'État) qui l'établit avec autorité. Le parallèle entre les prévisions pour 1932 (XV^e anniversaire d'Octobre) et le niveau d'aujourd'hui en Allemagne et aux États-Unis montre que l'URSS consommerait alors cinq fois moins de cotonnades, dix-sept fois moins de charbon, quatre fois et onze fois moins de fonte, trois fois et sept fois moins d'électricité, etc., à supposer que la consommation n'augmente pas dans ces deux pays en cinq années. Il est vrai que ce plan quinquennal a été reconnu d'ampleur insuffisante et qu'un autre a été ensuite établi, embrassant la période 1928-29 à 1933-34 ; si ce nouveau plan était réalisable, et si le régime était capable de le réaliser, la situation serait meilleure dans les prochaines années ; mais comment fonder des espoirs sur un projet dont la discussion publique est interdite en URSS et que le Président du Conseil des Commissaires du Peuple en personne, A. Rykov, considère comme irréalisable ?

On compte actuellement en Russie 11 à 12 millions de travailleurs salariés environ, sans parler des ouvriers saisonniers, au nombre de 4 ou 5 millions, d'une partie des journaliers agricoles difficiles à recenser, environ 2 à 3 millions, et des chômeurs, dont nous parlerons spécialement. C'est cette masse dans son ensemble, à laquelle il faudra ajouter les millions de paysans pauvres, et à l'exception de quelques centaines de milliers de fonctionnaires et d'ouvriers qualifiés, qui subit l'indicible misère caractérisée ici dans ses principaux traits. Mais il faut souligner le violent contraste juxtaposant les privilèges des uns et l'infortune accentuée des autres. Une étude particulière serait nécessaire pour dénombrer les catégories sociales favorisées, à la ville : fonctionnaires, techniciens, artisans, travailleurs spécialistes, et définir leur niveau de vie. On aura cependant une idée de l'inégalité croissante en République socialiste soviétique si l'on sait que

leurs salaires vont de 200 à 800 roubles et plus par mois. Les écrivains et journalistes membres du Parti communiste sont astreints à une cotisation spéciale sur les hauts salaires dépassant 225 roubles ; une circulaire du Comité Central la fixe à 20 % sur les 225 roubles dépassant les 225 roubles de base, à 30 % pour les salaires entre 450 et 675 roubles, et 40 % au-dessus de 675 roubles ; il n'y a pas de cotisation spéciale pour les salaires jusqu'à 500 roubles si les titulaires n'ont pas la garantie de leur permanence (*Pravda*, 12 juin 1928). Le contrôle de tels gains est d'ailleurs pratiquement impossible et celui qui a vécu dans le milieu bolchevik sait comment les choses se passent. En tout cas, on voit de quels salaires il s'agit, et combien nous voici loin des idées de Lénine sur le maximum de salaire dans le service public à fixer au niveau de celui d'un bon ouvrier, selon l'exemple de la Commune de 1871 mis en valeur par Karl Marx (cf. *L'État et la révolution*, et tous les écrits de Lénine entre mars et octobre 1917). L'inégalité se prolonge au-delà de la mort du bénéficiaire. Quand on lit (*Isvestia*, 20 mai 1928) qu'une pension de 225 roubles mensuels est accordée à la veuve de Tsiouroupa – par exemple – on ne peut s'empêcher de se demander combien reçoit la femme d'un prolétaire tué au travail, et dont les besoins et les mérites (?) sont au moins aussi grands que ceux de n'importe quelle veuve de n'importe quel haut fonctionnaire du Parti.

Après les privilégiés – les déshérités du salariat, à commencer par les sans-salaire : les chômeurs. Ici, les statistiques soviétiques atteignent peut-être au point culminant de leur incohérence. Non seulement par l'énormité des divergences mais par les contradictions d'apparence insoluble, qu'il est pourtant possible de tirer au clair, avec un peu d'attention et d'esprit critique. Les sans-travail sont enregistrés par les Bourses du travail : or, il n'y a pas de Bourses dans toutes les villes et il ne manque pas d'ignorants incapables de se faire inscrire ; de plus, les Bourses n'enregistrent pas les chômeurs d'origine sociale non prolétarienne (et de tels déclassés sont légion depuis la Révolution et la quasi-suppression du commerce privé), ni la majeure partie des

adolescents n'ayant pas encore été salariés. Cela montre comment, dans les villes, le chômage doit être estimé à plus du double des nombres donnés par la statistique officielle. Quant aux campagnes, les estimations varient avec des écarts invraisemblables sur cet inépuisable réservoir de main-d'œuvre dont une partie se déverse chaque année dans les villes.

Selon Kalinine, « les campagnes ont 15 millions de travailleurs en surnombre qu'elles ne peuvent employer » (*Isvestia*, 28 août 1926). D'après Tolstopiatov, Commissaire-adjoint au Travail : « Nous avons une énorme surpopulation agraire, avec un excédent de main-d'œuvre de plus de 25 millions d'individus » (*Troud*, 27 novembre 1928). Si l'on songe que l'ensemble de la population augmente de 3 millions et demi d'âmes par an, on comprendra la gravité du problème posé. Pour la ville, les chiffres sont moins énormes mais aussi vagues. Sur les chômeurs non enregistrés aux Bourses, voici comment s'exprimait le président du Conseil des Syndicats : « Le camarade Tomsy revient à la vieille mais toujours douloureuse question, au « cercle maudit » : que faire du chômeur non syndiqué pour qu'il ait du travail ? On ne le syndique pas parce qu'il ne travaille pas à la fabrique, et on ne l'admet pas à la fabrique parce qu'il n'est pas syndiqué. De même, la Bourse du Travail ne l'enregistre pas. Il faut mettre fin à cette situation abominable. On doit surtout faciliter l'admission au travail à la jeunesse ouvrière, aux enfants des syndiqués. Il faut tout de même bien que, d'une manière quelconque, ils deviennent des travailleurs, se mettent au travail et entrent dans les syndicats » (*Rabotchaïa Gazeta*, 9 juin 1926). Selon le *Troud*, le total de 1 070 900 chômeurs enregistrés au 1^{er} mai 1926 comprenait 127 700 jeunes seulement au lieu du nombre réel de 500 000 (*Troud*, 28 juillet 1926). Cet écart entre la quantité véritable et l'effectif inscrit indique assez le nombre considérable d'adolescents non enregistrés, certainement de plus d'un million maintenant si l'on songe au mouvement normal de la population. Le *Troud* (1^{er} décembre 1927), rapportant le chiffre de 1 477 000 chômeurs au 1^{er} avril 1927 et la chute de ce chiffre jusqu'à

1 025 000 (???) à la fin de l'année, reconnaît en même temps qu'un grand nombre de chômeurs ne sont pas enregistrés. Le spécialiste de la *Pravda* déclare que l'augmentation jusqu'au 1^{er} avril (et il donne, lui, le chiffre de 1 455 000) est due à l'enregistrement obligatoire *des syndiqués non enregistrés* ; on apprend ainsi que les syndiqués chômeurs sont passés de 514 000 à 772 000 sur les listes ; combien restent encore non-inscrits, impossible de le savoir ; le même auteur trouve 141 399 adolescents enregistrés au 1^{er} mai 1927 alors que le *Troud* en signalait 500 000 à compter un an plus tôt ; il note que 600 000 chômeurs seulement reçoivent un secours de l'assurance sociale, s'élevant à 12 et 18 roubles en moyenne selon la catégorie (*Pravda*, 7 juin 1927). D'après le leader syndical Ginsbourg, il y avait 1 500 000 chômeurs au 1^{er} octobre 1927 et 2 millions au 1^{er} janvier 1928 (*Troud*, 15 juin 1928). D'après la *Pravda* (20 septembre 1928), le total était de 1 352 000 au 1^{er} janvier 1928 et 1 598 000 au 1^{er} avril 1928 ; le taux moyen des secours, 14 roubles mensuels. Le *Troud* (12 décembre 1928) dit : 1 040 000 au 1^{er} octobre 1927, 1 374 000 au 1^{er} octobre 1928, et annonce une augmentation inévitable en 1929. Les *Isvestia*, citant le leader syndical Dogadov, disent 1 812 000 « actuellement » (14 décembre 1928). *L'Economitcheskaja Jizn* (n° 107, de 1929) donne 1 700 000 au 1^{er} mai 1929, sur lesquels 800 000 seulement toucheraient des secours ; 900 000, par conséquent, en seraient privés. Le *Troud* (6 juillet 1929) rapporte le chiffre de 1 800 000 au 1^{er} mai 1929, d'après le Conseil central des syndicats. Or, l'important document plus haut cité, de Trotsky et autres, entièrement basé sur les données du *Gosplan* avec références à l'appui, révélait 2 275 000 chômeurs inscrits en avril 1927. Et l'on sait que le total grandit sans discontinuer, que *des masses* de sans-travail ne peuvent se faire inscrire (adolescents, femmes, « anciennes gens », paysans déracinés). « Le chômage est en croissance continue pour les dernières années bien que le rythme de cette croissance se ralentisse. Un tournant décisif sera atteint (?) l'an prochain : le chômage se réduira de 10 % » (*Pravda*, 1^{er} septembre 1929). De tout cela,

il se dégage la présence de 4 à 5 millions de chômeurs à la ville, de 15 à 25 millions de sans-travail à la campagne, avec une tendance générale à l'augmentation qui sera légèrement atténuée par la mise en vigueur graduelle de la journée de sept heures et de la « semaine ininterrompue ». Quant aux secours, on peut accorder créance aux « contre-thèses » déjà utilisées, qui constatent : « La moyenne du secours de chômage est d'environ 5 roubles d'avant-guerre (12 roubles-papier actuels). Cette indemnité ne s'étend qu'à 20 % environ des chômeurs syndiqués ». On imagine difficilement, en Occident, la misère indescriptible de ces millions d'humains.

Cette misère a déjà provoqué des troubles dans certaines Bourses du travail, à Odessa, Moscou, Leningrad notamment. Les malheureux, las d'attendre sans espoir et exaspérés par les fonctionnaires des Bourses, en ont rossé quelques-uns et mis à sac des bureaux. La milice est intervenue pour « calmer » les protestataires, avec des fusils. Les journaux ne craignirent pas d'affirmer que les rangs des chômeurs étaient mêlés d'apaches et que les chômeurs eux-mêmes étaient responsables des désordres (*Pravda*, 2 juin 1928). Ces explications incroyables, véritable défi au sentiment le plus élémentaire du communisme, déchargeant les institutions pour accabler les victimes de l'injustice sociale, et dans l'esprit des pires organes du capitalisme réactionnaire, ne pouvaient suffire. On découvrit alors la plaie des Bourses du travail : « ce sont des cloaques », dit Melnitchansky, leader des syndicats ; les abus y pullulent ; une inspection révèle les crimes de 31 fonctionnaires ; le favoritisme sévit, les bureaux sont harcelés d'interventions exigeant des passe-droits des tours de faveur ; les locaux sont dans un état abominable ; l'ivrognerie, l'apachisme (*khouliganstvo*) s'y développent parmi les malheureux qui y campent ; les femmes y sont offensées et même parfois publiquement violées ; les fonctionnaires se corrompent ; le Commissariat du Travail sait tout et ne fait rien ; Schmidt, Commissaire au Travail, se défend en accusant à son tour les syndicats (*Troud*, 15 juin 1928, compte-rendu du Conseil central des syndicats). À Serpoukhov, non loin de Moscou, la Bourse du travail se compose de deux pièces

obscur et malpropres, où l'on se bouscule avec sauvagerie en s'écrasant à un guichet où il n'y a souvent personne ; des chômeurs résignés attendent, assis à terre, dans la saleté ; sans protection, impossible de rien obtenir ; les femmes jeunes n'ont qu'à coucher avec le directeur ; sept mille pauvres diables subissent les injures et l'arbitraire de celui-ci et de son adjoint (*Troud*, 13 mai 1928). Il faut stationner souvent une semaine entière pour se faire inscrire ; les femmes subissent les brutalités des *khouligans* ; elles ont de plus à supporter les exigences de fonctionnaires qui leur imposent des complaisances « en nature » (*Pravda*, 15 juin 1928). Pendant quelques semaines, la presse a dénoncé les abus et scandales des Bourses du travail, par ordre supérieur ; puis, tout est rentré dans le silence. Qu'y a-t-il de changé depuis ? À la prochaine explosion de mécontentement, on relira les mêmes articles, avec quelques variantes.

Autres défavorisés du sort et du régime : les femmes et les enfants. La formule classique des revendications socialistes et communistes dans le monde : *À travail égal, salaire égal*, n'a pas cours en Russie soviétique. En 1927, Trotsky écrivait, en s'appuyant sur les chiffres officiels concernant l'année précédente : « Dans maintes branches d'industrie, le salaire des manœuvres femmes formait en mars 1926 : 51, 61, 83 % du salaire de l'homme. Les mesures nécessaires de protection du travail féminin, dans les branches industrielles comme l'exploitation de la tourbe, les travaux de chargement et de déchargement, etc. ne sont pas prises. Le salaire des jeunes, par rapport à celui des adultes, diminue continuellement : en 1923, il formait 47 % ; en 1924, 45 % ; en 1925, 43 % ; en 1926, 40 % du salaire de l'adulte (*Revue de la situation économique de la jeunesse en 1924-25 et 1925-26*). En mars 1926, 49 % des jeunes gagnaient moins de 20 roubles par mois (*Bureau central de Statistique*). » Après notre démonstration sur les salaires des hommes, il est superflu d'insister sur ce que représentent ceux des femmes et des enfants dont Trotsky parlait ainsi lors du X^e anniversaire de la Révolution. Les deux années écoulées depuis n'y ont rien pu changer. La presse soviétique ne manque pas de récits, témoignages et

descriptions illustrant la navrante condition des ouvrières et des enfants du prolétariat. En voici quelques extraits ou brèves analyses.

Dans la *Pravda* du 20 mars 1925, on dépeint la situation des ouvrières de Toula : « L'investigation a révélé un sombre tableau. Le bas niveau d'instruction, l'ignorance complète, l'absence de qualification pour le travail, et de là le bas salaire, les charges de famille, voilà ce qui pèse comme un lourd fardeau sur le développement culturel et social des ouvrières... » ; presque toutes ont 3, 4, certaines 5, 6 bouches à nourrir, et leur salaire correspond à la troisième catégorie (soit, à l'époque, une dizaine de roubles par mois) ; allant au travail, l'ouvrière laisse souvent un enfant de trois ans à la garde d'un autre guère plus âgé ; « les conditions du logement sont intolérables » ; sur 42 ouvrières soumises à l'enquête, 5 ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école faute de moyens matériels, 11 n'ont pas de chaussures ni de vêtements de dessus, pour elles ni pour leurs gosses ; 14 ne peuvent pas toujours manger un plat chaud par jour ; 12 sont illettrées. (Toula est une ville voisine de Moscou.) À Astrakhan, les ouvrières des entreprises de poissonnerie sont depuis longtemps considérées comme objet de coucherie et « surtout, gratuitement ». « Accablées par le besoin, elles n'osaient se refuser aux contremaîtres. Les plus courageuses perdirent leur gagne-pain. La Révolution n'a presque rien changé à ces mœurs. Comme auparavant, les dirigeants de l'entreprise font la chasse aux ouvrières, sur les radeaux et dans les joncs, et non seulement les dirigeants mais jusqu'au dernier des employés » ; des correspondant ouvriers dénoncent de nombreux cas, le syndicat exclut ceux qui se font pincer ; « mais tout cela est insuffisant » ; les victimes n'osent pas raconter... (*Pravda* 10 mai 1925). Dans les plantations de tabac du Caucase, les ouvrières travaillent accroupies sur une paillasse, dans une âcre poussière, de 6 heures à 21 heures ; les maladies professionnelles sont nombreuses ; le contrat collectif avec sa clause des huit heures n'est pas respecté ; on pratique les mariages « de saison », avec leur cortège de maladies vénériennes, d'avortements malsains, etc. (*Troud*, 25

mars 1926). En Crimée, écrit Sérafimovitch, les jeunes filles employées dans les plantations de tabac, les vignes, etc., sont contraintes de coucher avec leurs employeurs ; avortements en masse, maladies multiples ; elles sont mal nourries, mal logées, traitées comme du bétail, « pire que dans un bagné » (*Krasnaïa Gazeta*, 21 mars 1926). Le chômage féminin, la crise du logement, etc., développent la prostitution, notamment la prostitution infantile ; les prostituées de 14 ans se multiplient (*Le Communiste*, Kharkov, 15 avril 1926). D'une façon générale, à l'atelier comme au bureau, à l'université comme au magasin, les femmes ont à se plaindre de ne pouvoir obtenir ou conserver leur travail, ni faire valoir le moindre de leurs droits, sans payer un impôt en nature sous forme de complaisances qui leur répugnent à l'homme dont la décision importe. Une tyrannie insupportable, sous ce rapport, opprime cruellement la majorité des femmes, comme en aucun pays du monde. Ce qui se passe à cet égard est une honte indélébile pour le parti au pouvoir dont les membres sont d'ailleurs les principaux profiteurs des abus. Bien des suicides de femmes n'ont pas d'autre cause. Les exemples abondent.

À propos d'un de ces suicides, la *Pravda* disait : « Les gens comme K. piétinent de jeunes vies humaines trop légèrement et impunément. Les choses ne vont pas toujours jusqu'au meurtre ou au suicide. Mais les meurtres moraux sont très fréquents. N'est-ce pas un assassinat moral le fait qu'une étudiante soit contrainte de passer dans le lit d'un individu tel que ce K., occupant à l'université une fonction, pour recevoir un congé, une bourse d'études, un billet de chemin de fer, etc. ? De pareils faits ne sont malheureusement pas des exceptions. Et ce qui est grave, c'est qu'ils se passent ouvertement » (*Pravda*, 5 juin 1926). En effet, il faut constater qu'on ne songe même plus à s'étonner, en Russie, de ces pratiques quotidiennes, et quant à l'indignation, elle est malheureusement émoussée après tout ce qu'on a vu depuis dix ans. « Nous devons dire la vérité : l'état des nombreux métiers féminins ne s'est pas amélioré depuis la Révolution. La jeune artiste ne peut arriver à la scène qu'en passant la plupart du temps par le lit du régisseur. La jeune fille n'a

souvent qu'une alternative : le trottoir ou ce genre de travail... » (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 1^{er} octobre 1926). Le communiste V., administrateur de fabrique, fait venir chez lui une ouvrière pour lui imposer indûment un travail et s'impose à elle par surcroît ; le communiste K. injurie et maltraite les ouvrières (*Pravda*, 3 mars 1928). À Iaroslav, les dirigeants de la fabrique d'alcool, y compris le secrétaire de la cellule communiste, imposent leur droit de jambage aux ouvrières, puis s'en débarrassent en les congédiant ; personne n'ose critiquer, pour ne pas être traité de « menchevik » ou « d'opposant » (*Troud*, 11 mai 1928). Dans les tourbières de la province de Vladimir, les ouvrières travaillent dix ou onze heures au lieu de huit, sous la pluie, dans l'eau jusqu'à la ceinture, portant des poids de 40 kilos ; vingt-quatre fillettes travaillent dans des marais, malgré la loi ; les ouvriers ont peur d'élever la voix, pour ne pas perdre leur place (*Troud*, 1^{er} juillet 1928). Dans les poissonneries de la Volga, à Astrakhan, déjà signalées, les employés de l'administration et des syndicats contraignent les jeunes ouvrières à coucher avec eux, persécutent celles qui refusent (*Pravda*, 4 novembre 1928). Aux mines de manganèse de Nicopol, les femmes sont l'objet de vexations et mauvais traitements, doivent en passer par les exigences des ouvriers dont elles font la cuisine et le ménage (*Pravda des Jeunesses*, 21 mars 1929). Les *Isvestia* du 6 juillet 1929 citent différents cas où des employées, des infirmières, des institutrices sont en butte aux exigences sexuelles de leurs « supérieurs » hiérarchiques. En règle générale, les femmes ainsi prostituées malgré elles se sentent humiliées, sans défense, et n'osent rien raconter, par honte et crainte de perdre leur emploi. Les faits se révèlent parfois, grâce aux lettres anonymes. Dans la longue série des affaires de corruption découvertes depuis trois ou quatre ans, dans d'importants centres de l'URSS comme dans des localités très reculées, et mettant en cause par centaines de têtes le personnel communiste et soviétique dirigeant ou subalterne, les violences sexuelles tiennent une très grande place ; ce sont les travailleuses sans défense qui en sont les victimes.

Quant aux services de protection de la maternité et de l'enfance, ils existent comme bien d'autres choses en Russie soviétique : sur le papier. Le pourcentage des bénéficiaires est si insignifiant que les journaux se gardent de les vanter. Les enquêtes officielles établissent que l'assistance aux femmes en couches existe à peine, que les maisons de maternité en nombre dérisoire sont trop pleines, que le matériel et le linge font défaut. Il y a sans doute quelques maternités et crèches modèles, celles où l'on conduit les visiteurs, les touristes et les faux « amis de l'URSS » ; mais peut-on sérieusement y prêter attention, dans ce « sixième du globe » ? Les pays capitalistes ont aussi des crèches et des maternités modèles, et plus nombreuses et plus belles qu'en Russie : elles ne couvrent pas les tares du capitalisme. Celles de l'URSS peuvent encore moins faire illusion. Il reste encore à donner vie aux excellents principes formulés avant la mort de Lénine. Nous n'étudions pas ici les causes ni ne cherchons pour l'instant de responsabilités : nous constatons les faits.

Il y a aussi, sur le papier, des lois et des décrets pour réglementer le travail des enfants. Mais comment les applique-t-on ? La *Pravda* des Jeunesses a commencé récemment à s'en préoccuper et elle a mis au jour une odieuse réalité. Dans la province de Vladimir, les enfants deviennent ouvriers agricoles à 9 ou 10 ans, travaillent quinze et seize heures par jour, sont roués de coups par leurs parents quand ils essaient de fuir leur vie de bagne ; des enfants de 10 et 13 ans, pâtres, grelottent l'hiver dans des haillons ; les fillettes couchent avec les vaches, travaillent de l'aube au crépuscule, et sont battues ; en Carélie, des enfants sont loués par leurs parents pour tout l'été, moyennant un tonneau de poisson séché et 5 roubles ; les *sovkhozes* (domaines soviétiques) exploitent des enfants de 13 à 15 ans dix et douze heures par jour pour 40 et 50 kopeks ; *la moitié des jeunes ouvriers agricoles n'ont pas de repos hebdomadaire* ; 130 000 fillettes travaillent de dix à dix-huit heures par jour (*Pravda* des Jeunesses, 19 juin 1929). Sur 5 400 000 ouvriers agricoles, dit un représentant de l'Union de la Jeunesse communiste, il y a 2 000 000 de jeunes, dont 1 300 000 de moins de 18 ans, et 638 000 de 11 à 14 ans

malgré la loi interdisant le travail des enfants de moins de 14 ans. Les adolescents reçoivent en moyenne 13 roubles (garçons) et 11 roubles (filles). L'adulte touche 21 roubles. (Rappelons que le rouble-papier actuel vaut environ 4 francs). L'immense majorité des jeunes travaille dix, douze heures et plus par jour ; 34 % des jeunes filles travaillent plus de douze heures. Personne ne défend cette enfance cruellement exploitée. (*Pravda des Jeunesses*, 26 juin 1929). À la IV^e Conférence de la Jeunesse communiste, une déléguée disait dans son rapport : « Si douloureux que cela soit, le fait est qu'on ne se soucie pas du travail des enfants. Les lettres de ceux-ci révèlent des faits qui paraissent de prime abord incroyables en URSS. Des « pionniers » (membres de l'organisation des enfants) affirment unanimement que des enfants sont contraints de travailler quatorze à seize heures par jour pour un salaire mensuel de 5 à 10 roubles, reçoivent des coups, etc. » (*Pravda des Jeunesses*, même compte-rendu). Un article de ce journal, un mois plus tard, dépeint l'exploitation des enfants sous de plus sombres couleurs encore ; les pays d'Orient seuls comme la Chine et l'Inde connaissent de telles abominations : des milliers d'enfants de 7 à 12 ans travaillent chez les nattiers ; des milliers encore sont employés dans l'industrie du cuir, très malsaine ; des *koustari* (artisans) mettent à l'ouvrage des bambins de 4 ou 5 ans ; des enfants de 8 ans font le travail très pénible du dévidage du fil tissé ; des fillettes servent de bonnes d'enfants et de bonnes à tout faire, par dizaines de milliers, et travaillent comme des esclaves ; absence d'instruction, mauvais traitements, état sanitaire déplorable sont des constatations courantes (*Pravda des Jeunesses*, 25 juillet 1929). Mais que dire des enfants recueillis dans ces « maisons de l'enfance » dont les gens appelés par antiphrase « amis de l'URSS » font un de leurs thèmes favoris ? On a souvent expliqué la persistance du vagabondage des enfants par la tendance de ceux-ci à fuir les maisons où l'État les hospitalise et la nécessité de les y ramener plusieurs fois. Nous allons en voir tout de suite les raisons.

Les maisons de l'enfance de la province de Toula, d'après le soviet de cette ville, offrent un tableau sinistre : aucune

hygiène, empilement des enfants, alimentation déplorable, instruction au-dessous de tout, immoralité du personnel ; dans plusieurs de ces maisons, les enfants sont battus, terrorisés, et l'on cite même des cas de viols de fillettes et le cas d'une révolte collective (*Pravda*, 19 mai 1926). À la colonie d'enfants *Vorovsky*, même état de choses, pire encore : saleté repoussante, poux, tas d'ordures, atmosphère empestée ; entassement, deux et trois enfants par lit ; baquets d'excréments dans les chambres ; pas de bains ; ni vêtements chauds, ni chaussures pour l'hiver ; en six mois seulement, 3 096 cas de maladie pour 352 enfants (*Pravda des Jeunesses*, n° 149, 1926). Une maison de l'enfance de Iaroslav est dépeinte par Zoritch d'après un rapport officiel : saleté indescriptible, vermine dans les lits et à la cuisine, eau et nourriture où baignent les cafards (*Troud*, 2 septembre 1926). Une autre, dans le voisinage de Moscou : en plein hiver, les enfants sont à peine vêtus ; ils sont couverts de boutons, de plaies ; les malades couchent sur le plancher ; ni médecin, ni pharmacie ; saleté et ordures, pas d'eau ; la maison (en décembre) n'est pas chauffée depuis trois semaines ; on dort tout habillé ; les enfants ont faim ; le personnel pédagogique et administratif se saoule, dilapide et vole ; les dirigeants sont communistes (*Pravda des Jeunesses*, n° 303, 1926). Bogouslavsky, communiste en vue et très estimé, actuellement déporté en Sibérie comme tant d'autres, écrivait dans une étude d'ensemble : il y a quelques maisons bien organisées et gérées, mais *la plupart* sont dans un triste état, avec des locaux humides, froids, sales, exigus, dépourvus de la literie nécessaire, et les petits hébergés y sont malades en grand nombre ; citant des enquêtes locales, il rapporte : à Novotcherkask, presque toutes les maisons de l'enfance sont infestées de vermine, et pleines d'enfants qui ont la gale, la teigne ou le typhus ; la teigne, surtout, fait des ravages ; à Rostov, les asiles des garçons deviendront des pépinières de banditisme, si l'on n'y met bon ordre (*Krasnaïa Nov*, numéro d'août 1927). À Vechniaki, près de Moscou, les enfants sont battus et littéralement torturés ; « on nous traite comme des ordures humaines », écrivait un groupe de ces victimes, à la

suite d'une inspection provoquée par des faits particulièrement scandaleux ; le personnel fait preuve d'une cruauté bestiale ; les enfants vivent dans la saleté, ont froid et faim, et pour la moindre peccadille sont déshabillés, fouettés, roués de coups (*Pravda* des J., 30 août 1927). On comprend que ce journal imprime en titres : « Les enfants abandonnés fuient les asiles et les centres de répartition... Dans les maisons de l'enfance, on bat les petits, on les humilie, on les châtie... Au lieu de leur donner le goût du travail, on les rend haineux et méchants. Ce n'est pas la première fois que nous publions des documents sur l'odieux régime des maisons de la section moscovite d'hygiène sociale... » Il y avait en 1927, pour la Russie centrale seulement, 1 852 maisons avec 160 250 enfants ; elles sont dans une situation matérielle plus que pénible, certaines n'ont que 4 roubles par mois et par enfant ; de l'ensemble des informations, il ressort que les enfants ont froid et faim, n'apprennent rien et subissent trop souvent de mauvais traitements ; dans la région de Kazan, les colonies d'enfants sont indigentes, manquent de linge, de vêtements, de chaussures ; pour 120 petits, il y a dans l'une d'elles 20 à 30 lits, pas tous avec paille, et le cas n'est pas exceptionnel ; les instituteurs sont dans la misère (*Pravda* des J., 22 et 24 janvier 1928). Le 5 janvier 1928, les enfants de la colonie *Vie du Travail*, près de Moscou, se sont révoltés et ont saccagé la maison ; celle-ci est l'ancien palais d'un comte, mais ce n'est pas cela qui embellissait la vie des pupilles ; la direction recevait 3 roubles 60 par mois et par enfant ; et il y a « beaucoup de maisons d'enfants semblables », dit le journal (même source). À l'Institut d'éducation des enfants abandonnés, les garçons et les filles s'enivrent, le personnel leur donne l'exemple et leur inflige des mauvais traitements ; un enfant s'est pendu, deux fillettes ont tenté de se suicider (*Isvestia*, 30 juin 1928). L'organe des Jeunesses, informé par « des centaines de lettres », dénonce une fois de plus « les véritables horreurs ayant lieu dans la coulisse des maisons de l'enfance », par suite du défaut de moyens matériels, de l'insuffisance de personnel qualifié (*Pravda* des J., 9 août 1928). Le même journal y revient cette année avec plus de

vigueur encore, exigeant des poursuites contre les fonctionnaires de l'Instruction publique responsables de l'incurie de ces maisons, et réclamant une inspection générale ; l'asile d'enfants d'Odessa est « une école de voleurs », un lieu de corruption, d'ivrognerie ; on y couche sur la planche nue, dans un local humide et sombre ; le foyer des filles est un foyer de prostitution ; dans toute une série de lieux nommément désignés, les petits sont cruellement battus, au vu et au su des communistes et des autorités locales qui laissent faire ; les histoires de rixes sanglantes, de vols, de pillages, de débauches sont innombrables ; on cite encore un cas de révolte générale, dans la province de Toula ; tout cela explique pourquoi les enfants préfèrent la rue et le vagabondage (*Pravda* des J., 17 avril 1929). En sortant de l'asile, les filles sont livrées à elles-mêmes, sans aide ni protection, et beaucoup se prostituent ; c'est notamment le cas à Odessa (*Pravda* des J., 9 mai 1929). Toutes ces références sont superflues pour celui qui a vécu en Russie *comme un Russe*, et non comme un promeneur superficiel ; mais elles sont nécessaires à ceux qui seraient tentés de croire à la valeur des prétendus « témoignages » de témoins incapables de voir, d'entendre, de s'informer, de chercher la vérité.

Et ces réalités sinistres n'empêchent nullement l'existence du privilège, chez les petits comme chez les grands. Ainsi, la maison d'enfants de Malakhovka, dans la banlieue de Moscou, est excellente et il y en a d'autres. Mais le sort du petit nombre des privilégiés peut-il compenser le véritable martyr du grand nombre des infortunés ? La Révolution d'octobre a-t-elle eu pour objet de créer quelques institutions modèles comme des îlots dans un océan d'injustice ? Sans même parler de socialisme, l'atténuation des maux les plus criants, hérités du passé ou nés du présent demandera de longues années : elle ne sera possible qu'à la condition de ne pas se tromper soi-même et de regarder en face les difficultés à vaincre. La légende soviétiste, sous ce rapport, entretient le mal avec les illusions.

L'inégalité matérielle et sociale s'avoue sous des contrastes singulièrement frappants dans l'industrie artisanale, où

« l'héritage du passé » semble conservé avec soin. Les *koustari* (artisans) tiennent une place importante ; ils composent 60 % de la main-d'œuvre industrielle totale et fournissent encore 30 % de la production (*Troud*, 16 avril 1929). On y trouve plus de 4 millions d'ouvriers, sur lesquels 200 000 sont organisés en coopératives (*Pravda* des J., 24 avril 1929). Le Code du travail n'existe pas pour eux. « La journée de huit heures n'y est pas reconnue ; même dans les *artels* (associations ouvrières) d'invalides, comprenant presque exclusivement des estropiés et des malades, la journée dure souvent douze, voire quinze heures ; en 1927-28, la moitié des *artels* travaillaient systématiquement plus de huit heures, en 1928-29 ils sont déjà plus de 60 % » ; les salaires y sont dans certains cas de 200 % à plus de 1 000 % ceux de l'industrie d'État : « un mécanicien en instruments gagne en moyenne 826 roubles par mois, un serrurier 300 roubles, un ajusteur 220 roubles, un ouvrier non qualifié 134 roubles », dans un artel cité en exemple, mais dont on ne peut savoir s'il est caractéristique de l'ensemble ; « absence totale de toute espèce de souci sanitaire-hygiénique dans ces métiers, de technique de sécurité ; la législation sur le travail des enfants et des adolescents n'y compte pas ; ...le *koustar* exploite sans pitié ses propres enfants de 8 ou 9 ans, les fait travailler douze à quatorze heures par jour, parfois les jours fériés, les gratifie généreusement de horions et de taloches, ne les envoie pas à l'école » (*Troud*, 31 août 1929).

Tout n'est pas dit sur les catégories sociales les plus défavorisées, pour ne parler que des citoyens. Des instituteurs et des étudiants prolétaires, il sera question dans un autre chapitre. Quelques mots des employés domestiques : ils sont 300 000 enregistrés, sur lesquels un certain nombre ne reçoivent *aucun salaire* en monnaie (ils se louent moyennant le gîte et la nourriture) et dont un quart n'est pas payé au minimum légal ; de journée de huit heures, point : la plupart peinent de l'aurore à la tombée de la nuit ; sur leur logement, on est renseigné (*Troud*, 6 juillet 1929). Quelques mots également sur une catégorie de prolétaires unique au monde : les ouvriers non payés ; il faut aller à Odessa pour voir cela.

Ce sont des ouvriers qui se présentent quatre fois par jour à l'usine, à chaque relève : on les embauche s'il y a des manquants ; ils ne reçoivent aucun salaire, mais ont droit à une livre de savon par mois (*Troud*, 30 août 1929). Sur la durée de la journée de travail, en général, il faut grouper quelques informations, indispensables à compléter le tableau de la vie ouvrière. En décrivant l'existence des femmes et des enfants, nous avons dû relever la violation constante de la loi des huit heures ; bien des adultes ne sont pas mieux protégés.

La journée de huit heures a été décrétée par la Révolution bourgeoise démocratique de mars 1917. Il incombait à la Révolution soviétique d'en assurer l'application. Comment l'a-t-elle fait ? Sur les chemins de fer, les infractions sont multiples ; ainsi, sur la ligne dite Baltique, des cheminots sont en service parfois vingt heures de suite ; en 1925, on a compté 8 200 000 heures supplémentaires (*Troud*, 20 mars 1926). Les adolescents ouvriers travaillent généralement au-delà de la norme légale, constate Semachko (*Pravda*, 25 mars 1926). « La protection du travail, chez nous, cloche dans tous les domaines. Même les professions paraissant favorisées, comme les employés de commerce, les chauffeurs, etc., travaillent dans de très pénibles conditions. Les employés de commerce font partout des journées de dix ou onze heures » (*Rabotchaïa Gazeta*, 16 juin 1926). « Chez nous, dit un délégué des briquetiers à une conférence du bâtiment, il y a longtemps que les huit heures ont disparu. On travaille toujours dix heures et plus » (*Rabotchaïa Gazeta*, 25 juin 1926). Les heures supplémentaires sont une pratique courante dans la plupart des institutions et entreprises, au mépris de l'Inspection du travail (*Troud*, 9 octobre 1926). Dans telle scierie du Caucase, la journée atteint parfois douze heures ; les heures supplémentaires sont payées au tarif ordinaire, ainsi que le travail du dimanche et des jours fériés ; on impose aux ouvriers des travaux de nettoyage non payés (*Troud*, 16 novembre 1926). Les heures supplémentaires enregistrées dépassent de beaucoup la marge tolérée par le Code du travail mais, en plus, il y a aussi les heures non enregistrées ; dans la grande industrie, plus du tiers des ouvriers font des heures

supplémentaires, alors que le chômage est intense (*Troud*, 29 avril 1927). L'Inspection du travail de Moscou a relevé en un an 53 000 violations de la législation sociale ; les entreprises et institutions diverses ont demandé en un an l'autorisation de faire 1 826 000 heures supplémentaires et ont reçu satisfaction pour plus de la moitié (mais on ignore les millions d'heures non comptées, dans l'ensemble du pays) ; les demandes quadruplaient presque le semestre suivant et étaient satisfaites pour plus des deux tiers (*Pravda*, 8 juin 1927). Dans les tourbières d'Oust-Tosna, la journée est de dix heures, sans compter les heures supplémentaires ; les ouvriers triment de 4 heures à 23 heures (*Troud*, 18 août 1927). À Briansk, on voit encore des ouvriers au travail de 4 ou 6 heures à 20 ou 22 heures (*Pravda des J.*, 24 novembre 1927). Dans le Donetz, « la journée de huit heures est foulée aux pieds » ; à l'usine de Stalino, 1 000 ouvriers, dont 300 jeunes, travaillent plus de huit heures au déchargement des wagons ; certains s'exténuent douze heures journalièrement (*Pravda des J.*, 5 janvier 1928). Dans presque toutes les tourbières, l'exploitation des travailleurs est éhontée : journée de douze heures pour les adultes, de dix à douze heures pour les jeunes, de dix ou onze heures pour les femmes, et dans des marécages (*Troud*, 1^{er} juillet 1928). À la suite d'une catastrophe minière à Chakhty (Donetz), l'enquête révèle que les ouvriers tués travaillaient treize heures sans relève, au su des syndicats (*Troud*, 3 août 1929). À Stalingrad, pour accélérer la construction de l'usine de tracteurs, on introduit la journée de dix heures (*Troud*, 20 août 1929). De telles constatations sont fréquentes. C'est pourquoi les diverses oppositions politiques communistes ont inscrit à leur programme le respect de la journée de huit heures, la suppression des heures supplémentaires non payées, etc.

À l'occasion du X^e anniversaire d'Octobre, le pouvoir soviétique a lancé un manifeste promettant aux ouvriers la journée de sept heures, réforme relativement facile dans un pays de chômage intense et aux salaires de famine. Deux années ont passé, la journée de sept heures n'est entrée en vigueur que dans quelques centaines d'entreprises et la masse

ne bénéficie pas encore de la journée de huit heures. Le Commissariat du Travail *promet* de réaliser les sept heures pour 450 000 ouvriers de plus environ, à la date de fin septembre 1930, ce qui porterait – sur le papier – leur nombre à un million seulement, trois ans après le manifeste de 1927 (*Troude*, 31 août 1929). Mais combien là-dessus feront des heures supplémentaires et quand la loi sera-t-elle appliquée aux 12 millions de salariés ? À raison de trois années par million, il faudrait 36 ans, sans compter avec le développement numérique du prolétariat. Il est moins facile de réaliser que de décréter. Une fois de plus, il faut se garder de confondre ce qui est écrit avec ce qui est fait.

La vie tragique des travailleurs (3)

Sur les 150 000 000 environ d'habitants de l'URSS, en augmentation de 10 000 par jour et par conséquent de plus d'un demi-million pendant qu'on écrit et imprime ce volume, il y a plus de 120 millions de paysans. (Et sur les 30 autres millions, une bonne partie est encore paysanne car bien des prolétaires partagent leur temps entre la ville et la campagne et bien des localités comptées en Russie comme villes ne sont que de gros villages.) Dans leur quasi-totalité, ce sont des paysans travailleurs. Quel est leur sort ?

On sait que la Révolution d'octobre avait donné à cette masse l'usufruit de toute la terre russe. C'est ce qu'elle demandait, sans pouvoir différencier l'usufruit de la propriété. Les biens de la Couronne, de l'Église et des seigneurs fonciers ont donc accru les superficies imparties aux communes. Mais pas partout, car il n'y avait pas en tous lieux des propriétés confisquées à répartir, et nombre de campagnes n'ont guère connu de changement sous le rapport de l'enrichissement en terres. De plus, l'accroissement de la population a eu vite fait, en maints endroits, de réduire les parcelles à la mesure d'autrefois. L'attribution de parcelles aux paysans sans terre a parfois absorbé le supplément de terres, parfois même diminué la part de chacun. D'après Kalinine, « en Russie tsariste, il y avait 16 millions d'exploitations individuelles. Aujourd'hui, elles sont 25 à 27 millions. Autrement dit, chacune est presque deux fois plus petite et rapporte par conséquent près de deux

fois moins » (*Pravda*, 28 mai 1929). La petite exploitation individuelle en vigueur sous l'ancien régime de la communauté rurale (*obchtchina*, ou *mir*) et maintenue sous le régime soviétique présente le grand inconvénient de morceler à l'extrême les cultures : chaque chef de famille a droit, en effet, à sa part de terrain en plusieurs parcelles, souvent éloignées les unes des autres et prélevées sur diverses qualités de terres ; cette part diminue sans cesse à mesure que le nombre de « feux » s'accroît ; l'emploi d'un outillage agricole moderne y est impossible ; le roulement périodique d'exploitation, conçu par esprit de justice abstrait, ne favorise pas l'amélioration du sol ; l'émiettement de la terre et la pauvreté générale conduisent à une culture extensive, au rendement inférieur. La culture intensive, avec machinisme puissant et fumure rationnelle, n'est possible que sur de vastes domaines propres au travail collectif, exploitations capitalistes ou socialistes. Le capitalisme agraire est actuellement confiné dans des entreprises restreintes ; le socialisme n'existe pas encore, les domaines soviétiques ne représentant qu'une partie infime du travail agricole. Il en résulte une insuffisance de production globale, l'impossibilité d'exporter des céréales, la nécessité d'en acheter au contraire à l'étranger et de rationner la population.

Le but de ce travail n'est pas d'analyser le développement économique de la Russie ni de discuter les problèmes qu'il pose, de faire valoir les arguments des uns ou des autres en faveur de telles ou telles solutions, de préconiser une politique : nous nous proposons seulement d'exposer la situation des travailleurs et de tenter d'éclairer les perspectives de leur proche avenir. Aussi éviterons-nous de charger de chiffres notre court rappel sur l'économie rurale, pour en venir immédiatement aux classes sociales.

On divise couramment les paysans russes en trois groupes principaux : les riches, les pauvres et les moyens (*koulaks*, *bedniaks*, *seredniaks*). Cette distinction est assez vague et dès qu'il s'agit de caractériser les ressources de ces classes, on en vient à une classification plus nuancée. Un ouvrage édité en

1928 par l'Académie communiste de Moscou : *La Différenciation sociale de la campagne soviétique*, distingue dans la population paysanne cinq catégories :

1. Les familles prolétariennes : vendant plus de 50 journées de travail ;
2. Les familles semi-prolétariennes : vendant de 20 à 50 journées de travail ou prenant en location plus de 20 journées de bétail de travail ou plus de 10 journées de matériel ;
3. Les familles moyennes : louant ou vendant moins de 20 journées de travail, cédant ou prenant en location moins de 20 journées de bétail de travail ou moins de 10 journées de matériel ;
4. Les familles moyennes avec éléments d'exploitation : louant de 20 à 50 journées de travail, ou louant plus de 20 journées de bétail ou plus de 10 journées de matériel, ou affermant plus de 2 hectares de labour ou plus de 5 hectares de prés ;
5. Les familles de petits capitalistes : louant plus de 50 journées de travail.

Tous ces chiffres sont des soldes, signifiant la différence entre les journées louées et vendues ; car la plupart des paysans travaillent ou font travailler bétail et matériel les uns chez les autres au moment des labours et de la moisson. Les mêmes auteurs donnent les chiffres suivants pour représenter la valeur moyenne des moyens de production (bétail, basse-cour, matériel, bâtiments d'exploitation, machines et outils, réserves non alimentaires) des familles examinées, pour 1925, correspondant aux cinq catégories ci-dessus :

1. de 220 roubles dans le Caucase nord à 310 en Ukraine ;
2. de 280 roubles dans l'Oural et en Sibérie à 400 en Ukraine ;
3. de 510 roubles en Sibérie à 850 en Ukraine (steppes) ;

4. de 920 roubles en Sibérie, à 1 200 au Caucase nord ;

5. de 940 roubles en Sibérie, à 1 680 au Caucase nord.

Le même ouvrage évalue comme suit *le revenu*, déduction faite des frais matériels d'exploitation (semences, salaires d'ouvriers loués), des familles ayant :

pour moins de 200 roubles de moyens de production : 163 à 276 roubles de revenu par an, dont moitié seulement vient de la culture, le reste de salaire, de travaux personnels ou de location de terre ;

de 200 à 500 roubles de moyens de production : 234 à 329 roubles de revenu, tiré principalement de la culture, des travaux personnels ;

de 500 à 800 roubles de moyens de production : 345 roubles de revenu en Ukraine à 455 roubles à Smolensk, provenant pour les trois quarts de la culture (impôt direct de 25 à 39 roubles) ;

de 800 à 1 400 roubles de moyens de production : 482 roubles de revenu à Tambov à 685 roubles à Smolensk (impôt direct de 31 à 62 roubles) ;

au-dessus de 1 400 roubles de moyens de production : 502 roubles de revenu en Ukraine, à 1 007 roubles à Smolensk (impôt direct de 55 à 111 roubles).

Cette apparence de chef-d'œuvre de statistique peut receler bien des erreurs ou tromperies ; mais celles-ci, dans ce cas, résideraient dans l'appréciation ou les calculs concernant les catégories les plus riches, celles qui ont quelque chose à dissimuler ; quant aux plus pauvres, il est relativement facile d'évaluer leurs biens et revenus. On peut donc tenir pour approximativement exactes les données ayant trait aux pauvres, les seules qui nous intéressent ici. De même que nous n'avons pas dans ce livre étudié la condition des privilégiés de la ville, fonctionnaires, techniciens, petits industriels, commerçants, ni même des quatre millions de *koustari* (artisans), nous nous limiterons pour la campagne à évoquer la situation des paysans les plus déshérités. Nous ne pouvons le

faire sans résumer la statistique officielle englobant toute la population paysanne. Il en ressort qu'une *famille* prolétarienne doit vivre avec un gain de 160 à 275 roubles environ *dans l'année* ; une famille dite semi-prolétarienne, avec 235 à 330 roubles environ. Ces deux catégories de paysans composent près de la moitié des ruraux si l'on admet avec les dirigeants que 40 % des exploitations agricoles sont dépourvues de cheval et en y comptant les six millions de journaliers dont le gain est à peu près identique ; elles en constituent un peu moins du tiers si l'on admet qu'elles englobent seulement les *bedniaks* (pauvres) et les *batraks* (journaliers), à l'exclusion de toute ferme habituellement rangée dans le groupe dit des paysans moyens. Mais en y ajoutant la troisième catégorie, avec le revenu annuel de 345 à 455 roubles, on a indubitablement la grande majorité de la paysannerie, plus des trois quarts. Le lecteur, sachant la valeur réelle du rouble, peut ainsi se rendre compte de l'état misérable de cent millions de paysans.

Sur ces cent millions, les plus pauvres gagneraient *par famille*, selon le savant ouvrage invoqué, 160 roubles par an, soit 640 francs, soit 55 francs par mois environ ; les moins pauvres, 455 roubles annuels, soit 1 820 francs, soit environ 150 francs par mois. Et, répétons-le, *par famille*. C'est tout juste de quoi ne pas mourir de faim en mangeant tous les jours de la *cacha* (bouillie) de sarrasin. Il est vrai que les besoins sont sensiblement moindres à la campagne qu'à la ville et qu'une comparaison avec l'Occident ne doit pas perdre de vue la profonde différence d'évolution qui fait du peuple russe, libéré du servage en 1861 seulement, le plus arriéré d'Europe. Mais ces paysans travailleurs, après quinze années de guerres et de privations prolongées, manquent de tout et la Révolution se devait d'élever leur niveau d'existence. Kalinine, répondant aux plaintes exhalées des campagnes, écrivait : « Ai-je jamais nié que la vie des pauvres gens soit dure ? Non, leur supplice continue toujours. Ce n'est pas notre faute, c'est notre malheur. Le socialisme seul pourra les sauver... » (*Isvestia*, 28 août 1926). Alors, qu'on ne parle pas de malheur en Russie

tout en payant des gens pour le présenter à l'étranger comme un bonheur.

C'est de cette « pauvreté paysanne », selon l'expression russe, que s'écoulent les millions de chômeurs attirés par la ville, les millions de manœuvres chargés des plus rebutantes corvées à l'usine, les millions d'ouvriers saisonniers au sort toujours incertain, les milliers d'enfants errant sur les routes, toute cette plèbe infortunée dont nous avons peint la sombre condition au travail et au logis, sans travail et sans logis. C'est elle qui alimente le formidable réservoir de main-d'œuvre en surnombre évalué à 25 millions d'individus. C'est elle qui fournit le prolétariat agricole proprement dit, les 6 millions de *batraks* et d'ouvriers des champs qui louent leurs bras aux paysans les plus aisés.

À en juger par celui des ouvriers non qualifiés des villes, le sort des salariés des campagnes disséminés dans l'immensité de la plaine russe et sibérienne ne peut pas être enviable. À la ville, il y a des organisations, des institutions, des journaux tenus de sauver au moins les apparences et d'intervenir contre les abus excessifs, ne serait-ce que pour ne pas laisser troubler « l'ordre ». À la campagne, rien de tel. Le prolétaire est à peu près sans défense. Et c'est même un problème que d'être renseigné exactement sur son état. Il ignore ses droits, comme il ignore tout, et, les connaît-il, à qui pourrait-il s'adresser pour être défendu, pour exprimer ses plaintes, ses revendications ?

Aux soviets ? Nous dirons plus loin ce qu'ils sont. Un des trois dirigeants du pays en 1924, Zinoviev, écrivait alors dans un accès de franchise : « À la campagne, on ne fait que le soi-disant travail soviétique, c'est-à-dire, à parler plus simplement, la levée des impôts » (*Pravda*, 11 octobre 1924). Au parti communiste ? Il n'est que de parcourir l'ouvrage de deux auteurs communistes, Ryckine et Trountaïev, officiellement édité aux *Éditions d'État* en 1925 : *Les Cellules et les soviets au village*. Voici les vérités qu'on y trouve : le pouvoir aux soviets, cela n'a aucun sens à la campagne ; les vieilles formes d'administration subsistent, les nouvelles ne comptent pas,

sauf pour pressurer le villageois ; les paysans pauvres et moyens sont à la merci du premier communiste ou *komsomol* (membre de la Jeunesse communiste) venu ; les « élections » aux soviets ne sont que la ratification obligatoire de la liste imposée par la cellule communiste la plus proche ; le soviet ne sert qu'à percevoir les impôts ; personne ne veut en être membre ; sous la menace communiste, on organise un roulement pour que chacun subisse la corvée à son tour ; le soviet, une fois « élu » (!) dans ces conditions, ne donne plus signe de vie ; il ne se réunit pas même une fois dans l'année ; le président malgré lui perçoit les impôts, dresse la liste des contribuables défaillants ; les paysans traitent leurs affaires sérieuses dans leurs « rassemblements » (*skhod*) traditionnels ; les communistes se considèrent comme les maîtres ; ils ne dirigent pas, ils commandent ; quand il y a une cellule, elle s'empare des fonctions du soviet. Telles sont les constatations de communistes consciencieux et documentés, et qui n'osent pas tout dire. Ce sont celles de tout individu intelligent et honnête qui ait vécu à la campagne en Russie soviétique. « Tout le travail est exécuté par les présidents et les secrétaires... Le Comité du Parti fait tout et souvent remplace non seulement les fractions communistes dans les soviets, mais les soviets eux-mêmes » (*Pravda*, 4 août 1928). Qui donc se soucie, dans ces soviets et cellules de village uniquement consacrés à la levée des impôts et au maintien de « l'ordre », de veiller au respect des droits des millions de *batraks* ? De temps à autre, un journal décrit leur moyenâgeuse condition, et rien ne change, et pour cause.

À l'occasion d'une enquête dans l'administration soviétique inférieure, des communistes haut placés ont dû s'apercevoir de l'affreuse misère des journaliers. Il est temps, écrit l'un d'eux, « d'établir un minimum de salaire, sinon pour tous, en tout cas pour certains groupes de *batraks*. Le salaire du journalier, dans l'écrasante majorité des cas, ne lui donne pas la possibilité de se nourrir » (*Pravda*, 14 août 1925). C'est on ne peut plus clair, et littéralement cité : « *Le salaire du journalier, dans l'écrasante majorité des cas, ne lui donne pas la possibilité de se nourrir.* » Inutile de remuer des statistiques, de citer des

pourcentages menteurs, des coefficients fallacieux. Le journalier crève de faim. Et cela, « *dans l'écrasante majorité des cas* ». Et quoi qu'en disent les « amis de l'URSS ». Le même article note : « Dans la région du Don, le salaire d'un berger *vient de baisser des deux tiers*. Cette baisse continue. » Ainsi, le berger ne gagnait déjà pas de quoi se nourrir, et son salaire baisse encore des deux tiers. Le même article remarque aussi : l'inculture du journalier ne lui donne pas la possibilité de lutter pour son salaire ; c'est pourquoi l'aide de l'État lui est indispensable ; l'artisan forgeron exploite le *batrak* seize heures par jour et plus, etc. Se croirait-on dans la huitième année de la Révolution ? Et actuellement, dans la douzième, c'est toujours le même état de choses médiéval. Les transformations sociales se font imperceptiblement, dans les profondeurs de la campagne russe, et les sauts brusques comme la Révolution d'octobre peuvent n'affecter que les apparences si un travail intelligent et tenace ne s'exerce pas dans l'intérêt des pauvres aux âmes d'esclaves.

« Le salaire des journaliers n'a pas encore atteint le niveau d'avant-guerre », lisait-on dans *le Troud* (26 mai 1927). C'était dans la dixième année de la Révolution. Et aurait-il atteint ce fameux niveau, ce ne serait que noire misère. Le même journal notait un dépassement de 30 % de ce niveau pour les ouvriers agricoles proprement dits, ceux qui ont un métier, connaissent les machines. Et qu'est-ce que cela représente ? Toujours de la misère. Nous avons montré ce que valent de telles statistiques concernant les travailleurs des villes ; pour ceux des campagnes, la dérision ne mérite même pas réfutation. En Ukraine, le pays agricole le plus évolué relativement dans l'URSS, les ouvriers agricoles loués pour trois mois travaillent en moyenne 13 h 36 par jour ; la moyenne générale est de 12 h 24 pour les hommes, 11 h 54 pour les femmes ; moins de la moitié touchent leur salaire en espèces ; même situation dans le Caucase du Nord ; les plus mal traités sont les ouvriers et ouvrières des plantations de tabac, parqués pêle-mêle dans d'immenses baraquements où ils travaillent et couchent, y mangent debout sans quitter la tâche en puisant à même aux récipients communs avec des cuillers en bois servant à tous...

(*Troud*, 5 juillet 1927). Si la « moyenne » est de douze et treize heures par jour, on peut s'imaginer le destin de ceux qui travaillent plus que la moyenne. Sur la valeur de ces « moyennes », Ossinsky nous a renseignés une fois pour toutes. « Sauvez-nous, camarades ! Nous périssons ! » répètent depuis des années les délégués des travailleurs des marais de P. ; ces ouvriers, en sortant du borbier marécageux, mouillés, sales, fatigués, ont pour se reposer des huttes dans lesquelles un peu de paille est jetée à même la terre humide ; « qu'on nous donne au moins une planche, disent-ils, on ne peut tout de même pas dormir sur le sol humide » ; on a promis, rien n'a été fait ; les communistes ne se différencient guère des sans-parti, ils se saoulent et jouent aux cartes » (*Troud*, 27 août 1929).

Tel est le sort de millions de prolétaires agricoles. Et comment vivent les dizaines de millions de paysans pauvres et de paysans dits moyens mais plus près des pauvres que des riches ? Il y a une façon de ne rien savoir, c'est de se référer à d'arides statistiques dont les signes ne donnent pas d'idée concrète, palpable, de l'existence quotidienne. Mais il est une autre documentation, riche et vivante, à laquelle on peut recourir : les écrits de communistes qualifiés, connaissant la paysannerie et l'agriculture, et placés aux meilleures sources de renseignements grâce à l'autorité que le Parti leur confère. La campagne russe est un mystère même pour les Russes de la ville ; il s'y élabore des processus insoupçonnés dont les manifestations éclatent soudain et surprennent les observateurs les plus attentifs ; il faut aller, de temps en temps, à sa découverte. Le communiste connu Iakovlev a ainsi publié un rapport, sous forme de brochure, à la suite d'une véritable exploration menée par lui à la tête d'une commission spéciale, dans la province de Koursk. L'intérêt suscité par ce petit livre : *La Campagne telle qu'elle est*, fut tel que l'auteur renouvela son enquête et publia ensuite un ouvrage plus important : *Notre village*. De tels travaux ne se résument pas en quelques mots, mais si l'on veut en dégager brièvement le sens, il suffit de dire : dans l'ensemble, rien de changé depuis la Révolution, quant à la misère, quant aux mœurs, quant à la productivité du

travail ; les germes de vie nouvelle peuvent encore se développer ou disparaître selon les rapports qui s'établiront avec la ville. Un autre communiste, dont la connaissance des choses paysannes, l'intelligence et le talent sont unanimement appréciés en Russie, rédacteur à la *Pravda*, à la *Bednola* (journal des paysans pauvres) et aux principales publications soviétiques, Léon Sosnovsky, actuellement déporté en Sibérie, a publié des articles remarquables où l'on s'instruit mieux que dans de gros annuaires statistiques, recueils de graphiques ou thèses économiques compréhensibles seulement aux « initiés » pour qui les chiffres se transforment mentalement en réalités tangibles. Un de ces articles nous servira de démonstration.

Une enquête sur la province de Nijni-Novgorod met en relief l'effort donné par les paysans des divers groupes sociaux et la part prélevée au bout de l'an par l'État dit « soviétique ». Voici un paysan pauvre, J., ayant cinq bouches à nourrir ; un seul travailleur ; il a un vieux cheval de 20 ans, une chèvre, trois poules, des instruments de travail en bois ; il emprunte une charrue à une voisine moyennant un poud et demi de farine (1 poud : 16 kilos) ; il récolte dans son année : 52 pouds de seigle, 2 de lin, 75 de pommes de terre ; le fisc lui inflige un impôt s'élevant à 51 pouds 8 livres de seigle, soit l'équivalent de toute sa récolte de grains ; il faudrait donc admettre que cinq personnes puissent vivre une année entière avec 75 pouds de pommes de terre et le prix de 2 pouds de lin ; le malheureux, bien entendu, ne peut payer.

Autre paysan pauvre, B. ; *huit* bouches à nourrir, un seul travailleur ; il a un cheval, une brebis, un agneau ; il récolte dans l'année : 86 pouds de seigle et 270 de pommes de terre ; on lui accorde une réduction d'impôt parce qu'il a perdu deux chevaux l'un après l'autre ; il paye 29 pouds 30 livres ; l'impôt représente encore un énorme pourcentage de la récolte, qui doit nourrir huit personnes. À remarquer que dans la province de Nijni, les paysans sont moins pauvres que dans la plupart des autres : les deux cas évoqués montrent des pauvres ayant un cheval.

Le paysan moyen Z. : six bouches à nourrir, deux travailleurs ; il a un cheval, une vache, un veau, deux brebis, trois agneaux, six poules ; sa récolte est de 100 pouds de seigle, 120 de pommes de terre, 2 de graines de lin ; impôt encore considérable, si l'on songe aux six personnes à nourrir : 54 pouds de seigle ; il en paye 32 en obligations de l'emprunt en blé (dont nous aurons deux mots à dire).

Un paysan cossu (*koulak*), T. : six bouches, trois travailleurs ; le fils étudie à Nijni ; il a une jument de race, deux poulains, une vache, une brebis, sept agneaux, deux porcs du Yorkshire ; comme inventaire : une semeuse, une batteuse, deux charrues, dont l'une à deux socs, une herse, etc. ; sa récolte : 235 pouds de seigle, 9 de lin, 350 de pommes de terre, 100 de divers ; impôt : 70 pouds 30 livres ; il obtient une réduction de 7 pouds 15 livres pour amélioration agricole ; en outre, il a 42 ruches donnant 40 pouds de miel, valant au marché plus que toute sa récolte, et non imposés ; il a payé en obligations de l'emprunt en blé et en a acheté d'autres sur lesquels il a gagné 90 pouds (le libellé des titres de cet emprunt était en pouds), donc a couvert ainsi son impôt. Le pourcentage d'imposition est nul.

Autre *koulak*, T. : trois bouches, trois travailleurs ; il a un cheval, une vache, un veau ; on n'indique pas le montant de sa récolte ; en tous cas, avec trois travailleurs et son inventaire, il a récolté *au moins* le double des paysans pauvres cités plus haut ; mais sa force économique n'est pas là ; il a un moulin à deux meules, pouvant moudre par bon vent 100 pouds par jour, et paye pour cela 35 roubles par an de location et de patente ; sur 100 pouds, il lui en reste 10 de bénéfice ; en n'en comptant même que 5, et 150 jours productifs par an, cela lui fait au minimum 750 pouds de gain et 35 roubles de dépenses ; de plus, il a une petite briqueterie où travaillent sa famille et deux ouvriers salariés, et produisant 60 000 briques par an ; le fisc l'impose de 22 pouds... Au total, avec ce qu'il paye pour son moulin, il n'est pas plus taxé que le paysan moyen Z. qui ne vit que de son travail et de sa terre.

La conclusion se dégage clairement : au moment où Sosnovsky écrivait (*Pravda* du 27 août 1924), l'État spoliait durement les plus pauvres et ne demandait presque rien aux riches. C'est ce qui a incité une fraction du parti communiste, dont précisément l'auteur de tels articles, bien placé pour savoir de quoi il retournait, à protester contre la politique fiscale suivie inconsciemment par le Parti à la campagne, et réalisée en pratique très consciemment par un « appareil » de fonctionnaires soumis à l'influence des paysans aisés. Les communistes de cette sorte ont été jetés en prison ou déportés en Sibérie, mais il a bien fallu tenir compte de leurs avertissements, confirmés de toutes parts, et cesser de dépouiller ainsi les paysans pauvres, de vendre à l'encan leurs outils ou leurs meubles, voire les emprisonner pour défaillance fiscale. Citons d'autres articles de la *Pravda*.

Un paysan revient de l'Armée rouge, dûment chapitré et endoctriné, athée, soviétique, homme d'avant-garde ; il habite la région de Leningrad ; six bouches à nourrir ; il dispose d'un *déciatine* de labour et d'un *déciatine* de pré (1 déciatine : 1 hectare 92 mètres carrés) ; comme paysan avancé, il défriche courageusement un *déciatine* et quart de terrain buissonneux en y travaillant plus d'un an, et obtient une sole de trois quarts de *déciatine* ; la loi exempte d'impôts pour quelques années la terre dessouchée ; là-dessus, feuille de contributions de 23 roubles 75, « somme à laquelle il ne pouvait songer qu'en rêve » ; il fait une déclaration au Soviet ; cependant, on lui saisit « toute sa richesse : une commode et une meule » en les lui laissant provisoirement d'abord, puis en les expédiant au canton ; inquiet, il fait des démarches ; on lui promet de ne rien vendre avant éclaircissement ; deux jours après, la commode est vendue, mais il n'y a pas d'amateur pour la meule ; démarches, commissions, bureaux à n'en plus finir ; on lui propose d'envoyer un agronome contrôleur à ses frais ; il paie ; l'agronome constate qu'il devrait être exonéré d'impôts 5 ans ; des mois passent, le meuble est vendu, la meule va l'être, et le pauvre diable espère toujours... (*Pravda*, 22 avril 1925).

Autre article, autre signature, même journal. Les déclarations d'impôts, demandes de réductions, etc., passent par cinq ou six instances et cheminent de longs mois ; pendant ce temps, les perceptions ont lieu ; il en résulte des faits comme celui-ci : la famille d'un soldat rouge, qui aurait dû être exonérée, écrit à ce serviteur de la Révolution : « Vania, on va nous vendre, notre dernier pain est perdu, nous allons être affamés ; Vania, nous avons reçu ton certificat, mais on ne l'a même pas lu, on ne l'admet pas ; on va vendre nos 15 pouds d'avoine, nos 10 pouds de seigle, tout cela fera 15 roubles et nous avons 30 roubles à payer ; on va vendre aussi la grange ; quand tu reviendras, la place sera vide » (*Pravda*, 22 avril 1925).

De telles histoires sont monnaie courante. Elles caractérisent l'ensemble d'une situation. Il serait facile d'en citer des milliers. Mais le jour où l'État s'est aperçu que le blé manquait, il a constaté la désaffection de tous les paysans envers le régime : les pauvres et une partie des moyens, parce que pressurés, dépouillés, maltraités ; les riches et l'autre partie des moyens, parce que, ne trouvant pas de marchandises en échange de leur blé, ou se jugeant frustrés par les bas prix de taxation payés pour le blé par l'État. Ce n'est pas ici le lieu d'exposer les péripéties et vicissitudes de la politique économique du Parti communiste à la campagne ; nous y faisons allusion strictement dans la mesure où cela est nécessaire à notre objet : dire la vérité sur la condition des masses laborieuses. Donc, l'État, c'est-à-dire le Parti, car ils ne font qu'un, a dû consentir des concessions aux paysans pauvres, non pas conformément à des principes dont on a vu quel cas il fait, mais dans l'espoir de s'en créer des alliés pour prendre le blé là où il est. Les paysans riches et aisés ont enterré leur blé ; les paysans pauvres, manquant de blé, n'en ont pas trouvé à acheter ; l'État, pressé de ravitailler les villes, s'en procurait brutalement par des confiscations et des répressions qui faisaient disparaître le blé du marché et dressaient contre lui, une fois de plus, toute la masse paysanne ; les pauvres ont vu diminuer fortement, et les plus pauvres supprimer même, leurs impôts *directs*, mais de toutes

façons ils n'auraient pu les payer, et cela ne leur donnait pas de pain, lequel était rationné à la ville tout en se vendant sur le marché libre, et en cachette, quatre et cinq fois plus cher qu'au prix officiel. De plus, même délivrés du cauchemar de l'impôt direct, les pauvres sont toujours spoliés *par les impôts indirects* ; non seulement le budget soviétique est de plus en plus basé sur les impôts indirects, contrairement au point de vue communiste ou socialiste de toujours, mais les hauts prix des produits manufacturés impliquent autant d'impôts indirects déguisés. Ces hauts prix, environ trois fois plus élevés qu'en Europe occidentale, seraient encore demi-mal s'ils étaient réels : en effet, depuis plusieurs années, la disette de marchandises est si forte en URSS, la production est à tel point insuffisante par rapport à la demande, que le peu de produits jetés sur le marché sert à la spéculation, passe de mains en mains et atteint des prix exorbitants. Le paysan pauvre est toujours dépouillé, de l'une ou l'autre façon. Acculé par la misère, il est obligé d'emprunter au *koulak*, pour ne pas mourir de faim, et l'usure le rend esclave. La *vodka*, l'alcoolisme, achève sa déchéance.

Voici des informations officielles sur l'état sanitaire des campagnes. « Les malades assiègent l'infirmerie, à raison de 2 000 par mois, écrit-on de la province de Gomel. Insuffisance de médicaments. On reçoit de la térébenthine par cuillerées à soupe. Vingt cachets de quinine par mois, alors que des centaines de malades ont la malaria. » « La syphilis est le fléau de notre canton, écrit-on de la province de Nijni. Il y a des villages où la moitié de la population est contaminée de syphilis ». « Dans la province d'Orel, le D^r P... a vu des villages où l'école est interrompue par suite de la contamination des enfants, atteints de syphilis ». « Dans la province de Kalouga, la moitié de la population de certains villages est syphilitique ». « Combien y a-t-il de tels cantons et arrondissements ? Certainement, beaucoup. Naturellement, la campagne est toujours aux mains des guérisseurs et rebouteux qui spéculent sur l'obscurantisme et la pauvreté. » Suivent des renseignements effarants sur les pratiques de sorcellerie suppléant à l'aide médicale (*Pravda*, 7 avril 1925). Aucun

progrès n'a été réalisé depuis. Au contraire, les journaux doivent signaler que les campagnes manquent de plus en plus de médecins et d'infirmiers ; et la disette de marchandises est particulièrement aiguë en matière de produits médicaux. « Les *batraks* sont privés de secours médical » ; « le secours médical à la campagne est organisé de telle sorte que, seuls, les paysans riches ou aisés peuvent l'utiliser ; le médecin rural est dépourvu de moyens de locomotion ; pour examiner un malade, il emploie le cheval qu'on lui envoie ; si le malade est un pauvre, sans cheval, il est privé de soins » (*Rabotchaïa Gazeta*, 14 septembre 1929).

On a créé, dans un certain nombre de villes, des « maisons du paysan », destinées à abriter les villageois de passage. L'auteur de ce livre a vu celle de Moscou, où il n'y avait d'ailleurs jamais de paysans, du moins jusqu'en 1924 ; elle était convenable et propre, sans doute parce que personne ne l'habitait, bien que les lits fussent trop près les uns des autres dans les dortoirs (ils se touchaient) et les moyens de se laver très insuffisants. C'est celle que l'on montre aux étrangers, aux bourgeois et aux ouvriers qu'on croit avoir intérêt à tromper, aux faux « amis de l'URSS » de variétés diverses. Mais les vraies « maisons du paysan » dont on fait usage sont dignes des « maisons de l'enfance » : on les appelle, dans la presse soviétique, quand on en parle, de véritables écuries. Il suffit de lire la *Pravda* du 6 juin de cette année : ces maisons sont sordides et servent de cabarets ; Kroupskaïa cite en exemple celle de Tver où le « cabinet de propagande » est toujours fermé et ne s'ouvre qu'en cas de visite de fonctionnaires supérieurs, et où la salle de thé est une salle de *vodka*.

Il est impossible de parler de la vie des paysans en taisant l'arbitraire effréné dont ils sont victimes, de mille manières. Le procédé par lequel on leur impose un soviet (et d'autres références figureront à un chapitre suivant) laisse penser quelles libertés les fonctionnaires soviétiques, surtout les communistes, peuvent se permettre, vis-à-vis de travailleurs sans défense. Plus le paysan est pauvre, plus il est désarmé. Les pratiques les plus courantes sont les impôts illégaux et

l'emprunt forcé. L'auteur de ce livre a vécu dans un *artel* d'agriculteurs, d'ailleurs privilégiés de diverses façons, et dans un centre important du midi de la Russie, par conséquent sous le regard d'autorités très contrôlées par Moscou : même dans ces conditions, les impôts illégaux pleuvaient si dru qu'aucune entreprise agricole ou autre ne pouvait vivre ; la moindre résistance, le simple rappel de la loi, eût conduit à la saisie et au besoin à l'emprisonnement. Il n'y a pas la moindre possibilité pour un « citoyen » russe de se faire rendre justice, sauf si un concours de circonstances absolument exceptionnel révèle un cas particulièrement scandaleux et intéresse une personnalité communiste en vue, qui lui donne la publicité suffisante. De telles interventions tutélaires sont insignifiantes au regard de l'incommensurable quantité d'injustices et d'abus qui écrase la masse. « Les impôts illégaux ne cessent d'être pratiqués » ; « on a beaucoup parlé et écrit sur *l'extraordinaire grande quantité d'impôts et de taxes* pratiqués à la campagne » ; « certes, nous n'avons pas actuellement *les dizaines* d'impôts des années précédentes, mais *on est encore loin d'un avoir fini avec ce mal* » (*Pravda*, 3 mars 1926). À plusieurs reprises, il a paru dans la presse de ces déclarations officielles, notamment de Rykov, condamnant les impositions illégales superposées aux impôts légaux ; mais autant en emporte le vent. Des circulaires ont été expédiées du centre à la périphérie : elles sont noyées dans des milliards d'autres circulaires, dont on ne tient aucun compte, que l'on ne peut même pas lire.

L'extorsion de ressources par l'emprunt forcé est aussi d'un usage devenu banal, en dépit de réprobations officielles non moins banales. Il en est de l'emprunt à la campagne comme à la ville : le « citoyen » n'est pas libre de ne pas souscrire. L'ouvrier et l'employé se voient souvent retenir, à la paie, leur souscription « volontaire » décidée en dehors d'eux par les bureaux communistes ; le paysan est inscrit d'office sur une liste de souscripteurs non moins « volontaires » dressée par les fonctionnaires soviétiques habitués à lever l'impôt et à repérer les moyens de chacun, pour un montant d'obligations dépendant du total qu'ils ont ordre de placer. Un emprunt

paysan spécial, dit « emprunt du blé » et libellé en pouds de seigle, avait été émis il y a quelques années, payable et remboursable en nature ou en espèces équivalentes ; les titres étaient acceptés en règlement des impôts ; mais l'opération, commandée par des circonstances spéciales, ne pouvait être renouvelée avantageusement et la campagne doit maintenant absorber sa part des emprunts dits « de l'agriculture » ou « de l'industrialisation ». Résister à la souscription « volontaire obligatoire » serait tomber sous le coup de l'accusation de contre-révolution, et s'exposer à des représailles que chacun a intérêt à éviter. « Il faut dire que dans bien des cas (*sic*), on a toléré des méthodes de placement de l'emprunt ne pouvant que ruiner la confiance des larges masses paysannes vis-à-vis du système du crédit de l'État... Faut-il répéter que la confiance ne peut se gagner que par la persuasion, par le principe de la souscription volontaire ? » (*Isvestia*, 25 avril 1928). Les *Isvestia* assument la tâche difficile d'en dire assez sans en révéler trop, d'où ces expressions euphémiques, dont on sait à quoi s'en tenir. Le même numéro du journal publiait des lettres significatives sur les procédés de souscription en vigueur : dans l'Oural, un comité exécutif local *convoque* les habitants de 40 kilomètres à la ronde pour leur « proposer » des obligations ; peut-on décliner les « propositions » de ceux qui ont le pouvoir de convoquer ? Du côté de Kherson, des paysans essaient de s'en tirer en demandant des titres de 5 ou 10 roubles, mais le fonctionnaire leur en « offre » de 50, 80 et 100 roubles ; si les paysans se déclarent incapables d'en acheter, le représentant de la « dictature du prolétariat » dresse procès-verbal et en réfère au tribunal pour « confiscation des biens ». Dans la région de Stavropol, le délégué soviétique a reçu pour 800 roubles d'obligations et il les répartit lui-même entre les fermes et les divers groupes de paysans ; même les *batraks* sont taxés, sans être consultés le moins du monde ; lors de la distribution de farine aux pauvres, les *batraks* furent convoqués et sommés de faire leur versement dans les trois jours, sous peine de privation de farine ; pratiquement, c'est une menace de mort. Dans l'Oural, un délégué déclare qu'il lui faut choisir entre des poursuites pour échec dans le placement

de ses titres et des poursuites pour placement par contrainte, et il préfère celles-ci comme moins graves. La variété des abus de cette sorte est infinie : si les *Isvestia* voulaient, elles pourraient en emplir chaque jour dix colonnes de leur numéro.

Affligés de leurs obligations dont ils n'ont que faire et pressés par le besoin, les obligataires malgré eux se sont efforcés de s'en débarrasser, à la campagne comme à la ville, soit en les revendant avec de fortes pertes, soit en payant leurs dettes avec ou en s'en servant pour s'acquitter de leurs impôts. L'État se vit menacé de « ravalier » ses titres, comme on dit à Paris en Bourse des sociétés qui rachètent leur papier pour éviter un effondrement des cours. Il fallut exercer une nouvelle pression sur les détenteurs et déchaîner la presse, afin de faire passer pour tentative de contre-révolution toute velléité de vendre ses obligations. Dans les villes et les usines, on alla même plus loin, grâce à la structure de l'organisation du travail qui s'y prête : des résolutions d'assemblées générales d'entreprises et d'institutions soviétiques, c'est-à-dire des décisions dictées par les fonctionnaires communistes des cellules et des rayons, enjoignirent à tous les obligataires de déposer leurs titres en banque, pour éviter la tentation de les écouler. À la campagne, cette idée n'est pas praticable.

Depuis quelques années, une catégorie nouvelle de paysans travailleurs se constitue, celle des ouvriers et journaliers employés dans les *sovkhoses* (domaines soviétiques). Ces *sovkhoses* sont destinés à présenter des exploitations agricoles modèles, dont le type serait appelé à se généraliser partout en se substituant aux vieilles formes de travail individuel ou familial. Comment les prolétaires y sont-ils traités ? D'après Antselovitch, fonctionnaire syndical imposé à l'union professionnelle des travailleurs de l'agriculture, « les ouvriers étouffent dans d'étroites et sales casernes », sans réfectoires, ni coopératives ; le désordre règne dans ces domaines, la technique y est inférieure, la productivité très basse ; les salaires sont au-dessous de ceux d'avant-guerre ; souvent, ils ne sont payés que tous les six mois (*Troud*, 26 mai 1927). « Chez un bon paysan, les écuries sont mieux que nos

logements », déclare un délégué au Congrès des ouvriers agricoles (*Troud*, 6 décembre 1928). Dans un *sovkhوزه* de Crimée, les ouvriers occupés à nettoyer les grains sont enfermés toute la journée dans un hangar où on leur passe la nourriture et même un seau pour se soulager... (*Troud*, 23 mars 1929). Les ouvrières d'un *sovkhوزه* de la province de Poltava, ne pouvant obtenir le paiement de leurs salaires, se rassemblent en foule devant le bureau ; « un milicien à cheval charge et la disperse » ; deux jours après, nouveau rassemblement : « la milice est appelée de nouveau, chasse les ouvrières, en arrête plusieurs, les menace de ses armes » ; le directeur est poursuivi ; mais, dit le journal, « il y a *beaucoup* de ces gens malfaisants » (*Troud*, 16 août 1929). Il est à noter que les communistes sont en nombre infime dans ces domaines soviétiques, modèles de collectivisme futur : ils préfèrent la qualité de *seredniaks*, et même de *koulaks*, à l'honneur d'être accablés sous l'exploitation soviétique comme pionniers de nouvelles formes de production. Même dans les *kolkhoses* (collectivités agraires), constitués sous l'égide de l'État, il y en a très peu : sur 100 000 membres du Parti agriculteurs, 7 200 travaillaient dans des *kolkhoses* au début de 1928 (*Pravda*, 9 novembre 1928).

Le chapitre de la vie des pauvres à la campagne souffrirait d'une grave lacune si l'on omettait d'y parler d'une certaine sorte « d'abus » fréquents confinant aux exactions et au crime, dus aux autorités locales. Il ne s'agit pas de faits-divers, mais des multiples manifestations d'un mal engendré par des survivances de barbarie paysanne et favorisé par le régime politique. Les soviets ne sont pas l'émanation des pseudo-électeurs, mais un « appareil » imposé à la population, comme le confirment les sources soviétiques mêmes ; selon l'importance de la commune ou de l'agglomération rurale, ils se réduisent à un président ou secrétaire ou aux deux, augmentés de quelques fonctionnaires, chefs de bureaux, etc. Dans certains cas, ce peut être d'honnêtes gens, brouillons et incapables, qui assument ces fonctions ; dans d'autres, ce sont des chercheurs de profits singeant le communisme ou le loyalisme soviétique pour couvrir leurs opérations

personnelles. Ces innombrables petits usurpateurs locaux peuvent alors se permettre toutes les turpitudes s'il ne se trouve pas dans leur coin des paysans éveillés capables de se remuer pour faire intervenir des autorités supérieures, ou quelque *selcor* dégourdi (correspondant rural) pour signaler leurs méfaits aux journaux. Or, dans les fins fonds de la campagne russe, dans les *glouchi* (profondeurs) comme on dit là-bas, c'est un luxe qu'un *selcor* ou un paysan avancé. On peut d'ailleurs corrompre l'un, se défaire de l'autre. Bref, une série ininterrompue de scandales petits, grands et moyens ont révélé, depuis quatre ans, les maladies de l'appareil soviétique : vols, concussions, spoliations, arbitraire, persécution des faibles, débauches, parfois assassinats. À chaque épuration du bas réseau de la bureaucratie, c'est par milliers que sont démasqués les tyranneaux de village et par centaines qu'on en traduit devant les tribunaux.

Nous citerons ici une affaire-type : il suffit d'en savoir une pour les connaître toutes. De plus, de pareilles « affaires », mais de grande envergure, ont surgi dans des centres urbains importants avec un tel fracas qu'elles méritent plus encore de retenir l'attention : il y a de mauvaises excuses pour couvrir les scandales de la campagne reculée, mais pas la moindre, d'aucune sorte, pour justifier l'état de choses permettant l'apparition de foyers d'infection dans des villes où se superposent et s'engrènent tous les rouages de la machine soviétique, où les multiples organisations du régime rivalisent tantôt de complicité, tantôt d'aveuglement, où, enfin, le prolétariat censé exercer sa dictature est présent et supporte silencieusement une pourriture, un arbitraire, des brimades, comme en aucun pays non-colonial de civilisation capitaliste. En attendant, donc, le chapitre où les affaires à la Smolensk (la plus fameuse) viendront à leur place, voici celle de Kherson.

Kherson n'est pas un trou perdu dans les steppes de l'Asie centrale : c'est quelque chose comme un « village » de 100 000 habitants, non loin d'Odessa. Des dénonciations ayant attiré l'attention de Sosnovsky, déjà nommé, sur ce qui se passait au service administratif du Soviet, le journaliste publia

un article qui déclencha une enquête, laquelle aboutit à l'arrestation de 16 dirigeants locaux et fonctionnaires, dont plusieurs communistes, l'un même décoré de l'ordre du Drapeau rouge. Depuis des années, ces gens terrorisaient la région. Nul n'osait prendre la responsabilité de signaler leurs coquinerias, crainte de le payer trop cher. La commission d'enquête ayant garanti, par voie de presse, le secret aux plaignants, une véritable ruée se produisit et il fallut créer une queue à la porte des enquêteurs. Le Commissaire du Peuple Chlikhter, président de la commission, déclara : « *Ce serait une erreur de penser que cette affaire soit exceptionnelle par le caractère et la quantité d'abus ; ici, grâce à une série de raisons, nos maladies sociales se sont seulement révélées avec plus d'intensité* ». (Voilà qui est net, et suffirait à dispenser de multiplier les exemples.) L'un des accusés, chef du service, s'appropriait d'énormes sommes, organisait des orgies, contraignait les miliciens à danser pour l'amuser et persécutait ceux qui le dénonçaient à la presse de Kherson ; comme membre de la Commission d'épuration (!) de l'appareil soviétique, il exigeait des collaboratrices qu'elles couchent avec lui, sous menace de renvoi ; les fonctionnaires et policiers sous ses ordres violaient des femmes et touchaient des pots de vin, avec la participation active de leur supérieur ; on appelle ça un « communiste ». Le second, également membre du Parti, chef de la milice, dévorait les fonds, falsifiait les documents, se rendait complice du précédent, étouffait la voix de ses miliciens consciencieux, assommait les personnes arrêtées, couvrait les vols de ses maîtresses, etc. Le troisième, aussi du Parti, compagnon des deux autres. Un quatrième, vole et viole. Le cinquième – Parti, Drapeau rouge – mêmes forfaits ; « il arrêtait les paysans sans aucun motif ». Et tous pillaient les caisses, rançonnaient les habitants, violentaient les femmes, falsifiaient les comptes, se vautreient dans une crapuleuse débauche (*Pravda*, 5 et 10 juin 1925). Et ce n'est pas nous, c'est le Commissaire du Peuple enquêteur, qui déclare : *il n'y a rien là d'exceptionnel*. Le Comité central du Parti communiste d'Ukraine le confirma, dans une longue résolution soulignant le caractère *démonstratif* de l'affaire et

constatant que « le procès de Kherson n'épuise pas la question de la lutte du Parti pour la légalité révolutionnaire ; les traits topiques de Kherson se retrouvent dans les abus découverts ensuite (Toultchino, milice de Kiev, et autres) » (*Pravda*, 24 septembre 1925).

Quelques semaines plus tôt, une révision opérée dans la petite République caucasienne de Nakhitchevan amena l'arrestation du Commissaire du Peuple à l'Intérieur, du Commissaire du Peuple à l'Agriculture, du Commissaire du Peuple aux Finances, du Commissaire du Peuple à la Justice, du Président des Coopératives, du Président du Tribunal, du Commissaire du Peuple adjoint à l'Instruction publique, du Président des syndicats, en tout des 25 principaux personnages de la République, pour oppression des paysans, dilapidations, concussions, arbitraire, etc. Le communisme était bien représenté dans le pays. « Les arrestations ont produit une impression tout à fait favorable sur la population, incapable de dissimuler sa joie » (*Pravda*, 9, 10, 11 avril 1925) ; cela donne à penser de quelle manière tous ces « Commissaires du Peuple » étaient élus...

Quelques semaines plus tard, c'était l'emprisonnement d'une véritable bande qui terrorisait depuis deux ans toute une région, et comprenant le président du soviet, un ancien envoyé du *Guépéou* (police politique), le chef de la milice, le juge, le secrétaire du comité du Parti communiste, etc. « La peur devant cette clique et la méfiance, envers le pouvoir soviétique étaient illimitées. Le témoin Ch., allant à l'instruction, déclara : Que l'on me coupe la gorge, mais je ne dirai pas la vérité. Le *selcor* Moroz a mis un terme à ce mutisme lâche, à cette peur panique. » Ce Moroz, un gars déluré, étant venu fortuitement dans le pays de sa femme, découvrit ce qui s'y passait et réussit non sans peine, et au risque de sa vie, à sonner l'alarme à Odessa. La bande en question se livrait simplement à des agressions à main armée pour piller les paysans, à des incendies, à des assassinats. « La population était fermement convaincue que la milice ne valait pas mieux

que les bandits reconnus et que, par conséquent, « toutes les autorités sont semblables. » (*Pravda*, 16 juillet 1925).

Près de Vinnitza, on dut arrêter l'ex-président d'un comité exécutif de rayon, son adjoint, le secrétaire du comité du Parti, le président et le secrétaire du soviet, le secrétaire du comité exécutif du district, le chef de la milice « et une série d'autres représentants du pouvoir local ». Ils furent inculpés d'abus comme, par exemple, d'avoir emprisonné 15 paysans qui demandaient un délai pour payer l'impôt, puis le *selcor* (correspondant rural du journal) qui communiquait les faits, etc. (*Pravda*, 12 mai 1925). Ces agissements de toutes les autorités coalisées d'une localité n'eurent pas lieu sous Vinnitza comme phénomène insolite : on les constatait un peu partout, mais il se trouvait rarement quelqu'un pour les dénoncer fructueusement à des autorités supérieures. Celles-ci sont assaillies de plaintes, réclamations, protestations qui s'accumulent dans des dossiers, casiers et tiroirs où la plupart sont vouées à l'oubli. L'épisode de Vinnitza prend, dans la vie soviétique, l'aspect d'un incident banal. Trois ans plus tard, nous lisons dans les *Isvestia* que les fonctionnaires soviétiques d'un rayon de Semipalatinsk avaient confisqué à leur profit des dizaines de milliers de têtes de bétail et arrêté en masse des paysans ; la population se mit à fuir à travers la frontière chinoise ; du centre, prévenu, on envoya une commission qui mit 140 prisonniers en liberté et fit restituer les bestiaux (29 août 1928). Mais le centre ne peut pas intervenir ainsi partout et ne répare qu'une infime partie des injustices.

Le Commissaire du Peuple ukrainien avait raison de souligner le caractère non exceptionnel de ces phénomènes, dont la fréquence et la gravité ont révélé une corruption profonde de tout l'organisme soviétique. Les « affaires » des années suivantes en ont confirmé en l'aggravant encore le sens symptomatique, d'une façon que les pires ennemis du régime n'osaient espérer. Mais à côté de ces soi-disant « abus » d'aspect ouvertement criminel, et comportant par leur excès même une contre-partie, il y a les myriades d'abus quotidiens,

les tracasseries minuscules, les persécutions mesquines qui ne forcent plus l'attention et dont l'accumulation prolongée entretient une exaspération latente dans la paysannerie de toutes classes. Une politique à courte vue et aux moyens imprudents, pratiquée dans un tel milieu, peut facilement associer dans une résistance commune aux exigences de l'État les groupes sociaux d'intérêts les plus opposés. C'est ce qui s'est produit lorsque les autorités ont eu recours aux brutalités administratives pour se procurer du blé : dirigées en principe contre les gros paysans accapareurs, ces pratiques agressives se sont traduites par une lutte des organes soviétiques contre tous les paysans soupçonnés de détenir du blé et une réaction confuse a solidarisé la majeure partie de la masse paysanne contre le pouvoir. Les pauvres, dans ces circonstances, ne sont pas les derniers à prendre part au combat : leur détresse les livre aux influences les plus directes et les *koulaks* savent s'en faire des instruments inconscients. À côté de la résistance passive sous forme de réduction des ensemencements de céréales et de dissimulation des grains, il se manifeste depuis deux ans une sourde révolte, active mais sporadique, comme une sorte de *guérilla* où succombent bien des agents du gouvernement, réels ou supposés, le plus souvent frappés dans le dos, et où flambent des récoltes soviétiques dans des incendies de guerre civile. En 1928, on aurait compté 24 000 attentats (agressions armées et incendies) anti-communistes (*Isvestia*, 8 décembre 1928). Pour 1929, les comptes ne sont pas encore faits, mais il ne se passe, pour ainsi dire, pas de jour où les journaux ne relatent de nouvelles manifestations de cette espèce. Les maîtres de l'URSS expliquent tout par la vindicte des *koulaks* acharnés à s'opposer aux « progrès du socialisme »... Mais à qui fera-t-on croire qu'une minorité infime dispersée sur un immense espace et noyée dans une énorme masse humaine puisse engager une lutte aussi implacable sans une ambiance propice, sans l'assentiment ou la participation tacites de la multitude excédée de privations et de souffrances ?

La puissance des ténèbres

La misère culturelle du peuple russe va de pair avec son indigence matérielle. Sur les quelque 150 millions d'habitants de l'URSS, la grande majorité est restée complètement illettrée, et la majorité de la minorité ne vaut guère mieux. Des aveux officiels récents sont là, dans leur crudité. L'analphabétisme intégral s'exprime dans la statistique soviétique par le chiffre « criant » de 60,4 % de la population (*Isvestia*, 11 juillet 1929). Mais dans les 40 % restants, il y a en grande proportion les analphabètes comptés comme « liquidés » au cours des dix dernières années et en réalité *récidivistes* de l'analphabétisme. « N'ayant absolument rien à lire, et obligé même de rendre son livre d'instruction, le paysan peut seulement au bout d'un an griffonner tant bien que mal son nom et, un an plus tard, oublie tout définitivement » (*Rabotchaïa Gazeta*, 24 juin 1926). Cette observation faite pour l'Ukraine vaut partout. Les *récidivistes* ne sont pas recensés mais, de toute évidence, et la preuve va suivre, ils sont le plus grand nombre parmi les anciens illettrés passés dans la catégorie des instruits. De plus, sur les 40 % en question, il y a les « malogramotni », capables tout juste d'épeler l'alphabet, de déchiffrer les grosses lettres d'une enseigne dans la rue et d'écrire péniblement leur nom. Ces lettrés-là ne peuvent ni rédiger une lettre, ni lire un journal. Il faudra enfin parler de la qualité de l'instruction reçue par le restant, sous le régime soviétique.

Dans certaines régions de l'Union, il y a 90 % d'illettrés, parfois davantage, signalent les mêmes *Isvestia*. Et toute la presse soviétique de répéter en même temps, sur un mot

d'ordre, certaines paroles de Lénine quant à l'impossibilité d'instaurer le socialisme sans l'instruction générale de la masse. Même si Lénine avait oublié d'exprimer une banalité de cette ampleur, cela irait de soi. Qu'a-t-on fait de la « décision » de « liquider l'analphabétisme » pour le X^e anniversaire d'Octobre ? Comme des millions d'autres « décisions », elle est restée sur le papier. À la veille du XII^e anniversaire, il faut rétracter toutes les pompeuses affirmations antérieures et avouer que tout reste encore à faire. Après avoir admis « la stabilisation de l'analphabétisme » (*Pravda*, 2 septembre 1928), les bolcheviks doivent maintenant reconnaître les progrès de l'ignorance sous leur dictature.

Ne peuvent en être surpris que ceux qui ne se sont pas donné la peine de se documenter, aux sources soviétiques mêmes. Car à côté du battage bruyant et creux sur la révolution culturelle, la presse communiste russe était bien obligée d'insérer des vérités utiles, pour l'usage interne. « Il y a actuellement à la campagne 65 % d'illettrés. Pour édifier une vie nouvelle, il faut avant tout en finir avec l'ignorance » (*Pravda*, 23 juin 1925.) « La liquidation complète de l'ignorance sera atteinte seulement avec l'instruction générale, quand l'école élémentaire embrassera 100 % des enfants », découvre Lounatcharsky, Commissaire du Peuple à l'Ignorance publique (*Pravda*, 22 septembre 1925). « Nos écoles du premier degré n'instruisent *que la moitié* des enfants » (*Rabotchaïa Gazeta*, 10 juin 1926). « La récurrence d'analphabétisme, l'oubli des connaissances déjà acquises, *dépasse actuellement de beaucoup* le niveau d'avant-guerre » (*Rab. Gaz.*, 15 juin 1926). Voilà enfin un niveau d'avant-guerre très élevé dépassé *de beaucoup*. « 60 à 70 % des femmes oublient presque complètement leur instruction en quelques mois » (même source). Le *Crocodile*, journal communiste satirique, représente « la liquidation de l'ignorance » par un escargot (n° 28, juillet 1926). « *Nous organisons nous-mêmes toute une armée d'illettrés*, par l'insuffisance de nos subventions à l'éducation, et ensuite nous nous prenons la tête à deux mains pour arriver à les « liquider » (*Pravda*, 25 septembre 1926). « Il faut

recommencer l'instruction de nombreux illettrés ayant déjà fait leurs classes car ils ont oublié l'essentiel de ce qu'ils avaient appris » (*Rab. Gaz.*, 9 octobre 1926). « Le pourcentage d'enfants *non admis à l'école* malgré les démarches de leurs parents *augmente*... Il y a des cas où l'instituteur a dans la même classe trois groupes d'élèves s'élevant à 100. Dans ces conditions, le travail pédagogique est un travail de forçat, et extrêmement peu fructueux... Notre enseignement de quatre ans, malheur principal, est illusoire non seulement parce que la quatrième année n'existe pas en certains endroits, mais par le fait infiniment triste qu'environ 70 % des enfants des plus pauvres paysans ne vont même pas jusqu'à la troisième année... On dépensait par tête d'élève en 1913 environ 30 roubles d'aujourd'hui, et maintenant 18 roubles (à la colonne voisine, il est écrit : 16 roubles)... alors que la dépense est de 163 roubles à Londres et 220 à New-York... L'instituteur reçoit seulement les deux tiers du salaire moyen de l'ouvrier et à peine plus de *la moitié de son pitoyable salaire de l'époque tsariste*... », lisait-on dans un article de Lounatcharsky, interminable, inconsistant, filandreux et *optimiste*, bien conforme à sa manière (*Pravda*, 29 septembre 1926). À souligner que ces chiffres de Londres et de New-York valent pour la totalité des enfants alors que ceux de l'URSS valent seulement pour les élèves, soit environ la moitié des enfants. (De plus, ces chiffres russes doivent être considérés comme très au-dessus de la réalité, vu les gaspillages et dilapidations dont on se rendra compte dans la suite.) On manque d'écoles, on manque de matériel scolaire, on manque d'instituteurs ; le salaire de ceux-ci est insuffisant ; les enfants manquent de vêtements et de chaussures, leur nourriture est mauvaise, ils quittent l'école prématurément ; parfois, une classe comprend 120 à 160 élèves par instituteur ; il y a moins d'écoles que sous le tsarisme et il y a 30 % d'élèves en plus ; les instituteurs sont chargés d'obligations sociales en surcroît de leur tâche et privés des droits les plus élémentaires (*Troud*, 13 novembre 1926). La gratuité de l'enseignement n'existe plus généralement que sur le papier ; en fait, par maints prélèvements sur les salaires, les ouvriers entretiennent l'école,

parfois pour la moitié, parfois pour les trois quarts du budget scolaire (*Troud*, 22 mai 1927). Au bout d'un an ou deux, voire de quelques mois, l'illettré oublie ce qu'il a appris en un trimestre au centre d'instruction (*Troud*, 29 septembre 1927). Dans l'Oural, 70 % des enfants ne trouvent pas place à l'école ; dans tous les centres ouvriers, situation analogue, plus ou moins accentuée ; l'insuffisance des locaux scolaires oblige à faire des cours par trois ou quatre relèves ; ces locaux sont exigus, sombres et froids, les trois quarts ont besoin de réparations ; nombreux sont ceux où les enfants sont assis par terre, faute de bancs ; l'éclairage est dérisoire ; les maladies sévissent parmi les enfants, mal vêtus, mal nourris (*Troud*, 9 août 1928). Quinze millions d'enfants ne bénéficient d'aucune instruction (*Pravda* des J., 30 juillet 1929).

Le délabrement des écoles et les conditions dans lesquelles instituteurs et élèves sont condamnés à y travailler pèsent lourdement sur le rendement des leçons. Dans la province de Stalingrad, sur 988 écoles, 447 ont besoin de réparations ; il n'y a que 520 instituteurs ; moins de la moitié des enfants y trouvent place ; les locaux contiennent plus du double d'élèves que leur destination n'en assigne (*Rab. Gaz.*, 19 juin 1926). Il en est à peu près de même partout ailleurs, souvent pire. Dans la province de Samara, le bois de chauffage manque aux écoles ; les instituteurs sont obligés d'aller journallement demander des bûches au soviet local ; dans la province de Voronège, le bois destiné aux écoles se trouve à 100 kilomètres, les moyens de transport font défaut, les enfants gèlent ; c'est le tableau général, même dans la région de Moscou : vitres brisées, froid terrible, manque de bancs, enfants assis par terre l'hiver, etc. (*Pravda*, 26 février 1927). Descriptions plus sombres encore : non seulement le nombre des écoles est insuffisant mais celles qui existent sont dans un état indescriptible ; certaines sont dans des baraquements où la température descend à 2° au-dessous de zéro, d'autres dans de vieilles casernes en ruines, dans des locaux dangereux pour la vie des enfants ; dans les provinces de Vladimir et de Penza, de Iaroslav et de Tambov, dans l'Oural et dans le Donetz, à Ivanovo-Vosnessensk et à Sverdlovsk, c'est partout la même

chose ; en général, on doit constituer trois équipes d'élèves étudiant par relèves, sans possibilité d'aération et de nettoyage des locaux, et cependant des millions d'enfants restent hors de l'école ; des ouvriers quittent leur usine parce que leurs enfants n'ont pas la possibilité de s'instruire (*Troud*, 10 avril 1927). À Moscou, les neuf dixièmes des écoliers apprennent par relèves, et il y a trois relèves quotidiennes dans les quartiers ouvriers (*Vetchernaïa Moscvva*, 2 juin 1928). À Sormovo, des écoles élémentaires sont dans des sous-sols ; à Chakhty, dans des baraques, où le cube d'air est de 1,25 par enfant au lieu de 6,5, norme du règlement (*Isvestia*, 30 août 1929).

Le matériel scolaire est digne des locaux par la qualité, l'insuffisance ou la carence. Le peu que produisent les fabriques soviétiques est d'un prix exorbitant. Dans la province de Gomel, un résumé de l'Histoire de Russie coûte 3 pouds de seigle ; dans celle de Saratov, dans une école de 43 élèves, on a seulement 25 grammaires, et de 7 auteurs différents ; dans un canton de cette région, pour 1 600 élèves, il y a 707 arithmétiques, de 23 auteurs divers, la plupart éditées avant la Révolution ; un crayon coûte 10 livres de seigle, un cahier 6 livres ; les enfants écrivent sur les tables, sur le plancher, sur les murs ; 40 % des écoles sont inutilisables, en raison de leur délabrement ; le charbon manque l'hiver ; il faut faire la classe en *touloupe*, en *valenki* et en bonnets (si l'on en a) ; inutile de parler de revues pédagogiques, de littérature politique, etc., pour l'instituteur : « C'est un luxe à lui inaccessible » (*Pravda*, 22 août 1924). « La liquidation de l'ignorance à la campagne est freinée par l'absence d'alphabets. La Commission extraordinaire pour la liquidation de l'analphabétisme jette le mot d'ordre : « Des alphabets à la campagne... » ; « la Commission s'adresse à tous les ouvriers, etc. » (*Pravda*, 25 décembre 1924). On devine quel résultat peut produire une telle méthode de diffusion des fournitures scolaires : incapable de donner un misérable alphabet à l'illettré ou à l'enfant, l'État compte sur la bonne volonté des ouvriers au salaire de famine ou chômeurs, et au logis « de la dimension d'un cercueil ». Il n'y

a pas d'alphabets, mais on imprime par millions des livres illisibles dont personne ne veut ; au 1^{er} janvier 1926, rien qu'à Moscou et Leningrad, il y avait 65 millions d'ouvrages invendables, représentant une « valeur » de plus de 12 millions de roubles (*Troud*, 10 avril 1926). Les manuels scolaires sont écrits pour des enfants qui n'existent nulle part, et faits d'une matière innommable, dit Rykov (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 11 mai 1926). Les librairies et les dépôts regorgent de livres, mais la campagne est privée de livres populaires et de prix abordable (*Troud*, 1^{er} juillet 1926). Les manuels et le matériel d'enseignement ne sont presque bons à rien (*Rab. Gaz.*, 9 octobre 1926). Exemple de qualité des produits soviétiques : une table de multiplication éditée à Odessa et enseignant aux enfants que 4 fois 8 font 30, 4 fois 9 font 26, etc. (*Pravda*, 14 octobre 1926). On demande des manuels scolaires à grands cris, partout on en manque, aucun travail culturel n'est possible dans ces conditions (*Isvestia*, 4 octobre 1928). Un quart seulement des livres édités par l'État sont lisibles pour la masse, mais ils sont très chers, inaccessibles à la plupart des acheteurs (*Pravda*, 16 novembre 1928). « L'année scolaire est commencée et le premier obstacle auquel se heurtent les élèves est le manque de cahiers. Enfants et parents voyagent des journées entières dans les magasins, coopératives, etc., à la recherche de cahiers » (*Pravda* de Leningrad, 6 septembre 1929). Même crise à Moscou, pire encore en province.

On a déjà quelque idée de la situation des instituteurs. Mais il faut préciser. Jusqu'au I^{er} Congrès des instituteurs, en janvier 1925, ceux-ci étaient privés des droits de citoyen, comme intellectuels, « donc » agents du capitalisme. C'est dans la huitième année de la Révolution, à l'occasion de ce Congrès, qu'ils sont devenus électeurs et éligibles – sur le papier. Il est facile de se représenter quelle sorte d'« intellectuels » représentent des maîtres d'école de l'Oural ou du Caucase, de la *toundra* ou de la *steppe*, sachant tout juste lire et écrire, et connaissant les élémentaires « quatre opérations ». Autorisés pour la première fois à tenir un Congrès en 1925, congrès en réalité convoqué par le pouvoir, les instituteurs ont vu leur sort s'améliorer un peu à partir de

ce moment. Leur salaire, dit Rykov au congrès, « a monté de 6 roubles 33 kopeks en octobre 1922 à 28 roubles en 1925 ; il est insuffisant, c'est absolument vrai, il faudra nécessairement l'augmenter, mais dans la mesure du possible et de nos moyens » (*Pravda*, 16 janvier 1925). Et l'on a vu que les retards dans le paiement des salaires duraient alors de longs mois. Les instituteurs gagnaient donc de 25 à 50 francs par mois jusqu'à 1924, quand ils les touchaient. Leur misère atroce a servi de thèmes à bien des discours ; Boukharine, notamment, signala dans un congrès en 1924 que des instituteurs étaient réduits à mendier sur les routes ; Lounatcharsky avait auparavant constaté leur indigence affreuse, des maladies en quantité, une mortalité excessive, la prostitution. Après le Congrès de l'enseignement de 1925, la condition du corps enseignant n'a pas changé du jour au lendemain. Dans la *Pravda* du 27 juin 1925, on donnait comme cas *caractéristique*, et non occasionnel, celui d'une institutrice de la province de Samara qui, affamée, ne pouvant toucher deux mois de salaire en retard (18 roubles 50 par mois), n'obtenant plus de lait à crédit, était impuissante à assumer son service ; l'auteur fait allusion aux instituteurs vivant des « aumônes du paysan » et qui, « brisés par la faim », quittent leur poste. À noter les 18 roubles 50 signalés en juin 1925, alors que Rykov parlait officiellement de 28 roubles en janvier : c'est toujours le procédé trompeur du prétendu salaire moyen, analysé au début.

D'après une enquête de février 1926, portant sur 88 budgets d'instituteurs, le gain moyen était de 37 roubles sur lesquels 68 % en salaire et le reste venant de l'exploitation d'un champ, ou des apports de la famille ; pour toucher son salaire, l'instituteur doit faire 10 *verstes* (kilomètres) à pied ou dépenser deux ou trois roubles pour louer un cheval (*Pravda*, 25 mars 1926). Un milliard et demi de roubles de salaires sont impayés en mars 1926 ; des instituteurs n'ont rien reçu depuis septembre ; et il leur faut enseigner dans des écoles sans feu, sans manuels scolaires... (*Troud*, 25 mars 1926). Chez les Kirghizes, les instituteurs sont affamés ; du 1^{er} octobre 1925 à février 1926, ils n'ont touché que deux mensualités de 26

roubles (*Pravda*, 28 mars 1926). « L'instituteur doit être élevé chez nous à un niveau où il n'a jamais été élevé, ni ne pourra l'être, dans la société bourgeoise ; cette vérité n'a pas besoin de démonstration » ; en citant ces paroles de Lénine, la *Pravda* dénonce encore les retards dans le paiement des salaires ; les instituteurs souffrent littéralement de la faim, manquent de vêtements, de chaussures (*Pravda*, 18 mai 1926). On manque d'instituteurs, mais il y en a 82 000 sans travail, signe d'excellente organisation (*Pravda*, 16 mars 1927). Le personnel enseignant subit des vexations de toutes sortes, de la part des autorités soviétiques locales : ici, on leur défend de danser la mazourka ; là, on interdit aux institutrices le mariage, pour leur éviter des enfants et ne pas avoir à leur accorder de congé (*Troud*, 17 mars 1927). Des institutrices sont persécutées par les fonctionnaires soviétiques au point que l'on doit signaler une série de suicides (*Troud*, 29 décembre 1928).

La condition des étudiants prolétaires n'est pas meilleure. Malgré une amélioration, elle était en 1925 « extraordinairement pénible » (que pouvait-elle être avant l'amélioration ?) ; « une inspection médicale a établi que, sur la base de la sous-alimentation et de la fatigue, on remarque un grand pourcentage de malades et d'épuisés » ; leurs bourses vont de 8 roubles 50 à 20 roubles en général, mais tous ne l'ont pas (*Pravda*, 31 juillet 1925). « Notre aide aux étudiants est non seulement insuffisante à l'extrême, mais les place même sous une menace directe », écrit Lounatcharsky ; le budget minimum d'un étudiant, sans rien compter pour vêtements, chaussures, linge, literie, livres, ni cotisations multiples, devrait être de 27 roubles ; or la bourse ne dépasse pas la moyenne de 23 roubles (*Pravda*, 13 juin 1926). Une enquête médicale à l'Institut technologique révèle que sur 198 étudiants, deux seulement ne sont pas malades ; les autres ont deux ou trois maladies ; sous-alimentation et surpeuplement des dortoirs (*Krasnaïa Gazeta*, 18 mars 1926). De telles constatations sont courantes. En grande majorité, les étudiants vivent dans une noire misère ; leur logement ne dépasse pas 4 ou 6 *archines* carrés en moyenne, quand ils sont logés ; les

foyers d'hébergement sont comblés, beaucoup n'y trouvent pas place ; ils sont chargés de multiples obligations sociales qui leur prennent du temps sur leurs études ; pour gagner leur pain, ils se font veilleurs de nuit, portiers, coltineurs, balayeurs ; quel travail culturel sérieux peuvent-ils assumer dans ces conditions ? (*Troud*, 9 septembre 1926). En Ukraine, dans les villes, le logement n'est assuré qu'à 30 % des étudiants ; à Odessa, certains couchent dans les couloirs et les lieux d'aisances des maisons communes, les autres dans les rues, dans les gares, sur les quais (*Troud*, 9 octobre 1926). À Moscou : « Les étudiants vivent dans la saleté, à l'étroit, presque dans la rue » ; « le tableau de la vie des étudiants est si sombre qu'il exige l'intervention immédiate de toutes les organisations d'Instruction publique » ; des étudiants tombent d'inanition ; leurs foyers sont immondes, pleins de punaises, de saleté, froids ; on y dort tout habillé ; impossible de travailler, d'étudier ; certains font 20 kilomètres par jour pour aller à l'Institut agronomique ; beaucoup n'ont pas de paille et couchent sur la planche ; 1 500 sont sans toit, passent la nuit dans les gares, les rues ; la démoralisation, l'ivrognerie finissent par gagner ces malheureux (*Pravda* des J., 23 octobre 1927). « 3 000 étudiants sont sans logis à Leningrad » (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 26 novembre 1927). Les jeunes étudiants bien portants sont usés et vieillis en trois ans ; les ouvriers envoyés à l'Université renoncent en grand nombre aux études, la vie matérielle étant intenable ; 90 % des étudiants assument un emploi, en plus de leurs études qui leur donnent quatorze heures de travail par jour en troisième année ; le niveau des études s'en ressent et certains mettent 10 ans à suivre un programme de 5 années : dans une seule grande École technique de Moscou, 1 000 ouvriers ou fils d'ouvriers renoncent à terminer leurs études (*Pravda* des J., 4 juillet 1928). Les étudiants des cours techniques du soir, ouvriers dans la journée jusqu'à 16 heures, étudiants de 18 heures à 22 heures, travaillent quatorze et seize heures par jour, s'épuisent, ne peuvent ni se nourrir, ni dormir suffisamment, ni se cultiver, et se rendent malades sans s'assimiler leurs études (*Economitcheskaja Jizn*, 21 mai 1929).

Les étudiants de l'Institut agronomique de l'Oural vivent dans un sous-sol humide, froid et sale en permanence, véritable tombeau ; sur 136 personnes abritées là, 102 sont sérieusement malades, 4 sont mortes en un an ; depuis six ans, ce lieu est reconnu inhabitable (*Pravda* des J., 20 juin 1929). À Leningrad, faute de foyers et dortoirs, des étudiants couchent dans les salles de cours, les amphithéâtres, d'autres dans les gares, sous les porches des immeubles, dans des asiles de nuit (*Krasnaïa Gazeta*, 9 octobre 1929).

Le niveau d'instruction de la nouvelle génération est bien en rapport avec de telles écoles et universités, avec de telles conditions matérielles d'enseignement et d'étude. Les journaux relatent fréquemment des examens où la qualité des connaissances acquises se révèle sous son jour réel. Après cinq ans d'école, un élève compte l'Afrique dans l'Union soviétique ; un autre situe l'œil dans la cervelle ; plusieurs ignorent la date de la Révolution d'octobre, pourtant ressassée de toutes les manières ; tous croient que le but des syndicats ouvriers est la gratuité du chemin de fer pour les adhérents (*Rab. Gaz.*, 17 mars 1926). Après quatre années d'études, les enfants ne savent pas bien lire et écrire, ne connaissent pas les règles élémentaires de l'arithmétique ; manque de livres et manque de calme ; les candidats aux grandes écoles sont d'une ignorance lamentable (*Narodnoïé Prosvechichénie*, janvier 1926). La culture générale dans les études secondaires baisse très sensiblement ; 11 à 25 % seulement des adolescents passent leurs examens d'admission avec succès ; la plupart des étudiants en lettres ignorent Pouchkine et Ostrovsky, Saltykov et Ouspensky, Tourgueniev et Tolstoï... ; un candidat croyait que la Chine et la Perse faisaient partie de l'Union soviétique (*Isvestia*, 3 novembre 1926). À un Congrès d'étudiants prolétariens, on a noté les réponses suivantes à des questions d'alphabétisme politique : Ford, dictateur de l'Espagne ; Hindenburg, président de l'Internationale communiste ; Aristide Briand, empereur américain (*Troud*, 29 mars 1929). Beaucoup d'enfants d'ouvriers quittent l'école à demi illettrés (*Pravda* des J., 10 mai 1929). La majorité des élèves des Écoles supérieures sont recalés aux examens ; aux Ponts et

Chaussées de Moscou, 250 sur 700 échouent pour commencer à l'écrit des mathématiques ; à l'École des Mines, disent les examinateurs, si nous avions maintenu les exigences habituelles, 90 % des élèves auraient été recalés (*Krasnaïa Gazeta*, 13 août 1929). Il suffit maintenant de parcourir la presse et même les publications soviétiques dites « sérieuses » pour constater la baisse verticale de l'instruction générale.

L'éducation préscolaire et postscolaire est encore très au-dessous de l'école. Après avoir fait conter dans tous les pays et en toutes langues des histoires de crèches, de jardins d'enfants, etc., il faut avouer brutalement : « Les millions de pré-écoliers, enfants des ouvriers, poussent sans aucune surveillance, sans l'éducation nécessaire. Le réseau des institutions préscolaires est extraordinairement réduit ; il n'embrasse que 0,58 % seulement des enfants. Les petits sont ou livrés à eux-mêmes et poussent dans la rue, ou, s'ils sont gardés, le plus souvent cela ne leur est d'aucune utilité, au contraire ils en sont corrompus... (*Troud*, 10 juillet 1929). Autrement dit, à peu près rien. Ce coefficient remarquable de 0,58 % a paru également dans les autres journaux. Les clubs et les « coins rouges » ou « coins Lénine », destinés à favoriser la lecture et l'étude après le travail professionnel, sont dignes du reste : exigüité, saleté, manque de livres ou présence de livres illisibles, saouleries, jeux de cartes, disputes, dans une atmosphère empestée de fumée et d'alcool, voilà ce que note constamment la presse sur ces clubs et coins. Ce qu'elle n'indique pas, c'est l'inutilité malfaisante des oripeaux, emblèmes, portraits de « chefs » imposés, formules creuses et « mots d'ordre » vides sur pancartes ou bandes de calicot, qui non seulement gaspillent de précieux kopeks soutirés aux travailleurs et des millions de roubles des budgets locaux, mais entretiennent le goût malsain de la mise en scène et l'illusion néfaste de l'apparence extérieure. Un club socialiste n'a pas besoin d'accessoires pour villages nègres mais d'un certain cube d'air, de propreté, d'aération, de lumière et d'éclairage, de silence, de tables et de chaises, de quoi lire et écrire, d'une bibliothèque variée et bien tenue. Il ne doit pas être non plus, par définition, un sanctuaire où les ouvriers viennent vénérer

l'image d'un chef et que l'on montre aux fonctionnaires supérieurs ou aux visiteurs étrangers pour leur faire croire à l'existence d'un foyer de culture.

Un « coin rouge » de Bakou : pas un livre ; portrait de Lénine ; de vives couleurs ; c'est « un autel » où l'on peut faire ses dévotions à la mémoire du chef ; 2 000 roubles dépensés pour cela ; et fermé à clef ; « ainsi sont nos coins rouges » ; les usines rivalisent de dépenses inutiles en étoffes rouges, en encadrements de portraits, lampes électriques, etc., pour des « coins » morts ; très rares, celles où l'on puisse étudier dans les « coins » (*Pravda*, 3 avril 1925). Un club : il faut y apporter un parapluie, car il est sans toit ; une ou deux fois par semaine, ciné, mais des films détériorés et incompréhensibles ; il est toujours plein d'ivrognes ; on s'y injurie grossièrement, on s'y bat (*Pravda*, 27 octobre 1925). Dans le Donetz, écrivait Iaroslavsky l'an précédent, les clubs ouvriers englobent à peine 15 % des syndiqués (*Pravda*, 22 août 1924). C'est encore trop que si peu de clubs de cette sorte. Les « coins Lénine », sales, délabrés, aux murs couverts d'affiches en loques, avec quelques livres inactuels traînant dans la poussière, leur buste de Lénine drapé, éloignés des logements ouvriers, ne répondent en rien à leur objet (*Zaria Vostoka*, 19 mai 1926). Les clubs ne servent qu'à gaspiller de l'argent ; le désordre y règne et en chasse les ouvriers sérieux ; les cotisations infinitésimales sont le meilleur signe de la désaffection des travailleurs (*Troud*, 31 juillet 1928). Les clubs deviennent des foyers de corruption et de banditisme ; la prétendue « activité culturelle » n'existe que sur le papier ; un communiste qui se respecte ne va pas au club (*Pravda*, 13 août 1928). Selon les statistiques, les progrès culturels sont énormes ; mais toujours sur le papier seulement ; dans la réalité, on ne voit rien de tout cela ; ainsi, à Toula, grand centre ouvrier, les clubs sont minuscules ; une salle de 180 places pour les 14 000 ouvriers du bâtiment ; une grande usine a deux clubs pouvant à peine tenir le dixième de son effectif (sans parler des familles ouvrières) ; les « coins rouges » sont sales, sombres et vides ; si une commission est annoncée, on s'empresse de les garnir de journaux, de leur donner pour

quelques heures un aspect présentable ; et tout cela coûte néanmoins beaucoup d'argent... (*Isvestia*, 30 mai 1929).

Même état de choses en ce qui concerne les bibliothèques. Iakovleva, Commissaire-adjointe à l'Instruction publique, avoue la réduction du nombre des bibliothèques comme des « maisons de l'enfance » et juge « alarmants » les chiffres budgétaires pour l'enseignement (*Pravda*, 12 avril 1929). « Sur le front des bibliothèques (*sic*), notre situation est absolument défavorable... Notre retard sur le front du mouvement des livres nous atteint fortement », lit-on dans un appel officiel écrit dans un grossier jargon militaire quasi intraduisible (*Pravda*, 4 août 1929). Le plus grave, c'est la qualité des livres envoyés d'office dans le peu de bibliothèques existantes. Personne ne veut les lire, et avec raison : ce sont des répétitions de formules et délayages de poncifs déjà publiés chaque jour dans tous les journaux et revues depuis des années, imprimés et réimprimés sous divers aspects de brochures, recueils, volumes, œuvres choisies et œuvres complètes, de politiciens sans crédit moral ni prestige intellectuel qui, d'ailleurs, étouffent mutuellement leurs productions désespérément nulles au cours de leurs luttes intestines. Cela, tout le monde le pense en Russie mais aucun journal ne peut le dire, toute la presse étant étroitement soumise au Secrétariat du parti bolchevik, maître d'une censure rigoureuse et d'une police vigilante dont l'équivalent n'existe dans aucun pays du monde.

La Révolution d'octobre avait à son programme l'instauration d'une instruction publique générale, obligatoire, gratuite, polytechnique, égale pour tous. Dans la douzième année du régime, elle n'est ni générale, ni obligatoire, ni gratuite, ni polytechnique, ni égale. Les écoliers, enfants des ouvriers, des paysans travailleurs, des employés devaient recevoir gratuitement des fournitures scolaires, des livres et un repas chaud par jour. De tout cela, il n'est même plus question en rêve. La légende soviétiste peut faire état de quelques écoles, crèches, jardins d'enfants ou clubs modèles, édifiés et entretenus pour l'exhibition : elle ne lavera pas de sa

culpabilité dans l'extension de l'ignorance et l'abaissement de la culture d'un grand peuple le parti qui monopolise toutes les responsabilités avec tout le pouvoir. Le sacrifice récent, comme bouc émissaire, d'un Lounatcharsky, révoqué subitement de ses fonctions de Commissaire du Peuple à l'Instruction par une décision dissimulée en caractères microscopiques dans la presse, comme s'il s'agissait d'un acte presque inavouable, n'épuise pas le sujet. Et quand on lit maintenant dans les journaux soviétiques des articles précédés de titres de l'espèce de ceux-ci : « Le pays du socialisme doit être un pays sachant lire et écrire. Dans deux ans, il ne doit y avoir en RSFSR (Russie proprement dite et Sibérie, sans l'Ukraine, le Caucase et les autres républiques fédérées) pas un ouvrier illettré » (*Pravda*, 31 août 1929), il est permis de juger la découverte tardive et de douter de la réalisation des promesses, surtout si l'on sait les méthodes en vigueur dans l'URSS depuis la mort de Lénine pour la mise en pratique des résolutions les meilleures, et l'immense distance qui sépare en Russie les décisions théoriques des moyens de les appliquer.

L'ignorance, donc, dépasse elle aussi le sempiternel « niveau d'avant-guerre » dans la sixième partie du monde. Comment elle se traduit dans la vie courante, la statistique n'en donne pas idée. Le lecteur occidental comprendra mieux l'expression russe « puissance des ténèbres » en prenant connaissance de quelques faits ou épisodes de caractère non accidentel mais au contraire révélateur de la mentalité d'une partie très importante de la population.

Dans un village de Podolie, un habitant s'adresse au président du soviet pour se plaindre d'être délaissé par sa femme, unie non « légalement » à un nouveau mari. Le président fait venir devant le « rassemblement » général des villageois la femme et son nouveau compagnon ; elle explique sa résolution de ne plus vivre avec son premier mari qui la bâtonnait et son intention de faire enregistrer à l'état-civil son second mariage. Le président fait alors déshabiller complètement la malheureuse et son ami et les fait fouetter avec des orties par tous les membres du soviet devant tous les

habitants (*Pravda*, 12 mai 1925). Le rédacteur de la *Pravda* rapporte l'histoire sans s'émouvoir ni s'indigner le moins du monde, comme s'il s'agissait d'un incident banal. Il se borne à une allusion littéraire à Saltykov-Chtchédrine.

Dans une campagne tout près d'Iaroslav, une paysanne passe pour sorcière, sans rime ni raison. Une autre paysanne est prise d'une attaque d'épilepsie, à la messe, et personne ne sait la soigner. Or, il se trouve que la seconde a touché le fichu de la première, rencontrée sur la route. De là, une relation de cause à effet vite établie. Une foule s'assemble et traîne la malade chez la pseudo-sorcière en exigeant guérison immédiate. La pauvre innocente se déclare impuissante, supplie qu'on la laisse. Peine perdue. Un singulier cortège se forme : sur une *télièga* (charrette primitive) conduite par deux moujiks repose le corps de la malade, et la « sorcière », le cou dans un nœud coulant, est tirée derrière, suivie de la population hurlante de trois villages ; la « sorcière » est fouettée avec un *knout* d'abord, longtemps et obstinément, puis avec une chaîne de fer jusqu'à évanouissement, puis jetée à la rivière, puis repêchée et jetée dans un bois. Son supplice a duré six heures. « Il ne s'est pas trouvé un seul individu sain pour la défendre » (*Pravda*, 24 mai 1925).

Tableau d'une fabrique de bottes de feutre, dans la province de Nijni-Novgorod : il y a 600 ouvriers, mais seulement de septembre à juillet, car ils s'en vont tous l'été aux champs ; ils sont tout à fait religieux et, aux fêtes locales de l'Église, deux ou trois fois chaque mois, en plus des autres jours fériés, un tiers seulement va travailler ; il n'y a pour ainsi dire pas de travail culturel ; depuis cinq ans, on construit un club mais il n'est pas encore terminé ; 10 % des travailleurs s'inscrivent pour les journaux, qui arrivent d'ailleurs très mal ; la grossièreté, l'obscénité, l'ivrognerie se donnent libre cours ; *la jeunesse ne se distingue en rien des plus vieux* ; aux promenades en commun du dimanche, les adolescents se battent... (*Pravda*, 7 juin 1925). C'est une fabrique au fond d'une province, certes, mais il y en a plus d'une dans ce cas.

Voilà qui donne quelque idée de la base humaine de l'URSS. Mais à plusieurs degrés au-dessus, dans l'échelle sociale héritée du tsarisme, le niveau intellectuel n'est guère supérieur. Sosnovsky a conté l'histoire caractéristique suivante : le tribunal rural d'un canton ou arrondissement (*volost*), ayant à trancher en 1922 un litige entre deux citoyens au sujet d'un partage de biens et objets mobiliers, et jugeant *par contumace*, prend une décision où sont invoqués d'abord les principes de la justice socialiste, puis énumérés les objets à répartir (chaises, montre, icônes, etc.) et prévoyant pour celle des parties qui ferait obstacle au jugement *la peine capitale* ; le 10 juin 1925, la commission agraire (!) de la province de Tver *confirme* cette énormité ; Sosnovsky souligne : en 1925, et à Tver, ville importante située entre les deux capitales ; le paysan menacé de la peine de mort se présente à la *Tverskaïa Pravda*, où on le tranquillise... (*Pravda*, 9 juillet 1925). L'aventure est d'aspect anecdotique mais trahit singulièrement, elle aussi, l'épaisseur des « ténèbres ».

Dans l'Oural, dans trois villages près de la ville d'Ijevsk, en juin 1928, trois cents paysans sont fouettés, on ne sait exactement par qui ni sous quel prétexte en lisant le récit révélateur du journal local : on dit que ce sont les *koulaks* les fouetteurs et les *bedniaks* les fouettés, à propos de haies mal entretenues qui auraient laissé le bétail des uns brouter l'herbe des autres, explication très suspecte car les *koulaks* sont mis en cause maintenant comme des loups-garous, à propos de tout et de rien. Mais la flagellation des 300 paysans *votiaks*, parmi lesquels des enfants de 14 ou 15 ans, n'est pas douteuse. Dans le canton, il y a 36 communistes inscrits au Parti, dont 23 titulaires, et personne n'a bronché (*Pravda*, 26 septembre 1928). Sur la Volga, dans la république de langue allemande, les *koulaks* (?) fouettent 85 paysans pauvres et plusieurs de ceux-ci en meurent (*Pravda*, 13 août 1929).

Les dirigeants du Parti communiste russe, gouvernement soviétique, ayant décidé une manifestation internationale pour le 1^{er} août 1929, sous le nom de « journée rouge », le bruit se répandit dans la région d'Armavir que la nuit du 31 juillet au

1^{er} août serait une « nuit rouge » dans le genre de la Saint-Barthélemy. Les communistes devaient couper la gorge à toute la population, sans merci. Des Chinois, en outre, étaient déjà campés non loin, avec des tentes aux sanglantes inscriptions. Cette rumeur, naturellement, était un nouveau coup des *koulaks*. Les cosaques agriculteurs de l'endroit crurent leur dernière heure venue et se préparèrent même, dans certaines fermes, au grand départ, revêtirent à cet effet des chemises propres, se dirent adieu en sanglotant. On cacha les enfants dans les granges, les coffres à blé, sous les foin ; on boucha hermétiquement les volets ; on se barricada. La nuit terrible se passa d'abord calmement, dans un silence de mort. Mais un gars plus curieux et hardi que les autres se risqua au dehors pour voir si les égorgeurs approchaient et, dans l'obscurité, se heurta à un congénère qui faisait exactement comme lui : pris de peur, tous deux poussèrent un hurlement sauvage. Alors, de toutes les isbas, des granges, des coffres à blé s'élevèrent des cris déchirants, des plaintes lamentables, une clameur d'épouvante couvrant même les lugubres aboiements des chiens. Cela dura jusqu'à l'aube. Personne ne périt. Mais pendant trois nuits encore, toute une partie de la *stanitsa* (agglomération de cosaques) ne put dormir. Quelque temps après, apprenant cette panique, les éléments avancés de la *stanitsa* vinrent expliquer « le sens de la journée du 1^{er} août » (*sic*) mais il fallut s'y prendre à deux fois, personne n'ayant osé apparaître à la première réunion du seul fait qu'il devait y être question de la « nuit rouge » (*Pravda*, 30 août 1929).

Le plus intéressant, c'est que la *Pravda* trouve naturelle cette frayeur et en rejette la responsabilité sur les communistes du cru qui laissent le champ libre au *koulak*. On a l'habitude, en Russie, de ces incidents révélateurs. De même, on ne prête même plus attention aux traditionnelles batailles à coups de poing qui opposent à la campagne village à village et, hélas, à la ville, les ouvriers d'un quartier ou d'un arrondissement à ceux du quartier et de l'arrondissement voisins ; de courtes dépêches, dans les journaux, annoncent que les combats ont commencé en tel endroit, parfois qu'il y a déjà un mort ou des blessés ; la milice ne s'en mêle pas ; le Parti s'en lave les

mains, les autres organisations de même ; les prolétaires peuvent à loisir se défoncer les mâchoires, se fendre réciproquement le crâne, s'estropier mutuellement. Un seul exemple : à Astrakhan, les luttes à coups de poing ont commencé, arrondissement contre arrondissement, quartier contre quartier ; les hostilités ont été ouvertes par deux arrondissements ouvriers, Elling et Trousovsky ; il y a des blessés de toutes sortes ; la milice se tait (*Pravda* des J., 4 avril 1928). De telles nouvelles ne se comptent plus. Les pauvres brutes prolétariennes, inconscientes et inéduquées, dont il s'agit sont censées « voter » à l'unanimité dans leurs réunions les thèses transcendantales et résolutions compliquées de toutes sortes que des fonctionnaires préposés à cette besogne ne se donnent même pas la peine de leur lire.

L'obscurantisme involontaire mais effectif du régime favorise la diffusion des superstitions religieuses et le développement des sectes mystiques. Dans les dernières années, on n'a pas pu éviter de remarquer le pullulement des sociétés et confréries chrétiennes d'espèces variées et les progrès considérables de leur propagande. Les campagnes et les publications antireligieuses officielles ne font que favoriser et renforcer les courants de mysticisme réactionnaire, par leurs méthodes irrationnelles de brutalité grossière et de violence factice. De tous côtés, on signale les succès des baptistes, des évangélistes, des frères de l'union paysanne, des adventistes, des *molocanes*, des *belocrines*, des *trezvenniks*, des frères d'*Avvakoum*, des tolstoïens, etc., en sus des diverses portions des Églises officielles. L'activité des sectateurs a grandi au cours de la dernière année et s'exerce déjà dans les fabriques, à domicile, et même dans les réunions convoquées par les athées, où les croyants apportent la contradiction ; 60 ouvriers d'une manufacture de Tver font partie d'une secte ; à Moscou, de jeunes communistes passent aux évangélistes (*Troud*, 7 mars 1928). Les baptistes imitent les procédés communistes et, parmi leurs images de saints, leurs « mots d'ordre » et placards illustrés, accrochent les portraits de Karl Marx et de Lénine (*Rabotchaïa Gazeta*, 24 juin 1928). Les églises ressemblent à des clubs ouvriers (mais mieux tenus) avec leurs « mots

d'ordre » et placards ; cependant, elles sont pleines alors que les clubs sont vides (*Pravda*, 23 août 1928). Des communistes sont gagnés par la foi religieuse ; près de Kolomna, un secrétaire de cellule cotise à l'église ; une communiste de l'usine textile *Lénine.*, province de Vladimir, passe aux baptistes ; les évangélistes obtiennent de beaux résultats à la fabrique moscovite *Rose rouge*, etc. (*Isvestia*, 25 août 1928). Les sectateurs et les *koulaks*, dit la *Pravda*, tiennent des réunions à part, dans la région de Novgorod, avant le « rassemblement » général des villages, pour faire échec au pouvoir (*Pravda*, 15 septembre 1928). Religieux et sectateurs imitent de plus en plus le Parti : à Nijni et à Sormovo, ils placardent des « journaux muraux », créent des cercles agraires, des « coins rouges », pénètrent dans les isbas-bibliothèques, se griment en « léninistes »... ; à Syzrane, un diacre recommande de suivre les enseignements de Lénine, après son prêche ; un cercle religieux de l'Oural se déclare « léniniste-religieux » (*Isvestia*, 25 décembre 1928). Les sectaires de tous rites se divisent le travail et se spécialisent ; les évangélistes envoient leurs partisans dans les usines pour y faire du prosélytisme ; « l'union de la fraternité paysanne » a des liens suspects au Japon (?) ; partout, les signes de l'action religieuse se révèlent (*Troud*, 26 mai 1929). Dans le Donetz, tous les gros centres industriels sont des foyers de renaissance religieuse ; rien qu'à Makéievka, il y a 13 600 sectaires, dont 4 600 jeunes ; à Stalino, une seule maison de sectaires a catéchisé en deux ans 3 000 personnes ; ils font avec succès de la propagande chez les chômeurs, sur le thème : les communistes ne vous donnent pas de pain, Dieu vous en donnera, et distribuent des secours ; ils gagnent une partie de la jeunesse et l'endoctrinent à des soirées musicales ; des jeunes filles leur servent de « pêcheuses » d'hommes (*Pravda des J.*, 15 août 1929). Les baptistes cessent d'être une secte pour devenir un grand parti politique religieux ; à Poltava, près du Comité exécutif des soviets du district, ils occupent l'ancien temple luthérien ; dans la campagne environnante, ils organisent des chapelles avec chœurs et instruments à cordes et intéressent ainsi la jeunesse (*Pravda des J.*, 22 septembre

1929). D'après la revue *Jizn Iskousstva*, les milliers de cercles évangélistes, adventistes, les communautés baptistes et *molocanes* créent des groupes artistiques, chantent l'*Internationale* en en modifiant le texte tout en lui conservant son allure générale et ses rimes, mènent des campagnes de propagande coïncidant avec celles du Parti ; ils ont cinq revues. D'après la *Pravda*, rien qu'en Ukraine le tirage des éditions religieuses atteint 4 millions d'exemplaires par an (10 avril 1928). Ajoutons que ce sont des imprimés répandus par persuasion *et qui se lisent* alors que la « littérature » communiste imposée par contrainte n'est pas lue.

Mais la déchéance collective la plus évidente et grosse de conséquences en URSS est due aux ravages de l'alcool. Le tsarisme avait, au début de la Grande Guerre, supprimé la fabrication et la vente de la *vodka* (eau-de-vie de grains). Le régime soviétique les a rétablies à son « profit » et a légalisé l'alcoolisme, peu après la mort de Lénine, et malgré l'opposition clairvoyante de Trotsky, Rakovsky et Kroupskaïa. En quelques années, les effets ont été catastrophiques. Le peuple russe se vautre de nouveau dans l'ivrognerie la plus bestiale.

La suppression de la *vodka* d'État n'avait pas aboli l'alcoolisme parce que les paysans ont appris à distiller eux-mêmes, au moyen d'alambics de fortune dont il sort un alcool de mauvaise qualité, la *samagonka*, colporté et bu en cachette. Mais cette saleté ne contaminait du moins que les paysans et le mal était limité par la surveillance et la répression, pouvait être de plus en plus réduit par des mesures appropriées, surtout d'ordre culturel. Avec la *vodka* soviétique, les ouvriers des villes ont été ravitaillés légalement en poison et la *samagonka* n'a pas cessé d'empoisonner les campagnes, sa distillation clandestine étant encore moins facile à réprimer depuis l'apparition de l'autre alcool. Les deux maux se superposent, contrairement à l'assertion de Rykov au Congrès de l'enseignement, suivant laquelle le meilleur alcool devait éliminer le pire (*Pravda*, 16 janvier 1925), confirmée par Semachko (*Pravda*, 3 décembre 1925) et par tous les porte-

parole officiels. Et la *vodka* soviétique alimente le budget d'État aux dépens des budgets ouvriers.

« Presque tous les ouvriers de nos usines s'enivrent », écrit un camarade de Tomsk ; « telle est la situation en province, mais elle n'est pas meilleure à Moscou » ; « on boit surtout les jours de paie » ; « les femmes et les enfants attendent à la sortie des usines pour attraper, chez les maris et les pères, une partie du gain » ; « les ouvriers, le sachant, tendent à se défiler et courent de la caisse au cabaret » ; au logis, où ils ne rentrent parfois que le soir du lendemain, les poches vides, c'est la misère, la faim, les disputes ; certains ouvriers se saoulent à l'usine même ; les fêtes des usines servent de prétextes à ignobles beuveries ; des ouvriers de tourbières, recevant leur compte après une saison de trois mois de travail éreintant, boivent tout sans rien acheter d'utile pour eux ou leurs familles ; « non seulement les sans-parti, mais les communistes s'enivrent, et la cellule ne prend aucune mesure » ; etc., etc. (*Pravda*, 20 août 1925). Près d'Ivanovo-Vosnessensk : « Le tableau de la caserne ouvrière de notre fabrique est sombre, inculte, et ivre ; tel il était avant la Révolution, tel il est resté dans beaucoup de coins reculés ; et pas seulement dans les coins reculés : ainsi, notre fabrique T. avec ses 8 000 ouvriers » ; les jours de fête, « saoulerie collective, querelles, chansons obscènes, jeux de couteau ; et des enfants sont là, et prennent exemple » (*Pravda*, 17 mars 1925). À la fabrique N. (Moscou), « 80 % des ouvriers s'enivrent » ; l'ivrognerie fleurit dans les cellules du Parti et des Jeunesses communistes (*Pravda*, 24 juin 1925). Correspondance de Tver concernant les déchargeurs du chemin de fer, plus d'un millier : « Tous leurs loisirs, tout leur salaire, ces travailleurs les dépensent dans l'ivresse » (*Pravda*, 11 novembre 1925). De Kalouga, on écrit : en juin, il se vendait 27 674 *vedros* d'alcool (1 *vedro* : 12 litres 29) et en août, déjà, 41 854, sans compter les vins, les liqueurs et le *samagon* ; « avec l'augmentation de la consommation de l'eau-de-vie s'est développé l'apachisme » (*Rab. Gaz.*, 2 octobre 1926). « L'ouvrier de Toula boit en moyenne 15 roubles par mois » ; les quartiers ouvriers de cette ville offrent

un spectacle désolant : des prolétaires inconscients vautrés sur la chaussée, des cris, des disputes, des vols, des bagarres au couteau ; « Toula ouvrière est dans les ténèbres : il n'y a pas de clubs dans les rayons ouvriers, et quand il y en a, ils ne répondent pas à leur but » (*Rab. Gaz.*, 10 octobre 1926). Encore 15 roubles par mois, donc, à défalquer du « salaire moyen ». Et non seulement à Toula, mais dans toute l'Union.

En un an, Leningrad a bu 1 819 980 *vedros* de *vodka*, sans parler de plus de 7 millions d'autres boissons alcoolisées ; il en est résulté une forte recrudescence d'apachisme (*Krasnaïa Gazeta*, 28 mai 1927). À l'usine textile de B., près de Moscou, tout le monde boit ; les pères cassent tout au logis, battent leurs femmes et leurs enfants ; des gamins de 8 ans s'enivrent, des enfants de 5 ans boivent déjà de la *vodka*, les maladies se propagent (*Troud*, 22 mai 1927). L'ivrognerie est une des plaies de la vie à la campagne ; dans tel village de la province de Tver, sur 60 feux, il y en a 50 où l'on fabrique de l'alcool frelaté (*Krasnaïa Gazeta*, 2 septembre 1927). Le même journal publie de nombreuses lettres d'ouvriers, retour de leur village après un congé, qui font toutes entendre la même note. « L'ouvrier dépense actuellement deux fois plus pour la boisson que pour le logement » ; le pourcentage de malades, d'aliénés et de décès d'origine alcoolique augmente rapidement ; à Leningrad, on a arrêté dans la rue 95 000 individus pour ivresse publique, au lieu de 2 088 en 1923 ; à Moscou, même tableau ; (on n'arrête que pour tapage, ou incapacité de circuler) ; 80 % de ces ivrognes sont des ouvriers ; à Bakou, 20 % sont des communistes ; le rendement du travail baisse, de ce fait ; la Commission du Plan d'État prévoit une « progression » de 36 millions de *vedros* (1926-27) à 84 millions de *vedros* (1930-31) de *vodka*, ce qui indigné l'auteur de l'article ; de plus, il faut songer à la *samagonka*, dont la consommation a dû être en 1923, d'après des calculs approximatifs, de 15 millions de *vedros* (*Le Bolchevik*, n° 19-20, 1927). « L'ivrognerie, aux excursions ouvrières, a pris au cours de cet été des proportions menaçantes. Rare celle où il n'y aurait pas eu d'ivresse, ni de scandale. Tous boivent : adultes et jeunes, etc. » ; suivent de lamentables exemples

(*Troud*, 24 septembre 1927). L'ivrognerie fait des ravages effrayants dans la classe ouvrière, constate le même journal en publiant des lettres de Sormovo, Oriekhovo-Zouev et Briansk, grands centres industriels ; toujours les mêmes scènes, femmes qui font anxieusement le guet à la porte des ateliers, ouvriers qui battent leurs femmes et leurs enfants, etc. (*Troud*, 24 décembre 1927). Les coopératives sont les principales dispensatrices du poison.

Dans les thèses de Trotsky, Rakovsky, Zinoviev, Kamenev et autres, citées déjà précédemment, on relevait en 1927, d'après les données du Plan d'État, les prévisions d'accroissement de la production et de la consommation de l'alcool de 227 % en cinq années, alors que celles des tissus seraient de 41 % seulement ; « *la production de l'alcool s'avère donc, d'après le plan quinquennal, comme la branche industrielle dirigeante* » ; « on prévoit donc la réalisation de la lutte contre l'ivrognerie, annoncée dans les thèses [officielles], *en triplant momentanément la norme de consommation de l'alcool* ». Cependant, il se formait en février et avril 1928, sous l'égide gouvernementale, une société antialcoolique, et l'on pouvait lire dans la *Pravda* du 10 avril 1928 : « *L'alcoolisme et le socialisme sont incompatibles* », signé : « Lénine ». Heureusement que Lénine a eu l'idée d'exprimer ce truisme.

25 % des malades nerveux des hôpitaux de Moscou, 50 % des suicides, 40 % des maladies vénériennes, 66 % des crimes, 74 % des actes d'apachisme ont l'alcoolisme pour origine ; « la part du budget ouvrier dépensée en alcool grandit d'une manière menaçante » ; *le quart des produits vendus par la coopération en 1926-27 se compose de liquides alcooliques*, alors que la viande ne représente que 10 %, le sucre 8 %, etc. ; « l'alcoolisme devient un danger menaçant pour toute l'édification du socialisme », dit Boukharine, un des responsables ; « en 1926, il a été bu de l'alcool pour plus d'un milliard de roubles » ; dans certaines entreprises, 14 % du salaire s'en va en alcool, parfois 17 % ; les absences injustifiées à l'atelier, le bas niveau de rendement du travail, la

mauvaise qualité de la production sont dus pour une grande part à la *vodka* ; l'alcoolisme gagne les femmes et les enfants (*Pravda*, 24 avril 1928). Et parallèlement à la dénonciation platonique des ravages du fléau, la production et la consommation de l'eau-de-vie ne cessent de croître. Le budget escompte 865 millions de roubles de rentrées, grâce à l'alcool d'État. Le *Gosplan* établit ses prévisions de « développement du socialisme » en supputant les progrès de l'alcool, alors que le XV^e Congrès du Parti a décidé d'en réduire graduellement la production – s'indigne la *Pravda* (octobre 1928). Selon les données du *Gosplan*, dit la *Rabotchaïa Gazeta* au même moment, la consommation de l'eau-de-vie est passée de 387 450 000 litres en 1926-27 à 467 400 000 litres en 1927-28 et passera à 580 800 000 litres en 1928-29, à 713 400 000 en 1929-30 et à 826 400 000 en 1930-31, ce qui représenterait alors 5 litres 80 par tête d'habitant, enfants compris. Mais ces chiffres n'ont trait qu'à « l'alcool officiel », la *rykovka* comme on l'appelle en Russie couramment d'un terme flétrissant pour le bolchevisme, et ne tiennent pas compte du *samagon*, dont la production est évaluée approximativement par un des dirigeants du Conseil supérieur économique à 40 millions de *vedros* dans l'année, soit environ 500 000 000 de litres en plus. C'est donc une moyenne de plus de 8 litres d'alcool par habitant qu'il faudrait compter en 1931.

Les journaux ne cessent de dénoncer les effets du mal sans jamais s'attaquer à la source principale. (Seule, l'« opposition » groupée autour de Trotsky a parlé sans crainte.) Une correspondance du *Troud*, relative à une localité de la province de Smolensk, résume bien les diverses manifestations que l'on trouve plus ou moins dans toutes les informations de ce genre : les ouvriers ivres tourmentent leurs femmes et leurs enfants ; on se bat dans les casernes ouvrières, on tire des coups de feu, on fracture les portes et les coffres, on vole, on pille ; les jours de paie, les ivrognes perdent leur gain aux cartes, jouent et perdent leurs souliers, leurs vêtements ; chaque partie se termine par une bataille ; en 1927, dans cette seule localité, 7 ouvriers se sont pendus ; les femmes boivent en foule ; les crimes se multiplient (*Troud*, 20 mars 1928).

Dans bien des usines, les ouvriers arrivent ivres au travail (*Rab. Gaz.*, 17 mai 1928). Les clubs ouvriers sont souvent transformés en ignobles cabarets (le *Prolétaire*, de Kharkov, 17 mars 1928). Sur 6 millions de prolétaires, dit Larine, il y a 400 000 alcooliques invétérés, subissant en moyenne trois arrestations par an pour ivresse publique (*Pravda*, 29 juin 1928). « Nous sommes noyés dans l'alcool », écrit-on de la campagne à la *Pravda* de Leningrad, avec force détails navrants (2 août 1928). En Sibérie, les ouvriers même bien payés sont malheureux parce qu'ils boivent la plus grande partie de leur salaire ; les clubs sont des repaires d'ivrognes (*Isvestia*, 20 octobre 1928). À Serpoukhov, près de Moscou, les communistes s'enivrent comme les sans-parti (*Pravda*, 25 octobre 1928). À l'usine *Dzerjinsky*, les accidents augmentent de 3 ou 4 fois après la paie et s'élèvent ainsi à 40 par jour ; 73 % des absences non motivées sont dues à l'ivresse (*Troud*, 14 novembre 1928). À Moscou, on construit une nouvelle usine d'alcool, ainsi qu'à Leningrad et à Koursk, alors que les fabriques existantes suffiraient à la production (*Pravda*, 28 novembre 1928). Au Comité central Exécutif des Soviets, en décembre 1928, Larine indique « qu'en un an, la milice a arrêté 2 millions d'alcooliques invétérés, se vautrant dans la rue, que la production de l'alcool engloutit environ 500 000 tonnes de grains, que la société antialcoolique n'est pas protégée par le gouvernement, mais se heurte au contraire aux autorités dont elle contrecarre les opérations commerciales ». Le même Larine, devant la même assemblée, estimait à 1 milliard de roubles la perte subie par l'industrie du fait des progrès de l'alcoolisme dans la classe ouvrière ; les deux grands centres culturels, Moscou et Leningrad, boivent plus que les autres (*Pravda*, 5 décembre 1928 et jours suivants). À Saratov, une démonstration d'enfants proclame : — Nous sommes contre les papas ivrognes ; nous exigeons la possibilité de faire nos devoirs ; au lieu de *vodka*, qu'on achète des livres (*Isvestia*, 25 décembre 1928).

Tous ces ouvriers, ces communistes ou procommunistes ravalés à l'abaissement dont la presse soviétique donne si fréquemment des illustrations, votent « à l'unanimité » de

grandes thèses sur « le socialisme dans un seul pays », sur le déclin irrémédiable du capitalisme en Europe et en Amérique, sur le plan quinquennal de production en URSS, sur toutes sortes de grands problèmes complexes et ardues qui feraient hésiter des révolutionnaires cultivés et conscients, et condamnent implacablement avec la même « unanimité » tous les communistes assez hardis pour risquer la moindre critique de la politique officielle et des méthodes de gouvernement. Le prolétaire bien soûl, ayant détérioré sa machine, injurié son contremaître, assommé sa femme, meurtri son enfant, volé son voisin, écharpé sa voisine, vomi dans son logis « de la dimension d'un cercueil » et perdu au jeu sa culotte, s'en va « exiger » (*sic*) du trop bienveillant Bureau politique du Parti des mesures impitoyables contre Trotsky et autres « sceptiques » trop longtemps tolérés au nombre des vivants.

Cependant, la calamité gagne du terrain dans tous les sens. Une enquête de 1928 avait déjà révélé l'alcoolisation croissante de la jeune génération : à titre de sondage, deux écoles furent examinées, comptant 2 420 enfants de huit à seize ans ; 15 % des garçons et 14 % des filles s'enivraient, 14 % des garçons et des filles, en plus, buvaient souvent et beaucoup (*Isvestia*, 3 juin 1928). En 1929, on avoue l'impossibilité de réduire la vente de la *vodka* pour ne pas compromettre l'équilibre budgétaire, bien que l'ivrognerie se manifeste de plus en plus comme un danger public (*Isvestia*, 16 janvier 1929). On prévoit pour 1929 une consommation de 46 millions de *vedros* (sans compter le *samagon* clandestin) ; la dépense des consommateurs pour l'alcool est évaluée à 1 milliard et demi de roubles dans l'année (*Pravda* des J., 2 avril 1929). La consommation globale d'eau-de-vie a atteint l'an dernier 75 % de celle d'avant-guerre dans les villes et 150 % dans les campagnes (le niveau de l'époque tsariste est donc très largement dépassé dans l'ensemble) ; l'expérience a prouvé que la *vodka* d'État n'éliminait pas la *samagonka*, dont la distillation se développe (*Pravda* des J., 5 juin 1929). À Leningrad, *en une seule nuit*, la milice a ramassé dans la rue 859 ivrognes, « chiffre record » (*Krasnaïa Gazeta*, 1^{er} septembre 1929). La « direction de l'alcool » met en vente

cette année 60 millions de litres de plus que la quantité permise, 540 millions de litres au lieu de 480 millions ; la société antialcoolique proteste... (*Troud*, 11 septembre 1929).

Voilà encore un petit détail passé inaperçu des faux « amis de l'URSS », en tout cas dont on ne trouve pas trace dans leurs brochures icariennes.

Il a été question ici, spécialement ou incidemment, de la condition des femmes. C'est un signe qui ne trompe pas, quant au niveau d'une civilisation. Il vaut la peine de s'y arrêter. Les *Isvestia* notent de nombreux cas où les maris battent leurs femmes, parce qu'elles se mêlaient aux « élections » ; dans l'Oural, un secrétaire de cellule communiste rosse sa femme, « candidate » au soviet ; dans la province de Toula, un membre d'un bureau de soviet assomme à coups de barre de fer sa femme, « présidente » de ce soviet ; dans la province de Gomel, toutes les femmes d'un village sont battues par leurs maris, pour avoir tenu une réunion ; etc. (19 mai 1926). Il s'agit non d'accidents, mais de faits symptomatiques. (Nous soulignons les termes relatifs aux élections en attendant de montrer à quoi ils correspondent, au chapitre suivant). La *Pravda*, à son tour, dénonce les mauvais traitements infligés par les ouvriers à leurs femmes, en citant de nombreux cas ; les communistes y figurent en bonne place ; on évoque des drames où l'ouvrière succombe sous les coups de maris dégénérés, sans que les organisations, pourtant informées, interviennent (3 mars 1928). À Ivanovo-Vosnessensk, centre principal du textile, « le Manchester russe », « les femmes sont battues maintenant d'une façon à peu près générale » ; la *Voix du tisseur* ayant mené campagne contre cette habitude des ouvriers de frapper leurs compagnes annonce qu'elle a reçu une quantité de lettres confirmatrices (*Pravda*, 1^{er} avril 1928). À la campagne, les mœurs sont restées barbares : la *Bednota* cite de nombreux exemples de brutes qui enferment leurs femmes, les rouent de coups, leur crachent au visage (22 juin 1928). Chez les Turkmènes, la révolution n'a pas aboli le commerce des femmes ; il faut au moins 60 roubles pour s'en payer une, mais les *koulaks* font monter les prix et les paysans

pauvres font pression pour instaurer un « prix fixe », sans toutefois pouvoir retenir leur acquisition attirée par la spéculation des riches... (*Pravda*, 26 août 1926).

« L'héritage du passé », ici, est évident, mais la conservation de cet héritage maudit n'est pas moins évidente, sauf pour les voyageurs aveugles ou complaisants. Il est cependant une plaie hideuse de la société soviétique, apparue depuis la mort de Lénine, dont il faut faire la part des origines lointaines et des responsabilités présentes, l'antisémitisme, au développement chaque jour signalé dans la presse. Il y avait de l'antisémitisme autrefois en Russie, mais confiné dans des catégories très restreintes de la population ; la classe ouvrière n'a jamais été antisémite, pour ne parler que d'elle. Et surtout, on n'avait jamais vu trace d'antisémitisme dans les partis révolutionnaires et socialistes ou communistes. Or, depuis la renaissance de l'antisémitisme, manifestée vers 1925 et accentuée dans la suite, c'est le prolétariat qui est contaminé par cette forme de sauvagerie. Et l'expérience prouve qu'il n'y a pas d'antisémitisme sans complicité du pouvoir. Certes, l'antisémitisme est *officiellement* dénoncé, et puni sous ses aspects violents. Mais il en est de ce phénomène comme de bien d'autres en Union soviétique : on s'en prend formellement aux effets sans attaquer les causes et, selon l'expression courante là-bas, et valable pour l'alcoolisme et l'analphabétisme aussi, « on soigne les rhumes en entretenant les courants d'air ». Le chapitre sur la « dictature du prolétariat » éclairera cette formule.

Dans une usine de Leningrad, deux *membres du Parti bolchevik* rassemblent des ouvriers autour d'eux et l'un se flatte d'avoir tué, de sa main, 900 Juifs sur le front polonais et regrette de ne pouvoir les exterminer jusqu'au dernier (*Pravda* de Leningrad, 29 juin 1927 ou 1928, date mal imprimée sur notre exemplaire). « Jamais au cours de la Révolution nous n'avons remarqué, comme à présent, dans le Parti et les Jeunesses communistes une si forte infiltration d'antisémitisme », écrit Sosnovsky dans la *Pravda* (septembre 1927) et il cite comme extrêmement caractéristique une lettre

d'un communiste (!) à un autre, justifiant « pour 50 % » (*sic*) le vieux mot d'ordre des Cent-Noirs : « Mort aux Juifs, vive la Russie ». La *Pravda* des Jeunesses communistes (23 décembre 1927) consacre une page entière à cette honte : l'antisémitisme ouvrier et communiste ; elle cite des cas où des ouvriers en traitent d'autres de « youpins » sans la moindre raison, leur refusent l'entrée des syndicats et, par conséquent, le droit au travail, et souligne que l'antisémitisme gagne des groupes entiers des Jeunesses communistes et des « pionniers », qui se livrent à des voies de fait sur des enfants et adolescents juifs. La *Pravda* (17 mai 1928) montre le développement de l'antisémitisme dans le Parti communiste : à Kiev, un communiste de haut rang refuse d'accorder du travail aux « youpins » ; ailleurs, des communistes frappent couramment les juifs ; à l'Institut de l'économie nationale, on peut lire une inscription de communiste sur un mur : « Mort aux Juifs, vivent les soviets. » La *Krasnaïa Gazeta* (29 juin 1928) signale un communiste, dirigeant de coopérative, qui organise deux queues distinctes, celle des orthodoxes et celle des Juifs, et bat un vieillard de 70 ans qui proteste, et constate que la conduite de ce voyou, aidé du chef de la milice, est une provocation aux pogroms. Au club de l'usine *Révolution d'Octobre*, un jeune Juif, au bras paralysé par suite d'un accident du travail, est jeté à terre et à demi étouffé, avec l'approbation du président du comité de l'entreprise (*Pravda*, 28 juillet 1928). À Rostov, à Dniepropetrovsk, à Kazan, etc., des jeunes communistes insultent et rouent de coups leurs « camarades » juifs (*Pravda*, des J., 29 juillet 1928). Un livre de Gorev donne de nombreuses informations établissant que l'antisémitisme pénètre partout « au cours des dernières années » (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 9 septembre 1928). Dans les mines du Donetz, les ouvriers juifs sont insultés et maltraités par leurs compagnons de travail qui sont souvent des communistes, des secrétaires de cellules ; des communistes déplorent ouvertement de ne pas pouvoir faire de pogroms ; des ouvriers mineurs juifs se voient refuser du travail, ou le logement, ou la carte syndicale, parce que juifs ; les comités communistes régionaux encouragent le mal par leur silence (*Pravda* des J.,

18 novembre 1928). À la verrerie *Octobre*, près de Minsk, les contremaîtres insultent, persécutent et battent une ouvrière juive, la déshabillent, la fouettent, l'arrosent d'eau froide, *en présence de tous les ouvriers et des communistes de l'usine*, complices tacites (*Isvestia*, 16 novembre 1928). Trois des crapules directement mêlées à la persécution de cette femme sont membres du Parti bolchevik (*Pravda*, 15 janvier 1929). Le même numéro de ce journal cite plusieurs autres cas de brimades infligées à des travailleurs juifs dans diverses usines. L'antisémitisme progresse de plus en plus et le *Troud* (29 mai 1929) avoue enfin que ce n'est pas seulement une monstrueuse survivance du passé, mais un phénomène politique actuel.

L'importance de ce phénomène est attestée par des comptes rendus comme celui de la *Pravda* des Jeunesses, du 10 avril 1928, où l'on relate en détail l'affaire de l'Institut géodésique de Kharkov. Là, un jeune *rabfacovetz* (étudiant ouvrier) juif a été tourmenté et traqué durant de longs mois par des communistes, sous les yeux de leurs camarades inertes ; on le réveillait la nuit à coups de règle sur la tête, on l'aspergeait d'eau froide, on lui piquait la plante des pieds avec les pointes d'un compas ; le souffre-douleur devint à moitié fou. Même tableau dans un foyer d'étudiants à l'autre bout de la ville, où un Juif est assommé et laissé à demi-mort par des brutes, dont les deux secrétaires de la fraction communiste. « D'aussi frappantes manifestations d'antisémitisme sont fréquentes dans les *vouz* » (établissements d'enseignement supérieur), dit ce journal, citant d'autres exemples. Au même Institut géodésique, des voyous piétinent le ventre d'une étudiante juive enceinte. À Belotserkov, il y a un groupe organisé de voyous chauvins antisémites. À Dniepropetrovsk, à l'Institut des mines ; à Kharkov, à l'Institut technologique ; en différentes villes d'Ukraine aux conférences estudiantines, l'antisémitisme s'exprime avec grossièreté et violence. L'assemblée générale de la cellule communiste de l'Institut géodésique couvre les coupables et rit des victimes.

De tels « communistes » votent à l'unanimité (*sic*) toutes les résolutions que leur envoie le comité du Parti de leur rayon,

lequel les reçoit du comité du Parti de la ville, lequel les a reçues du comité du Parti de la province, lequel les tient du Comité central du Parti, lequel ne fait que transmettre ce qu'il reçoit du Bureau politique et du Secrétariat du Parti.

Après cela, ce n'est pas sans étonnement qu'on peut lire, sous la plume de Maxime Gorki dans la *Pravda* (26 septembre 1929) : « Est-il possible de croire aux affirmations malveillantes de la presse des émigrés, selon lesquelles les communistes eux-mêmes sont contaminés d'antisémitisme ? » Gorki fait donc semblant de ne pas regarder la presse soviétique ? Il s'agit évidemment d'une ruse de style, car l'article se termine sur les phrases suivantes : « Il ne peut être question de se demander s'il faut combattre les antisémites. Il y a deux questions à poser : les combat-on suffisamment et assidûment ? et comment sied-il de les combattre ? » Ces questions sont demeurées sans réponse et le resteront, dans le cadre du système politique actuel. Car il est impossible de les résoudre sans aborder le problème du régime édifié, après la mort de Lénine, sur la puissance des ténèbres.

La « dictature du prolétariat »

La Constitution soviétique, expression légale de la dictature du prolétariat, est un document subversif dans l'URSS d'aujourd'hui. Plusieurs milliers de communistes et d'autres révolutionnaires sont actuellement dans les prisons, camps de concentration et lieux de déportation pour s'être réclamés de ses principes ou avoir voulu user des droits de citoyens qu'elle leur reconnaît. Ce n'est pas le premier exemple historique d'une Constitution non respectée de ceux qui ont charge de l'appliquer. Mais c'est certainement *un cas unique* de Constitution n'ayant *rien de commun* avec le régime dont elle est censée définir les institutions.

Ce singulier état de choses n'a pas été instauré d'un coup. Il s'est établi graduellement depuis la maladie de Lénine et relativement cristallisé par étapes successives après la mort du fondateur de la « République socialiste fédérative des Soviets ». Il ne durera pas toujours mais il est l'*état de fait* au moment où nous sommes et il importe de le connaître si l'on ne veut pas être surpris par le cours des événements futurs.

En principe, tous les habitants de l'URSS vivant de leur travail sans exploiter le travail d'autrui sont citoyens, électeurs et éligibles, ont le droit d'expression et de réunion. En fait, sur les 150 millions et plus de Russes et allogènes de l'Union, *un seul individu* jouit de tous les droits et *tous les autres* assument tous les devoirs.

Cet exclusif citoyen complet, c'est le Secrétaire général du Parti communiste.

L'URSS comprend deux grandes catégories d'individus : les membres du Parti communiste et les « sans-parti ». Seuls, les communistes ont, à des degrés divers, quelques droits non définis, variables en quantité et qualité selon la position des citoyens en question sur l'échelle de la hiérarchie. Un communiste a moins de droits que son camarade placé immédiatement au-dessus de lui par les fonctions et plus de droits que celui du dessous. Mais il a toujours plus de droits qu'un « sans-parti », lequel en est complètement dépourvu, sur le plan des affaires vitales de la cité ou du pays.

Les « sans-parti » ont seulement le droit d'approuver tout ce que dit, tout ce que fait l'unique parti de l'URSS. Toute désapprobation, explicite ou même implicite, toute critique fût-elle la plus timide ou la mieux fondée, voire tout silence passible d'interprétation arbitraire, mettent le « sans-parti » sous le coup de l'accusation de « contre-révolution » avec les conséquences fâcheuses qu'elle comporte, depuis la perte du travail, donc du pain quotidien, jusqu'à la déportation en Sibérie ou l'emprisonnement illimité.

Parmi les « sans-parti », il y a deux sortes de gens : les « sympathisants » et les autres. Pour être « sympathisant », il n'est nul besoin de sympathiser avec le communisme : il suffit de le déclarer, de faire semblant, puis de prendre garde à ne pas se laisser surprendre en flagrant délit d'hostilité ; en échange de son apparence de sympathie, le faux sympathisant reçoit de petites facilités dans la vie courante, pour le travail ou le logement, et ce sont des avantages appréciables si l'on se rappelle les conditions du travail et du logement décrites avec objectivité dans les chapitres précédents. En outre, le sympathisant, réel ou supposé, peut être choisi *par les communistes*, s'il fait preuve de docilité exemplaire, comme figurant sur les listes de « sans-parti » destinées à être « élues à l'unanimité » aux réunions « d'électeurs » ; dans cette éventualité, il devient membre d'un ou plusieurs « soviets » ce qui, *en certains cas*, peut procurer quelques agréments.

Les assemblées d'électeurs se tiennent dans les entreprises et nul n'y peut participer ailleurs que dans celle où il est inscrit ; et seul, le comité local du Parti, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une « cellule » communiste ou du comité d'entreprise à ses ordres, a le pouvoir et les moyens effectifs de convoquer une réunion ; ainsi, tout participant est connu ou facile à identifier par l'administration de l'entreprise et le personnel communiste ; nul ne peut ouvrir la bouche ou lever le nez sans être immédiatement tenu à l'œil et la moindre manifestation non conforme aux « mots d'ordre » officiels entraîne les conséquences voulues par les fonctionnaires du Parti. Le bureau de la réunion, communiste ou choisi par les communistes, est ainsi « élu » à l'unanimité, l'ordre du jour et les résolutions ou les listes de candidats dressées par le Parti sont nécessairement « votées » de même. Le pseudo-vote a lieu à mains levées, sur formulation du président suivie de la question sacramentelle : « Qui est contre ? » Si le sujet est important, il est impossible de voter *contre* sans risquer sa place, donc son pain, et par suite très souvent son logis car les maisons dépendent de l'entreprise. Étant donné l'ampleur du chômage et la gravité de la crise du logement, chacun se gare du danger en s'abstenant de contredire. Quand cette perspective ne suffit pas pour refouler l'hérésie, il y a des moyens plus directs et énergiques, dont nous parlerons bientôt. L'unanimité dite « cent pour cent » est donc assurée. À la campagne, les choses sont légèrement différentes : la base électorale étant plus éloignée du « sommet » suprême « élu », avec interposition de plusieurs degrés de suffrage de plus qu'à la ville (voir plus loin), et l'intérêt du paysan se portant de préférence sur les affaires locales, la surveillance et la pression y sont moins fortes, et d'ailleurs le nombre des communistes ruraux n'y suffirait pas ; l'immense proportion des illettrés et des alcooliques limite encore les vellétés d'initiative ; plus une assemblée ou congrès a d'importance par la compétence territoriale, plus le contrôle communiste se renforce pour ne rien laisser au hasard.

On a vu qu'à la campagne, personne parmi les non-communistes ne tient en général à faire partie d'un soviet car

celui-ci a pour seule mission de lever l'impôt et les recrues, corvées pénibles s'il en fut ; ce sont plutôt les paysans aisés qui ont intérêt à pénétrer au soviet pour s'octroyer des exonérations et faire marcher les pauvres. Dans les gros bourgs, et les villes petites et moyennes, le soviet une fois « élu » ne se réunit pour ainsi dire jamais ; c'est le « bureau » qui fonctionne ; le titre de député ne tire donc guère à conséquence ; on cite même des circonstances assez fréquentes où, la liste des membres du soviet étant perdue, les singuliers « députés » sont, de ce fait, introuvables car la plupart ignorent même le grand honneur qui leur est accordé ; ou bien, un Ivanov étant inscrit sur la liste, dressée par un comité du Parti, mais sans indication de prénom et de patronymique, il est impossible de discerner l'Ivanov dont il s'agit parmi les douzaines d'Ivanov qui peuplent inmanquablement toute agglomération. Dans les grandes villes, le soviet se réunit très rarement, en une sorte de meeting de propagande ou d'agitation, pour approuver obligatoirement « à l'unanimité » son Comité exécutif et son Bureau, désignés l'un et l'autre par un comité du Parti ; le député au soviet, loin d'en éprouver une fatigue supplémentaire, a la chance d'avoir ainsi quelques prétextes pour quitter l'atelier, griller des cigarettes dans les couloirs du soviet, et de recevoir de la « littérature » officielle gratuitement, d'avoir une carte de circulation sur les tramways, et autres prérogatives de même envergure.

Les « sans-parti » non catalogués comme sympathisants par les comités du Parti auxquels ils ont couramment affaire, selon le lieu de travail ou le domicile, ont le droit d'exister au niveau matériel déjà décrit, dans la mesure où ils ont la chance de n'être pas chômeurs et d'avoir un logis « de la dimension d'un cercueil ». Et à condition de s'abstenir rigoureusement de toute intervention dans la politique, sauf pour applaudir sans réticence aux décisions du pouvoir.

Les membres du Parti se subdivisent, à leur tour, en plusieurs catégories. Il y a une sorte de prolétariat du communisme, les adhérents humbles et obscurs adonnés aux

besognes ingrates ; une classe moyenne, répartie dans les postes modestes mais au travail moins pénible et mieux rémunéré ; une bourgeoisie, assumant les fonctions relativement importantes dans l'économie et l'administration ; une aristocratie, monopolisant les charges politiques et les responsabilités ; une petite oligarchie, enfin, où se recrutent les gouvernants de fait qui ne sont pas toujours les gouvernants de nom, entourant le « sommet » (*sic*) de la hiérarchie communiste, représenté par le Secrétariat du Parti.

Chaque catégorie de communistes doit obéissance passive aux catégories superposées au-dessus d'elles ; en revanche, elle peut l'exiger des « couches inférieures » ; le dernier étage se rattrape sur les « sans-parti ». Ainsi, tout communiste détient une parcelle de puissance publique, à exercer sur plus petit que soi. C'est ce qu'on appelle officiellement d'un terme impropre : la « dictature du prolétariat ». Nul n'est autorisé à douter de son supérieur ; chacun est tenu, au contraire, de se critiquer soi-même et de critiquer ses égaux et ses inférieurs. C'est ce qu'on appelle « l'autocritique ». Ainsi, le Secrétariat du Parti est au-dessus de toute atteinte.

Pour être membre du Parti communiste, il n'est pas nécessaire, depuis la mort de Lénine, d'être communiste. *Il est même préférable de ne pas l'être*. Un communiste authentique a le choix entre le silence et la prison ou la Sibérie. Un faux communiste vit plus ou moins confortablement dans ses fonctions en laissant vivre le Secrétariat du Parti.

Il existe en URSS incontestablement quelques milliers, sans doute plusieurs dizaines de milliers de communistes, d'intention ou réellement conscients : mais ils ne sont pas, pour la plupart, dans le Parti. Sauf ceux qui sont déportés en Sibérie, au Turkestan, voire dans la zone de l'Océan Glacial, ou internés dans les camps de concentration, les « isolateurs », les prisons, et dont le nombre exact est difficile à établir en raison du secret de la répression des idées révolutionnaires, il y en a dans les usines et les institutions soviétiques, discrets et prudents, attendant l'heure de pouvoir exprimer impunément une opinion. Il en est aussi, comme nous l'avons dit, dans le

Parti, mais également silencieux et circonspects, évitant de révéler leurs convictions pour ne pas se sacrifier sans raison suffisante.

Le Parti comptait, au 1^{er} octobre 1928, 1 million 360 469 membres ou « candidats » (stagiaires non encore admis définitivement) ; d'après ses statistiques, entraient dans ce nombre 570 171 ouvriers, 169 624 paysans, 479 579 fonctionnaires et employés, et 141 095 « divers », c'est-à-dire intellectuels, techniciens, artisans, etc. (*Annuaire statistique*, Moscou, 1929). Tous ces ouvriers sont membres d'un ou plusieurs comités, à la fabrique ou au logement, d'un ou plusieurs soviets dans la région où ils habitent, d'un ou plusieurs comités, conseils, commissions de syndicats ou de coopératives, ou de ces organisations « volontaires » dont nous avons parlé au chapitre des salaires. Tous ces paysans sont membres de leurs soviets locaux, cantonaux, régionaux ou provinciaux. Tous ces « divers » sont membres de « l'appareil » administratif, économique ou politique de l'État. Tous ces 1 360 469 communistes attitrés sont donc des rouages de la machine gouvernementale soviétique. Ils constituent la principale catégorie sociale privilégiée du régime.

Au point de vue politique, c'est une sorte de patriciat, monopoleur de l'autorité. Au point de vue économique, il en va quelque peu différemment : les communistes ont cet avantage d'être, à quelques exceptions près, assurés contre le chômage et mieux payés, mieux logés que la masse, sans toutefois pouvoir accumuler ouvertement de capitaux ; le Parti a fixé à 225 roubles par mois le maximum de salaire de ses membres, alors que le prétendu « salaire moyen » des travailleurs est trois fois moindre sur le papier et au moins cinq fois plus petit en réalité, comme nous l'avons établi ; mais en plus de ces 225 roubles théoriques, les communistes peuvent bénéficier de suppléments importants, sous forme de logements décents, de frais de représentation, de places dans les maisons de repos habitables, d'allocations pour missions, voyages en service commandé, etc. ; et l'on a vu que les

écrivains ou collaborateurs occasionnels de journaux et revues pouvaient se faire des appointements de quelque 600 roubles mensuels et plus. Le demi-million d'ouvriers comptés par la statistique est privilégié à l'usine ou à l'atelier et à la maison d'habitation ; c'est pourquoi il existe ; la carte de membre du Parti représente une sorte d'assurance sociale ; elle est recherchée par nécessité alimentaire et besoin de sécurité relative ; son détenteur conservera plus facilement sa place dans l'entreprise, sera plus difficilement expulsé de son logement ; sans oublier l'avantage de procurer quelques apparences de droits civiques.

L'importance numérique du Parti n'a présentement rien de commun avec l'influence de la pensée communiste dans le pays. Le difficile, pour le Parti, n'est pas de trouver des recrues mais au contraire d'en refuser. Pendant une période donnée, approximativement jusqu'à la disparition de Lénine, la qualité de communiste impliquait des devoirs et des sacrifices ; depuis cinq ans, elle entraîne surtout des avantages et des profits. Le chiffre de 1 360 469 pourrait être aisément multiplié par dix, ou divisé par vingt, sans que le nombre de communistes à proprement parler augmente ou diminue : il suffirait d'une décision du Secrétariat du Parti.

À part cette quantité fictive de communistes, il y a l'organisation des Jeunesses dites « communistes et léninistes », comptant environ 2 millions d'adhérents, parmi lesquels quelques milliers de vrais communistes d'intention, de bonne volonté, et quelques centaines de communistes conscients. La quasi-totalité se compose d'adhérents privés de la liberté de ne pas adhérer et ne savent rien des principes du communisme. Ces enfants et adolescents sont pratiquement acculés à entrer dans la seule organisation politique légale à côté du Parti, antichambre du Parti, filière conduisant aux privilèges du citoyen. Comme *komsomols*, ils peuvent être « élus » dans les soviets, les comités de syndicats, d'usines, de coopératives, de maisons, situations procurant de menus avantages tant pour le travail que pour le logement ; ils ne risquent guère le chômage, dans un pays où chacun tremble de

perdre son emploi, son pain ; ils bénéficient de divers passe-droits, réductions de prix, etc., pour les excursions collectives, la visite des musées, les manifestations sportives, les réunions et défilés ; enfin, ils ont pratiquement le droit de marcher sur les pieds des 150 millions de « sans-parti », comme leurs aînés du grand Parti.

Dans toutes les « affaires » qui ont illustré la chronique scandaleuse du régime depuis cinq ans, les communistes attirés et les *komsomols* tenaient le premier rang, qu'il s'agisse d'actes arbitraires, d'abus de pouvoir, de dilapidation des fonds publics, de violences sur les femmes, de brutalités contre des enfants, d'antisémitisme agressif, de concussion, de débauche. De temps en temps, le Secrétariat du Parti ordonne une *épuration* destinée à le débarrasser des mauvaises têtes, des critiqueurs, des mécontents (car il s'en trouve toujours par renouvellement et les exclusions permanentes n'en viennent jamais tout à fait à bout), et par la même occasion, on élimine un certain nombre de voleurs et d'assassins de variétés diverses. Mais pour un de pincé, il en reste des dizaines et des centaines. Et l'on comprendra pourquoi, en connaissant mieux le mécanisme du régime.

La Constitution prévoit l'élection de « soviets », c'est-à-dire de conseils de députés des ouvriers, des employés, des paysans, des soldats, des travailleurs de toutes catégories, dans chaque localité, par tous les citoyens salariés ou vivant de leur travail sans exploiter personne, sans distinction d'âge, ni de sexe, ni de nationalité originelle. Les soviets locaux élisent leurs délégués aux Congrès des soviets cantonaux, ceux-ci aux Congrès des soviets de districts, ceux-ci aux Congrès des soviets de province, ceux-ci aux Congrès des soviets de la République fédérée, ceux-ci au Congrès des soviets de l'Union. Celui-ci élit – toujours sur le papier constitutionnel – le Comité central exécutif de l'Union. Ce Parlement théorique est donc, en principe, *issu d'une élection au septième degré*. Il n'y a pas d'exemple au monde de suffrage aussi indirect, là où existe une constitution plus ou moins démocratique bourgeoise. Le Comité central exécutif de l'Union désigne un

Conseil des Commissaires du Peuple, un Conseil de l'Union, et un Conseil des nationalités. En outre, le Congrès des soviets de chaque République fédérée élit un Comité central exécutif de cette République, lequel désigne à son tour un Conseil des Commissaires du Peuple. Enfin, chaque soviet de village a un *praesidium* ou bureau, chaque congrès de soviets élit un comité exécutif dans chaque canton (*volost*), dans chaque district (*ouyezd*), dans chaque province (*guberniia*). Les soviets de ville envoient leurs représentants directement au Congrès des Soviets de la province, sans passer par le canton ni le district. Pour comprendre quelque chose à cette pyramide de soviets, de congrès, de comités et de conseils, il faudrait avoir sous les yeux un dessin schématique. Nous nous abstenons d'en donner un ici, pour la raison qui va suivre.

En fait, les élections et députations ne se passent nullement comme il est prévu dans la Constitution. La moindre tentative de mettre en application les dispositions constitutionnelles serait punie sévèrement. Voici comment les choses s'accomplissent en réalité :

Le Secrétariat du Parti, produit de circonstances historiques dont nous n'avons pas à étudier ici l'origine mais que nous constatons comme un fait, choisit les « délégués » au Congrès du Parti et leur fait désigner, au sein du Congrès, une Commission spéciale sélectionnée qui dresse la liste des membres du Comité central et celle de la Commission centrale de Contrôle, lesquelles sont « élues » à l'unanimité. *Il ne peut en être autrement* car, tous les « délégués » étant choisis par le Secrétariat, ou par des fonctionnaires déjà choisis par le Secrétariat, ils désignent une Commission conforme aux intentions du Secrétariat et la Commission établit les listes pour le Comité central et la Commission centrale de Contrôle conformément à la volonté du Secrétariat. Une fois « élu » de la sorte, le Comité central désigne à son tour son Bureau politique (*politbureau*) et son Bureau d'organisation (*orgbureau*), chargés de travailler à sa place, car il ne se réunit presque jamais. La Commission centrale de Contrôle choisit de son côté son Bureau, qui se substitue à elle pour opérer car

on la réunit encore moins que le précédent. Ces trois Bureaux permanents sont composés selon les ordres du Secrétariat. Le Bureau politique commande aux deux autres : *c'est le gouvernement effectif de l'URSS*. Pratiquement, il se confond avec le Secrétariat. Avant la mort de Lénine, le Bureau politique disposait du Secrétariat. Depuis la mort de Lénine, le Secrétariat dispose du Bureau politique. Le Secrétariat est formellement le fondé de pouvoirs du Bureau politique, mais celui-là gouverne chaque jour alors que celui-ci prend des décisions une fois par semaine. Le Secrétariat, agissant au nom du Bureau politique, et se servant de son Bureau d'organisation et de divers services, dont *l'oulchraspred* (bureau de répartition des membres du Parti), désigne directement ou indirectement les comités principaux et secondaires du Parti dans les Républiques fédérées, dans les régions et provinces, dans les centres urbains et leurs arrondissements, dans les districts, les cantons, les villages. En règle générale, le Secrétariat peut compter sur chacun des comités du Parti pour composer au mieux de ses vues les comités placés au-dessous d'eux, mais il intervient lui-même sans intermédiaires quand cela lui semble nécessaire, répartit ses agents politiques aux postes principaux, corrige les désignations malheureuses, révoque et nomme des secrétaires de comités à tous les échelons de l'armature. Pour assumer cette besogne, le Secrétariat dispose, dans ses bureaux de la *Staraiïa Plochtchad*, à Moscou, d'un personnel de 1 200 fonctionnaires et employés spéciaux. La Commission centrale de Contrôle, ou plus exactement son Bureau, placée au sommet d'une superposition de commissions de contrôle de localités, de cantons, de districts, de provinces et de républiques, inspecte l'ensemble en se servant de ses commissions inférieures et réprime toute velléité de non-conformisme. Enfin, chaque comité du Parti impose aux « cellules » et aux « rayons », organisations de base, les secrétaires et les bureaux qui sont, selon le langage politique russe, « dans la ligne », c'est-à-dire aveuglément dociles aux décisions supérieures.

L'ensemble constitue une pyramide de secrétaires, de bureaux, de comités et de commissions, avec le Secrétariat général pour « sommet », parallèlement à la pyramide soviétique décrite. À chaque organisme de « l'appareil » des soviets correspond un organe de « l'appareil » du Parti. Mais c'est celui du Parti qui ordonne et celui des soviets qui exécute. Et cela pour la simple raison que tout organisme soviétique est nommé par l'organe communiste territorialement correspondant. Dans toute assemblée chargée d'élire une représentation soviétique quelconque, les communistes constituent une fraction disciplinée qui vote obligatoirement à l'unanimité pour une liste dressée par le comité du Parti qualifié ; toute infraction à cette obligation vaudrait au coupable l'exclusion du Parti, la perte de son emploi, donc de son pain, et souvent de son logement ; les « sans-parti » membres de ladite assemblée votent nécessairement, eux aussi, pour ladite liste, car outre qu'ils sont déjà délégués sous l'autorité du Parti, la moindre velléité de contradiction serait passible de la privation de travail et de logis. Ainsi, toute impulsion du Parti produit son effet automatique sur le rouage approprié de la machine soviétique. Le Secrétariat, au nom du Comité central du Parti et des deux Bureaux principaux de celui-ci, désigne le Conseil des Commissaires du Peuple, qui est constamment sous ses ordres, et le Comité central exécutif des Soviets de l'Union, et le président et le *Præsidium* (ou bureau) de celui-ci, en dressant les listes et « proposant » (*sic*) les candidatures aux assemblées électorales par l'intermédiaire de ses fractions et comités. Les Comités centraux du Parti des diverses républiques, par leurs bureaux et secrétaires, en font autant dans chaque république en se servant de voies identiques. Le comité du Parti de Moscou agit de même pour « l'élection » du Soviet de Moscou, celui de Leningrad *idem* pour son domaine, celui de Kharkov *itou* pour le sien, et ainsi de suite. Chaque comité du Parti accomplit de cette manière son office. Et l'on obtient la subordination étroite et complète du personnel soviétique au personnel communiste, avec fusion intime des deux à tous les postes importants de commandement, les membres du Parti

cumulant les principales fonctions des deux « appareils », et avec un réseau latéral de commissions de contrôle pour surveiller le tout.

Ce chef-d'œuvre monumental d'édifice bureaucratique n'est pourtant qu'un fragment de la structure d'ensemble du système soviétique. À l'appareil administratif des Soviets, à l'appareil du Parti, à l'appareil complémentaire des Jeunesses, s'ajoutent l'appareil des syndicats (*unions professionnelles*, en russe), l'appareil soviétique économique, industriel et commercial, l'appareil des coopératives de consommation, l'appareil policier, l'appareil militaire et l'appareil des comités de maisons et coopératives d'habitation. Tous ces appareils additionnés, entrelacés, interpénétrés, constituent la plus formidable trame d'autorité qui ait jamais enserré, ligoté, bâillonné, paralysé un peuple, un individu, et dont on ne connaît d'équivalent ni dans le passé, ni dans le présent, que l'on ne surpassera probablement jamais dans l'avenir prévisible.

Appareil syndical : comme l'appareil soviétique, son échafaudage est calqué sur l'appareil du Parti, avec comités superposés depuis celui de la localité jusqu'au Conseil central, mais complication supplémentaire due à l'organisation par branche industrielle chevauchant l'organisation territoriale. Tous les salariés sont inscrits dans les syndicats, que cela leur plaise ou non, et l'on est même arrivé à obtenir un chiffre de syndiqués supérieur au nombre de syndiquables, comme nous l'avons déjà noté, mais un si brillant résultat mérite bien deux mentions. Aucun article de la Constitution ne rend l'adhésion syndicale obligatoire, mais la Constitution, ainsi que nous avons dû l'observer, est un document séditieux. En fait, le salarié est syndiqué par décision d'une assemblée générale de l'entreprise à laquelle il n'a pas participé, ou à laquelle il n'a pu assister que comme figurant passif, décision dictée par un comité du Parti agissant sur la fraction communiste. Le syndiqué malgré lui a le choix entre la soumission et la perte de son travail, donc de son pain, et le plus souvent de son logis « de la dimension d'un cercueil ». Sur la base de cette

résignation de la faim s'élève la pyramide bureaucratique syndicale, entremêlée dans les deux autres, et soudée à celles-ci par la confusion des fonctions, le cumul des responsabilités aux postes de direction et de contrôle.

Appareil soviétique économique, industriel et commercial : la production et l'échange des marchandises étant étatisés dans une mesure considérable, englobant toute l'industrie lourde des matières premières, la grande et la moyenne industries de transformation, la totalité des transports, le sol et le sous-sol, les eaux et les forêts, une petite partie de l'agriculture, la banque et le crédit, l'essentiel du commerce de gros et tout le commerce extérieur, l'État soviétique a dû édifier une vaste organisation technique et administrative pour gérer ces domaines de l'économie collective. La direction en est confiée à des conseils principaux : Conseil supérieur économique, Conseil du Travail et de la Défense, assistés de la Commission du Plan, de l'Institut des conjonctures, du Comité principal des concessions, de la Direction centrale de statistique, de la Banque d'État, et des Commissariats du Peuple qualifiés : Finances, Commerce, Agriculture, Inspection ouvrière et paysanne. Le Conseil économique supérieur se ramifie en conseils économiques régionaux ou locaux. Les industries sont groupées en trusts. Des entreprises sont organisées en sociétés par actions, dont les titres sont tenus par divers organismes économiques. Un personnel immense de spécialistes, de politiciens et d'employés est au service de ces divers départements. Le Secrétariat du Parti nomme directement tous les dirigeants, tous les chefs, et indirectement tous les subordonnés par l'intermédiaire de ses hommes de confiance, de ses comités, de ses fractions et de ses cellules. La proportion de communistes est sensiblement moindre dans cet appareil que dans les autres, mais le contrôle du Parti y est rigoureux et la direction concentrée aux mains de communistes spécialisés.

Appareil des coopératives : la population citadine et une partie de la population rurale est enrôlée, bon gré mal gré, dans les coopératives de consommation qui, imposées par l'État,

absorbent la plus grande part du commerce de détail. La Constitution ne fait nullement aux citoyens obligation d'être coopérateurs sous cette forme, de renoncer à la coopération véritable pour se soumettre à un commerce étatique d'étiquette coopératiste. Mais l'État, c'est-à-dire le Parti, ne laisse pas le choix au consommateur prolétaire : supprimant le petit commerce privé par des mesures fiscales, il contraint pratiquement le consommateur à suivre les voies d'une coopération purement nominale dont la direction et les méthodes échappent à son opinion et à son contrôle, dont les marchandises ni les prix ne tiennent compte de ses intérêts. Là encore, un innombrable personnel de fonctionnaires et d'employés, dont les cadres sont fournis par le Parti et que les divers comités du Parti mènent et surveillent, se juxtapose aux autres appareils.

Appareil policier et militaire : en plus de la *milice* chargée du maintien de l'ordre public, l'État soviétique entretient une police politique et criminelle (*Guépéou*) et une armée permanente. Le *Guépéou* a droit de vie et de mort sur tous les citoyens ; il a les pouvoirs de poursuivre, d'arrêter, d'emprisonner, de juger sans témoins, de condamner sans preuves, d'enfermer pour toujours, de déporter à jamais, de supprimer une fois pour toutes l'individu dont le Secrétariat du Parti veut se débarrasser. Il n'est pas d'exemple, dans la société bourgeoise, d'une puissance policière aussi ample et complète. On pourrait l'appeler un superlatif catégorique de la police. Le *Guépéou* dispose d'un réseau dense d'agents secrets et publics, de fonctionnaires salariés et d'indicateurs bénévoles, de forces militaires soumises à son commandement direct, appelées discrètement : détachements « de destination spéciale » (*vone*) ; son budget réel est inconnu, étant alimenté pour une bonne partie par les fonds secrets ; son budget avoué en 1926 était de 37 122 778 roubles, plus 36 825 000 roubles pour ses détachements militaires spéciaux (*Finansovaïa Gazeta*, 9 mai 1926). Il a pratiquement les moyens d'utiliser comme auxiliaires tous les communistes et *komsomols*, les fonctionnaires soviétiques, la milice et les membres non-communistes des milliers et dizaines de milliers de comités

d'usines, de syndicats, de coopératives, de maisons, etc., matés par sa toute-puissance. Dans les villes, près de la moitié de la population environ espionne et moucharde ainsi l'autre moitié. Le *Guépéou* ne rend de comptes à personne. En principe, il n'en doit qu'au Conseil des Commissaires du Peuple, parmi lesquels se trouve un fonctionnaire subalterne ayant titre de Commissaire à la Justice. Mais comme ce Conseil est nommé par le Secrétariat du Parti, de même que le « Collège » du *Guépéou*, c'est le Secrétariat qui couvre tout, en se faisant approuver automatiquement par le Bureau politique. Autrement dit, le *Guépéou* se rend des comptes à lui-même. Par ses décisions, les prisons, camps de concentration, lieux de déportation sont peuplés d'ouvriers, de communistes, de socialistes, de syndicalistes, de libertaires, de sionistes et même de tolstoïens, condamnés par milliers sans jugement. La *milice*, police des rues et des maisons, est à la fois instrument de l'appareil soviétique et du *Guépéou* ; la presse ne cesse d'en signaler les méfaits : grossièreté, insolence, vénalité, ivrognerie, violences vis-à-vis des citoyens, constatées par une enquête officielle (*Pravda* et *Pravda des J.*, 8 mai 1928). Quant à l'armée permanente, avec ses cadres de militaires de métier, elle est dirigée par un « Conseil de Guerre révolutionnaire » nommé, lui aussi, par le Secrétariat du Parti, comme le Commissaire du Peuple à la Guerre. Les dizaines de milliers d'officiers et de sous-officiers de carrière dépendent ainsi du Parti et sont soumis à une discipline aveugle analogue à celle du Parti.

Or, Lénine disait au I^{er} Congrès des Soviets : « Une institution comme les Soviets veut la transition à une République qui créera – et non en paroles, mais en réalité – un pouvoir ferme, *sans police, sans armée permanente...* » (*Œuvres complètes*, t. XX, p. 551). Il avait préconisé au I^{er} Congrès paysan « le gouvernement des Soviets administrant l'État *non par l'organe de la police, des fonctionnaires, d'une armée permanente* distincte du peuple, mais à l'aide *d'une milice populaire* formée d'ouvriers et de paysans armés... » (même source, p. 464). Il avait proposé auparavant, dans la *Pravda*, de « nous acheminer d'un pas ferme et souple,

graduellement, pas à pas, comme il convient, vers l'institution *d'une milice du peuple entier*, vers la substitution de la nation armée à la police et à l'armée permanente » (*ibid.*, p. 439). Il avait écrit : « La Russie doit être une *république démocratique*... Nous voulons une *république sans police* se moquant du peuple ; nous voulons que *les fonctionnaires soient tous*, du bas en haut de l'échelle, exclusivement *désignés par l'élection* et révocables à tout moment *au gré du peuple* ; que leurs appointements ne soient pas supérieurs au salaire d'un bon ouvrier ; que tous les chefs de l'armée *soient élus* et que l'armée permanente, distincte du peuple, commandée par des classes étrangères au peuple, soit remplacée par la nation armée, *par une milice* embrassant le peuple entier » (*ibid.*, p. 410). Et encore : « L'institution d'un corps de *fonctionnaires nommés* ne peut pas être tolérée. Il ne faut reconnaître « que les organes constitués par le peuple lui-même » dans la localité donnée. L'idée de la nécessité d'une « direction » exercée par des fonctionnaires « nommés » par des autorités supérieures est une *aventure* radicalement fautive, antidémocratique, césariste ou blanquiste » (*ibid.*, p. 365). Et encore : « Le Parti lutte pour une république prolétarienne et paysanne plus démocratique, d'où *la police et l'armée permanente seront complètement bannies*, remplacées par l'armement général du peuple, c'est-à-dire par une milice à laquelle appartiendront tous les citoyens ; où toutes les fonctions seront non seulement *électives*, mais aussi *révocables* à tout moment *au gré de la majorité* des électeurs ; où les salaires de tous les fonctionnaires, sans exception, ne dépasseront pas le salaire moyen d'un bon ouvrier, etc. » (*ibid.*, p. 343). Et encore : « Revendication d'une république démocratique prolétarienne et paysanne (c'est-à-dire d'un type d'État *sans police, sans armée permanente*, sans corps privilégié de fonctionnaires), etc. » (*ibid.*, p. 319). Et encore : « Nous sommes pour une république où il n'y aurait, de bas en haut, *ni police, ni armée permanente* (l'armement universel du peuple devant leur être substitué, selon notre conviction), *ni corps de fonctionnaires* jouissant en fait de l'inamovibilité et de traitement privilégié bourgeois » (*ibid.*, p. 223). Et encore :

« La tâche véritable, c'est de faire de *l'abolition de l'armée permanente, du corps des fonctionnaires et de la police* une réalité de l'armement du peuple entier » (*ibid.*, p. 203). Et encore : « Ce ne sont pas *la police, les fonctionnaires* non responsables devant le peuple et placés au-dessus de lui, *l'armée permanente* séparée du peuple qui doivent gouverner l'État, c'est le peuple en armes tout entier, uni par les Soviets » (*ibid.*, p. 162). Nous pourrions multiplier à l'infini ces citations. La suppression de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme, l'armement général du peuple (milice), l'éligibilité et l'amovibilité des cadres de l'État, le salaire du fonctionnaire public égal à celui de l'ouvrier, tel était le programme communiste en 1917. *Douze ans ont passé*. Et il est impossible de concevoir pratique plus contraire aux principes du programme : maintien renforcé de la police, de l'armée permanente, du fonctionnarisme parasitaire, inégalité profonde des salaires, *désarmement absolu du peuple*, avec hypertrophie monstrueuse des prérogatives de la police. Certes, si les ouvriers et les paysans travailleurs étaient organisés en milice, donc armés, le régime politique de l'URSS ne serait pas devenu ce qu'il est. Le port d'une arme est interdit aux prolétaires. Seuls, les communistes sont armés.

Enfin, appareil des comités de maisons et coopératives d'habitation : il complète tous les autres en contrôlant le simple mortel au domicile, en s'immiscant dans la vie privée, en jetant le locataire à la rue avec sa femme et ses enfants, sur un signe des communistes dociles aux ordres de leurs comités et secrétaires. Ces comités et coopératives ne sont pas appointés en espèces, mais ils ont des avantages en nature, disposant de la surface habitable de l'immeuble, répartissant les habitants à leur guise, les « compactant » (*ouplotniénié*) à leur façon, ayant pouvoir de pénétrer chez eux à tout moment, bref pouvant leur rendre l'existence intenable. Ainsi, le travailleur peut être traqué, si un organe du Parti le jugé nécessaire, dans son dernier réduit : le logis.

Cette bureaucratie gigantesque, avec son énorme effectif de fonctionnaires installés à demeure et ses légions d'auxiliaires

des comités de toutes sortes, n'est pas publiquement dénombrée. Au XV^e Congrès du Parti, le rapporteur de la Commission de Contrôle et de l'Inspection ouvrière et paysanne, Ordjonikidzé, déclara : « Le nombre des fonctionnaires de notre appareil d'État est de 3 722 000 individus, y compris ceux de l'Instruction publique. Dans l'appareil administratif, il y a à peu près 2 000 000 d'individus dont l'entretien coûte au pays environ 2 milliards de roubles » (compte rendu, tous les journaux soviétiques, décembre 1927). À ces 3 722 000 fonctionnaires de l'État, il faut ajouter ceux du Parti, des Jeunesses communistes, des syndicats, des coopératives ; rien que dans la coopération, il y en avait 400 000 en 1925, touchant 90 millions de roubles de traitements, dit Dzerjinsky, et cet effectif a encore considérablement augmenté ensuite (*Pravda*, 20 avril 1926) ; le total doit donc graviter autour de 5 millions. En plus, tenir compte des fonctionnaires de complément, pour ainsi dire, ceux dont la fonction s'ajoute à leur travail salarié. Telle est l'extraordinaire machine bureaucratique insensiblement constituée en dix années de période révolutionnaire et qui, depuis environ deux ans déjà, assure l'intangibilité d'un système appelé en Russie dans l'intimité « la dictature du secrétariat ».

La machine soviétique, dans laquelle s'engrènent les rouages de tous les appareils sommairement décrits ici, est d'une solidité relative reposant sur le cumul des fonctions principales par les hommes de confiance du Parti, lesquels jouent le rôle d'arbres et courroies de transmission communiquant mécaniquement l'impulsion venue du Secrétariat. Essayons d'en donner une idée concrète : avant d'être exclu du Parti, Kamenev, un des trois dirigeants effectifs de l'Union alors, était simultanément membre du Comité central et du Bureau politique du Parti, président du Conseil du Travail et de la Défense, président du Soviet de Moscou, vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple, membre de la présidence collective du Conseil économique supérieur, membre du Comité central exécutif de l'Union et du Comité exécutif des soviets de la République de Russie, directeur de

l'Institut Lénine, codirecteur du *Bolchevik*, revue officielle du Parti, et certainement membre encore de divers comités et collèges de moindre importance. À côté de cet exemple marquant, prenons celui d'un communiste obscur, anonyme, en puisant dans la *Pravda* parmi quantité d'autres cas : ce brave garçon, jeune puisque membre des Jeunesses, se plaint d'être surchargé et menacé d'un surcroît d'obligations ; il énumère *seize* fonctions et attributions qu'il assume dans l'appareil des Soviets, dans celui du Parti, dans celui des Jeunesses, dans celui des syndicats et dans « divers » ; il en est de permanentes et de passagères, mais celles-ci se renouvellent (*Pravda*, 21 mars 1925). Entre ces deux exemples, il y a toute une gamme. Zinoviev, puis Boukharine, avant d'être déchus du « sommet », supportaient presque autant de responsabilités que Kamenev. Quant à Trotsky, du vivant de Lénine, sans collectionner les titres, il était partout où les difficultés d'une situation, l'acuité d'une crise, la gravité d'une lacune exigeaient l'intervention décisive d'une individualité exceptionnelle. Actuellement, les divers « sommets » d'appareils restent aux mains des mêmes personnages interchangeables et cette addition de fonctions se répète, à quelques variantes près, aux divers degrés des bureaucraties parallèles : un membre du Comité central du Parti est aussi membre du Conseil de Guerre révolutionnaire, du Collège du *Guépéou*, des Comités exécutifs soviétiques, etc. ; un autre sera dans les divers Conseils ou Comités économiques supérieurs, les collèges de Commissariats économiques, les Exécutifs soviétiques, etc. La liaison est si intime, par ce procédé, qu'il est souvent impossible de discerner au nom de quelle autorité régulière une décision est prise. La fusion des fonctions entraîne une confusion absolue des pouvoirs. Un temps, il y avait encore un respect de certaines formes et formalités : on les a rejetées comme superflues, après la mort de Lénine. Ainsi, on a pu voir Trotsky ouvertement « démissionné » du Commissariat de la Guerre, poste soviétique, par les organes directeurs du Parti ; après quoi, les institutions dirigeantes des Soviets prenaient acte. Depuis, toute une série de révocations retentissantes ont eu lieu, sur

décisions du Parti dictées par le Secrétariat, dans l'appareil soviétique, au mépris de toute procédure normale, c'est-à-dire constitutionnelle. Le 16 août 1926, le secrétaire du Parti, le président du Conseil des Commissaires et le président du Conseil économique supérieur signaient ensemble un manifeste, comme si le Secrétariat du Parti était formellement une instance suprême de l'État. Le gouvernement nominal rend ses comptes, non aux Congrès des Soviets, mais aux assemblées du Parti, qui donnent publiquement leurs directives au pseudo-pouvoir. La Constitution ne présente pas trace de prérogatives assignées au Parti. Mais le Parti, fort du maniement de tous les appareils, fait disparaître toute trace de Constitution.

Dans les différentes institutions de l'État, dirigeantes ou subordonnées, l'incertitude et le désarroi règnent quant à la répartition des attributions et responsabilités. La division du travail s'improvise au hasard de circonstances fortuites ou de considérations bizarres. Des décisions sont prises tantôt par un département, tantôt par un autre, et souvent par le plus inattendu, le moins qualifié. Les principaux centres dirigeants empiètent réciproquement sur leurs domaines réservés et contrecarrent à qui mieux mieux leurs travaux respectifs. Essayant d'y voir clair, en Russie soviétique, en consultant les personnalités les plus autorisées, l'auteur de ce livre n'a jamais pu obtenir une explication sur l'appropriation d'une question à trancher plutôt par le Conseil des Commissaires que par le Bureau du Comité exécutif ou par le Conseil du Travail et de la Défense, ses interlocuteurs s'avouant sincèrement incapables d'en donner. Le typographe qui, faisant sa mise en pages, insérerait dans les *Isvestia* une résolution importante ou un décret en se trompant de rubrique, de titre ou de signature, ne provoquerait pas la moindre surprise dans le public. Seuls, quelques fonctionnaires directement intéressés s'apercevraient de l'erreur. La même décision peut être attribuée, en moyenne, à une demi-douzaine d'instances supérieures différentes. Un exemple, entre mille ou cent mille : une décision doit être prise au sujet de la culture du coton au Turkestan ; par qui ? on serait tenté de songer à un organisme économique duquel

dépendrait un trust du textile, au Commissariat de l'agriculture, au Conseil des Commissaires, au Conseil supérieur économique ; à la rigueur au Conseil du Travail et de la Défense ou à un Comité exécutif de Soviets ; or, voici le titre au-dessus de la résolution prise, sur quatre colonnes du journal : « *Décision du Comité central du Parti, sur le rapport du Comité principal du coton et de l'Inspection ouvrière et paysanne* » (*Pravda*, 28 juillet 1929). Nous relevons cette anomalie véritablement au hasard, sans chercher à souligner une incohérence particulièrement frappante. À l'échelle réduite des affaires locales, même tableau. Dans une ville du sud où l'auteur de ce livre a vécu, le secrétaire de la cellule du Parti, laquelle avait son siège à la station électrique, se permettait de faire couper l'électricité à certains habitants, selon des considérations connues de lui seul, et toute démarche à l'administration se heurtait à un invariable : « Adressez-vous au secrétaire de la cellule. » Ce secrétaire qui plonge des maisons dans l'obscurité n'a pas un caractère accidentel : au contraire, pour celui qui a partagé l'existence du Russe moyen, il a la valeur d'un symbole. *Il suffit d'ailleurs qu'un tel fait soit possible pour caractériser tout un ordre de choses.*

Le seul parti légal en URSS est le Parti communiste, et la seule opinion légale dans ce parti est celle du Secrétariat. Aucun programme communiste n'a jamais prescrit la suppression des Partis ouvriers ou paysans concurrents, ni proscrit les divergences de vues dans le Parti. Au contraire, Lénine écrivait textuellement, sept semaines avant la Révolution d'octobre : « Seul, le pouvoir des Soviets... pourrait assurer un large et constant développement de la Révolution, *une concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets* » (14 septembre 1917 : *Une des questions fondamentales de la Révolution*). Il répétait peu après : « La lutte des partis pour le pouvoir *peut se développer pacifiquement au sein des soviets*, à condition que ces derniers renoncent à donner des entorses aux principes démocratiques » (16 septembre 1917 : *L'épouvantail de la guerre civile*). L'idée de Lénine, du théoricien du bolchevisme, du fondateur de la République soviétiste est limpide. D'ailleurs, en pleine guerre,

aux heures les plus critiques pour le régime des soviets, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche, le Bund, les borotbistes ukrainiens, divers groupes anarchistes, etc., c'est-à-dire les partis qui ne combattaient pas le régime les armes à la main, existaient légalement. Leur disparition, déterminée par la logique interne de la guerre civile allant au paroxysme jusqu'à la terreur, en corrélation avec la guerre étrangère, devait être temporaire comme la lutte armée et la terreur elles-mêmes. Le danger militaire passé, le cours de la Révolution se poursuivant dans les voies pacifiques, le programme de Lénine retrouvait actualité et devait reprendre force : *concurrence pacifique des partis à l'intérieur des Soviets*. Or, sur le même thème, voici comment s'exprimait Tomsky, membre du Bureau politique, auxiliaire direct du Secrétariat du Parti, et président du Conseil central des syndicats : « La différence essentielle entre l'existence des partis en Occident et chez nous, c'est que *la seule possibilité* chez nous est la suivante : *un parti est au pouvoir et tous les autres sont en prison* » (Troud, 13 novembre 1927). Tel est le chemin parcouru entre 1917 et 1927. Lénine disait : *concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets*. Tomsky déclare : *un parti au pouvoir et tous les autres en prison*. Le prolongement inéluctable de cette ligne de conduite a mené en prison et en Sibérie tous les contradicteurs militants du Secrétariat du Parti, les meilleurs compagnons de lutte de Lénine, avec Trotsky en tête.

À parti unique, presse exclusive. Tous les journaux de l'URSS sont aux ordres du Secrétariat du Parti, directement ou par délégation de pouvoirs. Seule, l'opinion du Secrétariat a cours légal. La censure, appelée pudiquement *glavlit* (centre lithographique) par antiphrase, ne laisse rien passer qui porte ombrage au Secrétariat ou lui paraît suspect à un titre quelconque. Elle s'exerce sur la presse, la littérature, le théâtre, les arts et le reste. Elle interdit les écrits de Trotsky et, par exemple, les *Frères Karamazov* à la scène. Elle supprime même des textes de Lénine gênants pour le Secrétariat. Elle va jusqu'à contraindre des auteurs à accepter des interpolations étrangères à leur œuvre, sous peine de refus *d'imprimatur* :

ainsi, un romancier a-t-il dû insérer dans un livre de thème européen tout un épisode sur la Révolution chinoise, selon les « thèses » du Secrétariat du Parti. (Bagatelle, dans un pays où l'on introduit la farandole de *l'Arlésienne* au second acte de *Carmen* et où le drapeau tricolore de la *Liberté sur les barricades*, de Delacroix, se transforme en drapeau rouge au détriment de la vérité historique et au plus complet mépris des intentions du peintre). Un service spécial fouille les correspondances et scrute particulièrement la poste avec l'étranger : des milliers de fonctionnaires y perdent leur temps aux frais du prolétariat. La presse soviétique publie, c'est incontestable, et parfois à pleines rubriques et par pages entières de dures vérités sur la situation réelle en Russie, d'innombrables plaintes, critiques et protestations, des notes et des lettres révélatrices contredisant l'optimisme de commande : notre ouvrage avec son luxe volontairement limité de citations et références, en est un témoignage. *Mais c'est à la condition de rester fragmentaires, de ne pas s'élever du particulier au général, de ne jamais mettre en cause les responsabilités véritables, de respecter comme intangible la dictature du Secrétariat.* Ce sont autant de soupapes de sûreté laissant s'exhaler l'excès de la colère sourde des masses accablées sous la misère et la bureaucratie. Elles sont de l'ordre de « l'autocritique » et n'atteignent jamais les grands coupables, ne font même pas allusion au principe du mal. Au contraire les maîtres de l'heure s'en servent comme réquisitoires pour mieux soumettre leurs agents d'exécution et comme diversions pour détourner l'attention publique des questions fondamentales. On ne saurait citer sans amertume, sur ce point encore, l'opinion de Lénine : « Si l'on éditait de grands journaux soviétistes auxquels seraient réservées toutes les annonces, il serait possible d'assurer l'expression de leurs opinions à un nombre beaucoup plus grand de citoyens, par exemple à chaque groupe réunissant une quantité déterminée de signatures. La liberté de la presse, grâce à cette transformation, deviendrait beaucoup plus démocratique, incomparablement plus complète » (*De la liberté de la presse*, 15 septembre 1917). Ainsi parlait Lénine, l'année de la

Révolution. Dix ans après, Trotsky était déporté en Sibérie pour avoir tenté de faire connaître ses idées dans un cercle restreint de lecteurs à l'aide d'un duplicateur de gélatine. Telle est la courbe d'évolution du bolchevisme.

Non seulement il ne saurait être question, dans l'URSS d'aujourd'hui, de « concurrence pacifique des partis dans les Soviets » (Lénine *dixit*) parce qu'il n'existe plus ni partis, ni soviets dans le sens initial du terme, mais du fait que l'unique parti existant n'est, lui-même, pas un parti selon l'acception reconnue. L'institution bureaucratique étiquetée encore « Parti communiste » n'a plus rien d'un parti ni guère rien de communiste. Rien d'un parti car l'adhésion est imposée par des nécessités économiques individuelles, non inspirée d'une conscience de classe sociale ni d'idées politiques. Rien de communiste, car l'esclavage et le communisme sont incompatibles, pour qui est instruit des principes communistes. La notion du Parti reste vivante dans quelques milliers de têtes, mais ne trouve pas, dans les conditions actuelles, à s'incarner dans un mouvement, dans un groupement humain. Cette réincarnation s'accomplira inévitablement à la première détente de la pression dictatoriale bureaucratique, aux premiers signes de réveil du prolétariat. Pour l'heure, il n'y a ni Parti, ni Soviets, en « Union soviétique », comme il n'y a ni syndicats, ni coopératives, malgré la présence d'imposantes organisations portant ces noms et les impressionnantes colonnes de chiffres de leurs statistiques. Il n'y en a pas parce qu'il n'y a pas de liberté d'en être ou de n'en pas être. On a déjà connu des républiques sans républicains ; nous connaissons maintenant un Parti communiste sans communistes, des soviets sans électeurs et sans élus, des syndicats sans syndiqués, des coopératives sans coopérateurs. En revanche, dans les bureaux de ce « parti », de ces « soviets », de ces « syndicats », de ces « coopératives », on trouve cinq millions de fonctionnaires. À supposer que la population active soit de 50 millions d'âmes, sur les 150 millions d'habitants, cela fait un fonctionnaire sur 10 citoyens actifs. Nous allons voir ces millions de fonctionnaires à l'œuvre.

Le Parti est censé représenter l'élite du prolétariat, la fleur de l'humanité civilisée. Dans les organisations et institutions dont il tient les fils conducteurs, ses hommes sont – en principe – les meilleurs, les plus conscients, les seuls vraiment désintéressés. Ils ont délibérément sacrifié les intérêts personnels à l'intérêt supérieur de la collectivité. Ils se sont haussés à l'intelligence du développement des sociétés, de la marche de l'histoire et, par leurs principes, leur programme, leur activité, méritent de s'imposer comme les meneurs de la masse indécise vers le progrès, le travail affranchi, la vie enfin libre. Mais comment ces définitions abstraites sont-elles confirmées dans la réalité ? Que sont ces hommes supérieurs, quel est leur niveau de culture, comment agissent-ils dans la pratique, quels sont leurs rapports avec les prolétaires qu'ils émancipent, que se passe-t-il dans leurs réunions, leurs bureaux, leur travail ? Comment justifient-ils la confiance générale qu'ils s'attribuent, et de quelle façon exercent-ils sans partage ce pouvoir absolu que les travailleurs, leur accordent, disent-ils, « à l'unanimité » ? On en a déjà quelque idée par tout ce qui précède. On s'en fera une idée plus complète et précise par ce qui va suivre.

En 1924, à l'occasion d'une « épuration » du Parti, le contrôleur principal, Iaroslavsky, écrivait : « On a découvert que beaucoup de membres *ne connaissent pas leur Parti et ne s'y intéressent pas*, restant dans ses rangs plusieurs années *en n'en sachant absolument rien*, et comptaient comme communistes. Il importe de le dire particulièrement à propos des élèves des écoles supérieures » ; il parlait de la Russie Blanche, où les magasins de livres furent nettoyés soudain à l'occasion d'une « révision », par les communistes désireux d'acquérir les données élémentaires exigées, mais les autres Russies ne le cèdent en rien, comme cela sera prouvé (*Pravda*, 25 septembre 1924). Parcourons quelques numéros du journal officiel principal du Parti, pour 1925. Un ouvrier écrit : « L'idée du parti est bonne mais malheureusement, *l'immense majorité de ses membres poursuivent leurs intérêts personnels* et ensuite seulement ceux du Parti. Actuellement, beaucoup de militants responsables sont à tel point bureaucratisés qu'ils

sont devenus *pires que des fonctionnaires tsaristes* » (*Pravda*, 24 mars 1925). Cet ouvrier dit tout haut ce que tous les ouvriers pensent tout bas ; d'ailleurs, Lénine lui-même déclarait que la bureaucratie soviétique valait celle de l'ancien régime. Le secrétaire d'un comité de canton *ordonne à un milicien* d'aller retirer la carte du Parti d'un membre exclu ; il dit au secrétaire du comité exécutif soviétique de ce canton : « *Je commande, donc obéissez* » ; il délègue à lui tout seul des représentants au district ; une cellule a besoin d'argent, le secrétaire dresse une liste des petits commerçants de la localité et les taxe d'une contribution (*Pravda*, 26 mars). Les choses sont analogues à peu près partout, sous des formes diverses. Une cellule : « Des pauvres, entrés au Parti en 1920, presque illettrés, sauf le secrétaire. Personne ne lit les journaux. Aucun travail éducatif... Absolument aucune connaissance des plus importantes questions politiques » ; « de Trotsky, personne n'a entendu parler » (allusion au conflit de l'époque) ; « le soviét rural, en fait, c'est le président ; il prend acte et exécute les décisions d'en haut » (*Pravda*, 1^{er} avril). De telles cellules, de tels soviets ruraux ne sont pas l'exception, mais la règle ; les exceptions, ce sont les vraies cellules, les vrais soviets, les vrais communistes. Une cellule à Tver : la milice arrive au pas cadencé, commandée par son chef et assiste à la réunion ; « on entendit le rapport, on vota mécaniquement » (*Pravda*, 4 avril). Sous le titre : « Il faut changer de méthodes », le sous-titre : « Ce n'est pas une direction, mais une pression », compte rendu d'une réunion de coopérative pour l'élection de la direction ; le secrétaire de cellule préside ; il fait traîner exprès la séance en longueur pour lasser l'auditoire ; à minuit, vote ; la cellule propose une liste ; l'assemblée propose d'y ajouter le vieux président de la direction, communiste unanimement estimé : « Le président de la réunion n'admit pas l'examen de la candidature, déclara que la liste était élue, et ce fut tout » ; beaucoup de membres s'en allèrent en disant : « Qu'avons-nous à faire ici, nous n'avons pas à nous déranger » ; « ainsi furent élus des camarades que les masses travailleuses n'aiment pas, mais *par peur du secrétaire de la cellule*, personne n'osa parler contre » (*Pravda*, 5 avril). C'est

le spectacle courant de toutes les réunions : le secrétaire communiste commande, tout le monde se soumet ; et il s'agit d'un ordre du jour d'intérêt local, ce qui explique pourquoi l'on s'est permis *un désir*, vite réprimé ; s'il avait été question d'un grand problème vital, personne n'eût osé esquisser une intention. Titre d'un compte rendu de réunion : « Peu importe, avec ou sans nous » ; « pourquoi nous a-t-on fait venir puisque, présents ou non, c'est la même chose, disent les ouvriers » (*Pravda*, 23 avril). Près de Rostov, « certains *komsomols* se considèrent comme le pouvoir suprême et ne reconnaissent aucune loi. Récemment, deux d'entre eux, la nuit, exécutèrent, sans aucun droit, une perquisition chez une paysanne » (*Pravda*, 14 mai). Dans un village de la région de Stavropol, les paysans haïssent et appellent « ramassis d'ivrognes » trois communistes dits responsables, l'un ex-président du soviet, le second ex-secrétaire de la cellule, le troisième ex-président du comité exécutif ; même exclus, ces indésirables font la loi (*Pravda*, *ibid.*). « Nos militants ruraux sont arriérés, peu instruits politiquement, ignorent souvent et ne comprennent pas la politique du Parti. Beaucoup ne lisent aucun journal » (*Pravda*, *ibid.*). Stimulées par les appels, résolutions, circulaires du centre, appelées à l'activité, à la formation de membres plus actifs, « certaines cellules, recevant des papiers du comité de district sur la création de l'actif, se demandent : qu'est-ce à dire, faut-il créer un nouveau parti ? » (*Pravda*, 24 mai). Une cellule, dans l'Oural : « Elle se compose de deux membres et d'un candidat » « ils s'enivrent, et, dans l'ivresse, font les voyous » (*Pravda*, 30 mai). Une autre, province de Moscou : « Communistes et *komsomols* aiment à boire et à faire les voyous ; les *komsomols* jouent du couteau, etc. » (*Pravda*, *ibid.*). Une autre, région du Don : « Deux membres seulement ont plus ou moins d'éducation politique et les autres ne savent rien et ne veulent rien savoir ;... beaucoup s'enivrent » (*Pravda*, *ibid.*). Il faut avoir vécu en Russie pour deviner à quoi peut bien correspondre le « plus ou moins d'éducation politique » des deux privilégiés ; cela doit signifier qu'ils connaissent le nom du président de la République. Une autre cellule, province de

Vladimir : « Deux des membres ont été présidents du comité exécutif soviétique du canton ; ils se soulaient tant et plus » (*Pravda*, *ibid.*). Le secrétaire d'un comité du Parti de rayon déclare : « Communistes et *komsomols* n'ont pas le droit de critiquer les militants car ils affaibliraient l'autorité du Parti et attenteraient à l'éthique communiste (*sic*). Nous les punirions jusqu'à l'exclusion inclusivement » (*Pravda*, 2 juin 1925). « Chez nous, dans l'Ossétie du Sud, une quantité de cellules dans les coins reculés ne savent mener aucun travail » (*Pravda*, 7 juin). Un soldat démobilisé se concerta avec trois personnes pour s'abonner à un journal ; des paysans viennent écouter la lecture ; deux communistes blâment l'initiateur : « Défense de s'assembler si nombreux pour lire le journal ; pas plus de trois » ; « À combien peut-on se réunir pour lire le journal ? » demandent les abonnés (*Pravda*, 12 mai). À une station du chemin de fer d'Ekaterinoslav, deux communistes, les manitous de l'endroit, « ont tellement effrayé les ouvriers que ceux-ci ont peur de parler aux réunions » ; un secrétaire demanda : « Pourquoi vous taisez-vous ? » ; un ouvrier répondit : « Ils se taisent et font bien, personne ne tient à perdre son travail... » (*Pravda*, 12 mai). Dans une *stanitsa* où la cellule est de 10 membres, le secrétaire B. décide de la porter à 100 et y fait entrer quantité d'indésirables, à sa guise ; ce secrétaire s'exprime ainsi, parlant de lui-même : « Quand B. parle, le communiste doit se taire. Si B. dit quelque chose, c'est la loi, et qui ne croit pas en B. ne croit pas au Parti » (*Pravda*, 13 mai). Ce satrape local disait, somme toute, la pensée du Secrétaire général du Parti. Élection des comités d'usines : « Beaucoup de communistes raisonnent ainsi : pourquoi aller aux réunions ouvrières, puisque tout est décidé d'avance aux réunions du Parti » ; à l'une de ces réunions, un communiste déclare : « La liste a été adoptée par la cellule, aussi votons sans discussion » ; dans d'autres, les communistes disent : « Si nous le voulons, vous aurez beau faire, nous ferons passer nos candidats » (*Pravda*, 11 juin). Un camarade écrit au journal : « Je demande, y a-t-il beaucoup de membres du Parti qui ne s'enivrent pas ? Si oui, ils sont très peu... » ; « Les préjugés religieux, l'ivrognerie, l'indiscipline,

la grossièreté envers les sans-parti, toutes ces maladies de nos organisations et de certains membres doivent être vaincues par tous les moyens » (*Pravda*, 14 juin). « Jusqu'à présent, il existe chez nous un autoritarisme des secrétaires de cellules ou des comités du Parti qui s'exprime dans la pression sur les élections, l'absence de camaraderie, etc. » (*Pravda*, 16 juin). Une cellule de Kharkov : « Critiquer aux réunions n'est pas admis chez nous. Si un audacieux s'y risque, il lui en cuit. Immédiatement, il est blâmé, ou exclu du Parti » ; « Le bureau a exclu du Parti trois *rabcors* (correspondants ouvriers de journaux) pour critique dans la presse sans autorisation de la cellule » (*Pravda*, 8 juillet). « Les ouvriers ne donnent et ne donneront aucun renseignement, car personne ne tient à se faire congédier » ; « un ouvrier ne peut causer avec un communiste, car il pourrait lui arriver malheur » (*Pravda*, 8 juillet). Une réunion dans le Donetz ; un ouvrier déclare : « Je me sens de trop ici, je quitte la salle car je ne vote pas par contrainte » (*Pravda*, *ibid.*). Une cellule de Moscou : le secrétaire, à une réunion des *komsomols*, soumet une liste personnelle de ses candidats et, malgré un *vole unanime* contre, l'enregistre comme élue ; le même a seul droit de parler à la cellule du Parti (*Pravda*, *ibid.*). Une cellule, province de Kostroma : celui qui se permet une critique est traité en « contre-révolutionnaire » ; personne n'ose plus ouvrir la bouche (*Pravda*, 9 juillet). Une réunion de fabrique, province d'Ivanovo-Vosnessensk : la porte est fermée pour empêcher les ouvriers de sortir après le travail et les obliger d'assister à la réunion (*Pravda*, 12 juillet). Une grande cellule de Moscou : sur 300 membres, 25 seulement participent à l'activité (*Pravda*, 17 juillet). Un secrétaire de cellule à Moscou : tout membre qui le critiquerait serait traité « d'opposant » au Parti « et un tel opposant doit s'attendre à être chassé » (*Pravda*, 21 juillet). Lire : perdre son pain. « Depuis longtemps, nos ouvriers aux réunions ne font que se taire et voter, mais dans les coins on se plaint, on chuchote, on récrimine » ; « la masse ouvrière est passive parce que les propositions et décisions du bureau du Parti ne peuvent non seulement être modifiées, mais même critiquées » (*Pravda*, 21

juillet). Après une importante conférence du Parti : « Beaucoup de militants locaux ne connaissent même pas les décisions de la Conférence. Par exemple, dans une cellule, sur 45 membres, 33 n'ont rien lu » (*Pravda*, 26 juillet).

Dans ces constatations tirées de deux douzaines seulement de numéros de la *Pravda*, se reflète fidèlement l'image réelle du Parti. Il serait facile d'extraire des mêmes feuilles d'autres faits et témoignages vivants, et d'en accumuler une masse en utilisant tous les numéros de la *Pravda* pour une période donnée, de les confirmer avec d'autres organes communistes : simple question de temps et de papier. Nous citons une poignée de vérités en prenant de préférence les plus intelligibles aux Occidentaux, les plus faciles à résumer brièvement, mais non les plus pénibles à lire pour des communistes. Nul ne niera sérieusement qu'il s'agisse des symptômes de phénomènes d'ordre général. Les dernières années n'ont en rien modifié le fond de ces caractéristiques organiques : au contraire, elles les ont renforcées pour tout ce qui touche aux questions de vie et de mort du régime, en éliminant parfois des aspects ou manifestations secondaires, d'intérêt local. Des événements saillants, de notoriété publique, dispensent de démonstrations minutieuses : on avait vu Léon Trotsky d'une popularité éclatante, objet d'ovations prolongées dans toutes les assemblées où il paraissait et condamné « à l'unanimité » par des réunions où chacun devait voter contrairement à sa conscience ; on a vu ensuite Zinoviev approuvé « à l'unanimité » par l'organisation de Leningrad et flétri par la même « unanimité » à vingt-quatre heures d'intervalle ; on vient de voir Tomsky, président des Syndicats « élu » à « l'unanimité », congédié avec la même « unanimité », et Boukharine, théoricien officiel reconnu tel à « l'unanimité », déchoir brusquement avec l'assentiment de la même « unanimité ». Cette unanimité, c'est celle d'esclaves.

Le versificateur soviétique Demian Biedny a rapporté, devant une grande assemblée du Parti, un entretien avec Karl Radek. Celui-ci lui lut, dans un ouvrage scientifique : *Esquisse du développement des formes sociales*, un passage ayant trait

aux Esquimaux : « Les Esquimaux apportèrent du sud au nord une langue souple et riche, parlée autrefois par les premières générations d'immigrés. Leurs chansons et légendes témoignent de leur lointain passé... Mais leur vie semble avoir connu une rupture. Dans l'ambiance de conditions primitives, elle est devenue elle-même primitive... La nécessité de l'ancien langage riche disparut. Les vieux chants et récits ont cours encore, mais sont inintelligibles aux Esquimaux contemporains. Si on leur demande comment ils conçoivent les éléments de leurs chansons, les chanteurs donnent des réponses incohérentes. » Ainsi, dit Biedny furieux, nous sommes des Esquimaux politiques ; « nous nous référons à Lénine, prononçons des paroles léninistes mais, comme les Esquimaux, nous ne comprenons pas le sens des mots que nous disons »... (*Pravda*, 1^{er} novembre 1927). Ajoutons que le psittacisme des Esquimaux est inoffensif et qu'ils n'ont pas la prétention de l'imposer à l'univers. Quelques exemples encore montreront si Radek exagérait.

Compte rendu d'un examen politique dans une cellule, province de Saratov : « À qui appartient le pouvoir suprême en URSS ? — À Rykov.

— Non, pas à Rykov. — Ah, oui, au *Comintern*, quoi... corrige un membre du soviet.

— La stabilisation du capitalisme est-elle ferme ? demande-t-on à un *komsomol* dirigeant des cours politiques.

— Évidemment, à tout jamais. » Etc. (*Pravda*, 5 septembre 1925.) Autre compte-rendu, celui-ci tout récent, mais relatif à des *komsomols* des écoles *supérieures* : « La Société des Nations, c'est un syndicat ouvrier, et l'URSS en fait partie.

— Karl Liebknecht est vivant. — Lénine était Commissaire au Travail. — Staline est Commissaire aux Finances. — Il n'y a plus de bourgeoisie chez nous, mais s'il y en a, ce sont les trotskystes dans les villes » (*Pravda* des J., août 1929). De tels comptes rendus sont innombrables, et ceux-ci ont été notés au hasard, mais il en circule en Russie d'anecdotes où l'ignorance de « l'élite » atteint un degré invraisemblable.

Iaroslavsky admet, au reste, le « niveau politique extrêmement bas » de la majorité des communistes à la campagne (*Pravda*, 25 août 1929). Dans ces examens politiques destinés à vérifier la culture communiste, les examinateurs sont souvent au niveau des examinés : « Les membres de la Commission posèrent des questions dans lesquelles eux-mêmes s'embrouillaient désespérément » ; certaines questions n'ont rien à voir avec la politique : « – Pourquoi êtes-vous marié pour la deuxième fois ?

— Combien de fois de suite bois-tu, par petits verres ou par coupes ? » (*Troud*, 3 août 1929). Voici comment sont données des leçons de science sociale : le conférencier lit un paragraphe de son manuel, puis fait répéter des phrases par l'auditoire en chœur ; exemple : « Les syndicats sont l'école du com... – ... *unisme* ! termine le chœur des élèves. — L'industrialisation est le chemin du so... – ... *cialisme* ! » etc. (*Pravda*, 27 juin 1928). Ainsi est dressée « l'élite ». Cette élite est à tel point élite qu'en 1921, il a fallu en exclure 174 900 individus, puis 264 140 les années suivantes (*Pravda*, 30 avril 1929). Mais en quoi les non-exclus se différencient-ils des autres ? Un *komsomol* envoie à son journal des vers dédiés à la mémoire de Lénine ; (c'est une imitation de la célèbre berceuse de Lermontov : « Dors, petit bébé, mon joli, – Dodo, l'enfant do, – La lune claire regarde doucement, – Dans ton berceau ») ; résultat obtenu par cet homme d'élite : « – Dors, petit chef, dors, joli, – Dodo, l'enfant do, – La lune claire brille doucement, – Dans ton mausolée » (*Pravda* des J., janvier 1929). Ce jeune communiste est typique, et nombre de ses congénères ne le valent même pas quant à la pureté des intentions, comme on le verra dans la suite. Un secrétaire de comité de canton téléphone au comité du district : « Y a-t-il chez nous en ce moment lutte de classes ou non ? » ; un « suppléant de président de comité de canton » (*sic*) inscrit gravement dans son rapport : « Du 5 au 10 janvier, il n'y a pas eu de lutte de classes dans le canton » (*Pravda*, février 1929). Voilà l'élite. Dans une école, région de Samarcande, sur 46 fillettes de 8 à 14 ans, 16 ayant été violé par leurs instituteurs, les organes locaux du Parti, informés, non seulement ne disent

rien, mais essaient d'étouffer l'affaire (*Troud*, 13 avril 1929). Voilà l'élite. Les militants dirigeants de « l'actif » de la Russie Blanche sont « complètement analphabètes politiquement » ; « certains ne savent même pas pourquoi le Parti s'appelle communiste » (*Pravda*, 30 juillet 1929). Voilà l'élite. Et il s'agit de *dirigeants*, et de « *l'actif* ». Ce que peuvent être les suiveurs et le... passif, on a peine à l'imaginer. Tout ce monde vote « à l'unanimité » la déportation en Sibérie de Trotsky. (Et si nous faisons allusion avec insistance au sort d'un Trotsky, ce n'est pas que sa personne nous semble sacrée, mais parce que l'épisode laisse comprendre comment peuvent être traités de simples prolétaires obscurs.)

Les méthodes gouvernementales soviétiques correspondent au niveau de la masse, défini au chapitre précédent, et à la qualité des communistes qui l'encadrent. Quelques faits les illustreront. Le 21 janvier 1924, la milice fait une tournée chez tous les portiers (*dvorniks*) de Moscou et ordonne d'arborer un drapeau voilé de crêpe, sous peine d'amende ; on s'exécute, *sans savoir pourquoi* ; les passants voient des signes de deuil important, et en ignorent la cause ; le lendemain, on apprend par les journaux la mort de Lénine. En juillet 1924, l'auteur de ce livre assiste à une grande manifestation dans les rues de Moscou ; il interroge les manifestants mais *aucun ne sait le but de la démonstration* ; le comité de l'entreprise a convoqué pour telle heure à la sortie du travail, et voilà tout ; nous questionnons en vain maints communistes pour tirer le fait au clair ; certains font effort pour trouver une explication et croient qu'il s'agit de commémorer « les journées de juillet » (émeutes vaincues de juillet 1917 à Pétrograd), hypothèse insoutenable ; dans les journaux, aucune indication ; enfin, nous apprenons le lendemain qu'on manifestait en l'honneur de l'ouverture du Congrès du « Profintern » (Internationale syndicale rouge) ; *personne n'en savait rien*, que des fonctionnaires discrets. Un jour d'août de la même année, à Ialta, nous entrons chez un coiffeur qui se croise les bras et décline de faire son office, disant que la milice est passée et a ordonné de chômer ; pour quelle raison ? le barbier l'ignore ; mais ne peut-on faire une supposition ? il n'en trouve pas de

plausible ; nous interrogeons divers communistes : en effet, toutes les boutiques ont reçu l'ordre de fermer, mais *impossible de savoir pourquoi* ; certains *supposent* que l'on fête le *médicsantroud* (journée du travail médical et sanitaire) ; enfin, un fonctionnaire du soviet nous apprend que c'est tout bonnement... l'Assomption (*Ouspénié*) ; tout le monde l'ignorait, car l'Église la célébrait selon le calendrier vieux style ; et c'est pour cela que la milice a imposé l'arrêt du travail à une population *qui n'ose même pas s'enquérir des motifs*. Voyant, quelque temps après, Moscou pavoisée de drapeaux endeuillés, et poussé par une curiosité insatiable, nous interrogeons à droite et à gauche : *nul ne sait en quel honneur* ; le hasard d'un dîner avec des communistes nous apprend que c'est un camarade du Comité de Moscou, Likhatchov, qui est mort ; *tout le monde ignorait* cette personnalité, et sa mort comme sa vie. Dans l'institution soviétique où l'auteur de ce livre a travaillé, nous avons constaté ceci : un quart d'heure avant la sortie, un gamin ou une fillette passait dans les bureaux en criant l'annonce du rassemblement général obligatoire à la porte, pour « démonstration » ; mais démonstration de quoi, pour qui, à quel propos ? *Personne qui le sache* ; les chefs de service et sous-chefs, surveillés par leurs supérieurs, surveillaient à leur tour leurs subordonnés et il était impossible de s'échapper sans avoir à fournir des explications ou s'exposer à des sanctions ; nous avons notamment ainsi observé dans le détail et *de visu* le mécanisme intime d'une de ces manifestations à grand effet extérieur, celle qui en a imposé aux leaders trade-unionistes anglais. Dans aucun pays du monde, et ceci est une stricte constatation de fait, un gouvernement ne se permet de manipuler de la sorte la masse en dédaignant de lui accorder, fût-ce pour la forme, la moindre explication. Et comment le niveau intellectuel et politique de cette masse s'élèverait-il, sous un tel régime ?

Les réunions et les élections, qu'elles soient celles du Parti, des syndicats, des soviets ou autres, sont toutes semblables et inspirées du même esprit. Les communistes les marquent de leur empreinte. Dans les usines, on ne peut les tenir, souvent,

qu'en fermant les portes pour empêcher les ouvriers de s'échapper. À l'usine *Prolétaire rouge*, de Grodno, les ouvriers fuient, se cachent, sautent les murs, et le président et le secrétaire du comité leur font la chasse, pour ne réussir à en rassembler que 180 sur 400 (*Troud*, 17 juin 1926). La répugnance des ouvriers envers les réunions, leur abstention systématique, leur indifférence pour les débats et les résolutions prises sont dues à la crainte d'être congédiés, aux procédés des dirigeants ; en dehors des réunions on discute avec animation (*Troud*, 22 juillet 1926). À Pskov, la porte de l'usine étant ouverte, les ouvriers fuient la réunion ; le rapporteur constate lui-même que, l'administration ayant relevé les noms de ceux qui prenaient la parole, presque personne n'assiste plus aux réunions (*Troud*, 16 octobre 1926). Zoritch résume ainsi les méthodes en vigueur : « Pas d'opposition, camarades ? Non. Unanimité, moins une abstention. Le camarade qui s'est abstenu est invité à passer me voir après la réunion... » ; et le journaliste cite *une série* de faits prouvant que les communistes foulent aux pieds les droits et les opinions des ouvriers (*Pravda*, 9 janvier 1927). Le Comité central du Parti, dans sa conférence de février 1927, vote une résolution interdisant de donner des ordres aux électeurs et d'imposer des candidats pour les élections soviétiques, avouant ainsi que c'était une pratique courante ; mais les commissions électorales privent du droit de vote, par centaines de mille, des électeurs ouvriers, paysans moyens, et même communistes (*Pravda*, 6-12 février 1927). Pour attirer les ouvriers aux réunions, dont ils ne veulent pas, on essaie de les tenter par des attractions, cinéma, etc. ; on ferme les portes, on menace les travailleurs (*Troud*, 2 juin 1927). Élection d'un comité ouvrier dans l'Oural : le secrétaire syndical régional impose son homme, contre lequel a voté la majorité des ouvriers (*Troud*, 2 juin 1927). Les réunions ne présentent plus d'intérêt pour les ouvriers ; on leur serine toujours les mêmes histoires, on leur impose des discours sur la Chine, et ils sont accablés de fatigue, ils demandent la paix (*Troud*, 23 mars 1928). À l'usine *Boukharine*, la direction *appelle la milice pour expulser les ouvriers* qui prennent la parole en critiquant

lu projet de contrat collectif (*Troud*, 15 juin 1928). Un dessin à succès représente une salle de réunion vide avec une foule massée sur la tribune : « On a nommé tous les assistants membres du bureau pour qu'ils ne se sauvent pas » (le *Crocodile*, n° 40, 1928). Les réunions ont lassé tout le monde, on les fréquente à peine, elles n'offrent plus le moindre intérêt, les résolutions sont des chiffons de papier ; dans une usine d'Ukraine, citée à titre d'exemple, on a tenu en cinq mois 1 353 réunions ou conférences, on y a voté 6 797 résolutions... (*Troud*, 14 novembre 1928). À une conférence d'ouvriers agricoles, des délégués de Kharkov déclarent : « Nous avons peur » ; d'autres, de Sverdlovsk, disent : « Que mon voisin critique s'il le veut, il est célibataire, mais moi je suis marié, je ne veux pas devenir chômeur » (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 6 décembre 1928). À Samara, des ouvriers trouvent porte close à la fin de leur travail et sont contraints de travailler une heure supplémentaire en restitution du temps passé à subir le rapport du soviet (*Troud*, 23 mars 1929). Les ouvriers métallurgistes de l'Oural *ont peur* de répondre, même sans signer, à une enquête du syndicat ; dans plusieurs usines, on a congédié des ouvriers qui s'étaient permis de parler aux réunions (*Troud*, 30 mars 1929). Pour avoir critiqué, les ouvriers P. et L. sont renvoyés de leur travail ; « les *rabcors* ont peur d'écrire car l'administration et le Comité de fabrique leur régleraient vite leur compte » (*Troud*, supplément, 6 septembre 1929). Voilà la « dictature du prolétariat ».

Les journaux soviétiques publient en quantité des récits de séances de réunions, d'élections, etc., véritablement révélateurs de l'apathie, de l'inculture, de la crainte des masses, et de l'insolence tyrannique, de la grossièreté brutale de pseudo-communistes envers elles. Mais ils ne sont pas tous résumables en quelques mots. Notons encore ces traits de la physionomie infiniment variée du Parti bolchevik. « La culture de nos fonctionnaires et de notre bureaucratie est lamentable ; elle a besoin d'être améliorée 20 000 fois. Pour cela, il faut un minimum d'éducation. La dictature du prolétariat ne consiste nullement à traiter grossièrement tous les non-communistes » ; ainsi parlait Boukharine au Congrès des *komsomols*, et il disait

aussi : « Lénine voulait qu'un communiste coupable soit puni dix fois plus sévèrement qu'un simple mortel, mais pratiquement c'est très souvent le contraire qui se produit » (*Pravda*, 21 mars 1926). L'alcoolisme sévit parmi les communistes, avoue Iaroslavsky ; c'est « un phénomène général », et non seulement les simples membres mais les dirigeants s'adonnent à la boisson (*Krasnaïa Gazeta*, 16 mars 1926). Un rapport du même sur les cellules à la campagne reconnaît comme phénomènes généraux l'ignorance politique complète (30 % des cellules) et le peu de culture de la majorité ; la plupart ne lisent pas de journaux ; les secrétaires prennent toutes les décisions ; les abus de pouvoir, l'ivrognerie, les détournements de fonds sont fréquents ; 25 % des secrétaires de cellules soumis à l'enquête ont dû être exclus (*Pravda*, 10 février 1927). Des *communistes* turkmènes achètent des femmes, l'un vend sa fille pour 500 roubles, d'autres trafiquent des mineures (*Pravda*, 2 juin 1927).

Toutes les anomalies citées, et des milliers d'autres, sont dénoncées parfois vigoureusement et avec une très juste argumentation par la presse soviétique ; mais c'est précisément cela qu'on appelle là-bas « soigner les rhumes en favorisant les courants d'air ». Il est interdit d'indiquer les causes profondes du mal, recelées dans les vices du régime, et les observations superficielles et partielles entretiennent ce mal en endormant les victimes. La franchise apparente de cette « autocritique » fait partie, en réalité, du système de l'autocratie soviétique : elle peut frapper de menus secrétaires provinciaux qui auront des successeurs de même acabit, ou pires, mais laisse intact le pouvoir monstrueux du Secrétariat du Parti et ne réduira jamais les tares qu'il engendre.

Sosnovsky cite un cas *très caractéristique* de l'atmosphère du Parti et des usines, des rapports entre communistes et prolétaires, dans une lettre à Trotsky (*Bulletin de l'opposition*, n° 3-4, p. 24) : à la fabrique de tabac *Clara Zetkin*, de Leningrad, une ouvrière ayant pris la parole au sujet de la rationalisation est traitée d'ennemie du prolétariat et le directeur fait à son sujet des sous-entendus qui la terrifient ;

dans la nuit du 1^{er} mai, *elle meurt de peur* ; les ouvriers déclarent qu'ils n'iront plus jamais aux réunions, qu'ils n'ouvriront plus la bouche (*Troud*, 3 juillet 1928). À Leningrad encore, « berceau de la révolution » comme on aime à dire en Russie, on arrête les dirigeants du *Sevzaptorg* (département commercial du nord-ouest) pour concussion, débauche, actes arbitraires, etc. ; de tels « incidents » sont quotidiens et l'on n'y prête plus attention, mais voici qui a une portée générale : « Les honnêtes camarades du Parti qui essayèrent d'élever la voix contre les abominations étaient persécutés ; trois n'ont pu y tenir : *l'un s'est jeté par la fenêtre, le second s'est tranché une veine, le troisième s'est tué d'une balle* » ; ni le Parti, ni les syndicats n'ont rien vu (*Troud*, 4 septembre 1929). Nous avons déjà dit qu'il n'existe, en réalité, ni parti, ni syndicats, mais des bureaux et des fonctionnaires étrangers à la classe travailleuse. Tous les faits cités le prouvent.

Au Commissariat des Finances, à Moscou, c'est-à-dire dans l'une des institutions les plus en vue, au cœur de la vie soviétique, pas dans un village du Kamtchatka, la cellule communiste était tout récemment « décomposée » par les péchés suivants : « détournements de fonds, dilapidations, ivrognerie, abus de services commandés, apachisme, exigences d'ordre spécial envers les collaboratrices, non-paiement de pensions alimentaires, obséquiosité, bureaucratisme, obstacles mis à l'avancement des nouveaux, carriérisme, querelles, déviation de droite (*sic*) dans le travail, etc. » ; « l'obséquiosité (*podkhalimstvo* : platitude servile, complaisance ignoble) s'était épanouie à tel point que, par exemple, le membre du Parti I... se taisait peureusement et servilement quand le communiste B... ivre violait sa femme » (*Pravda*, 7 août 1929). Cet individu, complice par lâcheté et arrivisme du goujat qui violente sa femme est un véritable symbole : il incarne l'actuelle « discipline » du Parti qui fait de tous les membres des complices de la violation des principes communistes et des intérêts de la Révolution, accomplie chaque jour sous leurs yeux. De tels faits, d'ailleurs, ou d'autres équivalents, sont devenus banals dans leur

multiplicité, mais on ne les rend que rarement publics : il faut pour cela un conflit politique délivrant les dirigeants de tout scrupule de discrétion et les incitant à frapper leurs adversaires par tous les moyens. Tous ces « communistes », leurs frères et leurs cousins de même espèce, votent à tour de bras des thèses sur « le socialisme dans un seul pays » et approuvent l'emprisonnement ou la déportation des derniers communistes sincères en lutte pour leurs idées.

Mais la tournure la plus frappante du phénomène de « dégénérescence » et de « décomposition » (expressions mêmes de la presse du bolchevisme) du Parti communiste et de l'appareil soviétique se traduit dans les « affaires » scandaleuses qui ont jeté, au cours des dernières années, de vives lueurs sur la réalité russe et révélé la corruption profonde du personnel révolutionnaire. L'ampleur de ces scandales, leur répétition en divers points du pays et dans des centres ouvriers importants, le nombre et le rang des fonctionnaires communistes ou « sympathisants » impliqués, le pullulement de cas moins graves mais tout aussi symptomatiques ne permettaient plus de parler de défaillances individuelles, même par trop répétées. Les dirigeants du Parti ont dévoilé le mal, tout en affirmant l'excellente santé de l'organisme dont ils ont la responsabilité. Le lecteur jugera s'il est permis de supposer que de telles plaies puissent exister sur un corps sain.

Nous avons signalé dans un précédent chapitre la gangrène des autorités communistes et soviétiques du Nakhitchevan, de Kherson et d'autres lieux. De telles histoires paraissent maintenant des broutilles de la chronique. En juillet 1925, il fallut arrêter tous les cadres supérieurs de la milice de Kiev convaincus de forfaits variés : concussions, vols, abus de pouvoir ; parmi eux se trouvaient un « vieux bandit récidiviste », ancien « chef de milice du rayon central », d'ex-policiers, espions et gendarmes de la contre-révolution (*Pravda*, fin juillet et 1^{er} août 1925). Les « épurations » dans les appareils bureaucratiques font découvrir constamment, sous le masque soviétique, de cette engeance vivace, assez souple pour s'adapter aux aspects extérieurs du nouveau

régime, quitte à y perpétuer les pratiques de l'ancien. Dans la province de Poltava, la cellule d'un village organise l'assassinat d'une famille paysanne ; on arrête les trois principaux coupables, le secrétaire de la cellule, le président du soviet, le président du comité des pauvres ; de sa prison, le secrétaire menace de faire couper la gorge à 20 familles, par la cellule communiste, si l'on ne change pas de cellule (cette fois, cellule de prison) un de ses complices (*Pravda*, 26 mai 1925). Dans la province d'Odessa, on arrête les têtes des organisations communistes et institutions soviétiques à Zakhariévka : le secrétaire du Parti, le président du comité exécutif, le directeur de la coopérative, le juge, le contrôleur principal, etc., qui volaient l'argent des caisses publiques, se livraient à des orgies, contraignaient les institutrices à coucher avec eux, etc. (*Pravda*, 20 octobre 1926). Dans la République des Kirghizes, on arrête deux secrétaires du Parti de districts, un membre du Comité exécutif central des Soviets et d'autres fonctionnaires communistes : cette bande écrasait les paysans, en faisaient fusiller sans jugement, les rançonnaient sous forme d'impôts énormes qu'ils se partageaient, confisquaient des chevaux, etc. (*Pravda*, 20 octobre 1926). À Leningrad, le 22 août 1926, quarante ouvriers se saisissent d'une jeune fille, la violent à tour de rôle : plusieurs sont communistes (*Pravda*, 11 septembre 1926). Cette affaire donna l'occasion d'en révéler toute une série d'autres, de moindre envergure, où les communistes et les *komsomols* tenaient leur place, à Leningrad et en divers autres lieux. À Artemovsk, dans le Donetz, capitale prolétarienne du grand bassin houiller (Bakhmout, de son nom antérieur), le haut personnel de la justice, et les cadres de la milice, forts de la complicité des fonctionnaires soviétiques et de l'indifférence des comités du Parti, sont arrêtés, jugés et condamnés pour viols, ivrognerie, arbitraire administratif, etc. ; le journal local *Kotchegarka*, informé, se taisait ; les communistes du rang, terrorisés, n'osaient rien dire ; plusieurs suicides (*Pravda* et autres journaux, février 1928). Trois membres de l'association des « écrivains prolétariens » sont arrêtés pour avoir entraîné chez eux une jeune communiste, l'avoir enivrée et violée ; la victime s'est

suicidée (*Rabotchaïa Gazeta*, 31 mars 1928). À ce propos, la presse se décide à reconnaître que de telles infamies sont passées dans les mœurs. À Sotchi, au Caucase, tous les chefs communistes locaux sont arrêtés pour dilapidations, ivrognerie, viols multiples de femmes, orgies, arbitraire (*Pravda*, 8 avril 1928). En Crimée, le Président du Comité central exécutif des Soviets en personne, Ibraïmov, et tout son entourage sont de vulgaires bandits de droit commun : on les convainc de crimes innombrables et abominables, d'assassinats, de tortures, d'exactions, de vols, de concussions, de toutes les ignominies imaginables, dont l'exposé tient cinq volumes de 3 800 pages au total (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 30 avril 1928 et tous les journaux). Dans l'Oural, on découvre la corruption des dirigeants communistes d'un « rayon », leurs débauches, leurs accointances avec des éléments pourris (*Pravda*, 22 mai 1928). Au Turkestan, on arrête des fonctionnaires soviétiques dont un vieux militant du Parti, coupables d'avoir dilapidé d'énormes sommes ; à Riajsk, on constate que presque toute l'administration est liée à des bandits (*Pravda*, 6 mai 1928). À Stavropol, le secrétaire du Comité régional du Parti et les autres fonctionnaires communistes sont tous arrêtés : viol des institutrices, orgies, abus variés (*Pravda*, 12 mai 1928). Mais le plus « bel abcès », comme disent les médecins, est sans contredit celui de Smolensk.

À Smolensk, ville et campagne, dans les usines et les syndicats, dans les cantons et les districts, ce n'était que pourriture du haut en bas de l'appareil bolchevico-soviétique ; comités du Parti, des soviets et des syndicats rivalisaient d'arbitraire envers les travailleurs, de violences sur les femmes, de pillage des deniers publics, de crapulerie et de débauche ; dans une fabrique (ne comptant pas moins de 50 % de communistes et *komsomols*, les contremaîtres communistes, le président d'une section syndicale, l'ancien secrétaire de la cellule, etc., exigeaient des « pots-de-vin », en argent des ouvriers, « en nature » des ouvrières, et ce, pendant des années ; dans une manufacture, 7 ouvriers se sont suicidés en un court laps de temps, excédés par le régime ; une

« commune » composée de fonctionnaires en vue du Parti, de la milice, etc., était en liaison étroite avec des bandits ; plusieurs secrétaires de cantons et de districts sont convaincus d'exactions et de forfaiture ; une paysanne essaie de se pendre, après confiscation de sa dernière brebis ; un groupe de *komsomols*, pour protester contre les crimes des autorités locales, imprime une feuille volante clandestine ; les organes du Parti couvrent tout de leur silence complice ; on arrête, pour commencer, 60 fonctionnaires, la plupart communistes (*Pravda*, 12 mai 1928, article de Zaïtsev ; tous les journaux du moment ; *Pravda*, 18 mai, résolution de la Commission de contrôle). L'enquêteur officiel Iakovlev souligne la portée *générale* de l'affaire (*Pravda*, 16 mai ; *Isvestia*, 22 mai). Toute la presse alarme l'opinion et la secoue pour l'inciter à réagir contre la déchéance morale d'une partie notable des employés de l'État et des fonctionnaires des organisations étatiques (Parti, syndicats, coopératives). Pendant plusieurs mois, on épure, on assainit les appareils de la région de Smolensk et, parallèlement, on nettoie aussi ailleurs. Dans un seul canton de la province de Smolensk, 33 fonctionnaires sont traduits devant les tribunaux ; parmi eux, les chefs de la milice, qui volaient des chevaux aux paysans, le juge, qui condamnait un assassin à 100 roubles d'amende et en absolvait d'autres, etc. ; trente « réviseurs » avaient inspecté le canton au cours de la dernière année sans rien remarquer d'insolite (*Isvestia*, 9 juin). À Vladimir, les dirigeants du syndicat du textile commettent des abus d'autorité ; une employée a été violée (*Pravda*, 19 juin 1928). À Touapsé, les chefs du Parti s'enivrent, l'un protège une maison close, les dirigeants de la coopérative sont déférés en justice, les magistrats sont convaincus d'actes arbitraires (*Pravda*, 19 juin). À Odessa, les directeurs du service des tramways imposent aux chômeuses de coucher avec eux, pour avoir du travail ; les employés municipaux, parmi lesquels le secrétaire de la cellule, sont des ivrognes invétérés (*Troud*, 19 juin). À Irkoutsk, l'organisation communiste et soviétique est gangrenée d'éléments du régime tsariste (*Pravda*, 4 août). Un inspecteur envoyé dans la région de Mariisk constate la démoralisation des fonctionnaires

principaux et des militants communistes, secrétaires de comités, etc. : ivrognerie, détournements de fonds, abus au préjudice des femmes (*Pravda*, 8 août). L'organisation communiste yakoute est responsable de troubles, de banditisme, de multiples méfaits (*Pravda*, 9 août). Celle de Crimée, déjà fâcheusement notoire, abrite des « blancs », des nationalistes, des saboteurs conscients (*Pravda*, 11 août). Dans la province de Riazan, sur 5 100 fonctionnaires des Finances, on en chasse 1 139 : dilapidations, pots-de-vin, ivrognerie, faux en écritures (*Pravda*, 11 novembre).

En 1929, on ne cesse de découvrir de nouveaux « abcès » sur le « corps sain » de la bureaucratie soviétique. La *Pravda* (3 janvier) avoue que les cellules communistes sont infestées d'anciens gendarmes, de pogromistes, de monarchistes, de *koulaks*, etc., selon les régions. Au début de janvier, à Moscou, c'est la remarquable affaire des « kabouki » : tout l'état-major du syndicat du bâtiment, coupable de dilapidations, débauches, abus de pouvoir, etc., est dénoncé à la suite d'un incident de débordement érotique en pleine rue (*Pravda* et autres journaux, 6 janvier et jours suivants). Puis, ce sont les dirigeants du syndicat des employés qui confondent la caisse syndicale avec la leur. Et c'est un des principaux comités des Jeunesses communistes, à Leningrad, que l'on balaie pour corruption. Les organisations communistes de Sir-Daria pullulent tout simplement de voleurs, de bandits, de gredins variés (*Pravda*, 9 janvier). À Tver, le tribunal était depuis plusieurs années complice de tous les fonctionnaires coupables de prévarications, d'abus, de turpitudes diverses (*Pravda*, 19 janvier). À Briansk, le comité provincial du Parti couvre les dirigeants communistes du district de N., convaincus un mois plus tôt de débauche publique, d'abus de pouvoir, etc., et qu'il avait d'abord décidé d'exclure du Parti (*Pravda*, 20 février). À Astrakhan, on arrête 200 fonctionnaires des soviets qui volaient l'État de diverses manières, avec la complicité des communistes ; on exclut 57 membres du Parti, puis d'autres ; on organise un procès monstre qui dure des semaines (*Pravda*, *Isvestia*, juillet, août, septembre). En Ouzbekistan, le syndicat des travailleurs municipaux, c'est-à-dire ses dirigeants, est

taxé de crimes variés qui l'apparentent aux « kabouki » de Moscou (*Troud*, 3, 4 août). À Rybinsk, on découvre un foyer d'infection genre Astrakhan (*Troud*, 27 août). À Syzrane, également (*Troud*, 22 août). À Grozny aussi (*Troud*, *ibid.*). De même à Kharkov, à Stalingrad (*Troud*, *ibid.*). À Bakou, le Commissaire du Peuple aux Finances et une série de hauts fonctionnaires de son département sont déférés aux tribunaux (*Troud*, 3 septembre). À Leningrad, pourriture de l'administration communale, complicité de la commission de contrôle régionale du Parti ; depuis quatre ans, 100 dénonciations en règle avaient été envoyées en vain aux journaux ; la rédaction de la *Pravda* de Leningrad est coupable (*Troud*, 3 septembre). À Nijni-Novgorod, décomposition de l'organisation communiste, affaires louches (*Pravda*, 6 septembre et jours suivants). À Toula, aux Finances, à la section commerciale, dans la coopération, au tribunal, dilapidations et débauche (*Pravda*, 7 septembre). Dans les services du *vniechtorg* (commerce extérieur), les épurations ont déjà éliminé des « pourris » par milliers et il en renaît sans cesse. En juillet, août et septembre 1929, il ne se passe pour ainsi dire pas de jour où le *Troud* ne dénonce quelque « dégénérescence », « déviation » ou « maladie » dans les « sommets » de l'appareil syndical ou dans les comités de base : c'est l'organisation du textile de Tver (10 juillet) ; ce sont les syndicats de Crimée (16 août) ; c'est l'usine n° 1 de Moscou (21 août) ; c'est un comité de canton de la province de Tver, où les secrétaires sévissent dans un esprit moyenâgeux, où l'institutrice persécutée se suicide (23 août) ; c'est la grande usine *Profintern rouge*, de Briansk (24 août) ; c'est le comité central des mariniers qui « fait banqueroute » (25 août), pour ne citer que les gros titres, épargnant la fastidieuse lecture de textes filandreux, confus, inutilement kilométriques. Mais là, il est impossible de faire la part des persécutions politiques et celle de l'épuration morale : le zèle de nettoyage des « sommets » syndicaux est visiblement inspiré par la lutte du Secrétariat du Parti contre Tomsy et ses partisans, hier maîtres de l'organisation professionnelle.

Dans ce désordre général, on ne peut établir de démarcation entre le Parti, les soviets, les syndicats : tous les appareils sont liés, soudés, fondus, comme nous l'avons expliqué. Les mêmes hommes thésaurisent les fonctions, les responsabilités, et la plupart sont intimement associés de diverses façons. C'est pourquoi l'on arrête des fonctionnaires par paquets de dix, cinquante, cent et plus. Le sous-titre concernant l'usine n° 1 de Moscou, par exemple, affirme en caractères gras qu'il s'est passé « *des faits révoltants de décomposition de l'actif du Parti par groupes* » ; ces militants « décomposés », on les retrouve au syndicat, à la coopérative, au soviet du rayon, au comité de maison, partout. Et partout, la « décomposition ». En règle générale, toute information sur le Parti est valable pour les syndicats et *vice versa*, sur les soviets pour les coopératives, etc. Les mêmes phénomènes apparaissent dans les diverses organisations et institutions, tenues par les mêmes cadres communistes.

Depuis plusieurs années, la presse soviétique est obligée d'enregistrer une « vague » de dilapidations, une « épidémie » de prévarications dans les syndicats, expressions mêmes de la *Pravda* (15 avril 1925). « Tomsky déclare que si cette vague ne décroît pas, il va falloir appliquer la peine capitale aux dilapidateurs » (*Pravda*, 28 mai 1925). Une circulaire de Koursky, Commissaire à la Justice, alerte tous les procureurs et tribunaux et les invite à réprimer sévèrement les dilapidations (21 juin 1925). Tous les jours, la presse signale des prévarications. En neuf mois, dans la seule province de Moscou, 285 cas ; dans les Postes, même plaie ; à Kharkov également ; 83 % des voleurs sont des communistes (*Troud*, 2 mars 1926). En Sibérie, 1 500 cas en trois mois, au préjudice des caisses de l'État, des coopératives, des syndicats (*Krasnaïa Gazeta*, 19 mars). À Leningrad, 2 274 000 roubles de dilapidations en sept mois, 2 702 cas dont le quart dans les syndicats (*Troud*, 8 septembre 1926). Dans la province de Moscou, 342 affaires de ce genre en 1925, 281 en 1926 et 245 en 1927, pour les syndicats seulement (*Troud*, 23 mars 1928). Tout le monde vole, dit en substance Tomsky au VIII^e Congrès syndical, les communistes, les *komsomols*, les sans-parti, et on

vole partout (*Troud*, compte rendu, 15 décembre 1928 et jours suivants). En 1928, les dilapidations ont augmenté de 50 % comparativement à l'année précédente, dans les syndicats de Moscou ; la moitié des coupables sont communistes (*Troud*, 29 mars 1929).

Nulle part au monde, on n'observe quelque chose de semblable, ou d'approchant. Il peut se produire partout un ou plusieurs cas de corruption, se trouver çà et là des fonctionnaires indignes : mais rien de comparable à ce qui se passe dans les syndicats russes. Et l'explication est simple : ces syndicats ne sont pas des syndicats. Les prolétaires et les salariés de l'URSS n'ont pas de syndicats. Il n'y a que des bureaux et des bureaucrates, étrangers à la masse qui peine. Les « adhérents » n'ont pas adhéré. On ne les connaît pas pour les consulter mais pour leur soutirer une partie de leurs maigres salaires et pour les inviter à travailler toujours davantage. Dans un discours à Leningrad, contenant de nombreuses critiques, Tomsky a prononcé un jour les paroles suivantes : « Si j'avais fait ce discours dans certaines réunions de base comme simple syndiqué, on m'aurait traité de propre à rien discréditant l'organisation, en d'autres termes : hors du syndical » (*Troud*, 30 mai 1925). C'est net. Et hors du syndicat, cela signifie : hors de l'entreprise, donc *crever de faim*. C'est ce que nous avons expliqué déjà. Et c'est ainsi dans le Parti également, dans toutes les organisations soviétiques. Et Tomsky en a fait cette année personnellement l'expérience : il a été mis du même coup hors du syndicat et hors de la présidence des syndicats, pour s'être trouvé en contradiction avec le Secrétariat du Parti. Et le Secrétariat pourrait le mettre hors de la circulation, s'il le voulait, par un simple ordre au *Guépéou*, sans jugement. Il n'y a pas de syndicats.

Un autre leader syndical, Dogadov, a rapporté au Conseil central des pseudo-syndicats les chiffres significatifs que voici : en 1925, le budget de la CGT russe fut de 70 millions de roubles environ, sur lesquels près de la moitié (47 %) ont été dévorés par les fonctionnaires (*Pravda*, 9 décembre 1926).

On peut tenir pour assuré, de plus, qu'une partie de l'autre moitié va aussi à des fonctionnaires, indirectement. Au syndicat des métallurgistes de Moscou, il y a 700 fonctionnaires, pour 130 000 cartes syndicales (*Troud*, 12 juin 1928). Ce parasitisme bureaucratique soi-disant syndical se passe de commentaires. Et quelle est cette vie prétendue syndicale qui coûte si cher aux travailleurs ? Le *Vestnik Trouda* (n° 10, 1926) reconnaît le peu de fréquentation des réunions, le manque d'intérêt de ces réunions pour les ouvriers, le mauvais effet des procédés de contrainte et de commandement : fermeture des portes de l'entreprise, par exemple. Le *Troud* (29 mars 1927) avoue que les décisions sont prises par les organes dits exécutifs en dehors des syndiqués. Il constate (14 novembre 1928) que les ordres du jour n'intéressent pas les ouvriers et que les résolutions restent sans lendemain : temps passé aux réunions, temps perdu. La *Pravda* (22 novembre 1928) confirme en publiant des lettres de *rabcors* : personne ne va plus à des réunions où l'on ne tient aucun compte de l'opinion ouvrière. Dans son discours au VIII^e Congrès, signalé plus haut, Tomsy ne put éviter de parler *des grèves* qui ont lieu à l'insu des syndicats : les ouvriers acculés à la grève par l'État soviétique ont garde de s'adresser aux unions professionnelles ; il dut constater aussi le trafic des cartes syndicales, cotées clandestinement comme des actions en Bourse, parce qu'elles représentent des privilèges. À Kiev, une inspection prouve que les syndicats n'ont rien de commun avec les syndiqués (*Troud*, 20 mars 1929). La bureaucratie syndicale fait de la « haute politique » et néglige la protection du travail (*Troud*, 26 août 1929). Ce journal appelle « haute politique » la basse cuisine du Parti ayant pour objet de substituer des fonctionnaires à d'autres selon les besoins de la coterie dirigeante. Depuis la disgrâce de Tomsy, il est non seulement permis, mais prescrit de constater que tout va mal dans les syndicats depuis des années, alors qu'on était tenu, la veille de cette disgrâce, de proclamer que tout y allait bien. Maintenant : les syndicats ont des tendances corporatistes, bourgeoises, ne comprennent pas l'époque historique actuelle, sont coupés des masses, travaillent mal, etc. (*Pravda*, 6

septembre 1929). La réalité est beaucoup plus simple : il n'y a pas de syndicats.

Les coopératives les valent. « Nous continuons à commercer à l'asiatique, à la tzigane, comme le disait Lénine » ; on oblige le client à acheter ce dont il n'a que faire et on ne lui vend pas ce dont il a besoin (*Pravda*, 26 mars 1925). Coopérative de l'usine *Amo*, Moscou : marchandises de mauvaise qualité, parfois pourries, et plus chères qu'ailleurs (*Pravda*, 7 juillet 1925). Une autre, province de Moscou : « Peu de denrées, mauvais choix, qualité encore pire » (*Pravda*, 21 juillet 1925). Une autre, au Donetz : « Ou bien il n'y a pas de produits de première nécessité, ou bien ils sont mauvais : le pain n'est pas du pain, la viande n'est pas de la viande » (*Pravda*, 11 septembre 1925). « Pourquoi les ouvriers ne s'intéressent pas aux coopératives », dit un gros titre ; et l'article explique la désaffection par l'intrusion des communistes, qui imposent leurs hommes, lesquels souvent ne valent rien (*Pravda*, 30 septembre 1925). À une conférence coopérative, on constate que les prix pratiqués sont si élevés qu'ils abaissent le salaire réel, parfois de 8 % (*Troud*, 3 avril 1926). À maintes reprises, on a constaté que les coopérateurs spéculent avec les capitalistes ; un exemple en est donné dans *L'Economitcheskaïa Jizn* du 27 mars 1926. En un an, les dilapidations se sont élevées, dans les coopératives, à 5 323 000 roubles (*Torgovo-Promychlenaïa Gazeta*, 23 mai 1926). Le personnel vole et pille dans les coopératives, dans la région de Leningrad, dans celle d'Iaroslav (*Rabotchaïa Gazeta*, 13 juin 1926). On pille et on vole partout ailleurs. Profitant du monopole de la vente au détail, que l'État lui assure par des moyens de force, la coopération se livre à un mercantilisme effréné, exploite le consommateur c'est-à-dire les classes pauvres, réalise des bénéfices nets de plus de 200 % par les pires procédés capitalistes (*Pravda*, 1^{er} février 1927). Les clients ouvriers sont reçus dans les coopératives comme des chiens, les employés sont arrogants et grossiers, la marchandise est mauvaise et chère, il faut perdre un long temps à de fatigantes queues (*Troud*, 18 août 1927, lettres d'ouvriers). Les fonds de plus de la moitié des coopératives

sont dilapidés par le personnel et les dilapidations ne cessent de s'accroître (*Krasnaïa Gazeta* du soir, 13 novembre 1928). « On ne voit pas de différence, même au télescope, entre une boutique ordinaire et une coopérative » dit Boukharine (*Pravda*, 2 décembre 1928). Il y en a une, pourtant, mais pas à l'avantage de celle-ci. Les coopératives vendent trop cher, et leurs frais généraux sont considérables, note *l'Economitcheskaïa Jizn* (4 janvier 1929). Vols et pillages à Saratov, à Stalingrad, à Rostov et de tous côtés (*Pravda*, 13 janvier 1929). La coopération ne semble avoir fait aucun progrès en qualité depuis le jour où Dzerjinsky en dénonçait sévèrement la prospérité fallacieuse (*Pravda*, 20 avril 1926) et le monstrueux parasitisme, avec ses 400 000 fonctionnaires touchant 90 millions de roubles de traitements en 1925, chiffres qui ont enflé fortement depuis. Toute la presse communiste russe d'août, septembre et octobre 1929 taxe les coopératives d'incurie, de sabotage, de gabegie massive dont la population ouvrière supporte les effets désastreux.

Quant à la bureaucratie soviétique en général, il faudrait un volume spécial pour en donner un tableau suffisant. Nous nous bornerons ici à une sèche énumération de quelques faits pour caractériser cette hypertrophie tératologique de l'administration paperassière, inutile, nuisible, coûteuse, stérile et stérilisatrice, corrompue et corruptrice, insolente envers les humbles, plate devant les puissants et toujours contre-révolutionnaire. Qu'elle soit l'instrument du Parti, des soviets, des syndicats, des services économiques, elle est égale à elle-même. Les « affaires » scandaleuses évoquées plus haut l'ont montrée au moral. Nous allons la voir à l'ouvrage.

« Chaque membre de notre cellule est tenu de répondre par écrit chaque mois à 84 questions d'enquêtes » (*Pravda*, 23 avril 1925). Gela fait un millier dans l'année, par individu, et personne ne les lit, et des millions de tonnes d'enquêtes ineptes s'entassent dans la poussière des bureaux, et il y a une crise aiguë de papier, et l'on manque de cahiers pour les enfants, et l'on ne trouve pas de fonds pour l'Instruction publique ou l'industrie. « Le nombre de circulaires donnant

des directives reçues par les cellules oscille, en certains endroits, de 30 à 100 par mois » (*Pravda*, 7 juin 1925). Encore du papier vainement empilé, aux dépens du prolétariat. « La direction de l'appareil soviétique de base a au plus haut degré un caractère paperassier. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions imaginables et estime avoir ainsi épuisé ses obligations » (*Pravda*, 7 juin 1925). Encore des millions de feuilles gaspillées, sans parler de l'encre. « On nous inonde de circulaires, d'instructions, se plaignent beaucoup de secrétaires de cellules, et pour peu de profit » ; dans la cellule d'un trou rural, à l'issue d'une réunion, le secrétaire exhibe un « petit papier » de 2 m 50 de long sur 0 m 50 de large, exactement mesurés : une enquête à remplir... ; « Si l'on superpose tous les membres de la cellule les uns sur les autres, et que l'on entasse à côté les circulaires, enquêtes, etc., le tas de papier dépassera la cellule » (*Pravda*, 12 juin 1925). Tel est l'exemple donné *par le Parti* : il est contagieux, comme on le verra. « La décision sur les réserves locales de semences a été publiée par le Comité central exécutif en 1922 et elle n'est toujours pas appliquée » (*Pravda*, 25 septembre 1925). Cela ne fait jamais que trois ans ; en 1929 d'ailleurs, elle est certainement tout à fait oubliée, et des millions d'autres avec. « On exige des entreprises les renseignements les plus variés, rapports, données statistiques, formant en définitive un torrent de papier qui oblige d'entretenir un personnel excessif et noie le travail vivant » ; « Il se crée une mer de papiers dans lesquels s'embrouillent des centaines de gens... » ; « La situation de la comptabilité et de la statistique est simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec accablement le fardeau de fournir des renseignements sous des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité par pouds »... ; ainsi écrivait Dzerjinsky (*Pravda*, 23 juin 1926).

Un bureau des forêts réclame par circulaire un compte des perdrix, des cailles, des gélinottes, des lièvres, des ours, des loups, etc., vivant dans les secteurs des fonctionnaires questionnés ; et ce, dans un délai d'une semaine (*Krasnaïa*

Gazeta, 14 mai 1926). Le rapport annuel du *Yougostal* pèserait 12 pouds (190 kilos) s'il était rédigé selon la règle (*Economitcheskaïa Jizn*, 17 juin 1926). Le Commissariat des transports a déjà envoyé 10 000 ordres environ, qu'on ne lit pas, qu'on publie avec des retards de un à trois ans (*Krasnaïa Gazeta*, 6 juin 1926). « Une inondation de comptes rendus » : en deux mois, il est sorti à Moscou 643 livres de comptes rendus d'entreprises, d'environ 1 200 pages chaque et que « presque personne ne lit » ; les quatre mois précédents en avaient vu paraître 1 866 ; des fonds considérables sont ainsi gaspillés (*Pravda*, 29 juillet 1926). À Tcherepovetz, l'administration communale établit un plan de gestion pour 200 ans (*Kras. Gaz.*, 23 août 1926). Pour obtenir un renseignement au Commissariat du commerce, il faut passer par 37 services (*Kras. Gaz.*, du soir, 28 août 1926). Il n'est pas rare que certaines marchandises passent par 10 à 15 services commerciaux avant d'atteindre le consommateur et les frais généraux dépassent la valeur initiale du produit (*Isvestia*, 19 septembre 1926). Dans un dispensaire d'enfants, la feuille d'enquête porte 127 questions ; un trust de l'Oural imprime un rapport de 9 459 pages ; les chemins de fer dépensent 9 millions de roubles pour 18 000 pages de comptes rendus (où un renseignement est introuvable) ; le Commissariat des finances de l'Adjaristan coûte plus cher à entretenir qu'il ne perçoit d'impôts (*Kras. Gaz.* du soir, 22 décembre 1926).

La direction des chemins de fer reçoit des rapports représentant 30 millions de pages, avec portraits des chefs locaux du Parti (*sic*) mais où manquent les renseignements sur les machines ; le *Mostorg* a répondu en un an à 477 085 questions, le conseil des coopératives de Moscou à 622 393 questions, une seule fabrique textile à 629 000 questions (*Pravda*, 3 février 1927). Un bureau de l'Instruction publique envoie aux parents des élèves d'une école un questionnaire avec cent questions idiotes (*Pravda*, 19 février 1927) Le Commissariat des transports gâche à lui seul 420 000 pouds de papier par an, près du quart de la production, environ dix trains de 40 wagons (*Isvestia*, 4 février 1927). Les enfants d'une école dans l'Oural se voient poser par écrit 180 questions

imbéciles, dont celle-ci adressée aux parents : « N'étiez-vous pas ivres lors de la conception de l'enfant ? » (*Troud*, 29 avril 1927). L'Inspection ouvrière et paysanne calcule que la comptabilité seule de l'industrie d'État emploie 500 000 comptables et coûte 1 milliard de roubles par an (*Troud*, 30 mai 1927). La section d'hygiène de Kharkov envoie aux villages une circulaire de 47 pages avec 127 questions, dont celle-ci :

« indiquer les usagers du puits par nationalité, ukrainienne, juive, russe, polonaise » (*Pravda des J.*, 24 septembre 1927). Au XV^e Congrès du Parti, Staline cite des faits : un mutilé a dû attendre sept années un appareil de prothèse ; le rapport sur les cuirs, au Commissariat du commerce contient 27 000 questions ; un rapport d'agronome, en Ukraine, 20 000 questions ; etc. (*Isvestia*, 11 décembre 1927).

Un ouvrier qui a une réclamation à faire contre l'administration d'une entreprise doit passer par 24 instances bureaucratiques (*Troud*, 14 janvier 1928). *La direction provinciale de l'agriculture de Viatka prescrit par circulaire aux comités exécutifs de cantons de compter les vers de terre trouvés dans les champs* (*Pravda*, 1^{er} mars 1928). Nous avons l'impression que le record constitué par cette tentative de recensement des asticots ne sera jamais battu. Un Comité exécutif local envoie aux soviets de village un questionnaire avec 348 questions, en plein coup de feu des semailles (*Pravda*, 18 avril 1928). Une usine procède à 210 écritures pour chaque ouvrier embauché, et l'on sait que le personnel est très instable (*Troud*, 5 août 1928). Une montre importée en URSS passe à la douane par 142 instances, déclare Ordjonikidzé (*Isvestia*, 9 décembre 1928). Plus de la moitié des décisions des autorités supérieures ne sont pas mises à exécution, dit le même (*Pravda*, 21 décembre 1928). L'Institut d'agronomie expérimentale établit une feuille d'enquête de 5 à 6 mètres, couverte de questions, sur les tracteurs (*Biednota*, 14 avril 1929). Un inventeur, arrivé à Moscou pour expérimenter sa découverte, fait des démarches en vue d'obtenir une chambre ; en un an et demi, il n'a pas encore abouti, mais il a

une collection de papiers, actes, résolutions, déclarations, protocoles, conclusions, etc., de plus de 400 pièces (*Vetchernaïa Moscva*, juin 1929). Une usine neuve est mise en marche... trois mois *avant* l'approbation du devis de construction ; le journal qui note le fait appelle cela un « petit détail curieux » ; en 15 mois, le Conseil économique supérieur a reçu 866 tâches gouvernementales à remplir, sur lesquelles 446 ne sont pas accomplies ; beaucoup d'autres institutions sont dans la même difficulté (*Isvestia*, 31 juillet 1929). Les cas où des projets, plans et devis cheminent et stationnent encore dans les bureaux tandis que les constructions sont déjà achevées se multiplient : une étude sur l'économie soviétique aurait à en tenir compte comme d'un élément d'appréciation important.

Le régime bureaucratique de l'URSS pèse d'autant plus sur le prolétariat et les paysans travailleurs, que la légalité ne ménage aucun contre-poids à l'arbitraire politique, économique, administratif de la dictature du Secrétariat du Parti. Et d'abord, il n'y a pas de légalité dans la seule République qui prenne ouvertement le titre de « socialiste ». Il y a des lois et des décrets en quantité innombrable, où les juristes soviétiques les mieux spécialisés et entraînés se perdent, et dont le Secrétariat du Parti, fort de son *Guépéou*, a les moyens de ne tenir aucun compte. On ne se gêne pas, au surplus, pour le déclarer sans ambages : « *La dictature du prolétariat, comme toute dictature, est un pouvoir qui n'est lié par aucune loi* » écrit un collaborateur des *Isvestia* (7 septembre 1926), en réfutant Krylenko, procureur général, dont l'avis était de faire entrer cette dictature « dans les cadres de la légalité en vigueur ». Ainsi, pas de légalité. Pourtant, la presse soviétique a maintes fois dénoncé les abus de pouvoir, les actes d'arbitraire, les passe-droits, les violations des lois, décrets, ordonnances, règlements, statuts, instructions, circulaires officielles, etc., qui dictent à l'individu soviétique les moindres détails de sa conduite, et prôné le respect de la « légalité révolutionnaire ». Bogouslavsky, Soltz, Krylenko et d'autres ont noirci bien des colonnes de journaux, accumulé bien des rapports et des dossiers à ce sujet. Mais une fois de

plus, c'est la méthode consistant « à soigner les rhumes en entretenant les courants d'air ». Puisque la dictature n'est liée par aucune loi, à quoi bon perdre son temps à discourir sur la légalité ? Il suffit qu'un secrétaire local, provincial, régional ou général du Parti ordonne et que le vulgaire se soumette. Quant aux « tribunaux populaires », ils font partie de la machine bureaucratique et entretiennent un nombre respectable de bureaucrates : n'est-ce pas conforme à l'ensemble du système ?

L'Inspection « ouvrière et paysanne », lire : bureaucratique, a fait une enquête sur la justice en URSS. Elle a constaté qu'en 1926, plus d'un million d'individus ont été arrachés à leur travail comme accusés, en RSFSR seulement (république grand-russienne), sans parler des témoins, experts, etc. ; en USFSR (république ukrainienne), 15 % de la population ont été cités en justice, la même année ; un arriéré formidable d'affaires en cours s'est constitué, qu'une amnistie seule peut liquider (*Isvestia*, 11 octobre 1927). Staline, au XV^e Congrès du Parti, s'est servi de ces chiffres pour dénoncer le désordre bureaucratique dont il est le grand maître (*Isvestia*, 11 décembre 1927). La *Pravda* du 2 février 1929 condamne les agissements illégaux des autorités locales, qui suscitent des plaintes dont le nombre va croissant, et préconise une fois de plus le respect de la légalité révolutionnaire, laquelle n'existe pas pour le Parti, donc pour l'État. Les *Isvestia* du 11 juin 1929 constatent que toutes les lois sont foulées aux pieds en permanence à la campagne, c'est-à-dire dans toute l'Union soviétique : impôts illégaux, perquisitions et arrestations illégales, élections truquées, amendes arbitraires, etc. ; les budgets locaux sont alimentés par les amendes et il est facile de dresser contravention aux paysans à tout propos, en vertu de textes ignorés de tous. Et, bien entendu, on rappelle à l'ordre de la légalité révolutionnaire les arrière-sous-ordres du Secrétariat du Parti.

La « lutte contre la bureaucratie » est un des « mots d'ordre » du pouvoir soviétique, parmi d'autres de même esprit. C'est un des *leitmotiv* de la chanson dont la

bureaucratie supérieure berce le peuple exploité et opprimé par la bureaucratie de tous étages, les bureaucrates de tout rang et de tout grade. Il entre dans la collection des formules rituelles de la doctrine officielle, dans les commandements de la religion léniniste que les jeunes « pionniers » et les *komsomols* récitent avec docilité et incompréhension, et que les hommes méprisent en atteignant un certain degré de conscience politique et sociale. Le mot d'ordre anti-bureaucratique ne prendra son vrai sens que le jour où il sortira de la masse elle-même.

« Le socialisme dans quinze ans »

Ce que sera l'Union soviétique dans quinze ans : ainsi est intitulé un article de l'actuel idéologue attitré du bolchevisme, dans la *Pravda* du 29 août 1929. Ce théoricien tout récent du léninisme d'après la mort de Lénine, fournisseur officiel d'idées au Secrétariat du Parti depuis la répudiation de Boukharine, a nom Larine et est encore inconnu en dehors du mouvement socialiste russe où il ne tenait qu'une place infime jusqu'à présent comme patriote sous Nicolas II, avant de se rallier au communisme d'aujourd'hui. Dans cet article, il rend compte d'un livre publié depuis peu : *L'URSS dans 15 ans*, dont l'auteur est, lui, tout à fait inconnu : Sabsovitch, et il en fait siennes les vues générales et les conclusions, il les fait adopter par la *Pravda*, organe central du Parti. (Lorsque la *Pravda* ne fait pas suivre une signature de la mention : « Article de discussion », c'est que l'article exprime l'opinion de la rédaction, donc du Secrétariat du Parti). Depuis douze ans, il est important de le constater, le bolchevisme n'a pas fait sortir de son milieu une seule personnalité nouvelle marquante, malgré la puissance de ses moyens matériels et de sa protection politique ; dans tous les domaines de son activité, et sur quelque plan que ce soit, les idées, les initiatives, les œuvres qui comptent viennent de la génération d'Octobre ; il est donc intéressant, soit dit incidemment, d'observer les premiers pas d'un homme nouveau, ce Sabsovitch, sur la scène de l'actualité soviétique.

Larine expose et confirme avec certitude : « La perspective [de Sabsovitch] pour 15 ans, *c'est le plan de l'établissement du socialisme en URSS*, avec suppression des classes, transformation du mode de vie et des mœurs, etc. » « Il est absolument évident que c'est l'unique conception acceptable pour nous. Sous le rapport pratique, l'expérience des deux premières années du plan économique de cinq ans (une année presque écoulée, l'autre déjà précisée) la confirme pleinement. Les résultats obtenus se révèlent supérieurs aux prévisions non seulement au regard du plan quinquennal du *Gosplan* mais par rapport au plan de perspective de Sabsovitch en personne. Par conséquent, il s'agit, non d'impossibilité objective, mais de l'aptitude à utiliser les ressources existantes. Sans parler des réserves inconnues que recèle la possibilité d'utiliser les découvertes et inventions de l'avenir... » Ainsi, le Secrétariat du Parti bolchevik nous promet fermement le socialisme sur un sixième du globe, à l'expiration d'un délai de quinze ans. Et voici déjà une année de passée... Le socialisme sera réalisé en URSS dans quatorze ans.

Le socialisme, c'est-à-dire le régime social précédant immédiatement l'étape dernière du développement de l'humanité, le communisme. C'est-à-dire la société sans distinctions de classes et la réalisation de la formule : *À chacun selon ses œuvres*, transition inévitable vers la formule finale communiste : *À chacun selon ses besoins*.

« Notre génération – écrit Larine qui n'est pas jeune, bien que jeune en bolchevisme – peut voir le socialisme de ses propres yeux. » Et pas la moindre réserve pour l'éventualité d'une guerre, par exemple, contrecarrant le plan grandiose. « *Au contraire, à la base du plan, il faut admettre que notre pays aura à défendre le socialisme les armes à la main.* » Tout est prévu.

Notre rôle n'est pas ici d'opposer une thèse à une autre mais d'exposer la réalité soviétique obscurcie par la légende soviétiste après avoir été déformée par la campagne contre-révolutionnaire. La connaissance de cette réalité est nécessaire à la compréhension de n'importe quelle thèse. Nous avons dit

la vérité sur les conditions de l'existence matérielle et spirituelle des masses laborieuses, objet limité de notre tâche dans ce cadre restreint. Nous nous sommes abstenu de nous attarder sur la situation des catégories sociales privilégiées du régime actuel : nous l'avons noté succinctement, à propos de l'habitation, du salaire, du chômage, de l'instruction, des droits civiques, il existe en URSS des privilèges pour certaines minorités constituant les piliers de l'État. ; c'est même ce qui permet des témoignages sincères, sinon clairvoyants, en faveur d'un état de choses où peu d'étrangers savent distinguer les faits partiels du fait général, éviter de confondre la règle et l'exception. Les violents contrastes de la Russie se reflètent dans des constatations à la fois exactes en soi et contradictoires, mais elles n'ont pas toutes une portée d'ensemble. Notre tableau se compose d'observations ayant la valeur de généralités, à un stade donné de la Révolution.

Mais il va de soi que ce stade sera dépassé et la question se pose de prévoir *dans quel sens* il va l'être, et si l'inégalité sociale soviétique tend à se développer ou à disparaître. Les privilèges sont-ils des survivances en voie d'extinction de l'ordre social antérieur ou les signes précurseurs de l'ordre à venir ? Il est impossible d'aborder ce problème sans savoir la situation réelle présente des classes qui ont fait la Révolution d'octobre, – et notre ouvrage doit y aider. Mais il reste à connaître l'état de la production et la marche du développement économique de l'URSS, dans leurs relations avec l'économie du monde capitaliste. Au terme de cet exposé, on ne s'attend pas à l'analyse de cet autre élément des destinées de la Révolution. L'étude de la politique économique des Soviets et la confrontation des programmes n'ont pas place ici. Qu'il soit permis cependant à l'auteur de dire, d'une façon très schématique, en quelques lignes et sans chiffres, comment selon lui s'ouvrent les perspectives – afin tout au moins de ne pas laisser lui prêter d'opinion contraire à la sienne.

La production agricole et industrielle a été rétablie en URSS au niveau approximatif d'avant-guerre en une dizaine d'années, avec quelques progrès quantitatifs dans certaines

branches, un attardement dans d'autres. Les échanges commerciaux restent inférieurs par le volume à ceux d'autrefois. La qualité des produits a baissé sensiblement. La consommation par tête a diminué. Cette étape a coûté aux classes pauvres de grandes privations et souffrances. L'effort actuellement accompli dans l'esprit du plan quinquennal doit compenser ce retard, puis permettre – sur le papier – une élévation du *standard of life*. Ce plan a pour objet de tripler au moins la production industrielle d'avant-guerre, au terme de sa courbe, tout en augmentant de moitié seulement la production agricole, en nombres absolus, compte non tenu de l'accroissement de la population ; cela ne représenterait encore pas une masse suffisante de produits pour donner aux travailleurs d'un si vaste territoire des conditions matérielles de vie comparables à celles des exploités dans les pays capitalistes. D'autre part, l'État ne peut poursuivre l'édification de ses entreprises géantes, industrielles et agricoles, qu'en prélevant une part de plus en plus grande du revenu national par des moyens multiples : emprunts intérieurs répétés, impôts indirects déguisés, mainmise sur une portion importante des récoltes, émission de papier-monnaie sans contre-partie, etc., c'est-à-dire en réduisant la faculté d'achat de la population. La nécessité d'exporter des marchandises et d'entrer en compétition sur le marché mondial s'imposera donc impérieusement dans un pays où le manque de tous les produits se fait déjà durement sentir ; il y a « famine de marchandises » industrielles de plus en plus aiguë en Russie et, depuis deux ans, disette croissante de denrées agricoles : « Pour le XII^e anniversaire du pouvoir soviétique, nous manquons de presque tous les produits de l'agriculture », reconnaît Ordjonikidzé (*Pravda*, 29 septembre 1929). Poser l'antinomie, ce n'est pas la résoudre. Et d'autres problèmes encore se posent que l'autocratie soviétiste ne tranchera pas à coup de décrets et par des mesures de violence.

Le développement industriel et le progrès socialiste sont phénomènes liés mais distincts ; ils peuvent se confondre ou suivre des voies différentes, selon le caractère (privé ou collectif) de la propriété des moyens de production et la nature

sociale (plus ou moins bourgeoise ou prolétarienne) de l'État. Ces conditions ne se présentent jamais sous un aspect absolument net et déterminé mais dans le cas de la Russie soviétique, où ni la bourgeoisie ni le prolétariat ne sont à même de dominer l'État, leurs caractéristiques sont particulièrement complexes. Lénine tendait au socialisme à travers la « nep », politique économique admettant la coexistence transitoire de forces et de formes productives diverses soumises à l'État maître des positions économiques principales. Actuellement, le pouvoir soviétique croit au contraire instaurer le socialisme en supprimant virtuellement cette « nep » et en éliminant les éléments capitalistes par des procédés administratifs et policiers. Son plan quinquennal est l'expression d'une nouvelle politique économique, dont « l'opposition » communiste groupée autour de Trotsky revendique l'inspiration quant aux idées générales, sinon à tous les moyens d'application.

Quelle que soit la valeur des données, supputations et prévisions de ce plan, il est certain que les destinées de la Russie soviétique dépendront désormais pour une part essentielle de sa mise en œuvre. Et les conséquences pratiques prochaines en peuvent être incompatibles avec les conséquences dernières théoriques. Dans l'immédiat, l'actuel pouvoir soviétique démontrera que l'industrie moderne peut se passer de capitalistes mais la démonstration était déjà faite dans les États bourgeois par les grands services publics de caractère industriel ; il prouvera que l'envergure et le rythme d'une industrialisation alimentée des ressources d'un budget national l'emportent sur l'initiative et la concurrence individuelles, sans toutefois laisser préjuger de son sort final, conditionné par bien d'autres facteurs ; mais s'il édifie une industrie comme les Pharaons élevaient des Pyramides, il y trouvera lui aussi un tombeau et l'expérience ne serait pas poussée à fond car la résistance passive ou active des classes exploitées se mettrait en travers. Autant qu'il soit possible d'en juger sur les matériaux documentaires connus, le plan n'est partiellement réalisable que par les emprunts forcés, les bas salaires, les hauts prix et l'inflation fiduciaire qui

dépouillent indirectement les travailleurs – et avec le concours du capitalisme extérieur. Il exige le sacrifice réel d'une génération pressurée, au nom d'un mince progrès matériel pour les générations futures et de perspectives problématiques de progrès social. En résultat, l'industrie sera fortement développée et l'agriculture mieux outillée. Mais en quoi ce régime économique se différencie-t-il du capitalisme ?

En ceci que les capitalistes ont disparu, sous leur forme la plus évoluée de banquiers et d'industriels, pour ne subsister que difficilement à l'état de paysans aisés en nombre réduit, d'usuriers des campagnes, de petits commerçants traqués et de très maigres industriels chargés d'impôts. Les prolétaires produisent des marchandises et touchent des salaires comme dans le monde capitaliste, mais au lieu d'une appropriation individuelle du profit par la bourgeoisie, il y a appropriation collective par l'État, défalcation faite de la consommation du parasitisme bureaucratique. C'est ce que Lénine appelait un capitalisme d'État, expression controversée parmi les communistes.

Mais ce qui n'est pas controversé, c'est la nature transitoire de ce régime, qui doit conduire à l'instauration du socialisme ou à la restauration du capitalisme. L'État n'est instrument de transformation économique et sociale dans le sens socialiste que dans la mesure où il s'identifie aux classes intéressées à cette révolution, donc au parti qui s'en fait l'agent conscient et actif. Sans même discuter le caractère social complexe de l'État soviétique ni les possibilités de réalisation du plan quinquennal, matières à considérations fort conditionnelles, il suffit de savoir les rapports entre le Parti bolchevik de nos jours et la masse prolétaire pour constater une divergence profonde entre leurs intérêts respectifs, pouvant aller jusqu'à la rupture. Si cette rupture se consomme, aucun plan de cinq ou de quinze années n'enrayera la montée du capitalisme : au contraire, tout plan d'industrialisation la favoriserait en déchaînant des forces productives que l'État soviétique serait impuissant à conduire. Et en fait de « socialisme dans quinze ans », nous aurions le capitalisme victorieux avant cinq

années. Nul fatalisme ne prédétermine absolument la tournure de l'évolution soviétique. La Révolution russe est loin d'avoir épuisé ses ressources et les moyens de durer. Mais chaque année écoulée avec un communisme en paroles sans communistes en actes compromet ses possibilités de survivre à la stabilisation du capitalisme international comme révolution à tendances socialistes. Contre les classes laborieuses, on ne peut accomplir qu'une révolution bourgeoise. Les emblèmes de la dictature du prolétariat couvriront le retour au pouvoir de la bourgeoisie si le prolétariat est maintenu dans la misère, l'ignorance, l'inconscience et la servitude.

Il s'agit de savoir si le plan économique est fait pour les travailleurs ou si les travailleurs existent pour le plan. À eux de le dire, s'ils en sont capables. Selon qu'ils se soumettront au plan ou qu'ils se soumettront le plan, ils avanceront vers le capitalisme ou vers le socialisme. L'histoire leur pose la question, non du socialisme dans quinze ans, mais de leurs libertés tout de suite.

Arrière-propos

En illustrant notre exposé de nombreux exemples tirés des publications soviétiques officielles, nous avons résisté à la tentation de juxtaposer d'autres extraits relatifs aux mêmes faits et puisés, ceux-ci, dans la presse internationale dite « communiste ». La comparaison permettrait de constater une contradiction absolue sur tous les points.

Mais de même qu'il nous a suffi au début de ce livre d'une référence à l'*Humanité* pour permettre d'apprécier à sa valeur la « vérité sur la Russie » selon les imposteurs au service de la bureaucratie soviétique, il suffira d'une brève coupure du même journal pour juger ses méthodes d'information sur le plan quinquennal d'industrialisation.

Dans le numéro du 18 octobre 1929, on pouvait lire la dépêche suivante :

La construction automobile soviétique. — Moscou, 17 octobre (*Humanité*)

Les usines automobiles de Nijni-Novgorod (Novgorodsky-Autozavod) ont augmenté, d'après les résultats de l'année écoulée, de 20 % les prévisions de la fabrication automobile pour l'année économique 1929-1930. Il sera produit : 70 000 camions, 20 000 camionnettes et 30 000 voitures de ville ou tourisme, soit un total de 120 000 voitures.

Or, *il n'y a pas* d'usine d'automobiles à Nijni. Il n'y en a pas et il est impossible de se référer à aucun texte explicite pour le prouver car personne n'a encore eu l'idée d'écrire et d'imprimer dans le seul but de révéler l'inexistence d'une entreprise. Mais rien n'est plus facile que d'établir l'absence d'usine d'automobiles à Nijni. Et même si l'on publiait une « vue » photographique de cette usine inexistante, cela ne changerait rien au fait que Nijni ne produit pas la moindre auto

actuellement. L'URSS fabrique environ 500 voitures par an (Ossinsky : *L'automobile en chiffres*, Moscou 1927) à l'usine *Amo* montée par *Fiat* (près de Moscou) et à celle de Iaroslav où l'on a transféré pendant la guerre l'usine Baltique de Riga, ce qui compense à peu près l'usure de son fonds total s'élevant à 11 000 voitures sur lesquelles 5 000 camions en 1925 (*Pravda*, 15 juillet 1925) et augmenté depuis de 3 000 environ, achetées à l'étranger (Ossinsky donne d'autres chiffres : 18 300 voitures en 1925 et 21 000 en 1927 ; toujours la belle statistique soviétique, dont Ordjonikidzé avouait récemment qu'elle « boîte sérieusement sur toute la ligne », ajoutant : « Le conseil d'experts de notre direction de statistique embrouille désespérément tous les chiffres » (*Pravda*, 29 septembre 1929). Comment un pays possédant 15 à 20 000 autos et en fabriquant quelque 500 par an pourrait-il porter sa production d'une année à l'autre à 120 000 unités au moyen d'une usine qui n'existe pas ?

Avec une série de dépêches de Moscou accommodées de la même façon, il serait facile de réaliser, sur le papier, le plan quinquennal en cinq minutes.

L'exemple valait d'être noté car c'est ainsi que *l'Humanité* informe sur la Russie depuis 1924, date de l'éviction de ses rédacteurs sérieux et honnêtes. On finira par ne plus la croire, même quand elle annoncera l'achèvement de la construction par Ford, le léniniste bien connu, de l'usine d'autos de Nijni actuellement à l'état de projet.

Un article tout récent de la même feuille suffira aussi à éprouver l'argumentation sur les progrès du « socialisme » en URSS actuellement en vigueur. Sous le titre : « *Des témoignages irréfutables sur l'édification du socialisme* », on pouvait lire le 1^{er} octobre 1929 ces paroles d'un « savant gynécologue » (*sic*) : « Le téléphone marche admirablement à Moscou, aussi bien qu'il marche mal à Paris. » Nous sommes en mesure de confirmer ce « témoignage irréfutable » sans prendre sur nous cependant d'y mêler « l'édification du socialisme » : le téléphone en question est en effet de premier ordre ; il est dû, d'ailleurs, à une concession capitaliste russo-

suédoise-danoise pour Moscou, à la firme capitaliste suédoise Eriksson pour Leningrad, et a été installé sous l'ancien régime. C'est ainsi que l'autocratie russe, le capitalisme scandinave et la gynécologie française heureusement combinés aboutissent à l'édification du socialisme téléphonique.

Le même « témoignage irréfutable » traite du service moscovite de chirurgie d'urgence : « J'en ai vu à Santiago-de-Chili, j'en ai vu à Rio-de-Janeiro où ils fonctionnent admirablement. Mais je n'ai jamais rien vu d'aussi bien organisé que le service de Moscou. » Parallèle véritablement inespéré : l'édification socialiste chirurgicale comme à Rio et à Santiago. C'est ce que nous avons eu l'heur d'exposer : il y a en Russie quelques établissements modèles comme dans tous les pays capitalistes, et cela ne change rien à la condition de 150 millions de Russes ni à l'état du socialisme en Russie. Le savant gynécologue dit aussi : « J'ai vu une maternité où viennent au monde 30 à 40 enfants chaque jour et qui m'a paru (*paru*) parfaitement organisée. » C'est bien cela : une quarantaine d'enfants y naissent et l'on enregistre quotidiennement plus de 10 000 naissances. Comment voient le jour les 9 960 nouveaux-nés (pour compter seulement les survivants de la mortalité infantile) qui ne peuvent passer par cette maternité ? Voilà toute la question. Si même il y avait une dizaine de tels établissements, cela laisserait subsister le problème dans son ensemble, du point de vue de la gynécologie et de l'obstétrique. À plus forte raison, sous l'angle de l'édification socialiste.

Et nous avons souligné le terme prudent du gynécologue en voyage : *paru*, car ce savant, non responsable de l'interprétation baroque de son rapport sincère, sait évidemment combien il y a loin de *l'apparence* d'un service médical présenté à un personnage en visite à *la réalité* de la pratique courante. Sur ce sujet, il nous semble intéressant d'ajouter à notre démonstration sur les sanatoria et lieux de cures la confirmation la plus récente, la plus générale et la plus forte, car il s'agit précisément d'institutions *paraissant* les plus convaincantes au touriste pressé ou au témoin complaisant. Le

Troud du 19 octobre 1929 rend compte de la dernière saison d'été dans les termes textuels suivants : « Il n'était *pas rare* que les malades restent trois à cinq jours *sans eau potable*. L'alimentation est devenue *de plus en plus mauvaise*. La saleté s'est développée d'une manière incroyable (la majorité des *Kurorte* sont privés de canalisations). *Les maladies contagieuses*, non seulement n'ont pas diminué dans les *Kurorte* [lieux de cures] mais ont révélé même *une tendance à croître*. Bref, la Direction principale des *Kurorte* elle-même qualifie « extrêmement insatisfaisante » la situation de nos *Kurorte* sous le rapport de l'hygiène et de l'aménagement et, *en réalité, elle est abominable* ». Ces dix lignes anéantissent des milliers de très coûteux « témoignages irréfutables sur l'édification du socialisme » ayant trait à ce sujet et l'on pourrait trouver dix lignes de même poids, dans les proses officielles, sur tous les thèmes exploités aux mêmes fins.

Un dernier exemple, relatif à la question dominante actuelle de la Révolution russe. La *Pravda* du 9 octobre 1929 signale « un cas *révoltant* de pression sur l'autocritique » : dans une cellule communiste, un chômeur ayant « tout à fait justement » indiqué « une série d'agissements illégaux » d'un quelconque comité, l'audacieux fut arrêté le lendemain par le *Guépéou* et emprisonné 14 jours ; « on fit circuler le bruit qu'il était un élément antisoviétique et presque un terroriste... » ; des sanctions ont été prises contre les coupables. Or, ce cas « révoltant » quand il met en cause des fonctionnaires subalternes est pratique légitime et louable quand il s'accomplit journallement sur une vaste échelle sous la responsabilité des fonctionnaires supérieurs du Secrétariat du Parti : depuis non pas 14 jours, mais 14 mois et plus, des milliers d'ouvriers et de révolutionnaires sont emprisonnés et déportés par le *Guépéou* pour avoir « tout à fait justement » indiqué « une série d'agissements illégaux » d'un comité tout-puissant, et l'on attend encore la libération des victimes et les sanctions contre les coupables.

Si par hypothèse nous avons pu avoir un instant le moindre doute sur l'actualité de cet ouvrage en remuant une masse

énorme de documents pour l'écrire, ces quelques citations notées dans la presse communiste en octobre 1929 après l'achèvement de notre travail auraient suffi à le lever.

FIN

Achevé de numériser

Cette édition numérique a été réalisée par reconnaissance de caractères à partir d'une édition papier.

Le texte numérisé a été relu et corrigé.

Achevé de numériser : mai 2023.

Révision : cf2d1d3